

مكتبة النهر

Cahier spécial : Terres d'hiver

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15180

JEUDI 18 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Transparence électorale au Japon

Le projet de réforme électorale introduit par le premier ministre, M. Hosokawa, a été adopté mercredi 17 novembre par la commission ad hoc du Parlement japonais. Il devrait être très vite présenté à la Chambre basse et adopté sans difficultés. Il s'agit là, selon le chef du gouvernement, du « deuxième acte de la reconstitution du paysage politique ». Le premier en avait bien sûr été le changement de majorité, au détriment du Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir depuis 1955, survenu lors des élections de juillet.

Ce succès est un bon point pour le déjà très populaire M. Hosokawa. Ne s'agit-il pas engagé, lors de son accession au pouvoir, il y a tout juste cent jours, à réaliser la réforme avant la fin de l'année ? De façon également très bienvenue, il survient à la veille de sa rencontre cruciale avec le président américain, Bill Clinton, à Seattle, lors du « sommet » de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

Le nouveau système va provoquer un réajustement des partis et, sans doute, l'apparition d'une autre force conservatrice rivalisant avec le PLD. Il fera date dans l'histoire du Japon, qui adoptera pour la première fois un système combinant le scrutin majoritaire à un tour et la proportionnelle. Le texte a été voté malgré l'opposition d'une partie des députés du Parti socialiste, membre de la coalition.

M. Hosokawa a dû jouer de la menace d'une dissolution pour imposer son projet aux libéraux-démocrates. Craignant d'autres divisions en son sein, le président du PLD, M. Kono, a dû, in fine, se plier au compromis que lui offrait le chef du gouvernement. Des élus du PLD pourraient, au demeurant, joindre leurs voix à la majorité pour faire adopter une réforme réclamée, depuis des lustres, par une société lassée des scandales émaillant la vie publique.

Bien que complexe, la réforme devrait rendre transparence au système. Chaque électeur disposera de deux bulletins. Au terme du redécoupage entraîné par la loi, 274 sièges seront pourvus dans le cadre de petites circonscriptions à un seul député, et 226 autres élus à la proportionnelle. Jusque-là, il existait des circonscriptions à plusieurs sièges, où se présentaient plusieurs candidats d'un même parti. C'était une source évidente de rivalité entre quelques grandes formations « actionnaires » une clientèle qui était, à la fois, la base de leur pouvoir et l'objet de toutes leurs attentions.

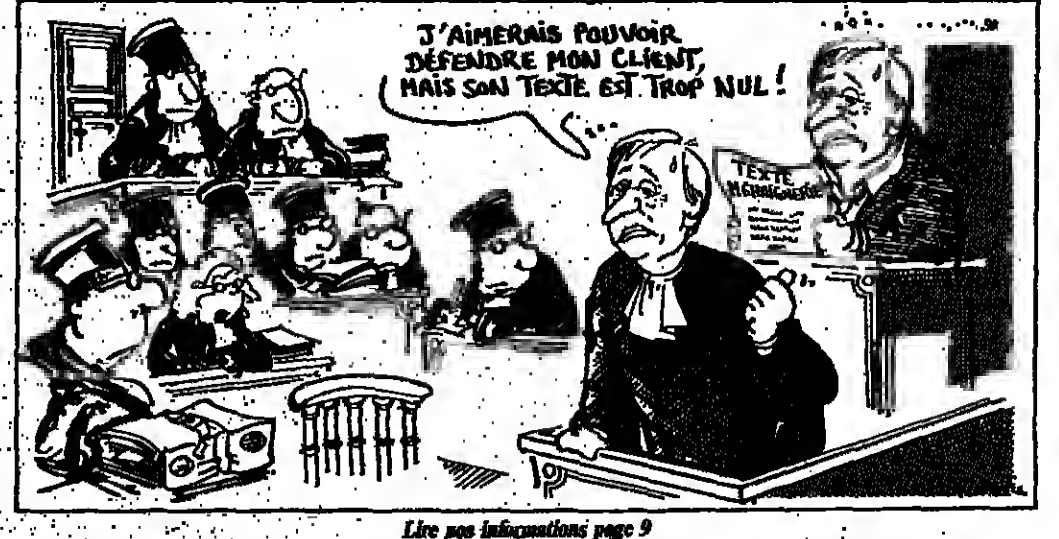
Les petites formations devraient tirer bénéfice de l'ampleur accordée à la proportionnelle. Elles seront, par ailleurs, moins défavorisées que les grandes par le plafond que la réforme impose à l'aide publique en faveur des partis. Et, surtout, les citoyens pourront, à l'avenir, se déterminer davantage en fonction de plates-formes politiques que du sempiternel combat de chaises.

Révisant son texte sur les assassins d'enfants

Le gouvernement renonce au projet de prison à vie

Le Sénat devait examiner, mercredi 17 novembre, le projet de loi de Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, tendant à instituer la perpétuité « réelle » pour les auteurs de meurtres ou de viols sur des mineurs de quinze ans, accompagnés de tortures ou d'actes de barbarie. Après l'adoption, par la commission sénatoriale des lois, d'un amendement visant à

permettre le réexamen du cas d'un condamné au bout de trente ans, M. Méhaignerie a décidé de présenter, lui-même, un amendement similaire. En outre, le gouvernement redoutant une offensive des partisans de la peine de mort, laisse entendre que le texte ne sera pas inscrit à l'ordre du jour de la présente session à l'Assemblée nationale.



Lire nos informations page 9

La levée d'immunité de Bernard Tapie

La commission ad hoc de l'Assemblée nationale a décidé, mercredi 17 novembre, par 10 voix contre 4 (le président ne prenant pas part au vote), d'accéder à la demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône, présentée par les juges d'instruction de Béthune (Pas-de-Calais) chargés de l'affaire Teestut. La commission devait rédiger une proposition de résolution qui sera soumise au vote des députés, en séance publique.

Le rapport Mattéi sur la bioéthique

Le professeur Jean-François Mattéi, député (UDF) des Bouches-du-Rhône, a remis, mardi 16 novembre, à Edouard Balladur un rapport sur l'éthique biomédicale. Dans ce document, il expose les raisons pour lesquelles il y a, selon lui, « urgence à légiférer » dans de nombreux domaines concernant notamment la procréation médicalement assistée, le diagnostic prénatal et les thérapies géniques. Préconisant l'interdiction de prélever des tissus sur des cadavres, le professeur Mattéi réclame aussi une mission d'enquête sur les conditions dans lesquelles la société Pasteur-Mérieux collecte actuellement des placentas dans quarante-cinq pays pour en extraire ensuite de l'albumine.

Un marché de 360 millions d'Américains

Pour pérenniser leur suprématie, les Etats-Unis misent sur le libre-échange avec leurs voisins

NEW-YORK

de notre correspondant

Cinq millions de « jobs » en moins ou 200 000 en plus ? Quel sera l'impact sur l'emploi aux Etats-Unis de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sur lequel les membres de la Chambre des représentants étaient appelés à se prononcer mercredi 17 novembre ? Reflet des angoisses de la population américaine, la question a largement dominé les débats préalables à ce vote - un vote décisif et serré. L'emploi n'est pourtant pas le seul enjeu, ni même sans doute le principal, de cet accord commercial entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada qui devrait conduire à la création de la plus vaste zone de libre-échange au monde (360 millions d'habitants).

Les répercussions économiques de l'ALENA pour les Etats-Unis (sur l'emploi, les salaires ou l'environnement) devraient en effet être relativement marginales. Le Canada et les Etats-Unis sont déjà liés, depuis cinq ans, par un accord de libre-échange. Le Mexique est un « concurrent » pour cet ensemble : son produit national brut ne représente que 4 % de celui des Etats-Unis, à peine celui de l'Illinois. Derrière l'ALENA, c'est en réalité la mise en œuvre d'une double transition qui se joue pour les Etats-Unis : une transition vers une économie plus productive, d'une part, vers une économie plus ouverte au reste du monde, d'autre part. Les hésitations du Congrès sont celles d'une population inquiète et que Bill Clinton, pourtant aidé par une grande partie de l'establishment, n'a pas vraiment réussi à convaincre.

Le traité de Maastricht et celui de l'ALENA ont en commun de ressembler. Le premier doit conduire à une union économique, monétaire et politique entre douze pays européens. Le second est moins ambitieux : il a pour objectif la création d'une zone de libre-échange entre trois éco-

nomies, grâce à la suppression progressive, planifiée sur quinze ans, de tous les obstacles (tarifaires ou non) au commerce entre eux. Il n'est question ici ni de politique commerciale commune, ni d'harmonisation fiscale, ni de monnaie unique. Aux Etats-Unis comme en Europe, les débats ont pourtant fait ressortir un même enjeu : celui qui oppose la classe dirigeante à l'opinion publique.

A Washington - comme à Paris pour Maastricht - les élites, politiques, économiques et académiques, ont ainsi massivement milité, au cours des dernières semaines, en faveur du « oui » à l'ALENA. La Maison Blanche en a multiplié les démonstrations, indiquant par exemple que tous les anciens présidents américains encore vivants, tous les grands patrons de l'industrie et tous les Prix Nobel d'économie étaient partisans de cet accord régional. Invokant les bienfaits du « libre-échange, source de croissance et d'emplois », ils ont expliqué que l'ALENA était favorable aux intérêts à long terme des Etats-Unis. S'appuyant sur les frustra-

tions immédiates de la population et sur une demande obscure de protection, le milliardaire Ross Perot, l'écologiste Ralph Nader et surtout les syndicats - l'AFLE-CIO - ont organisé une puissante campagne d'opposition. Au centre de leur argumentaire : l'emploi et les salaires.

Malgré le retour de la croissance depuis deux ans et demi maintenant, l'emploi reste, il est vrai - ici comme ailleurs - la préoccupation dominante des Américains. Plus de 8,5 millions d'entre eux sont, officiellement, au chômage (6,8 % de la population active), un chiffre qui sous-estime la réalité, selon le secrétaire d'Etat au travail, M. Reich lui-même. Lente et non-inflationniste, la reprise en cours apparaît aussi comme peu créatrice de postes de travail nouveaux. Certains économistes utilisent d'ailleurs pour la qualifier le terme de « croissance sans emploi » (jobless growth). Animés par une recherche continue de gains de productivité et emportés par la mode du downsizing, les grands groupes (IBM, Procter & Gamble,

Pfizer, BellSouth, Wal-Mart...) procèdent, malgré des ventes et des profits en hausse, à des plans massifs de licenciement.

L'Amérique réelle connaît ainsi depuis une quinzaine d'années une longue période de réduction des emplois industriels (encore 700 000 postes en moins au cours des douze derniers mois), de baisse du pouvoir d'achat des salaires et d'insécurité croissante au travail. Et elle entend aujourd'hui que son voisin du Sud, le Mexique, veut la menacer à son tour. C'est dans ce contexte que les syndicats ont réussi à focaliser le débat pour l'ALENA autour de l'emploi et des salaires. L'ouverture totale des frontières au Sud risque, selon eux, de provoquer une fuite massive des emplois faiblement qualifiés des Etats-Unis vers le Mexique, faisant de ce dernier pays l'atelier industriel de l'Amérique du Nord. La faiblesse des salaires et des cotisations sociales comme celle du mouvement syndical devraient y attirer les industriels américains.

ERIK IZRAELWICZ
Lire la suite page 19

La paix et le temps

A Gaza aussi bien qu'à Jérusalem, l'avenir du « processus » en cours paraît comme suspendu à un fil

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Jéricho la somnolente attend Abou Ammar (nom de guerre de Yasser Arafat). Gaza le fourmillement attend le retrait des troupes israéliennes et des derniers drapeaux à l'étoile de David. De l'autre côté du fleuve, la Jordanie attend, pour signer la paix, d'en savoir plus sur l'attitude de la Syrie, qui, elle-même, paraît attendre de voir ce qu'il se passera des accords OLP-Rabin-Pérez. Le Liban attend que le Syrie lui donne des consignes. Le commerce de Jérusalem attend le retour massif des pèlerins-touristes de toute obédience.

Tout le monde attend et, pourtant, le temps n'est pas extensible à l'infini dans cette terre d'éternité où l'épaisseur des siècles a produit des merveilles de civilisation et des vallées de larmes. Les sinistres dévotions paritaires saluent bien qu'ils se sont entendus à l'occasion d'un « moment » de l'histoire, d'une brèche soudaine dans la fatalité et qu'il leur faut mettre à profit une « fenêtre d'opportunité » que

bien des saboteurs tentent, et tenteront, de refermer avec la dernière brutalité. Face à l'alliance objective de ceux-ci - minorités de colons juifs ultras, prêts à en découdre et groupes islamistes maintenant la pression à coups d'assassinats - le couple Rabin-Arafat joue son duo de funambules au-dessus d'une mer d'incertitudes.

A Gaza, enfar terrestris, les potentialités d'un paradis naturel sont réunies, mais ce sont les hommes qui ont transformé cette riche plaine côtière en négation de la civilisation. Une fois franchie, sur la route venant de Tel-Aviv, la frontière entre Israël et la zone occupée prise aux Egyptiens en 1967, les enchevêtrements de l'histoire, des peuplements et de l'absurdité vous sautent aux yeux. Aux barrières établies sur les routes à l'approche des camps de l'armée ou des colonies de juifs, les voitures à plaques blanches (réservées aux habitants palestiniens de Gaza) doivent impérativement stopper.

BRUNO FRAPPAT
Lire la suite page 3

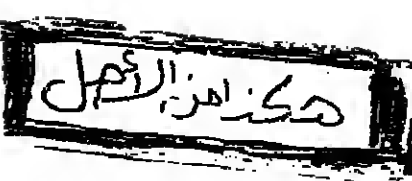
ieurs rciaux rt...

STUDIO SHUR

6-62-72-02
6-62-73-90
62-98-74



A L'ÉTRANGER : Maroc, 5 DH; Tunisie, 600 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRO; Espagne, 150 PTA; Grèce, 85 p; Irlande, 2,50 £; Italie, 2.400 L; Luxembourg, 46 FC; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1,20 £; Suède, 4,50 S; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



EUROPE

La France et l'Allemagne dans les crises

La France et l'Allemagne vivent une crise d'identité. Pour surmonter les exaspérations réciproques, les deux pays doivent donner la priorité à l'Europe.

par Alfred Grosser

Soyons indulgents : le poêle de la crise multiforme est si échauffant que les porteurs se querellent inévitablement. Soyons exigeants : qu'ils comprennent au moins que, s'ils ne portent plus ensemble, ils seront effectivement échauffés l'un et l'autre !

On va à cette séparation si le soupçon écorcheur l'emporte. Le soupçon allemand : les Français ne voient dans l'Union européenne que le moyen de contrôler, de limiter, d'utiliser les ressources allemandes. Le soupçon français : si l'Allemagne se dit européenne, c'est qu'elle veut dominer ses partenaires ; si des Allemands réclament une Allemagne plus individualisée, ils trahissent l'aspiration de l'Allemagne à la domination solitaire sur tout le continent. Dans les deux pays, chaque soupçon se nourrit du soupçon de l'autre.

Certes, la France et la République fédérale d'Allemagne, élargie depuis trois ans jusqu'à la frontière polonaise, vivent l'une et l'autre une crise d'identité. La française a été écorchée par l'unification allemande : celle-ci a entraîné le fin du système des quatre puissances, détentrices ultimes de la souveraineté allemande ; la France n'est donc plus la supérieure hiérarchique du pentagone allemand, dont le prépondérance économique prend ainsi plus d'importance.

L'Allemagne, elle, a découvert que l'unification économique, sociale, culturelle n'est pas un acte de pureté, mais un acte de violence. Elle a découvert que la production européenne de 2,5 % la quantité de travail nécessaire diminue de 2 % par an, donc de 30 % en quinze ans.

La productivité va-t-elle cesser de croître ? C'est l'inverse qui risque de se produire. Quand les innovations technologiques se mettent à interférer (et la puce électronique favorise ces interférences), l'accélération de l'évolution aboutit à un changement de système qui bouleverse les règles du jeu social et les valeurs qui le sous-tendent. Nous y sommes, nous avons changé d'ère (1).

Quand la quantité décroissante de travail se concentre sur un nombre limité de personnes, la société se structure en deux sphères : un centre hyperactif voué à la productivité et une périphérie marginalisée et fragile, vouées aux petits boulots, aux emplois précaires, au chômage intermittent. C'est le signe de la naissance d'une nouvelle classe servile comme la montre l'évolution de la nature des emplois aux États-Unis. Et comme la population employée à plein temps craint d'être expulsée du centre vers la périphérie, nous sommes entrés dans une société de l'angoisse de masse, de fuite et de révolte (2).

Dès lors deux voies sont possibles : ou bien on persévère dans l'actuelle, le « tout-Etat-social », expression d'une solidarité abstraite, non vécue. Le budget de l'UNEDIC augmente, les allocations d'assistance sont multipliées ou

à un tel sentiment – fût-ce au détriment de l'Union européenne et des relations franco-allemandes.

Or, la crise, la plus réelle, la plus centrale n'est pas celle d'une identité nationale à assumer vers le dehors, mais celle d'une destruction de la société nationale eu-dedans. Le chômage n'est pas un phénomène accessoire. Il est des mots révélateurs : l'emploi de « dégraisseur » signifie que des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont invités à s'identifier rétrospectivement à de la graisse inutile. Le mot allemand *abspecken* est pire dans l'expression du mépris avec lequel une partie de la société en traite une autre. La société politique s'en trouve inévitablement affectée. Déjà, dans la nouvelle partie de la République fédérale, il est difficile de faire comprendre les vertus de la démocratie libérale à des garçons et à des filles qui vivent en chômeurs l'occupation à la liberté. Ici, en Allemagne de l'Ouest et chez nous aussi, la tentation sera de plus en plus forte, chez un nombre croissant de jeunes et de moins jeunes, de faire leur avec amertume, face à l'organisation politique et sociale, la formule non utilisée naguère par des Allemands contestataires : le désordre, c'est quand rien n'est à sa vraie place ; l'ordre, c'est quand, à la vraie place, il n'y a rien.

Communautés d'intérêts

Comment faire ? Au moins accepter de voir qu'il n'existe pas de réponse simple, surtout si elle est doctrinale, surtout quand on se cache à l'arrière du fait qu'on n'applique pas la doctrine qu'on reproche à l'autre de ne pas accepter. Il eût fallu deux ans au gouvernement allemand pour admettre que la simple jeu du marché ne permettrait pas le développement économique. Pour surmonter la révolte, la tentation est grande de faire désormais davantage appel

aux pouvoirs, on ne les sauvera du désastre que par un transfert massif de ressources publiques. Encore cela ne suffit-il pas pour éviter le pire : quel curieux incident que l'affrontement entre le ministre allemand de l'Économie et Martin Bismarck, commissaire allemand à Bruxelles, à propos de l'aide à accorder ou à interdire pour une usine à Eisenhüttenstadt, en Allemagne de l'Est ? M. Bismarck raisonnait comme un agriculteur français demandant à être protégé de la concurrence. Et que d'hypocrisie commune face à la Pologne ou à la Hongrie qu'on prétend aider à se développer dans le libéralisme tout en se protégeant contre leurs produits !

Du côté allemand, on a cependant mieux compris que du nôtre que le droit de la concurrence est la difficulté que l'Allemagne et la France ont l'une et l'autre à se situer face à l'Europe de l'Est et plus encore face à l'Asie : le développement de ces régions crée en même temps une concurrence et un marché. Il nous est reproché de ne vouloir considérer que l'un des deux visages de cette réalité contradictoire, à savoir la concurrence destructrice, tout en faisant reproche au partenaire allemand de vouloir conquérir des marchés.

Vue d'Allemagne, la France est exaspérée par sa façon de qualifier d'anti-européenne toute attitude qui ne conforme pas le point de vue français. La « solidarité européenne », c'est le soutien que nous exigeons constamment des onze autres partenaires. Vue de France, l'Allemagne parle de plus en plus de limite à imposer aux engagements des européens. L'astuce qu'à entendre Edmund Stoiber, chef du gouvernement bavarois, parler comme Philippe Seguin, le reproche est justifié. Plus encore quand on lit les attendus du Tribunal constitutionnel fédéral accompagnant son avis sur le Maastricht de définition des tâches de la Communauté européenne de formation.

Mais l'ignorance – parfois feinte, plus souvent réelle – des acquis communautaires est au moins aussi grande en France. Et cette ignorance ne cesse de nourrir la crise européenne dans chacun des deux pays et dans leurs relations. Voici déjà près d'un quart de siècle, en février 1962, la Cour de justice européenne proclamait à bon droit : « La Communauté constitue un nouvel ordre juridique international au profit duquel les États ont limité, bien que dans des domaines restreints, leurs droits souverains. » Depuis, par l'Acte unique défendu en 1986 par le gouvernement Chirac, puis par le traité de Maastricht, on a été beaucoup plus loin. Plus encore dans la réalité que dans le droit. L'une de ces réalités est cachée par la présentation statistique : l'Allemagne et la France ne sont ni l'une ni l'autre des géants du commerce mondial dès lors qu'on ne prend plus en compte les échanges intracommunautaires, c'est-à-dire 70 % du commerce extérieur de l'une comme de l'autre.

La communauté d'intérêts, la similitude des crises intérieures, la nature identique des crises internationales à affronter, seraient mieux perçues dans les deux pays si l'on y acceptait de réfléchir à la vérité profonde de la formulation utilisée par Jacques Chirac dans son premier discours de premier ministre devant l'Assemblée nationale, le 5 juillet 1974 : « La politique européenne ne fait plus partie de notre politique étrangère. Elle est autre chose et ne se sépare plus du projet fondamental que nous formons pour nous-mêmes. »

Longtemps, il eût fallu s'en cacher, rappeler cette vérité chez nous, alors qu'elle paraissait évidente en Allemagne. Aujourd'hui, elle est dans l'un et l'autre pays qu'une telle méconnaissance provoque de l'éloignement face à l'autre et fait grandir l'illusion d'une capacité nationale à maîtriser des crises communes.

EMPLOI

Trois modèles proposés pour en finir avec le chômage de masse

Alain Lipietz, Pierre Larrourou, Guy Aznar proposent chacun des formules de partage du travail. Il serait temps de procéder à leur évaluation.

par René Lenoir

L'IDEE de répartir sur un plus grand nombre de personnes la quantité de travail dont la nation a besoin et les propositions de partage de l'emploi qui en découlent sont nées d'un constat : quand la productivité croît de 5 % à 8 % dans l'ensemble de l'économie et que la production augmente de 2 %, la quantité de travail nécessaire diminue de 2 % par an, donc de 30 % en quinze ans.

La productivité va-t-elle cesser de croître ? C'est l'inverse qui risque de se produire. Quand les innovations technologiques se mettent à interférer (et la puce électronique favorise ces interférences), l'accélération de l'évolution aboutit à un changement de système qui bouleverse les règles du jeu social et les valeurs qui le sous-tendent. Nous y sommes, nous avons changé d'ère (1).

Quand la quantité décroissante de travail se concentre sur un nombre limité de personnes, la société se structure en deux sphères : un centre hyperactif voué à la productivité et une périphérie marginalisée et fragile, vouées aux petits boulots, aux emplois précaires, au chômage intermittent. C'est le signe de la naissance d'une nouvelle classe servile comme la montre l'évolution de la nature des emplois aux États-Unis. Et comme la population employée à plein temps craint d'être expulsée du centre vers la périphérie, nous sommes entrés dans une société de l'angoisse de masse, de fuite et de révolte (2).

Dès lors deux voies sont possibles : ou bien on persévère dans l'actuelle, le « tout-Etat-social », expression d'une solidarité abstraite, non vécue. Le budget de l'UNEDIC augmente, les allocations d'assistance sont multipliées ou

remplacées par un revenu minimum d'existence. La société continue de se dégrader ;

ou bien, au lieu de subir cette dégradation, on s'efforce de conduire une mutation culturelle que seule notre paresse et notre peur du changement empêchent d'imaginer. Cette mutation passe nécessairement par une répartition de l'activité sur le plus grand nombre de personnes.

Pour qu'elle soit possible sans mettre en péril ni les entreprises ni l'équilibre des finances publiques, les coûts salariaux totaux (salaires plus charges sociales) doivent rester inchangés. Est-ce possible sans baisser les salaires ? La réponse n'est pas évidente. La baisse du travail de deux millions de personnes qui vivent d'allocations de substitution devrait permettre de remplacer ces allocations par des salaires en devenant fortement les charges sociales. C'est une question de tuyauterie. La stimulation de l'activité résultant de cette remise en ordre sociale et, les changements induits par le temps libéré, joueraient aussi leur rôle. L'objectif de neutralité pour l'économie serait d'autant plus facilement atteint que le capital immobilisé serait mieux amorti grâce au travail en équipe.

André Gorz a lumineusement décrit les métamorphoses du travail et proposé, le premier, des pistes pour faire émerger de nouveaux rapports sociaux en limitant le chômage (3). Il n'a été suivi ni par les politiques, qui ont continué d'invoquer la sortie de la crise par la croissance, ni par les économistes, qui ont du mal à intégrer le rush technologique dans leur discipline, ni par les syndicats, attachés aux valeurs de la civilisation du travail.

Aujourd'hui, en raison de l'aggravation du chômage et du gâchis humain qu'il entraîne, en raison aussi d'expériences menées ici et là, le partage de l'emploi focalise l'attention. Trois propositions sont avancées (4).

La première, défendue par Alain Lipietz, préconise de passer d'un seul coup aux trente-cinq heures.

Le salaire serait compensé jusqu'à 1,8 SMIC et diminué au-delà. La leçon de l'échec des trente-neuf heures a été retenue : une réduction faible et progressive du temps de travail est immédiatement compensée par un progrès de productivité, sans recours à une main-d'œuvre supplémentaire. Cette proposition a l'avantage de la simplicité et de s'appuyer sur l'exemple de la métallurgie allemande et de quelques entreprises françaises. Elle permettrait de réduire les surcoûts, d'écarter les conflits sociaux, de créer quelques centaines de milliers d'emplois. Ce résultat n'est pas à la mesure de l'enjeu. La réduction de salaires aux alentours de deux SMIC toucherait beaucoup de ménages modestes. Enfin, l'effet sur la vie quotidienne en dehors du travail ne serait pas d'ampleur suffisante pour modifier les modes de genre d'enfants, les activités culturelles, les engagements dans la vie associative.

Une économie multidimensionnelle

La deuxième, développée par Pierre Larrourou, préconise le passage à la semaine de quatre jours de 8 h 15 avec réduction momentanée et limitée – des salaires de l'ordre de 4 % à 5 %. Elle est simple dans son principe, plus radicale d'effets sur l'emploi que la première (avec une probabilité de deux millions d'emplois supplémentaires), elle autorise de nouveaux rythmes de vie. Mais elle pose de redoutables problèmes de mise en œuvre dans le délai proposé de dix-huit mois. En effet, dans tous les postes exigeant un certain niveau de spécialisation, dans l'industrie comme dans les services, la formation exige plusieurs années. L'évolution technique entraîne des économies de travail très différenciées selon les secteurs : impossible de faire aller tout le monde au même pas.

La troisième est défendue par Guy Aznar, qui développe des idées déjà avancées par Michel Albert : elle consiste à partager la

revenu en deux parts variables selon les choix des individus : l'une provenant du travail, l'autre d'activités sociales variées rémunérées par un « deuxième chèque » (5). Il s'agit en fait d'une indemnité de redistribution de l'emploi qui peut prendre des formes très variées (diminution de charges sociales pour l'entreprise, exonération partielle d'impôt sur le revenu pour le salarié, etc.).

Ces propositions ont en commun d'écarter la remise en chantier de lois, de règlements, de conventions collectives, ce qui prend du temps. La réduction de la durée moyenne de travail pour tous implique une redistribution de la main-d'œuvre entre les branches où les gains de productivité sont faibles et les autres, ce qui suppose des programmes coordonnés de formation.

On comprend donc que le ministre du travail ait dû refuser l'introduction par amendement, sans évaluation approfondie, de la semaine de quatre jours. On comprendrait mal que le gouvernement ne fasse pas procéder maintenant à l'évaluation des systèmes proposés de réduction massive de la durée du travail.

L'INSEE, la direction de la prévision, les équipes de l'OFCE et de l'EPICODE sont capables de procéder à l'évaluation des effets des propositions faites (6). Puisseraient-ils le faire aussi dans l'esprit d'une économie multidimensionnelle, c'est-à-dire capable de mesurer, à côté des variations de biens marchands, celles de la qualité des changements culturels et humains dans la cité.

(1) Georges Friedmann, *Il y a quarante ans, puis Hannah Arendt et Jacques Rancière ont analysé cette inévitable crise de civilisation.*

(2) « Nation en danger », par René Lenoir, *Le Monde* du 9 juillet 1993.

(3) *Métamorphoses du travail*, qu'il faut lire, Gallimard, Paris, 1988.

(4) Elles sont décrites ici d'une façon succincte qui ne rend pas compte de leur richesse.

(5) Voir Paragraphe, n° 81, mai 1993.

(6) L'OFCE a déjà fait ce travail pour la semaine de 35 heures.

René Lenoir est ancien ministre et ancien directeur de l'ENA.

REVUES

FREDERIC GAUSSEN

Les chaloupes de l'espérance

En faisant circuler par-delà les frontières les rêves et les idées, les revues culturelles jouent un rôle politique important. Elles tentent de maintenir un dialogue, là où la violence est reine.

LES revues sont des objets fragiles. Leurs moyens sont généralement limités et leur public réduit. Et pourtant, elles jouent un rôle considérable dans la vie intellectuelle d'un pays et dans la circulation des idées par-delà les frontières. La période récente en a donné de nouveaux exemples, que ce soit dans les pays de l'Europe de l'Est ou dans ceux de la Méditerranée.

L'initiative prise par l'association Ent'revues d'organiser, du 23 au 25 octobre, la quatrième Saison de la revue, à Marseille – en l'honneur de Jean Ballard et des Amis de la revue du sud –, a été l'occasion de jeter un pont entre deux cultures et de projeter sur les revues culturelles en Méditerranée. Le catalogue édité à cette occasion en recense une centaine et permet de faire le point sur plusieurs situations nationales. Après la longue asphyxie du franquisme, l'Espagne a connu une effervescence éditoriale, soutenue par la création de l'Association des revues culturelles d'Espagne (ARCE), qui apporte une aide matérielle et logistique aux revues littéraires, artistiques, philosophiques ou politiques. Au Portugal, où il n'existe pas d'institution de ce type, la situation est plus pauvre. Les revues littéraires, longtemps florissantes, n'ont pas été épargnées par la crise politique et intellectuelle qui secoue la péninsule, mais un nouveau est parvenu à se faire jour : le *Contraste* (Naples notamment). Les revues marocaines et algériennes ont évidemment souffert de l'autoritarisme des régimes, qui les ont contraintes à l'abandon (comme pour la revue d'opposition *Lama* au Maroc) ou ont brisé dans l'œuf les tentatives originales. En Algérie, la récente et relative libération est, gravement compromise par l'indication que font régner les extrémistes islamistes. Ce conflit, on le trouve aussi en Egypte, où les principales revues sont au centre du combat entre les partisans de la liberté d'expression et ceux d'un islam rigide.

La leçon de la Méditerranée

Et pourtant s'il est un lieu où le dialogue devrait être possible, c'est bien celui des revues, espace naturel du débat et de l'expérimentation. Telle est, par exemple, l'ambition de la revue *Levant*, née à Tel-Aviv, qui publie des textes d'écrivains israéliens, arabes, palestiniens, et qui organise des colloques à Paris, Jérusalem, Lausanne, Bari. Son numéro 8 est évidemment sous le signe de l'immense espoir né du rapprochement israélo-palestinien, en faveur duquel les responsables de la revue appellent à une véritable mobilisation. « C'est peut-être le moment pour les intellectuels méditerranéens de mettre en œuvre leur réflexion, leur responsabilité, et d'imaginer quelque chose comme un « front de vigilance » pour faire barrage aux forces de destruction et aux tentatives suicidaires », écrit Scholomo Elbaz.

Revue de poésie et de réflexion, *Levant* présente côté à côté, dans son sommaire, des noms d'écrivains de tous les pays de la Méditerranée, avec la certitude que cette cohabitation possède une force de témoignage qui va bien au-delà de la littérature. « Poésie et politique », écrit, dans une belle formule, le directeur de la revue, Michel Eckhard Elie, *participent à la même exigence de donner un espace réel et habitable à la parole et à la vie.* Et il rappelle combien, dans son histoire, la Méditerranée a su transformer en dialogue des affrontements humains. « La Méditerranée, écrit-il, qui a toujours su regarder l'humanité en face et transformer les conflits, pourrait bien, par un juste retour des choses, faire surgir une nouvelle définition du dialogue et du courage intellectuel. »

On retrouve cette volonté dans une autre revue littéraire produite par le même éditeur, *Euromedia*, mais celle-ci franco-italienne, Athanor, dont le numéro 4 est consacré aux migrations. Mais, comme pour montrer la difficulté de la tâche, les deux revues, *Levant* et *Athanor*, ont mis en exergue de leur numéro le nom de Tahar Djeout, poète et journaliste algérien, mort le 2 juin 1993, à la suite d'un attentat attribué aux intégristes. *Athanor* reproduit un article de lui, publié dans *Actuel* du 1^{er} juin, où il dénonçait directement le parti islamiste. « Les leçons seront-elles tirées afin que se produise le « désenvenement » ? demandait-il. Rien n'est moins sûr, car le populisme et l'anachronisme cultivés durant un quart de siècle ont forcément fait souche [...]. Si l'intégrisme n'est ni le principal ni l'unique problème des Algériens aujourd'hui, il est l'un des plus préoccupants, car [...] il affecte ce qui est le plus difficilement récupérable : les mentalités. La plus dramatique méprise serait de le croire terrassé. »

Une civilisation d'ouverture

Cette tension entre le dialogue et l'oppression, la liberté et la terreur, elle existe au cœur même de l'Europe, dans l'ex-Yugoslavie et les anciens pays de l'Est. Là encore, c'est dans une nouvelle revue qu'on en trouve la trace mise à nu : *Trans-européennes*, éditée par le Centre européen de la culture, dont le siège est à Lausanne. La désastre culturel qui s'est abattu sur les pays de l'ex-Yugoslavie, sur le percipit mieux en lisant le témoignage de Rada Ivekovic, philosophe croate, professeur à l'université de Zagreb, en exil à Paris : « Des écrivains, parmi les meilleurs, sont maintenant dans l'impossibilité même de publier dans leur propre langue, celle où ils écrivent. Les romans, les nouvelles, les essais, les journaux de l'ex-Yugoslavie n'ont plus de lecteurs, d'éditeurs, de distributeurs de gènes de lettres, d'intellectuels, de scientifiques, les académies, sont « nettoyées » de leurs membres issus des autres anciennes Républiques, les associations yougoslaves autrefois transrépublicaines sont dissoutes, avec force célébration de la culture claustrale. [...] On ne donne plus d'importance aux intellectuels et artistes de certains des pays en question de ne jamais accepter de paraître dans des manifestations à l'étranger ou des colloques et amis, jusqu'à hier proches, mais appartenant maintenant à l'autre ethnicité, se produisent... » Et Rada Ivekovic rêve d'un « Institut international et d'une fondation capables de contribuer à la préservation de la mémoire active et passive et à la continuité de la culture commune de l'espace yougoslave. »

Mais l'Europe tout entière ne devrait-elle pas être ce conservatoire des différences, cet espace de culture commune réunissant des peuples qui ne peuvent répondre à leur passé ? C'est ce qu'explique l'historien polonais Bronislaw Gernik dans l'entretien publié par *Trans-européennes*. Pour lui, l'Europe qui se construit doit résister contre la tentation de la fermeture. « L'intégration européenne se trouve à un carrefour important. Si elle ne revient pas à la tradition de l'Europe comme civilisation d'ouverture, je serai sceptique en ce qui concerne l'avenir de notre continent », estime-t-il. Et le rôle des intellectuels est précisément de donner une forme claire et convaincante à cette polyphonie, qui répond à l'attente des peuples.

L'ouverture contre l'intolérance, la dialogue contre les intégrismes... En Europe centrale comme autour de la Méditerranée, le fil est tenu entre ces pôles extrêmes. Mais, ici comme là, c'est par ces petites chaloupes que sont les revues que continuent de circuler les messages d'espoir...

► *Revue culturelle en Méditerranée*, 80 F. Ent'revues, 25, rue de Lille, 75007 Paris, et Imprimerie du Sud, 17, rue Gaston-de-Saporta, 13100 Aix-en-Provence.

► *Levant*, 6/1993, 135 F. et *Athanor*, 4/1993, 135 F. Euro-media, 13, rue de la Grengue-aux-Belles, 75010 Paris.

► *Trans-européennes*, n° 1 automne 1993, 35 F. Centre européen de la culture-France, 116, rue du Bac, 75007 Paris.

Une civilisation d'ouverture

« L'ouverture est une condition de la civilisation », dit le président de la République. Cette phrase, qui résume l'essentiel de sa pensée, est une invitation à la réflexion. Elle nous rappelle que la civilisation n'est pas une fin en soi, mais un processus en constante évolution. Elle nous invite à nous interroger sur la manière dont nous construisons notre société, sur les valeurs qui la fondent, sur les défis qu'elle doit relever.

La civilisation est un projet collectif. Elle est le fruit de la coopération, de la solidarité, de la recherche commune. Elle est une œuvre d'art en perpétuelle construction. Elle nous appelle à nous engager, à nous investir, à nous donner corps et âme à une cause commune. Elle nous rappelle que nous sommes tous responsables de son avenir.

La civilisation est une aventure. Elle est une exploration de l'inconnu, une quête de sens, une recherche de vérité. Elle nous invite à nous ouvrir à l'autre, à l'étranger, à l'inconnu. Elle nous rappelle que nous sommes tous des voyageurs sur la même route, tous en quête d'un horizon commun.

La civilisation est une responsabilité. Elle est le devoir de nous transmettre à nos enfants, à nos successeurs, une société meilleure, plus juste, plus humaine. Elle nous rappelle que nous sommes tous des gardiens d'un patrimoine commun, d'une civilisation qui nous a fait ce que nous sommes aujourd'hui.

La civilisation est une promesse. Elle est la promesse d'un monde meilleur, d'une société plus juste, d'une vie plus épanouissante. Elle nous rappelle que nous sommes tous des acteurs de cette promesse, tous responsables de sa réalisation.

La civilisation est une œuvre d'art. Elle est le fruit de la créativité, de l'innovation, de l'inspiration. Elle nous invite à nous ouvrir à l'art, à la culture, à la beauté. Elle nous rappelle que nous sommes tous des artistes de la vie, tous responsables de l'œuvre que nous créons ensemble.

La civilisation est une aventure, une responsabilité, une promesse, une œuvre d'art. Elle nous appelle à nous engager, à nous investir, à nous donner corps et âme à une cause commune. Elle nous rappelle que nous sommes tous responsables de son avenir.

[illegible]

■ **L'AVERTISSEMENT DE L'OLP.** Par la voix de son représentant sur place, Fayçal Hussein, l'OLP a demandé à la communauté internationale de protéger les Palestiniens contre les exactions aveugles des colons.

Suite de la première page

Les véhicules dotés de plaques jaunes (Israéliens, colons ou pas) peuvent foncer sans s'arrêter. Étrange technique des plaques, instaurée pour d'évidentes raisons de sécurité mais qui a aussi pour effet de rendre l'humiliation plus palpable, plus quotidienne.

Ici, on ne sus jamaie de quel côté est le danger. On croise des Barbelés de la frontière entre Israël et le territoire; barbelés protégeant des camps de réfugiés israéliens, d'où parfois sortent des colonnes de déshérités, sans nulle plaque blanche ne doit s'arrêter à moins de 70 mètres, mais on ne s'arrête pas non plus devant des colonies de peuplement où des juifs, cotûcusement installés par l'Etat, font face, dans leurs petites maisons blanches à toits rouges bien alignés, à l'Océan lointain des réfugiés palestiniens.

On voit aussi des secrets naves ou des véhicules militaires d'Orient des milliers de fleurs à l'abri de lignes électrifiées. Elles favorisent dans nos salons.

A l'extrême sud de la bande de Gaza, à Rafah, le camp d'Al Safir, puis d'autres camps abrita plus de deux-cinq mille réfugiés, dont beaucoup sont là depuis 1948. Les ruelles y sont de terre battue, poussières pour l'été, cloaque pour la saison des pluies. Sous une forêt de drazeaux palestiniens dominant les toits de tôle, les enfants de l'intifada, tous nés ici de parents eux-mêmes nés ici, assument avec fierté leur rôle de combattants du camp. Ils ont même une école en Israël en Égypte. Ils ont vu la télévision en Arabie Saoudite. Ils ont en Arabie Saoudite servir la main de Rabin et ont bien compris, ce jour-là, que leur action y fut pour quelque chose. Aujourd'hui ils savent se défendre et attendre.

A leur tour ils font preuve de cette «révérence» manifestée hier par Israël face aux Scud irakiens.

L'Infidélité est comme gelée, on suspense. A Gaza, dans le quartier de la mosquée Palestine, un hélicoptère tournait-ai avec insistance. Dans les rues alentour, des soldats israéliens, juvéniles, tendus, avec des gestes nerveux, tentaient d'éloigner les grappes d'adolescents et les journalistes de passage. En tournant dans le quartier on pouvait observer, en cette fin d'après-midi, une heure avant le coucher du soleil, des camions militaires barrer l'horizon et les rues principales. Des enfants accourus et frémissants vous hurlaient les nouvelles. On recherchait dans les groupes supposés du groupe Hamas, des figures volantes mais point de pierres. Révolte verbale, gestes contre gestes.

Gaza, ponabelle perpétuelle.

Tout ce que l'homme produit avait été jeté à finit dans les rues innombrables cahoteuses, de cette ingestion de vie. Plastiques, on frappe : nutrice, ferrailles,

« On se croirait revenu aux
pires moments de l'infidada »,
résumait, samedi 17 novembre,
un journaliste israélien. Pour
également insister. Et encore plus
grave puisque « les attentats qui se
multiplient dans les territoires
occupés, aux manifestations
palestiniennes qui semblent
repandre, aux tirs de soldats qui
recommencent », s'est ajouté,
conduit par les colons juifs les
plus extrémistes, un violent
mouvement d'agitation qui dure
maintenant depuis plusieurs
semaines et qui commence à
sérieusement inquiéter les auto-
rités.

Pour la seule journée de mardi, deux Palestiniens ont été tués par des balles israéliennes : à Gaza, un islamiste de dix-huit ans, et à El Bireh, en Cisjordanie

Les Palestiniens demandent à être protégés contre les exactions de colons juifs

occupée, un adolescent de quinze ans. Le premier, qui voulait apparemment poignarder un soldat, a été tué par un civil. Le second, fils d'un professeur de l'université de Bir-Zeit, faisait partie d'un groupe de lycéens qui ont jeté des pierres sur une patrouille militaire. Celle-ci a riposté en faisant usage de ses armes. Un autre jeune a été grièvement blessé d'une balle dans l'abdomen au cours de cet inci-

Sitôt après, enragés par la mort de leur camarade, des dizaines de lycéens ont commencé à bombarder de pierres les soldats et à brûler des pneus au milieu de la route. L'émence a duré deux bonnes heures. Quatre autres Palestiniens ont été touchés par balles le même jour, à Gaza, après des jets de pierres sur des garde-frontières qui assistaient de loin à l'enterre-

meot dn jeune islamiste tué
quelques heures plus tôt.

Peodant ce temps-là, à Hébron, en Cisjordanie, des colons de Kiriat Arba, la forteresse voisine du sionisme messianiste, s'en prenaient, comme les jours précédents, aux bâtiments, aux véhicules et aux Palestiniens du cru. Une jeune fille de dix-sept ans a été grièvement blessée à la tête par une pierre jetée par un colon. En quinze jours d'agitation, plusieurs dizaines de Palestiniens ont ainsi été blessés par des pierres, des bâtons ou des balles tirées par les miliciens en kippa.

Fayçal Husseini, ancien chef des négociateurs palestiniens à Washington, a tiré la sonnette d'alarme auprès des consuls en

protection des colons juifs dans les territoires occupés, du moins de ceux qui n'auront pas, d'ici là, décidé un retour en lieu sûr. Le statut de la future « entité » palestinienne qui gèrera la foule de Gaza et le silence de Jéricho. La manière de mettre en place les futures autorités de cette entité, y compris la police. L'aide économique des grandes puissances pour équiper des zones où tout fait défaut.

Un immense chantier incertain
 vient d'être décrété. Tout est à
 s'effier comme la tâche reste aléatoire
 tant que comme des associés
 - Israël comme POLP - doit, à
 chaque aube, prier afin que dans
 son propre camp les provocateurs
 n'aient pas la possibilité de
 détruire les fondations du futur.
 Chacun, pour l'heure, retient son
 souffle, son arme ou son âme.
 Car l'Histoire, on le devine, ne
 repassera pas la paix de si tôt.

Nouvel incident frontalier avec l'Irak

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé, mercredi 17 novembre, sa « préoccupation » après les incidents qui ont eu lieu, la veille, à la frontière irako-koweïtienne, où quelque trois cents fermiers irakiens en colère ont repoussé des bulldozers koweïtiens qui creusaient une tranchée de sécurité. Lors de cet incident, des soldats irakiens auraient tiré sur un poste de police en territoire koweïtien, a indiqué l'agence koweïtienne KUNA.

Saddam Hussein fait libérer un Américain

Le président Saddam Hussein a fait libérer, lundi 15 novembre, un ressortissant américain, Kenneth Beaty, détenu depuis six mois pour entrée illégale en Irak, a-t-on annoncé de source officielle. Cette « décision humanitaire » répond à une requête du sénateur américain David Boren en visite à Bagdad », a-t-on ajouté de même source.

M. Beatty, quarante-six ans, qui souffre d'hypertension, avait été condamné, au début du mois de mai, à huit ans de prison. Le porte-parole de la Maisoon Blanche a estimé que cette libération « n'indique pas un changement d'attitude » de Bagdad. - (AFP.)

poste à Jérusalem, doot celui de France, demandant qu'une « force internationale soit immédiatement déployée dans les territoires occupés pour protéger les Palestiniens ». Sachant qu'il avait peu de chances d'être entendu, il avait mis eo garde, la veille, le gouvernement : « Si nous ne sommes pas protégés contre les exactions des colons, nous allons prendre nous-mêmes en main notre sécurité. » Il n'a ensuite invité à « condamner » le meurtre du lycéen d'El Bireh.

Depuis plusieurs jours déjà, les médias locaux, à commencer par la télévision oatiionale, se plaignent que les couvre-feux décrétés, à Hébron ou ailleurs, par l'armée ne soient valables que pour les coloco qui violent allégrement les coosignes et continuent leurs ratonnades. Sur des images enregistrées par TF 1

et reprises à Jérusalem, ne voyait-on pas des colons maltraiter des automobilistes arabes pendant qu'un groupe de soldats observait la scène sans intervenir?

Des réservistes avaient iodi-
qué, mardi, à des journalistes
qu'ils avaient reçu consigne de
ne pas faire usage de gaz lacry-
mogènes ni même de matraques
contre les contrevenants juifs.
Quelques heures plus tard, plu-
sieurs ministres se succédaient
sur les antennes pour annoncer
un renforcement de la répres-
sion. La police va «enquêter»
sur un groupe particulièrement
actif et violent qui s'intitule le
«comité des routes de Judée-Sa-
marie», et qui, chacun le sait,
est une émanation du mouve-
ment raciste juif Kakh.

PATRICE CLAUDE

L'aviation israélienne a mené un raid de représailles contre le Hezbollah

Les premiers tirs de roquettes Katioucha sur le nord d'Israël, depuis juillet dernier, ont fait monter la tension, mardi 16 novembre, au Liban, où l'aviation israélienne a mené un raid de représailles, tandis que le mouvement pro-iranien Hezbollah annonçait la capture de douze membres de l'Armée du Liban sud (ALS), la milice supplétive de l'Etat hébreu.

Ces accrochages ont eu lieu au lendemain de l'annonce d'une tournée au Proche-Orient, en décembre, du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, qui va chercher à relancer le pro-

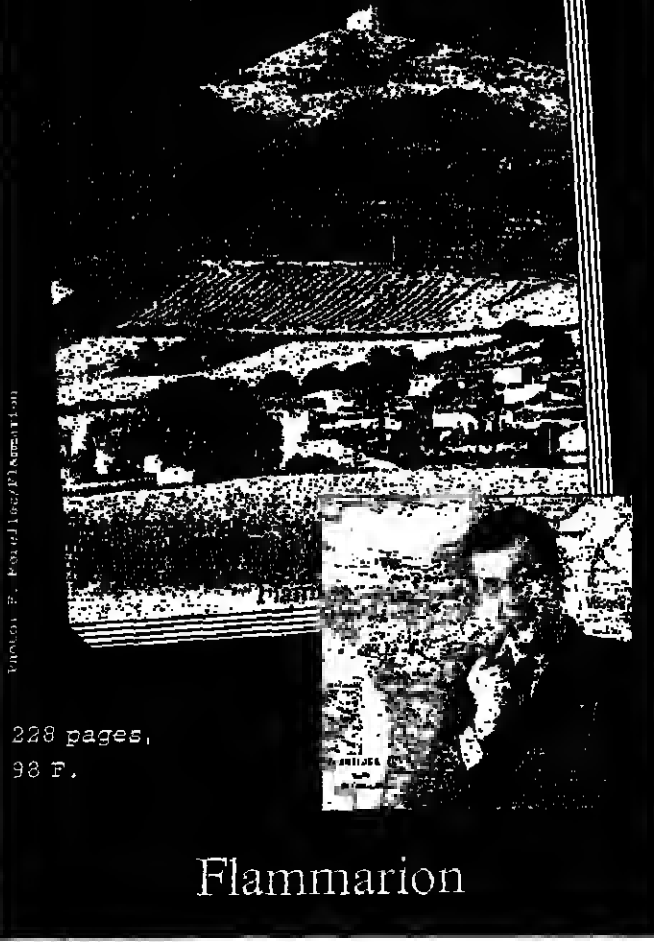
cessus de paix israélo-arabe, auquel le Hezbollah est farouchement opposé.

Les roquettes Katoucha, tirées du Liban-sud, près de la frontière libano-israélienne, ont légèrement blessé deux soldats d'une patrouille près du kibboutz de Manara, dans la région dite du Doigt de la Galilée. Le Hezbollah avait lancé son offensive en attaquant huit postes tenus par l'ALN.

L'aviation israélienne a riposté par un raid contre des positions du Hezbollah, près de Baalbek - (AFP).

Philippe Meyer

**DANS MON PAYS
LUI-MÊME...**



228 pages
98 P.

Flammarion

مكافأة الفضل

EUROPE

ALLEMAGNE

Rudolf Scharping veut « recentrer » le SPD en vue des élections législatives de 1994

BONN

de notre envoyé spécial

Il préside depuis le mois de juin seulement le Parti social-démocrate allemand (SPD), mais il entend bien ravir le pouvoir au chancelier Helmut Kohl, lors des élections fédérales, en octobre 1994. Le jeune Rudolf Scharping - il n'a que quarante-cinq ans - s'est efforcé, mardi 16 novembre, à l'ouverture du congrès de quatre jours du SPD à Wiesbaden, de ne pas présenter son mouvement comme un parti de l'opposition, dans laquelle il est cantonné depuis onze ans, mais comme une formation capable de prendre en mains les affaires de la République fédérale. Dans son discours inaugural devant près de quatre cent cinquante délégués, il a fustigé, indirectement, tour à tour « la politique économique et sociale catastrophique (du gouvernement actuel) à l'égard de l'Allemagne orientale » (...), son « incompétence » dans la gestion de l'économie, son « ignorance » et sa « froideur » face aux problèmes sociaux. Une coalition de chrétiens-démocrates (CDU), chrétiens-socials (CSU) et libéraux (FDP), qui, à ses yeux, a fait son temps.

Le SPD, qui contrôle déjà le plupart des Länder, a envie - c'est clair - de gouverner à Bonn et va axer sa campagne électorale sur les problèmes d'emploi, qui préoccupent au premier chef les Allemands. Dans les derniers sondages de la *Süddeutsche Zeitung*, il bénéficie de 38 % des intentions de vote, un point de plus que la CDU/CSU, tandis que les Libéraux et les Verts stagnent autour de, respectivement, 6 et 10 %. Et M. Kohl au niveau personnel de popularité. Le SPD ne peut avoir, de toute façon, la majorité abso-

lue, et se pose alors la question : en cas de victoire, avec qui les sociaux-démocrates vont-ils faire alliance ? Les Verts/Bündnis 90, qui viennent de dire qu'ils ne sont pas une « filiale de l'aile gauche du SPD » ? Ou envisagent-ils un gouvernement minoritaire homogène, nu encore une « grande coalition » avec les chrétiens-démocrates, comme ce fut le cas pendant trois ans, entre 1966 et 1969 ? Sur ce point, Rudolf Scharping est resté très silencieux - il a laissé toutes les portes ouvertes, - et son discours prudent donnait à penser qu'il y avait davantage de voir à prendre, pour le SPD, sur sa droite que sur sa gauche. Un « recentrage » nouveau et habile, qui risque cependant, au cours du congrès, de ne pas faire l'unanimité.

Résolu et pragmatique

Les sociaux-démocrates sont en effet, depuis des années, divisés, tant en politique intérieure (droit d'asile) qu'en politique étrangère (par exemple, la participation de la Bundeswehr aux campagnes de l'ONU), et l'ambition de Rudolf Scharping est de mettre une sourdine à ces querelles internes, de sorte que son parti parle d'une « seule voix ». Il a insisté sur ce point au cours de son intervention en indiquant que le SPD devait désormais, à moins d'un an des élections au Bundestag, se concentrer sur « les problèmes essentiels ». A savoir : la lutte contre le chômage (par une réduction du temps de travail ou « une organisation plus intelligente du travail »), le logement, l'écologie, la lutte contre la criminalité, le rôle de l'Allemagne dans le monde. Un trait doit être tiré de politique étrangère, selon l'entourage de M. Scharping, sur la querelle entre

les partisans du « bellicisme » et du « pacifisme ».

Pour ce qui est de la politique économique et des salaires, le vice-président du parti, Oskar Lafontaine, avait, juste avant le début du congrès de Wiesbaden, subi un échec en proposant, au sein de sa commission que le relèvement des rémunérations dans l'ex-Allemagne de l'Est soit supérieure à l'augmentation de la productivité, pour rapprocher les niveaux de vie entre les deux parties du pays. Il a été « corrigé » par ses pairs qui considèrent à présent que l'objectif du SPD est : « à travail égal, salaire égal », sans plus.

Rudolf Scharping se veut résolu et pragmatique. C'est, à ses yeux, la seule façon de revenir au pouvoir pour le SPD, en dépit de ses dissensions internes. Si les sociaux-démocrates perdent la bataille, disait récemment à l'hebdomadaire *Focus*, Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe et l'un des hommes forts du parti, « ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes » car « Kohl et son équipe sont mauvais ».

ALAIN DEBOVE

Sept ans de prison requis contre Markus Wolf. - Le parquet de Düsseldorf a requis, mardi 16 novembre, sept ans de prison contre le maître-espion allemand Markus Wolf, 70 ans, jugé depuis le 4 mai pour avoir dirigé les services secrets de l'ex-RDA entre 1958 et 1987. Le jugement sera rendu le 6 décembre. Par ailleurs, un garde-frontière de la RDA a été condamné mardi à six ans de prison ferme par un tribunal de Berlin pour avoir tué en juin 1965 un Allemand de l'Ouest alors qu'il s'approchait du mur. - (AFP)

BELGIQUE

L'Eurocorps en flamand ?

BRUXELLES

de notre correspondant

Chez les problèmes linguistiques, ils reviennent au galop. L'été dernier, l'état-major belge avait accueilli avec satisfaction la décision du gouvernement de faire entrer l'essentiel de la force terrestre du royaume dans l'Eurocorps, unité formée initialement avec des forces françaises et allemandes. Tout en s'inquiétant de la suppression du service militaire, l'armée a félicité d'une décision de nature à renforcer l'image internationale du pays, image parfois ternie par les querelles dites « communautaires » entre Flamands et Wallons. Tout cela est remis en question par les déclarations du ministre de la défense, Léo Delcroix (social-chrétien flamand), qui a déclaré que le référendum sur la langue en Belgique sera au même titre que le français et l'allemand et se fera au sein du chef de l'Eurocorps, le général français François Clerc, qui ne veut pas « confondre un état-major militaire avec un Parlement ». (Le Monde 14 et 16 novembre)

Cette affaire embarrasse beaucoup le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, qui appartient au même parti que M. Delcroix. D'autant plus le ministre des affaires étrangères, Willy Claes (socialiste flamand) a déclaré publiquement qu'il trouvait la revendication de M. Delcroix « tout à fait normale ». Apparemment, une partie de la composante flamande du gouvernement préfère donner des gages à l'allemandisme de sa base, au risque de remettre en question l'excellente impression que l'équipe Dehaene a faite à ses partenaires étrangers dans la présidence de l'Union européenne, qu'elle assume jusqu'au 31 décembre.

« Voyage en absurdité »

Jusqu'à présent, les ministres francophones du gouvernement fédéral sont restés silencieux. Mais le député bruxellois Armand De Decker s'étonne de « faux problèmes » posés par M. Delcroix : « Toutes les unités belges de l'Eurocorps sont commandées dans leur propre langue. Rien ne changera dans la

vie quotidienne des militaires belges ». La question ne se pose qu'au niveau de l'état-major, où tous les officiers supérieurs sont polyglottes (français, néerlandais, anglais, et, souvent, allemand).

Récontant ce « voyage en absurdité », le quotidien *Le Soir* évoque discrètement les arrière-pensées politiques du ministre de la défense. De son côté, M. Delcroix menace de donner sa démission si le gouvernement ne se range pas tout entier à ses côtés. Ce genre de discours pourrait lui valoir bien des suffrages dans le nord du royaume le jour des législatives. Or, au matin du mercredi 17 novembre, alors que M. Dehaene s'apprête à présenter au Parlement un plan d'économies drastiques mis au point après toute une nuit de discussions, on se demande si les syndicats n'allaient pas maintenir des mots d'ordre de grève risquant de déstabiliser le gouvernement et de l'obliger à des législatives anticipées dans quelques mois.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

IRLANDE DU NORD

Nouvelle convergence de vues entre Londres et Dublin

LONDRES

de notre correspondant

L'offre de dialogue adressée au Sinn Féin par John Major, lundi 15 novembre, souligne à quel point la scène politique de l'Irlande du Nord évolue à un rythme sans précédent depuis quelques semaines. Le gouvernement irlandais a fait un geste de bonne volonté, mardi, en renonçant à considérer un cessez-le-feu comme une condition préalable à l'ouverture de nouveaux pourparlers entre partis politiques sur l'avenir de la province. Une concession significative puisque cette exigence

d'Albert Reynolds, le premier ministre irlandais, constituait la principale pomme de discorde entre Londres et Dublin, en dehors des questions institutionnelles.

L'initiative de M. Major, qui propose de dialoguer, à certaines conditions, avec le Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, a cependant jeté le trouble au sein des partis protestants de l'Ulster. Parmi leurs principaux dirigeants, l'ancien *Paisley* défend toujours une position intransigeante et s'oppose à toute négociation avec les « terroristes ». Mais l'ancien *Paisley* défend toujours une position intransigeante et s'oppose à toute négociation avec les « terroristes ».

du Sinn Féin. Cet isolement progressif du révérend Paisley est sans doute l'élément le plus significatif du processus en cours.

Revenant, d'autre part, sur une réaction initiale négative à la proposition de John Major, le Sinn Féin a indiqué, mardi, qu'il ne rejetait pas *a priori* l'offre conditionnelle du premier ministre tout en affirmant - ce qu'a fermement démenti le ministre chargé de l'Irlande du Nord - que des contacts secrets ont eu lieu entre le Sinn Féin et des représentants du gouvernement britannique.

L. Z.

CONCERT EUROPE 2, M6 ET TÉLÉRAMA

alain chamfort

avec stevenieve



en concert

"chansons à quatre mains"
du 23 au 28 novembre 1993
au Théâtre des Bouffes du Nord

LOCATIONS : FNAC - VIRGIN MEGASTORE
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
PAR TÉLÉPHONE 46 07 34 50
PAR MINITEL 3015 M6



Télérama



Le Monde

LES DÉBATS
SCIENCES PO - LE MONDE

LE TRAVAIL : quel avenir ?

ScPo

Mercredi 8 décembre 1993
Hôtel Lutetia, 45, bd Raspail, Paris-6

9 h - Ouverture :

Alain LANCELOT, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris
Jacques LESOURNE, directeur du Journal *le Monde*

MATIN

I - OULTE PLACE POUR LE TRAVAIL ?

L'ampleur du chômage en Europe remet en cause non pas tant la viabilité économique du système de production que la place du travail dans l'organisation de la société : de la notion de travail à celle d'activité, du plein temps au travail partagé, quelles sont les solutions viables et à quels coûts individuels et collectifs ?

9 h 15 - Les enjeux du débat :

- La viabilité économique du système actuel
Jean-Claude CASANOVA, professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la revue *Commentaire*
- La non-viabilité sociale du système actuel
Bernard PERRET, rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation des politiques publiques

10 h - Les points de vue de :

- Hubert BOUCHET, secrétaire général Union des cadres et ingénieurs FO ; membre du Conseil économique et social
- Robert BOYER, économiste du CEPREMAP, directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS
- Jean-Baptiste de FOUCAULD, commissaire au Plan
- Gilbert HYVERNAT, directeur général délégué de l'ANPE
- Alain LEBEAUME, chef du département social, journal *le Monde*
- Bruno REMOND, conseiller maître à la Cour des comptes
- Pierre ROSANVALLON, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon

12 h - Echanges avec les participants

12 h 45 - Déjeuner

APRÈS-MIDI

II - L'ÉVALUATION DE LA PRODUCTION

S'il est devenu urgent de préserver les emplois à l'intérieur des frontières et d'éviter les délocalisations qui permettent de produire ailleurs à moindre coût, faut-il partir d'un libéralisme ? Comment, et jusqu'où ?

14 h 15 - Les enjeux du débat :

- Pour le libéralisme
Pascal SALIN, professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine
- Pour le protectionnisme
Jean-Marcel JEANNENEY, professeur émérite à l'université Paris-1, ancien ministre, président d'honneur de l'OFCE

15 h - Les points de vue de :

- Michel DAVY de VIRVILLE, secrétaire général du groupe Renault
- Pierre GARCIA, président du CJD
- Les GUYAU, président de la FNSEA
- Anders HINCHEL, administrateur scientifique principal à la Commission des Communautés européennes, DG12, la prospective FAST
- Karl JETTER, correspondant économique *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (Paris)
- Michel NOBLECOURT, chef du service économie, journal *le Monde*

17 h - Echanges avec les participants

17 h 45 - Synthèse de la journée :

- René REMOND, président de la Fondation nationale des sciences politiques

Frais de participation : 2 100 F

Renseignements et inscription : Institut d'études politiques de Paris. Service formation continue, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-44-46-17 - 45-49-51-94. Fax : 42-22-60-79.

EUROPE

Les chefs des factions bosniaques vont chercher un accord sur l'aide humanitaire

Pour tenter d'éviter une catastrophe humanitaire, les dirigeants politiques des trois factions de Bosnie ont accepté de participer, jeudi 18 novembre à Genève, à une réunion consacrée à l'aide humanitaire. Sous le patronage du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), elle réunit le premier ministre bosniaque Haris Silajdzic, le dirigeant croate Mate Boban et le leader serbe Radovan Karadzic. Le porte-parole du HCR a indiqué que le président du Comité international de la Croix-Rouge, Cornelio Sommaruga, serait présent à cette «réunion de la dernière chance». La présidente du HCR, Sadako Ogata, entend presser les belligérants de cesser «leurs jeux politiques et militaires» et de permettre la survie de trois millions de personnes dépendant de l'aide humanitaire pendant l'hiver.

Sur le terrain, les combats se sont poursuivis en Bosnie centrale. Les troupes serbes ont pénétré dans la nuit les villages des environs d'Olovo, a-t-on appris de sources proches de l'ONU.

Les Serbes ont par ailleurs massé plus de huit mille hommes sur une colline proche de Vares, tombée aux mains des musulmans au début du mois, a précisé un porte-parole de la FORPRONU dans la capitale bosniaque. Dans le même temps, les Croates ont engagé lundi une offensive contre la ville musulmane de Gornji Vakuf, avec quinze chars et quatre mille hommes. Mais la ligne de front entre les deux camps n'a pas bougé et la ville semblait calme mardi.

Par ailleurs, l'ONU a réussi à ravitailler deux hôpitaux psychiatriques à Bakovici et Fojnica, à l'ouest de Sarajevo, où six cents patients ont été abandonnés devant l'avancée serbe.

La visite du vice-ministre russe des affaires étrangères en Grèce. — Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Vitali Tchoukine est arrivé mardi soir 16 novembre à Athènes où il aura des entretiens sur le conflit bosniaque et sur l'embargo contre la Serbie et le Monténégro avec le chef de la diplomatie grecque, Karolos Papoulias. Avant la Grèce, M. Tchoukine — qui est l'ambassadeur spécial du président russe Boris Eltsine sur l'ex-Yougoslavie — avait rencontré, à Pale, Sarajevo et Zagreb les principaux protagonistes du conflit bosniaque. — (AFP)

DANEMARK

Percée du parti libéral aux élections locales COPENHAGUE

correspondance

Le parti libéral danois (opposition), mené par le charismatique ancien ministre des affaires étrangères, Uffe Ellemann-Jensen, a effectué une percée aux élections municipales et régionales qui ont eu lieu le mardi 16 novembre. Même si les libéraux ont recueilli 27 % des voix, une progression de près de 9 % par rapport au dernier scrutin local de 1989, ils n'ont pas réussi à ébranler les sociaux-démocrates au pouvoir qui, contre toute attente, demeurent la première formation du pays avec 34 % des suffrages.

Cette avancée spectaculaire du parti libéral (ancien parti des paysans), populaire chez les jeunes électeurs, ne le rapprochera pas pour autant du pouvoir car sa progression s'est faite aux dépens des formations de centre-droit, comme les conservateurs, les centristes-démocrates et les chrétiens. Ce scrutin marque donc un léger virage à droite des Danois qui n'ont pas pour autant tourné le dos aux sociaux-démocrates, arrivés au pouvoir en janvier dernier après plus de dix années de règne conservateur ininterrompu. Le gouvernement a certes été affaibli par ce scrutin local. Mais il lui reste encore un an pour redresser le barc avant les prochaines élections législatives prévues au plus tard en décembre 1994.

ALEXANDRE SARIN

POINT DE VUE

par Boutros Boutros-Ghali

Le tribunal international, chargé de juger les auteurs des violations du droit humanitaire commises dans l'ex-Yougoslavie, s'installe ce mercredi 17 novembre à La Haye. Pour la première fois depuis le tribunal de Nuremberg, les criminels de guerre vont donc connaître la sanction du droit international. Il était inadmissible, en effet, que restent depuis si longtemps impunis des actes dont nous sommes, hélas, si souvent les témoins et qui révoltent les consciences.

Je voudrais souligner, de la façon la plus solennelle, l'importance que revêt, à mes yeux, ce tribunal. Je tiens à le dire d'autant plus que la construction d'une société internationale régie par le droit est une œuvre lente, modeste, chaotique, aléatoire. Elle ne peut satisfaire ni les amateurs de sensationnel ni les aventuriers de l'immédiat. Et pourtant, ce sont ces patients progrès de la norme internationale qui marquent, le plus sûrement, les étapes de l'évolution de la morale universelle.

Océanie

NOUVELLE-ZÉLANDE

Le Parti national aura la majorité absolue au Parlement

SYDNEY

de notre correspondant

Les résultats définitifs des élections du 6 novembre en Nouvelle-Zélande ont été annoncés mercredi 17 novembre. Après décompte des 200 000 votes par correspondance, le Parti national aura — en fin de compte — la majorité absolue au Parlement. La formation conservatrice a, en effet, enlevé aux travaillistes le siège qui lui manquait pour un tel résultat.

Avec 50 députés sur 99, le Labour accuse un recul important par rapport aux élections de 1990, qui lui avaient donné la plus forte majorité jamais enregistrée dans l'histoire du pays. Les travaillistes ont, cette fois, 45 sièges. Deux petits partis, l'Alliance (coalition du Nouveau parti travailliste, des écologistes et autres tendances) et le NZ First (formé en juillet par un dissident du Parti national) ont obtenu chacun 2 sièges.

Dans les 10 circonscriptions où l'écart de voix était inférieur à 500, les votes par correspondance ont confirmé les résultats antérieurs. Mais la 11^e, celle de Waitaki, dans l'île du sud, qui avait été attribuée au Labour avec 126 voix d'avance, a finalement été remportée par le Parti national avec une majorité de 52 voix.

Jim Bolger, confirmé dans ses fonctions de premier ministre, a réitéré l'idée de devoir se soumettre à des élections avant la fin de son mandat. Simplement, a-t-il dit, «le gouvernement accepte le message, très clair, qui lui a été envoyé : certains aspects de notre gouvernement, certaines attitudes, la manière dont notre politique a été présentée, certaines de nos décisions n'avaient pas l'appui de toute l'opinion». La diminution d'allocation de toutes sortes, la multiplication de licenciements suite à des privatisations, les réformes de la santé visant à rendre compétitifs les hôpitaux étaient, en effet, fort impopulaires (le Monde du 6 novembre).

De son côté, le leader de l'opposition, Mike Moore, a concédé le succès du Labour : «Les Néo-Zélandais, a-t-il dit, ont rejeté la politique économique et sociale du Parti national, mais cela ne s'est pas traduit par une augmentation de notre audience». Les travaillistes, qui avaient été les premiers à mettre en œuvre une politique ultra-libérale sous le gouvernement de David Lange, souffrent toujours de ce revirement d'image.

SYLVIE LEPAGE

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Juger les crimes de guerre

La création du tribunal est, en tout point, exemplaire. Le Conseil de sécurité, sur ma proposition, a décidé de créer lui-même ce tribunal. Sur la base du chapitre VII de la Charte, c'est-à-dire au titre de sanction internationale. Il s'agit là d'un précédent dont l'importance mérite d'être soulignée. En décidant ainsi de fonder le tribunal sur une résolution, le Conseil de sécurité a tenu à marquer sa volonté d'agir vite. Les crimes de guerre doivent connaître la sanction du droit au plus tôt. Et, alors que la guerre continue à faire rage dans l'ex-Yougoslavie, le droit est déjà à l'œuvre pour condamner ceux qui violent ses règles les plus élémentaires.

Plus encore, en agissant ainsi, le Conseil de sécurité a voulu montrer, de la manière la plus nette, que désormais les crimes de guerre et les violations systématiques des droits de l'homme constituent de véritables menaces contre la paix et qu'ils doivent être traités comme tels.

Le Conseil de sécurité a voulu réaffirmer aussi qu'il agissait au nom de la communauté internationale dans son ensemble. Tous les Etats membres de l'ONU sont tenus de concourir à l'exécution des sanctions internationales. Ils doivent donc tout faire pour que le tribunal soit à même de remplir la plénitude de sa mission.

Cette volonté de donner au tribunal un caractère international se retrouve dans sa composition même. C'est l'Assemblée générale des Nations unies qui a été chargée d'élire le procureur et les juges. Elle a donné, par son vote, l'assise la plus large et la plus universelle possible à la nouvelle institution. Le procureur, Ramon Escovar-Salom, est vénézuélien, et les onze juges sont Américain, australien, canadien, chinois, costaricien, égyptien, français, italien, malaisien, nigérian et pakistanais. Ainsi, c'est bien la communauté internationale dans son ensemble qui s'érige en juge des crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie.

Ces crimes, depuis longtemps, le droit international les condamne. Les conventions de Genève pour la protection des victimes de guerre, la convention pour la prévention et

la répression du crime de génocide, la convention de La Haye de 1907 sur les lois et coutumes de guerre, ainsi que les principes de Nuremberg ont, de la manière la plus ferme, créé un véritable droit humanitaire international. La Yougoslavie, en son temps, ratifié ces textes. Il ne s'agit donc pas, comme à Nuremberg, d'appliquer rétroactivement un droit à des ennemis vaincus. Il s'agit, ici, de rendre effectives des normes connues et reconnues par les principaux intéressés. A ce droit, il manquait une institution. Le tribunal concernait l'ex-Yougoslavie fournit un exemple pour l'avenir.

Une diplomatie des droits de l'homme

En effet, son mandat ouvre des perspectives radicalement nouvelles sur la voie de la répression contre les crimes de guerre. Toutes les personnes ayant effectivement commis des crimes seront passibles de la juridiction du tribunal. Le tribunal est également compétent pour juger tous ceux qui ont pu participer, de près ou de

loin, à la planification et à la préparation des violations des droits de la personne humaine.

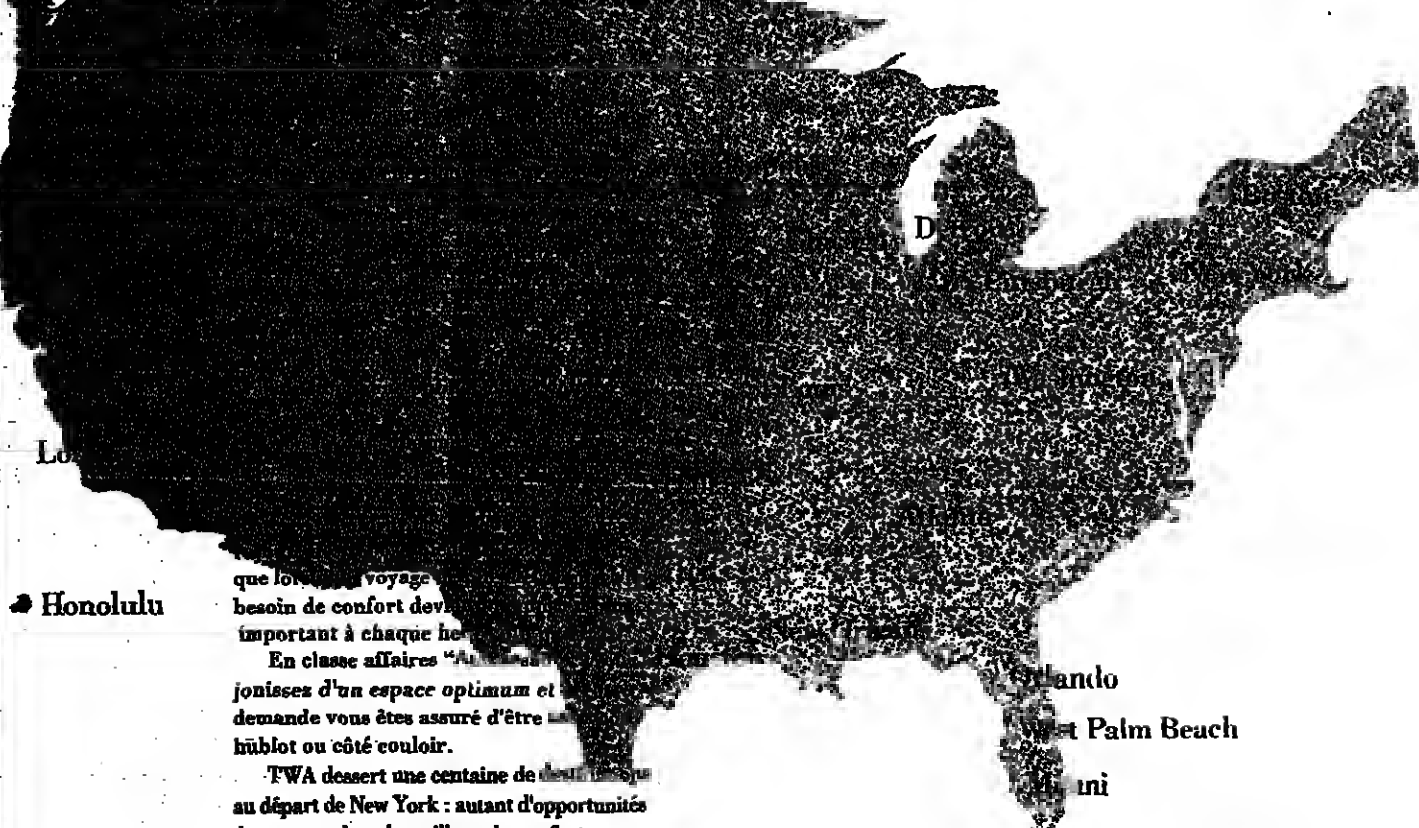
Le monde dans lequel l'ONU doit mener son action est radicalement différent de celui qui émergeait au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui s'est imposé pendant la guerre froide. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de maintenir la paix entre les Etats en respectant la souveraineté de chacun d'eux. Il faut faire face à des affrontements qui divisent et déchirent les peuples à l'intérieur même des Etats. Ce sont ces nouveaux conflits qui menacent aujourd'hui le plus la paix internationale et qui sont les plus attentatoires aux droits de la personne. Ils nous imposent d'inventer de nouvelles réponses et de trouver de nouvelles solutions. Car l'édification d'une diplomatie de la démocratie et des droits de l'homme est l'un des défis majeurs de notre temps. Dans cette action, la création du tribunal international prend toute sa place et toute sa valeur.

► Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies

Nouveaux services vers les USA.

A BORD DE TWA

Paris-New York : plus de choix et plus d'espace



Honolulu

que lors d'un voyage, le besoin de confort devient important à chaque étape.

En classe affaires "A", vous jouissez d'un espace optimum et vous êtes assuré d'être à l'abri du bruit ou du côté couloir.

TWA dessert une centaine de destinations au départ de New York : autant d'opportunités de voyager dans le meilleur du confort.

Pour plus de renseignements sur nos nouveaux services, contactez votre agence de voyages, TWA au 49 19 20 00 et pour la région de Nice au numéro vert 05 29 19 49. 3615 TWA.

TWA Le meilleur du confort.

EUROPE

Turkménistan : une dictature éclairée au gaz...

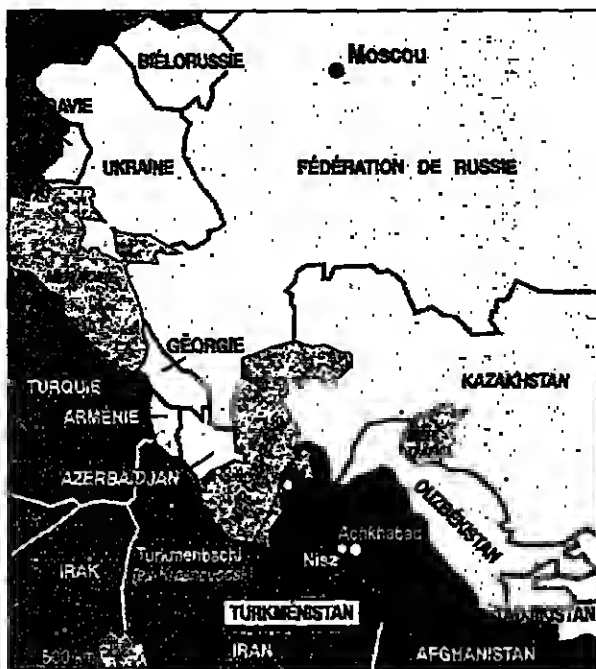
Rien n'a changé au pays du turkmenbachi - nouvelle dénomination de son président - hormis une indépendance réelle vis-à-vis de Moscou

ACHKHABAD

de notre envoyé spécial

Ses portraits ornent les frontons des bâtiments et les nouveaux billets de banque. Les premiers statuts en pied ont fait leur apparition, d'autres sont en projet. L'ancienne avenue Lénine de la capitale du Turkménistan, et aussi l'ancien port de Krasnovodsk, sur la mer Caspienne, sans compter une multitude de sovkhoses et de kolkhoses, portent désormais son nom, qui d'ailleurs lui-même a changé : le président Saparmourat Niazov se fait désormais appeler turkmenbachi, « le chef des Turkmènes ». Nulle part ailleurs dans l'ex-URSS, y compris dans les autres pays d'Asie centrale à « pouvoir fort », le culte de la personnalité n'atteint de pareilles proportions. Avec à peine quatre millions d'habitants sur un territoire grand comme la France, mais largement désertique, le Turkménistan ne serait-il qu'une dictature éclairée au gaz, sa principale ressource naturelle, qui est aussi le support de sa politique résolument indépendante de Moscou ? Suit-il l'exemple roumain, celui de la grande et triste époque de Ceausescu ?

Il suffit pourtant de rencontrer « le chef » pour que la différence saute aux yeux. D'abord parce que curieusement, l'ancien secrétaire du PC turkmène, élu entretemps président avec 99,5 % des voix, ne ressemble pas à ses portraits, ces chroniques « réal-soc » qui lui donnent un air si soviétique. L'œil vif, le contact chaleureux et le rire facile, ce petit homme replet de cinquante-trois ans paraît même beaucoup plus jeune que ses effigies à usage du bon peuple : les pincesaux officiels enlevaient vingt ou trente ans à Ceausescu ou à Brejnev, mais à lui, ils en rajoutaient plutôt une dizaine... L'autre surprise est qu'il accepte de parler, longuement, de ce culte qui se développe à vitesse vertigineuse. Pour affirmer qu'il n'y est pour rien, que « tout cela passera, ne vous inquiétez pas, d'ici quelques années, les gens n'accrocheront plus mon portrait, parce que leur sort ne dépendra plus de moi ». Pour expliquer qu'on ne peut parler de « culte de la personnalité », parce qu'un culte véritable, comme celui de Staline, est inséparable d'un puissant « appareil répressif » - alors que rien de pareil n'existe selon lui au Turkménistan (de l'avis de divers observateurs étrangers, l'atmosphère est de fait beaucoup plus détendue ici que, par exemple, en Ouzbékistan), et les droits de l'homme mieux respectés, même s'il n'est pas question de tolérer une opposition constituée. Et puis, il y a, malgré tout, la justification théorique de ce phénomène présenté comme à la fois nécessaire et temporaire : « Dans les périodes de transition, il faut qu'une personnalité apparaisse ». Ce fut le cas, expliquait-il sans modestie excessive, avec de Gaulle, Atatürk (« le père des Turcs »), Bismarck... Et puis, il y a le psychologue des peuples, le facteur local - « Les Turkmènes se sont toujours inclinés devant quelque chose : jadis, le feu, puis l'islam, ensuite Marx... il faut que les gens croient à quelque chose ». En un mot, les por-



trains, aujourd'hui, sont nécessaires, pour mettre dans la tête des gens l'idée de l'indépendance.

Dont acte. Il est au moins clair que M. Niazov tient énormément à cette indépendance, après avoir repris à son compte une bonne partie du programme du mouvement démocrate nationaliste Agzi Berlik, qu'il a démantelé au passage. Et c'est sans doute sa réussite la plus tangible : le Turkménistan, confait récemment le président arménien Ter Petrossian à un ambassadeur occidental, est bien, en dehors des États baltes, le seul pays de l'ex-URSS à pouvoir s'affirmer réellement indépendant de Moscou. M. Niazov lui-même raconte ce que lui aurait dit tout récemment, et « en larmes », le président géorgien Eduard Chervachidze : « Toi seul as su l'y prendre ».

L'expérience des relations avec Moscou, M. Niazov l'a acquise avant même d'être installé au pouvoir, d'abord comme premier ministre, en 1985, puis quelques mois plus tard comme premier secrétaire. Invité, avant de prendre ses fonctions, à suivre une sorte de stage de formation au comité central, il en a gardé quelques souvenirs assez vifs. « On m'a présenté à Tikhonov (alors premier ministre de l'URSS), et il m'a demandé : « C'est où, le Turkménistan ? ». Et puis aussi : « Qu'est-ce que vous produisez ? ». A l'époque, nous fournissions 33 % du gaz soviétique, et il n'en avait pas la moindre idée ». L'exploitation du gaz turkmène, comme d'ailleurs celle du coton, autre grande ressource du pays, était pourtant alors entièrement dans les mains du « centre ».

Aujourd'hui, M. Niazov a pris ses distances, tant avec Moscou qu'avec une CEI dont il est un membre assez peu zélé. Il préfère souvent envoyer un adjoint le représenter aux « sommets » de la communauté, il a refusé de signer le pacte de sécurité collective que les Russes tentent d'imposer à leurs partenaires, refusé aussi de participer aux opérations dites de « maintien de la paix » au Tadjikistan. Il s'est même abstenu d'ajouter son nom à la longue liste des chefs

d'États de la CEI signataires d'une déclaration de soutien à Boris Eltsine en lendemain de l'assaut contre le Parlement de Moscou. D'une manière générale, il répute à suivre « ceux qui signent les yeux fermés », nu « lève la main pour approuver des choses que le grand frère veut quelque chose ». Il s'est aussi arrangé pour mettre un terme, au bout de quelques mois seulement, à l'existence de forces armées communes « turkmeno-russes ». Désormais l'armée, qui a fièrement défilé à l'occasion des récentes cérémonies anniversaires de l'indépendance, est sous commandement turkmène (même si elle comporte un nombre important de Russes sous contrat), de même que les unités de gardes-frontières.

En même temps, M. Niazov prend soin de ne pas braquer Moscou. « Nous avons donné aux Russes l'assurance que, tout en menant une politique nationale dans l'intérêt de notre pays, nous ne causerons jamais de tort à la Russie ». Moscou peut donc conserver sur le territoire turkmène une station de surveillance de ses vols cosmiques (avec un personnel mixte).

Le casse-tête du gazoduc

Des négociations sont en cours pour la création, avec l'aide russe, d'une flotte turkmène « que les Russes pourraient utiliser en cas de besoin ». On négocie aussi à propos de Krasnovodsk (déjà nommé turkmenbachi), dont certains militaires russes « voudraient faire une base russe ». Surtout, M. Niazov tient beaucoup à ce que Moscou soit associé d'une manière ou d'une autre au grand projet dont dépend dans une large mesure l'avenir économique du pays : la construction d'un nouveau gazoduc qui permettrait au Turkménistan d'augmenter sensiblement ses exportations vers des pays solvables. (La production a atteint 60 milliards de mètres cubes en 1992, alors que le potentiel est sensiblement plus élevé ;

mais moins d'un cinquième du gaz extrait a pu être vendu en devises, explique-t-on de source occidentale).

Et les clients de la CEI ne sont pas toujours solvables (« Je vais encore devoir fermer les robinets à l'Ukraine, Kravtchouk nous doit 500 millions de dollars », écrivait M. Niazov). Le tracé du nouveau gazoduc se révèle pourtant un véritable casse-tête - étant entendu que les Turkmènes souhaitent vivement qu'il leur permette de ne pas faire passer leur gaz par la Russie, et que les Américains rechignent à ce que la conduite passe par l'Iran.

Les réticences américaines semblent pourtant désormais moins fortes, surtout si le gazoduc devait emprunter le territoire iranien sur une distance assez courte, après avoir plongé sous la mer Caspienne : un feu orange des États-Unis suffirait peut-être à obtenir les crédits indispensables des grands organismes internationaux. M. Niazov compte en tous cas beaucoup sur les efforts de son bon ami Alexander Haig, ex-secrétaire d'État américain qui fait des affaires dans la région, et sur lequel il compte pour plaider sa cause à Washington.

Le président turkmène avait bien essayé de prendre lui-même les choses en main, mais sa « visite privée » aux États-Unis, en mars dernier, a tourné au fiasco. Il n'a pu voir ni le président, ni le vice-président, ni même le secrétaire d'État. L'administration ayant résolu de le punir pour son attitude à l'égard de la squelettique opposition turkmène, et plus précisément pour avoir refusé de laisser un

intellectuel, Murat Salamov, assister à une conférence sur l'Asie centrale organisée par une université américaine. M. Niazov a encaissé sans broncher, mais s'est d'autant plus apprécié le traitement tout différent que lui a réservé François Mitterrand, qui l'a reçu en mai dernier pendant une heure et demie. Le président français portant un intérêt d'autant plus vif à la conversation qu'elle portait sur l'antique cité de Nissa, capitale de l'empire des Parthes, dont les ruines étonnantes se dressent dans les environs immédiats d'Achkhabad.

Fiasco d'une libération des prix

M. Mitterrand a même accepté une invitation, en principe pour avril prochain. Pour ne rien gâcher, c'est la société Bouygues qui a remporté un énorme contrat pour l'édification d'un nouveau palais présidentiel, d'un « parc de l'indépendance », et pour la restauration des ruines de la citadelle de Gök-Tépé, où, en 1881, les Turkmènes livrèrent leur dernière bataille contre les colonisateurs russes : au total, et selon M. Niazov lui-même, une affaire d'un demi-milliard de dollars.

Le Turkménistan se conduit donc en pays riche, ou potentiellement riche, et dans la cour de l'actuel palais présidentiel s'alignent les Volvo flamboyantes que M. Niazov distribue généreusement à quantité de ministres et autres responsables. Il se trouve pourtant

à un tournant. Si, aujourd'hui, les Turkmènes se félicitent de ne pas connaître les malheurs économiques de leurs voisins, de vivre « comme au bon vieux temps de l'URSS », et même sans doute un peu mieux, (c'est-à-dire encore assez mal), si la popularité du président est réelle, c'est sans doute en grande partie parce que - en dehors de l'indépendance et de ses divers attributs - à peu près rien, ici, n'a encore vraiment changé. Où plutôt n'avait vraiment changé jusqu'à ces dernières semaines, et une première tentative de « libération » des prix qui a failli mal tourner. Les prix ont bondi du jour au lendemain (celui du beurre a été multiplié par 25), une foule de femmes a coupé la route qui prend chaque jour le président entre sa résidence et le palais, M. Niazov a passé publiquement un énorme savon à ses ministres, réimposé le contrôle des prix d'une série de produits de base, et « décidé d'accélérer la privatisation, pour créer une concurrence ».

En même temps, Achkhabad s'est engagée dans une autre entreprise ambitieuse et délicate, l'introduction d'une monnaie nationale, le manat. Depuis le début de novembre, le rouble est banni de la circulation : M. Niazov avait eu la sagesse de faire dès l'été dernier une croix sur la fameuse « zone rouble » que Moscou avait essayé de faire monnaie à ses partenaires avant de leur imposer des conditions si draconiennes que des pays pourtant bien disposés, comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ont dû faire marche arrière en catastrophe et se résoudre à leur tour, dans les pires conditions, à introduire une monnaie nationale « provisoire ». Pour l'instant le manat tient fort bien sa cote, mais le choix d'un taux de change ambitieux, ajouté à la libération fil-le-partielle des prix, risque de faire baisser le niveau de vie de la population.

La lune de miel entre le « chef des Turkmènes » et ses sujets durera-t-elle, alors même que certains commencent à murmurer que le « culte » enfle tout de même un peu vite, de même que les largesses que le président s'accorde à lui-même et à son entourage ? Comment peut-on conduire un pays vers la démocratie - objectif affiché et fait évoluer les mentalités avec des journaux essentiellement occupés à chanter les louanges du président ? (A peine M. Niazov avait-il reçu le journaliste du Monde que la presse locale publiait à la « une » les commentaires diatribiques et purement imaginaires peints à ce dernier).

M. Niazov, en tout cas, ne donne pas le plus petit signe d'inquiétude, pas plus qu'il ne craint le mélange des genres : il est le premier à se vanter d'être « le principal propriétaire terrien du pays » (50 hectares de terres cultivées, plus 10 000 hectares de terres non exploitées). Et il compte bien que ses ministres suivent son exemple : « Quand ils seront propriétaires, ils auront moins peur de perdre leur poste ».

JAN KRAUZE

Diplomatie équestre

ACHKHABAD

de notre envoyé spécial

Avec l'indépendance, les armoirées du Turkménistan ont changé, et la faucille et le marteau laissé à la place... à un cheval. Un ekhal tekke, l'une des races les plus anciennes et les plus pures de la plénitude, orque des Turkmènes, et plus précisément de leur principale tribu, celle des Tekke. Une silhouette fine et élancée, des yeux très expressifs, et d'exceptionnelles qualités d'endurance, parfois éprouvées par des expéditions entre Achkhabad et Moscou, sur une distance de 3 000 kilomètres. Pourtant, à la fin de l'ère soviétique, la race, à en croire les spécialistes locaux, était en piteux état, réduite à moins de mille têtes sur l'ensemble du territoire turkmène - en pour « exécuter le plan », on élait même parfois jusqu'à expédier ces chevaux rares et de très grand prix à la boucherie.

Depuis 1991, le protection et l'essor de l'ekhal tekke sont devenus le symbole du renouveau national, et l'objet de tous les enlris du président : une statue dorée, érigée devant l'hippodrome d'Achkhabad, le montre tendant le bras vers un

cheval. La vente à l'étranger a été strictement interdite pendant deux ans, et les effectifs ont recommencé à croître : 2 000, cette année, sans doute 3 000 l'en prochain. L'ekhal tekke est aussi l'instrument privilégié de la diplomatie de M. Niazov, qui offre des étalons aux grands de ce monde. John Major et François Mitterrand ont reçu chacun le leur. Les deux chevaux, robe isabelle, crinière et queue noires, ont fait de concert le voyage, en wagon spécial, d'Achkhabad à Moscou, où ils ont continué de filer l'emante cordiale pendant la stricte quarantaine imposée aux animaux d'Asie centrale par le règlement vétérinaire de la Communauté. Boris Eltsine n'a bien sûr pas été oublié, pas plus que le président turc ou le président iranien, M. Rafsanjani. Ce dernier a même éprouvé l'envie de monter Ousseu nnir, qu'on venait de lui présenter, mais l'affaire a bien failli mal tourner pour le cavalier. La réputation ombreuse de ces chevaux n'est plus à faire : la légende veut que Bucéphale, la monture d'Alexandre le Grand, ait été un ekhal tekke.

J. K.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lassus, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Guib, directeur de la gestion
Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferençzi,

Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1986), André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75011 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-23

Télécopieur : 40-85-25-23

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-23

Télécopieur : 40-85-30-10

PUBLICATION JUDICIAIRE

A GEORGE EDWARD WOOD dernièrement domicilié à «The Barns», Grimston Road, Flaby, Huddersfield, West Yorkshire, Angleterre.

NOUS PORTONS A VOTRE CONNAISSANCE que des actions en justice ont été intentées contre vous devant la division de la Cour supérieure de justice de la Cour suprême britannique 1991 C n° 09146 et 1991 C n° 10662 par les commissaires de la Régie de Dean Cough Industrial Park, Halifax, à l'égard desquelles les demandeurs réclament les sommes de 106 972,84 et 73 580,50 livres sterling, correspondant à la taxe sur la valeur ajoutée impayée, majorées d'un intérêt.

ET D'AUTRE PART que la Cour suprême a ordonné que l'assignation en justice relative au procès intenté contre vous soit signifiée par l'intermédiaire de la présente annonce.

ET PAR AILLEURS qu'il vous faudra, dans un délai de 21 jours à compter de la publication de la présente annonce, date de publication incluse, reconnaître la signification de ladite citation en remplissant le formulaire prescrit intitulé Reconnaissance de notification qui pourra être obtenu, sur demande, des Solliciteurs dont les noms et l'adresse sont cités ci-dessous ; faute de quoi, un jugement pourra être prononcé à votre encontre.

Wilkinson Woodward & Ludlam, 11, Fountain Street, HALIFAX, West Yorkshire, ANGLETERRE.

(Publicité)

LA GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE

organise un colloque destiné au public

le samedi 20 novembre 1993, salle Gaveau, 45, rue de La Boétie, de 9 h à 18 h 75008 Paris

ROLE ET ENGAGEMENT DES FEMMES

DANS LA CITÉ ET DANS LE MONDE Entrée : 50 F

ARMÉNIE : nouvelle monnaie. - L'Arménie va introduire sa propre monnaie, le dram, avant la fin du mois, a annoncé mardi 16 novembre sa banque centrale. Elle est l'avant-dernière des ex-républiques d'URSS à battre sa monnaie, après le Kazakhstan et l'Ouzbékistan qui ont introduit les leurs lundi. Reste le Tadjikistan, qui use de roubles d'avant 1993, interdits en Russie. - (AFP, AP)

RUSSIE : Boris Eltsine ferme le musée Lénine. - La grande bâtisse de briques rouges près du Kremlin, qui fut l'hôtel de ville du temps des tsars avant d'abriter le Musée Lénine, va redevenir le siège de la douma (conseil) municipale : sur décret présidentiel, le musée a fermé ses portes mardi 16 novembre et près d'un million d'objets - de la Rolls Royce aux tableaux en passant par les lettres et les livres de Vladimir Ilitch - doivent être remis. « En attendant que nous trouvions des sponsors pour ouvrir

ailleurs », a déclaré son directeur. - (AFP)

UKRAINE : les députés s'apprêtent à ratifier le traité START-I. - Le Parlement ukrainien devrait examiner mercredi 17 novembre un projet de résolution prévoyant une ratification « conditionnelle » du traité de désarmement stratégique START-I, mais excluant celle du protocole de Lisbonne - qui exige que l'Ukraine se débarrasse aussi de ses 46 missiles SS-24 et adhère au Pacte de non-prolifération nucléaire.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
DES LIVRES

دكان من الذهب

INTERNATIONAL

AFRIQUE

BURUNDI

Le gouvernement attend toujours une intervention de troupes africaines

Près d'un mois après la tentative de coup d'Etat au cours de laquelle le président Melchior Ndadaye a été tué, le gouvernement, réfugié dans un hôtel à proximité de Bujumbura, la capitale, attend toujours l'intervention de troupes étrangères.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a souhaité, mardi 16 novembre, l'envoi d'une "petite équipe" qui serait chargée d'établir les faits. Par la voix de son président en exercice, le Conseil a également invité Boutros Boutros-Ghali à "continuer sa mission de bons offices" et à envisager la création d'un fonds de contribution volontaire pour aider à la mise en place d'une mission que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se dispose à envoyer.

La tentative de putsch du 21 octobre avait provoqué un vif émoi au sein de la communauté internationale. Récemment, pays occidentaux et africains avaient condamné avec une telle unanimité la fouchure de militaires. Les cris d'indignation sont restés sans lendemain : seule la France a fait un geste, en envoyant à Bujumbura une quinzaine de gendarmes qui ont rejoint la vingtaine de coopérants militaires présents dans le pays.

« On s'attend à tout moment à un autre coup d'Etat », affirmait au Monde le ministre burundais de l'éducation nationale, Libère Ndayishimiye, de passage à Paris la semaine dernière. « Il y a de nouvelles élections, elles seront gagnées par le FRODEBU [le parti à dominante hutu qui avait remporté les élections de juin dernier], donc les putschistes [dont une partie seulement ont été arrêtés] risquent de chercher à décapiter le parti. » Les ministres - qui redoutent particulièrement de nouveaux incidents lors des funérailles, le 29 novembre, du président assassiné - vivent donc reclus dans un hôtel, en attendant l'intervention des troupes africaines promises par l'OUA.

« Il y aura une présence internationale », au Burundi, avait déclaré l'émissaire de l'OUA, l'ambassadeur sénégalais Louis Fall, le 10 novembre, à l'issue d'une mission à Bujumbura. Au micro de Radio-Burundi, M. Fall avait cité, parmi les pays prêts à envoyer des troupes, le Kenya, le Sénégal, l'Égypte, le Maroc et le Cameroun, en plus des pays voisins du Burundi, dont le gouvernement ne souhaite pas la participation. La commission de l'OUA pour la prévention des conflits devait se réunir mercredi à Addis-Abeba, en présence de deux ministres burundais, pour évoquer cet envoi de troupes. La lenteur de la réaction internationale a provoqué le désenchantement des ministres burundais qui, bien que craignant pour leur vie, commencent à oser se rendre en province. Près de sept cent mille personnes sont toujours réfugiées dans les pays limitrophes. Certaines régions, celle de Rutana notamment, dans le Sud-Est, restent inaccessibles par la route, à cause des barages dressés par la population. De retour du Burundi, le docteur Roger Tech, de Médecins sans Frontières-Belgique (MSF), a estimé que plusieurs « dizaines de milliers de personnes ont été tuées » après le coup d'Etat manqué. Certaines blessures soignées par des médecins de MSF remontent à seulement quelques jours, ce qui prouve que des incidents se produisent dans le pays.

MARIE-PIERRE SUSTIL

ALGÉRIE

A l'écoute du « téléphone arabe »

ALGER

de notre correspondant

Tandis que les forces de sécurité organisent, depuis la fin de la semaine dernière, de vastes opérations de nettoyage dans plusieurs quartiers « chauds » de la capitale, les juges de la cour spéciale d'Alger, siégeant à Média, ont prononcé, mardi 16 novembre, trente-sept nouvelles condamnations à mort (dont trente par contumace) « à l'encontre de membres d'une organisation terroriste, qui opèrent dans la wilaya [préfecture] de Laghouat ».

Alger, le procès des auteurs présumés de l'assassinat de six policiers, commis dans la nuit du 9 au 10 février 1992, donné lieu, mardi, à un réquisitoire sévère, le parquet affirmant que trois des accusés soient condamnés à la peine capitale. Le verdict devrait être rendu mercredi. Depuis la mise en place des cours spéciales, en octobre 1992, quelque trois cent cinquante condamnations à mort ont été prononcées dont vingt-six ont été appliquées.

Cette mécanique routinier, dénoncée par Amnesty International, ne semble plus, hélas, ébranlée par le grand monde, en Algérie où, selon des estimations officielles, plus de trois mille personnes ont

été tuées, victimes des violences politiques, depuis le début de 1992. « Pourquoi la vie est-elle devenue si chère ? », demandait récemment la lecture d'un quotidien local. « Parce que la mort est devenue gratuite », lui a répondu le journal.

De même, les ratisseurs spectaculaires opérés par les « crânes » (surnom donné aux membres des unités d'élite de l'armée), ne suscitant, dans la presse locale, que des commentaires assez froids, où se devine parfois une vague admiration. De source officielle, on estime à environ deux cents le nombre des interpellations faites, en fin de semaine dernière, dans les seuls quartiers de Belcourt et d'El Medania.

La chasse aux « terroristes », objectif affiché de ces vastes shows policiers, aurait aussi permis d'arrêter un nombre important de jeunes, qui avaient, jusqu'ici, réussi à échapper au service militaire. Vrai ou faux ? La difficulté à vérifier ce type d'« informations », ajoutée à la pauvreté des communiqués officiels, explique et nourrit l'inventaire éternel de rumeurs.

Le « téléphone arabe » est prétexte aux jeux subtils de l'intoxication et à ceux, plus grossiers, de la propagande. C'est ainsi qu'avait été annoncé, il y a quel-

ques semaines, la mort de l'ex-président du Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani. Ballon d'essai concluant : les bastions de l'intégrisme n'avaient pas réagi.

Plus récemment, la rumeur voulait que plusieurs coiffeuses, à Alger et à Bida, aient été égorgées par des islamistes. Des cafés, des magasins de musique - et même certains bains maures - auraient, dans la foulée, été contraints de fermer. Le spectre de l'ordre moral avait ainsi semé l'effroi ou la jubilation dans les chaumières algériennes, contraintes à s'habituer aux rigueurs annoncées d'un Etat islamique imaginaire.

Il n'y a guère qu'à Bida, dans une école du secondaire, que la rumeur n'aura pas « fonctionné ». « Le bruit courait que, le 26 octobre, toutes les filles devraient porter le hijab. Et gare à celles qui ne le feraient pas, raconte une lycéenne. Dans ma classe, les filles voilées sont déjà majoritaires. Si on avait suivi le « conseil », on l'aurait toutes été. » Est-ce par courage ou par provocation que les « sans-voile » ont réagi ? Le jour dit, toutes sont venues à l'école « en mini-jupe », même celles qui, d'habitude, n'en portent pas...

CATHERINE SIMON

CÔTE-D'IVOIRE : plus de 9 000 Ghanéens ont fui le pays, selon la Croix-Rouge. - Au moins 9 000 Ghanéens ont fui la Côte d'Ivoire après les violents affrontements du début du mois, ont déclaré, mardi 16 novembre, les autorités ivoiriennes et la Croix-Rouge (le Monde du 6 novembre). L'exode n'est pas terminé. Vingt-six auteurs s'apprêtaient mardi à quitter Abidjan pour le Ghana avec, à leur bord, un millier de Ghanéens. - (Reuters)

SENEGAL : d'un mort dans un accrochage entre gendarmes et indépendantistes. - Un indépendantiste a été tué et plusieurs blessés en Casamance, dans le sud du Sénégal, au cours d'un accrochage avec des gendarmes sénégalais, qualifié, mardi

16 novembre, de « barrière » par la radio nationale sénégalaise. Il s'agit du troisième incident entre militaires et indépendantistes depuis la signature, le 8 juillet, d'un cessez-le-feu entre le gouvernement et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance. - (AFP)

DJIBOUTI : quatre morts dans un accrochage entre rebelles du FRUD et forces gouvernementales. - Le ministre djiboutien de la défense a annoncé, mardi 16 novembre, que trois membres du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), rebelle armé des Afars, et un soldat des forces gouvernementales avaient été tués au cours d'un accrochage, la veille, dans le district de Tadjourah. - (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

La production de bombardiers furtifs B 2 est limitée à vingt

La fin de la guerre froide a fait une nouvelle victime, dont l'enterrement se déroule lors des votes actuels des deux Chambres du Congrès sur le budget de la défense : le bombardier furtif B 2. La Chambre des représentants a adopté, lundi 15 novembre, la version finale du budget 1994, qui se monte à 261 milliards de dollars, dans lequel le programme du B 2 est limité à vingt exemplaires seulement.

L'armée de l'air avait initialement envisagé une flotte de cent trente-deux B 2, à 500 millions de dollars l'unité. Ce bombardier était alors considéré comme un

atout indispensable pour pénétrer incognito les défenses de l'Union soviétique. Le démantèlement de l'Union soviétique a restreint l'intérêt du B 2, d'autant que le prix de ce bombardier a considérablement augmenté : il atteignait récemment 2 milliards de dollars l'unité. L'armée de l'air avait réduit ses demandes à soixante-quinze exemplaires, mais le Congrès avait déjà imposé à la précédente administration une limite à 20 exemplaires. Le vote lundi de la Chambre, puis celui du Sénat prévu cette semaine entérinent définitivement ce seuil à ne pas dépasser (AFP).

ÉTATS-UNIS : record d'impopularité pour M. Clinton. - Un an après son élection, seulement 49 % d'Américains sont satisfaits du président Bill Clinton, selon un sondage publié, mardi 16 novembre, par le Washington Post. A ce stade de son mandat, ce niveau de popularité est le plus bas pour un président américain depuis la seconde guerre mondiale. - (AFP)

CUBA : Deux blessés dans l'explosion de mines près de Guantanamo. - La radio nationale cubaine a annoncé, mardi 16 novembre, que deux personnes, dont un lieutenant de l'armée cubaine, ont été grièvement blessées par l'explosion de mines près de la base navale américaine de Guantanamo (un millier de kilomètres à l'est de La Havane). Le lieutenant a perdu un pied lors de l'explosion d'une mine, alors qu'il tentait d'empêcher quatre fugitifs cubains d'entrer dans le périmètre de la base américaine, vraisemblablement pour y demander l'asile. L'un des fugitifs a également perdu un pied lors de l'explosion d'une autre mine. - (AFP)

TANT PIS POUR LES AUTRES
SERVIR
HABILLE
LES GRANDS ET
LES COSTAUDS
74, Avenue Ternes
75017 PARIS
1(87) 45 76 35 13
Avignon - Lille - Lyon

DEMANDEZ VOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

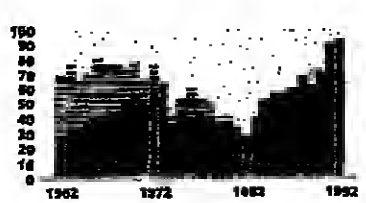
ALLÈGEMENT DE LA DETTE



Tiens, enfin une courbe qui va dans le bon sens.

Cette courbe est celle de l'évolution de la dette d'EDF. Après avoir mené avec succès un programme d'équipement ambitieux, EDF récolte désormais les dividendes de ses investissements : performance commerciale et gains de productivité permettent de dégager une capacité d'auto-financement significative et donc de réduire l'endettement et les charges financières. Pour l'avenir d'EDF, ce désendettement constitue un atout décisif.

SOURCES DE FINANCEMENT
DEPUIS 30 ANS (en %)
Auto-financement
Apports publics
Emprunts



EDF, un grand courant financier.



هكذا انشغل

ASIE

La visite du chancelier Kohl à Pékin

L'Allemagne récompensée pour sa politique en faveur d'«une seule Chine»

PÉKIN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl, «très satisfait» d'une visite de deux jours qu'il vient de faire à Pékin, a annoncé, mercredi 17 novembre, que l'Allemagne avait obtenu de la Chine la signature de contrats fermes ou des promesses d'achat d'équipements industriels représentant 7 milliards de marks.

Parmi les cadeaux consentis par Pékin en retour du refus de Bonn de vendre des armes à Taïwan, figure la réalisation du métro de Canton, dont les Français avaient été écartés, l'achat de six Airbus A340 à l'Allemagne, ainsi que des espoirs pour deux centrales thermiques, et des équipements ferroviaires et de télécommunications. La chiffre inclut toutefois des projets dont le gouvernement allemand reconnaît qu'il n'existe pas de haute probabilité qu'ils se matérialisent à très court terme.

Le contrat symbolique du métro de Canton, qui sera pour moitié financé sur prêts bonifiés au titre de l'assistance au développement et à l'amélioration de l'environnement (dans le sens où, précise-on côté allemand, «il est bénéfique à la population»), de cette cité très congestionnée, est accompagné d'une faveur supplémentaire : l'ouverture d'un consulat dans cette ville où la France avait dû, l'an dernier, fermer sa propre mission sur décision chinoise. L'incident avait suivi la vente des avions Mirage 2000-5 à Taïwan. La Chine ouvrit, elle, un consulat à Munich. Les deux pays ont en outre signé plusieurs accords de coopération scientifique et culturelle.

M. Kohl n'a pas caché la fermeté de sa politique en faveur d'«une seule Chine», s'interdisant de vendre des armes à Taïwan, mais il a souligné, lors d'une conférence de presse, qu'il n'envisageait pas de fournir des équipements militaires à Pékin. A l'intention de la France,

dont il n'a pas commenté la politique chinoise, il s'est voulu consolant en faisant remarquer que celle-ci venait d'emporter un contrat en Corée du sud (le TGV), que l'Allemagne visait également. «Nous sommes en concurrence, mais nous restons amis», a-t-il dit.

Le chef du gouvernement allemand, qui a été traité avec tous les

remis une liste de vingt noms, qu'il n'a pas voulu rendre publics, sur le sort desquels Bonn espère obtenir «des améliorations». Le chancelier a souligné auprès de ces interlocuteurs que cet aspect des choses était jugé, chez lui, «très important, surtout au sein de la jeunesse». Il s'est dit optimiste au sujet de ces personnes.



égards par les dirigeants chinois actifs, a souligné que son pays souhaitait établir avec Pékin «une relation stable, sur le long terme, et complète, dans autant de domaines que possible». Sa visite et sa politique ont été amplement utilisées ici comme un exemple des relations modèles qu'un doit avoir avec Pékin.

Cependant, au chapitre des droits de l'homme, M. Kohl leur a

M. Kohl, qui était accompagné de 40 patrons allemands, a invité son homologue Li Peng à faire une visite à Bonn, à une date qui reste à fixer. Ce geste scelle la fin de la fragile unité qui s'était faite en Europe occidentale pour réprimer la répression menée par Pékin, place Tiananmen, en 1989.

FRANÇOIS DERON

Terminant son séjour en France

Le dalaï-lama a été reçu «en privé» à l'Élysée

Peu d'heures avant d'achever son long séjour en France (il y était arrivé le 24 octobre), le dalaï-lama a été reçu, mardi 16 novembre, par le président Mitterrand au palais de l'Élysée. Une grande discrétion a entouré cette entrevue «privée». Le leader spirituel et chef politique en exil des Tibétains est entré dans le palais présidentiel par une porte latérale du parc, au début de l'après-midi. L'entretien, qui a eu lieu dans la bibliothèque, a commencé par un récit qu'a fait le dalaï-lama de son séjour en France.

En dépit de ces précautions diplomatiques, la rencontre ne peut qu'être mal perçue à Pékin, dont l'ambassade à Paris avait pris la peine de convoquer une conférence de presse, il y a quelques jours, afin de réfuter les arguments les plus fréquemment mis en avant par Tenzin Gyatso en faveur de la spécificité du Tibet (il ne réclame pas l'indépendance, mais une autonomie par rapport à Pékin).

AFGHANISTAN : une soixantaine de morts à Sarobi. - Les combats qui opposent deux factions islamistes à 60 km à l'est de la capitale afghane ont fait quelque soixante morts à Sarobi, sur la route du Pakistan, l'ultime place forte aux mains du premier ministre intégriste, Gulbuddin Hekmatyar, a annoncé mardi 16 novembre Radio-Kaboul. Des témoins ont indiqué que des avions du ministère de la défense, contrôlés par le général Massoud, ont largué des bombes à fragmentation, détruisant notamment une mosquée. De sources proches de M. Hekmatyar, 40 des victimes sont des civils. - (AFP)

Le dalaï-lama avait, par le passé, été notamment reçu par deux présidents américains, MM. Bush et Clinton, le premier ministre britannique John Major et le président allemand von Weizsäcker. Les plus hautes personnalités françaises qu'il avait rencontrées par le passé étaient des présidents de l'Assemblée nationale (MM. Chaban-Delmas puis Fabius) et le ministre des affaires étrangères (Roland Dumas).

Il a aussi eu de fréquentes rencontres avec M. Mitterrand, en sa qualité de président de l'association France-Terre d'Asile. Son plus «vieux ami» dans l'Hexagone est néanmoins Jacques Chirac, qui l'avait, le premier, reçu en 1982, en tant que maire de Paris. M. Chirac a de nouveau accueilli le dalaï-lama sous les lambris de l'Hôtel de Ville mardi 16, en une cérémonie colorée et bon enfant, à laquelle le ministre des affaires étrangères Alain Juppé participait... en sa qualité d'élu de la capitale.

J.-P. C.

REPÈRES

SOMALIE

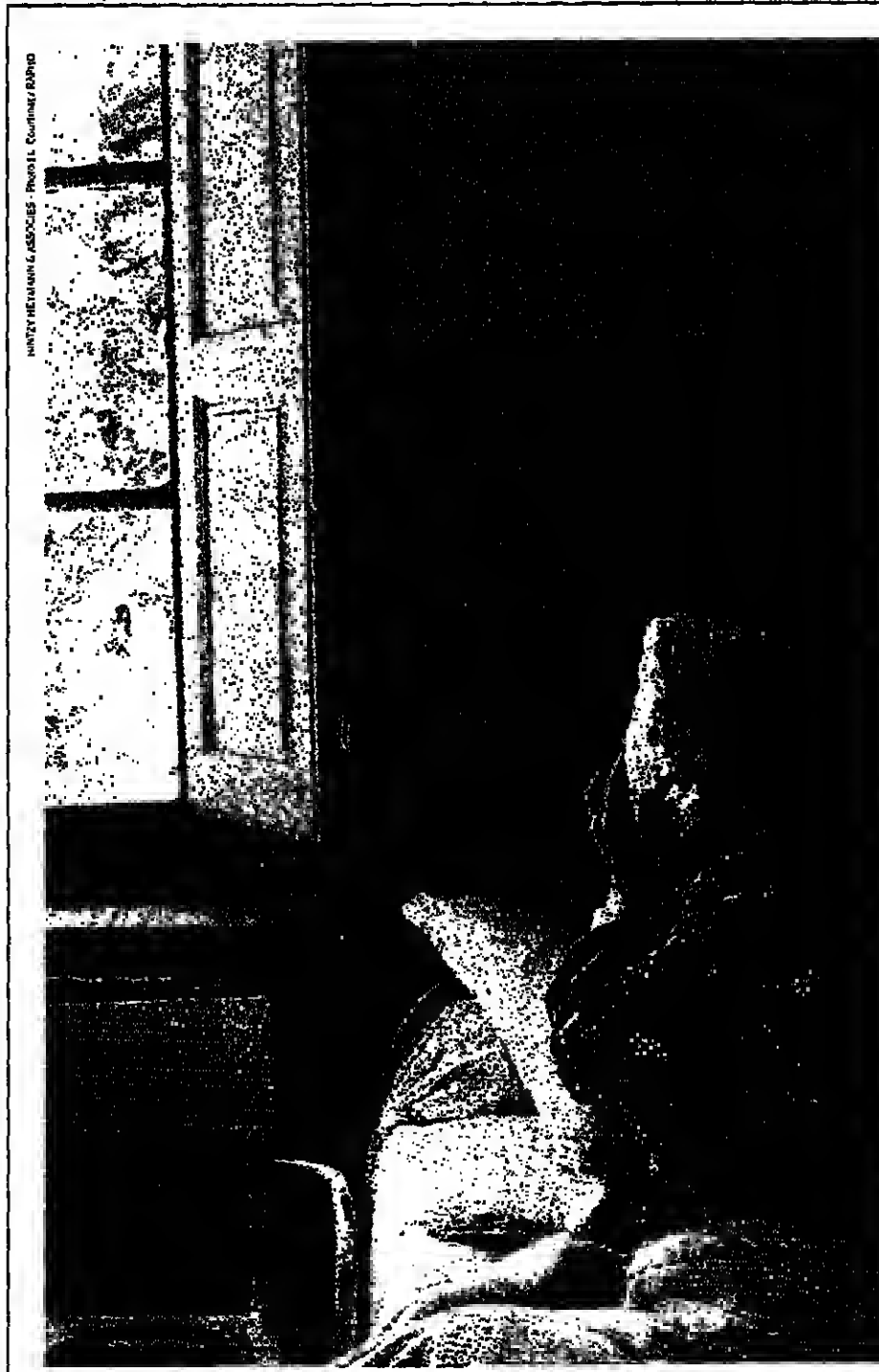
L'ONU a levé son mandat d'arrêt contre le général Aidid

Cinq mois après avoir exigé l'arrestation et le châtiment du général Aidid, tenu pour responsable de la mort de vingt-quatre «casques bleus» pakistanais le 6 juin dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU est revenu sur sa décision en adoptant, à l'unanimité, mardi 16 novembre, la résolution (885) créant une commission «chargée d'enquêter sur les attaques armées menées contre le personnel de l'ONUSOM qui ont occasionné des victimes dans ses rangs» (Le Monde du 17 novembre). D'autre part, l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II) a libéré, mardi, huit Somaliens soupçonnés d'être des miliciens du général Aidid, a précisé qu'après ces libérations, l'ONUSOM détient toujours trente-deux miliciens présumés du chef de guerre. Trois dirigeants de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aidid sont par ailleurs détenus dans des endroits tenus secrets. - (AFP)

GUATEMALA

Fin de la crise opposant le président au parlement

La crise qui opposait depuis trois mois le gouvernement aux députés après que le président Ramiro de León ait annoncé son intention d'«épurer» - pour cause de corruption - le parlement et la Cour suprême, a pris fin, mardi 16 novembre, avec la signature d'un accord entre l'exécutif et le législatif. L'accord prévoit la révocation du mandat des 116 parlementaires et des magistrats de la Cour suprême, puis la convocation d'élections législatives anticipées, à une date qui reste à fixer. Par cet «Engagement pour la reconstruction de l'Etat», négocié avec la médiation de l'épiscopat, les parties s'engagent à procéder à une série de réformes constitutionnelles qui devront être approuvées par référendum. - (AFP, Reuters)



Si vous trouvez qu'être seul ajoute à leur souffrance, ensemble, nous pouvons écarter cette solitude.

La solitude aiguise les souffrances. Mais la solitude se guérit. Du temps, de l'écoute, de la chaleur. La Fondation de France peut vous aider à offrir tout cela.

Institution de droit privé, indépendante et reconnue d'utilité publique, la Fondation de France est unique par le champ étendu de ses interventions.

Solidarité, Santé, mais aussi Environnement et Culture, chaque jour, partout où la société a besoin de générosité, la Fondation de France agit ou aide à agir.

Grâce à leurs dons, legs ou donations, 460 000 donateurs lui permettent de mener ses actions.

La Fondation de France offre aussi à toute personne ou entreprise la possibilité de créer sa propre fondation. 360 fondations se sont ainsi développées sous son égide.

Elle soutient plus de 3000 associations qui interviennent auprès de tous ceux qui nécessitent une aide.

Lutter contre la souffrance et l'injustice. Déceler tôt les problèmes, prévenir, agir plutôt que réagir. Le savoir-faire de la Fondation de France peut vous aider à aider.

Appelez la Fondation de France au (1) 44 21 31 91.

FONDATION DE FRANCE

FONDATION DE FRANCE, NOUS AIDONS TOUS CEUX QUI VEULENT AIDER.

POLITIQUE

Sept mois de gouvernement avec le centre

Les élus du CDS s'inquiètent du silence de leurs ministres

LES CENTRISTES SANS VOIX. Au nombre de sept sur vingt-neuf membres du gouvernement, dotés de postes importants et comptant dans leurs rangs deux ministres d'Etat sur quatre, les centristes devaient donner sa couleur à l'équipe d'Edouard Balladur. Sept mois plus tard, si le « centrisme » du premier ministre ne se dément pas, les ministres du centre seraient avoir perdu leur voix.

LE PROJET DE PERPÉTUITÉ « RÉELLE ». Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, qui avait présenté en hâte un projet de loi visant à instituer la perpétuité « réelle » pour les meurtriers d'enfants, fait machine arrière, après l'adoption d'un amendement, par la commission des lois du Sénat, qui propose un recours possible au bout de trente ans de prison. Il devait défendre, mercredi 17 novembre, au palais du Luxembourg, un système de saine possible d'une cour d'assises, pour décider d'une éventuelle remise de peine en faveur des condamnés donnant des signes de « guérison » indubitables.

Le nombre ne fait rien à l'affaire. Depuis plus de sept mois, les centristes distingués par Edouard Balladur donnent l'impression d'avoir oublié leur identité sur le terrain de leurs multiples ministères. Leur bilan, pour l'instant, donne l'image d'un beau gâchis, que parachève le spectacle confus offert, malgré lui, par Pierre Méhaignerie avec son projet de peine perpétuelle.

Tout avait pourtant été préparé longtemps à l'avance par les contacts discrets noués par Edmond Alphandéry et Bernard Bosson - sans que les autres membres de la famille en soient toujours informés, d'ailleurs - et la visite ostensible de l'ancien ministre des finances de la première cohabitation à l'université d'été des jeunes du CDS, en septembre 1992. Rendez-vous avait été pris pour après les élections législatives. Le moment enfin venu, personne n'y a manqué.

En dépit d'une médiocre performance à l'Assemblée nationale, les centristes ont raté une belle part de la mise en œuvre de la composition du gouvernement, non sans agacer le RPR et les autres composantes de l'UDF. Deux titres rendent de ministre d'Etat sur quatre - l'un pour le président du CDS, Pierre Méhaignerie; l'autre pour celle qui,

sans être membre du CDS, avait commencé la liste centriste aux élections européennes de 1989, Simone Veil -, des ministères aussi prestigieux que ceux de l'économie et des finances, de la justice et de l'éducation nationale : l'équipe d'Edouard Balladur, naturellement bien pourvue sur sa droite, a pu, momentanément, se targuer également d'une aile « gauche » de poids. La suite n'en a cependant pas apporté la preuve.

Des projets de loi inspirés par Charles Pasqua sur le code de la nationalité et les contrôles d'identité à celui sur la « perpétuité réelle », proposé de lui-même par M. Méhaignerie, sans parler de l'épisode de la révision de la loi Falloux souhaitée, vainement, par François Bayrou on de la gestion du conflit d'Air France par M. Bosson, la « garde rapprochée » du premier ministre, selon la formule un peu naïve de Philippe Douste-Blazy, appelé de dernière heure, s'est surtout faite remarquer, au mieux, par sa discrétion, au pire, par sa grande maladresse.

« Au gouvernement, on ne leur demande pas qu'ils soient des ministres, mais qu'ils soient des ministres », bougonne René Coussau (CDS), député des Côtes-d'Armor. Les intéressés ne se font pas prier pour invoquer « les contraintes de

l'action gouvernementale » et les règles strictes imposées par M. Balladur en matière d'expression politique. « Le poids est d'autant plus grand que la situation est difficile », ajoute M. Méhaignerie.

M^{me} Veil se fait

A la décharge du ministre des affaires sociales, certains de ses collègues mettent en avant la lourdeur d'une administration « chronophage », à laquelle ils opposent la mécanique bien huilée du ministère de l'intérieur. D'autres soulignent la discrétion dont M^{me} Veil avait fait également preuve, une fois adoptée la législation relative à l'avortement, lors de son premier passage ministériel de la santé, de 1974 à 1979. D'autres, enfin, assurent que lors des réunions interministérielles, M^{me} Veil tient sa place face au ministre de l'intérieur, et que sa capacité de claquer la porte, si le besoin s'en fait sentir, reste intacte.

Au conseil des ministres, le 10 novembre, M^{me} Veil s'est visiblement agacé d'un propos du président de la République, à propos du maréchal Pétain, sur la nécessité de reconnaissance de la société française, mais elle a préféré attendre la fin de la réunion pour échanger quelques mots avec le

président de la République. « Dans la même situation, Pasqua aurait peut-être risqué une phrase », assure un ministre. M^{me} Veil et M. Méhaignerie ne se sont autorisés, en tout et pour tout, qu'une seule incartade à la règle, lors de la discussion du projet de loi sur le contrôle de l'immigration, pour protester auprès du premier ministre contre l'adoption d'un amendement sur les contrôles d'identité, voté par les députés et soupçonné d'inscrire dans la loi le délit de faciès.

Le deuxième argument avancé par les ministres centristes, pour expliquer leur silence, est la convergence parfaite de leurs vues qui existerait avec le premier ministre. En somme, M. Balladur serait authentiquement centriste et mériterait le titre de membre d'honneur du CDS, mais il ne le saurait pas. A l'Assemblée nationale, Jacques Barrot, ancien secrétaire général du CDS, a pourtant une tout autre analyse puisqu'il voit, au contraire, dans l'extrême prudence du premier ministre, le plus sûr obstacle à l'expression d'une « identité centriste forte ».

Déjà par les nombreuses nominations ministérielles, le CDS souffre, en outre, d'une absence totale d'expression politique en dehors du gouvernement. Le problème s'était déjà posé, en 1986,

lors de la constitution du gouvernement de la première cohabitation. A l'époque, cependant, le secrétaire général du CDS, M. Barrot, ne figurait pas au côté du premier ministre comme aujourd'hui M. Bosson. Avec leur président et leur secrétaire général au gouvernement, les centristes sont muets. M. Méhaignerie compte sortir de cette phase « transitoire » avec la nomination, lors de la prochaine réunion du bureau politique du CDS, d'un groupe de porte-parole. Il aura fallu, cependant, près de huit mois pour qu'on prenne conscience de cette nécessité.

D'autant que le pire, pour les centristes, reste peut-être à venir avec les élections européennes. Rabotée au gouvernement, leur identité, cinq ans après leur liste indépendante de 1989, résisterait-elle à une liste commune avec le RPR et l'UDF, dictée, une nouvelle fois, par l'impératif d'union, mais à très faible valeur européenne ajoutée? L'illusion d'un parti centriste pivot du jeu politique, qu'avait nourrie à l'Assemblée nationale l'expérience du groupe UDC lorsque Michel Rocard gouvernait à Matignon, risquerait, pour le coup, d'être définitivement dissipée.

GILLES PARIS

L'amendement du projet de perpétuité « réelle »

Les faux pas de Pierre Méhaignerie

M. Méhaignerie accumule les erreurs. En deux mois, avec son projet d'instituer une peine de « perpétuité réelle » pour les auteurs de meurtres accompagnés de viol sur mineurs, le ministre de la justice a multiplié les faux pas. Alors que s'ouvre, mercredi 17 novembre, l'examen de ce texte au Sénat, il a réussi à relancer un débat sur le rétablissement de la peine de mort, qu'il n'était, pourtant, vouloir éviter - se mettre à dos l'Assemblée - ou, presque, des syndicats du monde judiciaire qui savent qu'une peine de perpétuité réelle serait ingérable; et à susciter des réserves, voire une franche hostilité, au sein du mouvement qu'il préside, le Centre des démocrates sociaux (CDS), et de la majorité à laquelle il appartient.

En annonçant, au lendemain de l'assassinat de la petite Karine, l'instauration d'une véritable « peine perpétuelle » pour les assassins et violeurs d'enfants, le garde des sceaux agit sous le coup de l'émotion. Sans consulter les organisations professionnelles, il présente alors un texte qui rompt brutalement avec la conception de l'aménagement des peines de ces vingt dernières années. Nul ne peut bien sûr blâmer un homme, qui dit avoir été bouleversé par une rencontre, au cours de l'été, avec des parents d'enfants victimes. Cependant, comme le relevait Lionel Jospin dimanche, est-il du rôle d'un garde des sceaux d'ignorer la culture et l'angoisse légitimes des parents, « en oubliant la complexité des problèmes de la justice et de la société »?

Retour à la peine incompressible

Les syndicats du monde judiciaire et certains de ses amis politiques, comme le président du Sénat, René Monory, se chargent de lui rappeler cette « complexité ». Face à leurs critiques et conscient de la difficulté de mettre en application une telle peine, Pierre Méhaignerie prépare, début novembre, avec la commission des lois du Sénat, un amendement qui atténue la rigidité initiale de son texte. Cet amendement, qui rapproche la peine perpétuelle de la période incompressible de trente ans, suscite de nouvelles critiques sur l'utilité du projet de garde des sceaux.

Pierre Méhaignerie, qui a toujours été opposé à la peine de mort, pensait au moins que son texte désamorcrait les partisans de son rétablissement. Proche du garde des sceaux, Jacques Barrot, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, voit dans ce va-et-vient le respect d'une vieille règle de rhétorique : inspirés de saint Thomas d'Aquin, il faut parfois accepter un demi-mal pour éviter un mal absolu. Les faits lui ont pourtant donné tort : à la fin du mois d'octobre, une proposition de loi de Roland Nungesser, député (RPR)

du Val-de-Marne, en faveur du rétablissement de la peine capitale, a déjà recueilli cent trente-sept signatures.

Au gouvernement, comme à l'Assemblée nationale, certains craignent que l'examen du texte de M. Méhaignerie ne donne à ces députés l'occasion d'introduire un amendement en faveur de la peine de mort. Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, laisse entendre qu'il fera « tout » pour empêcher l'inscription de ce projet à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée. Il est soutenu par Pierre Mazeaud (RPR) qui « craint » que le débat sur la peine perpétuelle ne soit « complètement occulté par la question du rétablissement de la peine de mort ». Le président de la commission des lois dit en avoir parlé avec le premier ministre, lors du déplacement annuel des parlementaires RPR à Colombey-les-deux-Églises, le 9 novembre. A Matignon, on laisse entendre que l'on ne souhaite pas l'inscription de ce texte au cours de la session d'automne.

ANNE CHEMIN et PASCALE ROBERT-DIARD

CLÉS / Dates

■ 22 juin : Edouard Balladur reçoit Simone Veil et Pierre Méhaignerie, hostiles à l'amendement Marsaud sur les contrôles d'identité adoptés par l'Assemblée nationale. Quelques jours plus tôt, le ministre de la justice avait rendu publique la lettre qu'il avait adressée au premier ministre. Parmi les députés centristes, seul René Coussau avait voté contre l'amendement; auquel Jean-Jacques Hyest, absent au moment du vote s'était opposé en commission des lois.

■ 24 juillet : Edmond Alphandéry, ministre de l'économie et des finances, annonce dans le Monde que « la spéculation » contre le franc « sera jugulée ». Les tensions monétaires obligent cependant le gouvernement français, le 2 août, à accepter le flottement des monnaies européennes à l'initiative du Système monétaire européen.

■ 5 septembre : François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, indique, à l'occasion de son passage à l'« heure de vérité », sur France 2, que la discussion de la révision de la loi Falloux, interrompue à la fin de la session ordinaire de printemps, est reportée; il annonce la mise en place d'une « mission d'information ».

■ 24 octobre : Bernard Bosson retire le plan social d'Air France, qui avait entraîné un vaste mouvement de grève. Quatre jours plus tôt, le 20 octobre, à la sortie du conseil des ministres, le ministre avait annoncé que ce plan était « irrévocable ».

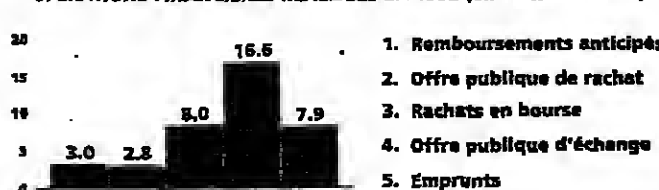
GESTION ACTIVE DE LA DETTE



Tiens, encore une courbe qui va dans le bon sens.

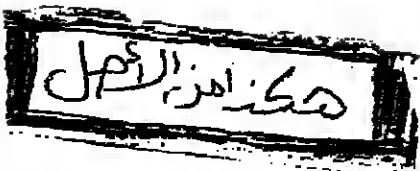
Cette courbe symbolise les efforts déployés par EDF pour rendre sa dette toujours plus liquide, assurer une bonne tenue de ses emprunts sur le marché secondaire et ainsi maintenir la qualité de sa signature. Création de gisements, opérations de restructuration de dette et contribution à une tenue de marché efficace sont autant de moyens mis en œuvre par EDF au profit à la fois de ses clients et de ses investisseurs.

OPÉRATIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES EN 1992 (en milliards de FF)



EDF, un grand courant financier.

EDF
Electricité
de France



Au congrès de l'Association des maires de France

Edouard Balladur appelle les communes à se mobiliser pour l'emploi

En présence de nombreux ministres et du premier d'entre eux, cinq mille personnes, environ, ont assisté, mardi 16 novembre, à Paris, à l'ouverture du sixième congrès de l'Association des maires de France (AMF), qui se tient jusqu'au 18 novembre. Son président, Jean-Paul Delors, sénateur (RPR, Pas-de-Calais) et maire de Bepeume, a invité ses collègues à se « lancer à fond » dans le débat sur l'aménagement du territoire.

Devant les participants au congrès annuel de l'Association des maires de France (AMF), Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, a estimé que « l'existence de trente-six mille communes de France est une chance dans une époque où tout le monde s'accorde sur la nécessité de cerner au plus près les besoins collectifs ». M. Pasqua a déclaré que l'aménagement du territoire doit être le fruit d'une concertation « entre tous les acteurs du développement, au premier rang desquels les collectivités locales ». La commune, « cellule de base de la démocratie », doit être un point d'appui de la reconquête du territoire, parce que c'est le maillon de base du tissu national, a-t-il souligné. Le ministre a ajouté que le gouvernement prépare des

ajustements sur le statut de l'élu, et une réforme du dispositif de la fonction publique territoriale.

Évoquant la reprise de la croissance, qui, selon lui, « s'engagera à un rythme trop lent », le premier ministre a jugé nécessaire que les collectivités locales participent, elles aussi, à l'effort de redressement des finances publiques. M. Balladur a néanmoins annoncé quelques concessions par rapport au projet de loi de finances pour 1994. L'an prochain, la dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours de l'Etat aux collectivités locales, sera indexée sur le seul taux d'inflation, alors qu'elle l'était aussi, précédemment, sur la croissance du produit intérieur brut. Toutefois, cette mesure doit être provisoire, le gouvernement acceptant d'en revoir le principe pour 1995, comme les élus le lui demandent.

Initiative sur le cinquième réseau télévisé

M. Balladur a indiqué que le gouvernement revenait sur sa décision de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, mesure qui « pénalise les communes modestes ». Il a rappelé que le gouvernement est ouvert aux propositions que feront les sénateurs pour empêcher les prélèvements de l'Etat sur le remboursement de la TVA et la compensation de

la taxe professionnelle. Communes et groupements de communes réalisent « 72 % des investissements locaux », ce qui représente « 170 milliards de francs par an », et leur assure un rôle considérable comme « donneurs d'ordre », a observé le chef du gouvernement. « Mais les communes sont aussi au cœur du combat contre le chômage », a-t-il affirmé. Il a appelé de ses vœux une « mobilisation nationale des villes pour l'emploi ». Il a souhaité que mille maires organisent mille forums, destinés à confronter l'offre et la demande, l'emploi et la formation. Il a indiqué qu'il étudierait la possibilité de relayer cette initiative sur le cinquième réseau de télévision, avant son occupation, à partir de 19 heures, par la chaîne ARTE. Il a aussi indiqué que les maires pourraient faire travailler des apprentis, à compter du 1^{er} janvier 1994.

Bien que le premier ministre ait été fortement applaudi, certains élus se sont, dans les couloirs, montrés sceptiques, en rappelant qu'ils organisaient tous des forums sur l'emploi, et qu'ils faisaient déjà travailler des apprentis. « Il ne faudrait pas que le gouvernement se défouille du problème de l'emploi sur les collectivités locales », s'est écrié l'adjoint René Régnault (PS), membre du bureau de l'AMF et sénateur des Côtes-d'Armor.

R. B.

COMMENTAIRE

L'épreuve de vérité du GATT

L'ESSENTIEL du programme législatif présenté par Edouard Balladur lors de son installation à l'Hôtel Matignon est pratiquement réalisé. Il lui faut maintenant préciser ses nouvelles priorités. Or, ce choix doit être opéré au moment où sa majorité risque de traverser de fortes turbulences avec la phase décisive des négociations du GATT. Le premier ministre juge donc indispensable de faire comprendre clairement aux membres de son gouvernement et aux parlementaires qui sont près de le soutenir ce qu'il attend des uns et des autres.

L'opération va se dérouler en deux temps. Dimanche 21 novembre, M. Balladur va réunir l'ensemble des membres du gouvernement en séminaire, comme il l'a déjà fait à deux reprises (le 12 juin et le 23 août). La présidence du conseil des ministres par François Mitterrand empêche, en effet, que cette instance soit un lieu de débats et de prises de décisions politiques. Cette fois, il va donc s'agir de déterminer les projets de lois qui devront être préparés dans les prochaines semaines pour être soumis au Parlement lors de sa session de printemps, l'ordre du jour de l'Assemblée nationale comme du Sénat d'ici la fin décembre étant complet avec les textes déjà approuvés par le conseil des ministres.

Le fruit de ces réflexions sera présenté à l'ensemble des parlementaires de la majorité, mercredi

24 novembre. M. Balladur avait organisé une table ronde le 6 juillet pour faire le bilan de la session qui venait de s'achever et tenter de convaincre députés et parlementaires de droite que le gouvernement était resté fidèle aux promesses faites à leurs électeurs lors de la campagne électorale. Le premier ministre veut surtout s'assurer que la position qu'il devra prendre devant le résultat des négociations du GATT ne sera pas contestée par les élus du RPR et de l'UDF. Il sait que ce sera pour lui un moment fort délicat, l'épreuve de vérité de son action.

Eviter les cafouillages

Sa venue, décidée au dernier moment, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, mardi 16 novembre, pour répondre qu'elle soit, puisqu'il devait se rendre devant le congrès de l'Association des maires de France, lui a permis de présenter le calendrier de ce qu'il veut être une relance de l'action gouvernementale. Outre l'annonce de la réduction des ministres et des parlementaires, il a fait le point des deux dossiers particulièrement sensibles pour ses auditeurs : le GATT et la défense nationale. Sur ce dernier sujet il a annoncé que le Livre blanc serait rendu public fin janvier et que le projet de loi de programmation militaire serait connu fin mars pour

être débattu lors de la session de printemps.

Cette « remémoration du tas de sable » va aussi permettre à M. Balladur de tenter d'éviter les cafouillages dont ses ministres, qui n'agissent pourtant que sous l'étroit contrôle de Matignon, et sa majorité ont donné l'image ces derniers temps, le débat sur les « trente-deux heures » et celui sur la prison à perpétuité en étant les exemples les plus voyants.

THIERRY BRÉHIER

SONDAGE : M. Balladur meilleur présidentiable, selon le SOFRES. — Une enquête de la SOFRES, faite du 5 au 9 novembre auprès de 1 000 personnes et rendue publique par TF1 et Europe 1, montre que 39 % des personnes interrogées souhaitent qu'Edouard Balladur soit candidat à la prochaine élection présidentielle, au lieu de 45 % en septembre. M. Balladur devance Jacques Delors (27 %) et Jacques Chirac (24 %), également en baisse. Selon 38 % des personnes interrogées (au lieu de 36 % en septembre), le premier ministre a « le plus de chance d'être le prochain président de la République », devant M. Chirac (21 %) au lieu de 28 % en septembre et M. Delors (9 %, comme en septembre).

Le débat sur les trente-deux heures

L'UDF se félicite de la modification de l'amendement sur la réduction du temps de travail

L'UDF a salué, mardi 16 novembre, la modification de l'amendement sur la réduction du temps de travail adopté par le Sénat (le Monde du 17 novembre). Valéry Giscard d'Estaing, président de la confédération, a qualifié, au cours d'une réunion publique à Eogbien-les-Bains (Val-d'Oise) d'« idée absurde » l'amendement dit des trente-deux heures. « Comment se fait-il qu'un peuple aussi réfléchi que le nôtre puisse se laisser aller à un piège aussi grossier, alors que notre problème est de concurrencer des pays où on travaille beaucoup plus que chez nous pour beaucoup moins d'argent ? » s'est demandé l'ancien président de la République.

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a salué la modification de cet amendement, en se félicitant que « l'UDF ait fait entendre sa propre musique » sur cette question. « Le groupe UDF se félicite du rôle majeur qu'il a joué en évitant le faux débat sur les trente-deux heures », a-t-il ajouté. Jacques Barrot (UDF-CDS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, estime qu'« on l'a échappé belle ». « Les trente-deux heures conduiraient plutôt à gérer les sureffectifs et à éviter des licenciements massifs qu'à créer des emplois », a ajouté M. Barrot.

L'examen du projet de loi de finances pour 1994

Les députés adoptent la diminution de l'aide budgétaire aux partis politiques

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 16 novembre, les crédits des services du premier ministre et ceux de l'économie et du budget pour 1994. Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a fait adopter un amendement réduisant la dotation publique aux partis politiques pour 1994. Cette réduction affecte plus les partis représentés au Parlement que ceux qui ne le sont pas (le Monde du 5 novembre).

« Afin d'associer les partis politiques à l'effort de rigueur qui s'impose à toutes les catégories de Français, le gouvernement vous demande d'accepter une réduction » de la dotation que « l'Etat accorde aux groupements et aux partis politiques » depuis la loi du 11 novembre 1988. Ainsi s'est exprimé Nicolas Sarkozy, ministre du budget, devant les députés, mardi 16 novembre, en leur demandant de voter l'amendement de dérogation à la loi sur le financement des partis politiques qu'il leur proposait uniquement pour l'année 1994.

La réduction, adoptée par la majorité et rejetée par l'opposition lors de la discussion du bud-

get des charges communes, sera différente selon que les partis sont représentés ou non au Parlement. Les partis non représentés ne bénéficient en effet que d'une aide calculée proportionnellement au nombre de suffrages obtenus lors des dernières élections législatives. Les partis représentés bénéficient d'une seconde aide, proportionnelle au nombre de parlementaires qui se sont officiellement rattachés à tel ou tel parti. L'aide sera réduite de 5 % pour les premiers et de 10 % pour les seconds. Cela représente une économie de 53,5 millions de francs sur une dotation qui avait plus que doublé entre 1992 et 1993 pour atteindre 580 millions de francs.

« La bataille pour l'emploi »

Le ministre du budget, lors de la discussion sur les comptes spéciaux du Trésor, a présenté un amendement lié au statut particulier de la compagnie pétrolière nationale, Elf-Aquitaine, dont les titres ne sont pas détenus directement par l'Etat, mais par un holding public, l'ERAP. Cet amendement permettrait, « dans l'hypothèse d'une privatisation qui pourrait intervenir dès 1994 », de

verser « éventuellement au compte d'affectation spéciale » du Trésor le « produit de cession de titres d'Elf-Aquitaine ».

M. Sarkozy a précisé que sur les 55 milliards de francs de privatisation prévus pour 1994, « 50 milliards seront affectés au budget général » dont « 18 à la réduction du déficit public, 10 à l'apurement de la dette et 22 à la bataille pour l'emploi. Le solde servira à doter en capital des entreprises publiques ».

Les députés de la majorité ont approuvé l'ensemble du budget alloué pour 1994 aux services du premier ministre, tout comme ceux de l'économie et du budget. Ils ont également adopté les crédits consacrés aux rapatriés pour 1994 qui s'élevaient à 110,4 millions de francs au titre des services du premier ministre. Roger Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés, a précisé qu'à cette enveloppe s'ajoutent 45 millions de francs au titre de la politique de la ville. Compte-tenu des crédits inscrits au titre d'autres ministères, l'enveloppe globale consacrée aux rapatriés s'élèvera en 1994 à 4,9 milliards de francs, en hausse de 1,2 % par rapport à 1993.

CLAIRE BLANDIN

Le contentieux des scrutins de mars dernier

Le Conseil constitutionnel annule l'élection de M. Rinaldi (RPR) dans les Alpes-de-Haute-Provence

Pour la première fois, le Conseil constitutionnel a sanctionné un député pour non-respect de la loi sur le financement des campagnes électorales. Pierre Rinaldi, élu député RPR des Alpes-de-Haute-Provence le 28 mars, a été déclaré, mardi 16 novembre, démissionnaire d'office et inéligible pour un an.

Le Conseil, en l'espèce, n'avait pas la possibilité de faire autrement, tant la législation est rigoureuse. La commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques doit, en effet, saisir le juge de l'élection lors qu'elle rejette le compte de campagne que tout candidat doit déposer auprès d'elle. Or le compte de M. Rinaldi ne pouvait être accepté. La loi de 1990 impose que la totalité du financement passe par une association constituée spécialement, celle-ci devant être « dissoute de plein droit » au lendemain de l'élection pour laquelle elle a fonctionné.

Or, M. Rinaldi est contenté de modifier l'objet statutaire de l'association qu'il avait créée pour la campagne de la liste qu'il menait aux élections régionales de mars 1992.

Une telle violation de la loi ne peut qu'amener un « rejet » du compte par la commission nationale et la saisine du Conseil constitutionnel. Or, en vertu de la loi de 1990, si celui-ci estime que c'est « un bon droit » que le compte du candidat a été rejeté, il ne peut que déclarer celui-ci « inéligible pendant un an » et le déclarer « démissionnaire d'office » de son mandat.

C'est donc ce qui vient d'arriver à M. Rinaldi. Une élection législative partielle devra être organisée dans un délai de trois mois dans la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence (1). M. Rinaldi, par ailleurs président du conseil général de son département depuis 1992, ne pourra pas s'y présenter.

L'automatisme dont il vient d'être victime, ne joue pas, en revanche, pour les cas les plus sensibles qu'il s'agit de traiter le Conseil constitutionnel. La com-

sociation qu'il avait créée pour la campagne de la liste qu'il menait aux élections régionales de mars 1992.

Une telle violation de la loi ne peut qu'amener un « rejet » du compte par la commission nationale et la saisine du Conseil constitutionnel. Or, en vertu de la loi de 1990, si celui-ci estime que c'est « un bon droit » que le compte du candidat a été rejeté, il ne peut que déclarer celui-ci « inéligible pendant un an » et le déclarer « démissionnaire d'office » de son mandat.

C'est donc ce qui vient d'arriver à M. Rinaldi. Une élection législative partielle devra être organisée dans un délai de trois mois dans la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence (1). M. Rinaldi, par ailleurs président du conseil général de son département depuis 1992, ne pourra pas s'y présenter.

L'automatisme dont il vient d'être victime, ne joue pas, en revanche, pour les cas les plus sensibles qu'il s'agit de traiter le Conseil constitutionnel. La com-

sociation qu'il avait créée pour la campagne de la liste qu'il menait aux élections régionales de mars 1992.

Une telle violation de la loi ne peut qu'amener un « rejet » du compte par la commission nationale et la saisine du Conseil constitutionnel. Or, en vertu de la loi de 1990, si celui-ci estime que c'est « un bon droit » que le compte du candidat a été rejeté, il ne peut que déclarer celui-ci « inéligible pendant un an » et le déclarer « démissionnaire d'office » de son mandat.

C'est donc ce qui vient d'arriver à M. Rinaldi. Une élection législative partielle devra être organisée dans un délai de trois mois dans la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence (1). M. Rinaldi, par ailleurs président du conseil général de son département depuis 1992, ne pourra pas s'y présenter.

L'automatisme dont il vient d'être victime, ne joue pas, en revanche, pour les cas les plus sensibles qu'il s'agit de traiter le Conseil constitutionnel. La com-

sociation qu'il avait créée pour la campagne de la liste qu'il menait aux élections régionales de mars 1992.

mission nationale l'a aussi saisi, notamment, du cas de quatre autres députés (le Monde du 5 août) : Bertrand Cousin (RPR, Finistère), Jack Lang (PS, Loire-Cher), Jean-Pierre Fiebert-Bloch (UDF, Paris), Bernard Tapie (RL, Bouches-du-Rhône) doit elle a estimé qu'ils avaient dépassé le plafond des dépenses autorisées. Le Conseil est aussi saisi du cas de Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes) à qui un électeur reproche la même erreur. Mais dans ces cas le Conseil dispose d'une marge d'appréciation, la loi disposant que même s'il confirme un dépassement du plafond, il « peut » annuler l'élection et déclarer le fautive inéligible. Une possibilité n'est pas une obligation.

Th. B.

(1) M. Rinaldi avait été élu au second tour de scrutin, le 28 mars dernier, par 17 570 voix contre 15 162 à son adversaire du PS, François Masot, sur 32 732 voix, pour 49 781 électeurs inscrits et 36 204 votants.

A l'Assemblée nationale

La commission « ad hoc » propose la levée de l'immunité de M. Tapie

Les membres de la commission ad hoc de l'Assemblée nationale ont donné mercredi 17 novembre, un avis favorable à la demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie. Trois députés de la majorité ont voté contre : Jean-Luc Reitzer (RPR, Haut-Rhin), Gérard Vignable (UDF, Nord) et Edouard Landrain (UDF, Loire-Atlantique), ainsi que le socialiste Jack Laog (Loire-Cher). Le représentant communiste, Jean-Claude Lefant (Val-de-Marne), a voté pour et le président Jacques Lemaury (RPR, Tarn) n'a pas participé au scrutin. Le vote en séance publique sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Tapie sera inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée lors de la conférence des présidents mardi prochain.

Les membres de la commission se sont prononcés après avoir écouté une nouvelle fois M. Tapie mercredi matin. Dans son rapport, Dominique Busse-reau (UDF, Charente-Maritime) souligne que le rôle de la commission n'était pas d'examiner les faits à l'origine de la demande pour eux-mêmes, mais de s'interroger sur le point de savoir s'il existe une présomption suffisante de leur existence et de leur qualification. Le rapporteur constate que « la non levée de l'immunité

parlementaire [de M. Tapie] constituerait une entrave au fonctionnement normal de la justice ». En effet, ajoute-t-il, selon les magistrats instructeurs, « il reste à procéder à de nombreuses investigations et confrontations qui ne peuvent être menées à bien sans qu'il ait été décidée la mise en examen de M. Tapie ». Il note également que le député des Bouches-du-Rhône est « une personnalité publique » et qu'il « n'est pas douteux que, dans une situation comparable, un justiciable quelconque aurait déjà été mis en examen — comme l'ont d'ailleurs déjà été plusieurs personnes dans le cadre

de cette affaire ». « On ne saurait méconnaître, ajoute le rapporteur, le risque qu'une non-décision de levée de son immunité n'apparaisse de la part de notre Assemblée, comme un acte de défiance d'un privilège ».

Seul membre socialiste de la commission, Jack Lang a indiqué qu'« inévitablement cette décision apparaîtra comme un pré-jugement ». « Je pense que certains n'ont pas résisté à ce climat qui nous pousse à lyncher un homme », a observé l'ancien ministre de la culture.

Le MRG confirme son soutien

STRASBOURG

Devant l'intéressé, il a exprimé « un avis personnel » qui ne laisse aucun doute : « Si la campagne en cours révèle que Bernard Tapie constitue la meilleure chance de réaliser le meilleur score », a-t-il déclaré, le député des Bouches-du-Rhône sera la tête de liste du MRG. M. Hory a indiqué, cependant, qu'il appartiendra au congrès du parti ou à son comité directeur d'entériner cette candidature.

M. S.

réussir
Admission sur Licence:
HEC - ESCP - ESC
SCIENCES-PO
Admission sur Maîtrise:
ESSEC - ESC Lyon
CFPA
ipesup
16 rue du Cloître Notre-Dame 75004
3615 IPESUP 43.25.63.30
Enseignement supérieur privé
Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

POLITIQUE

Au Sénat

M. Charasse (PS) défend au côté du gouvernement la réforme du droit d'asile

Les sénateurs ont adopté sans modification, mardi 16 novembre, par 229 voix contre 83, le projet de loi constitutionnelle relatif aux « accords internationaux en matière de droit d'asile », présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux. La majorité de droite a voté pour; le groupe PC a voté contre, tout comme les sénateurs PS, à l'exception de Michel Charasse (Puy-de-Dôme), conseiller du président de la République, qui a approuvé le texte de révision. La loi est désormais libre pour la réunion du Parlement en Congrès, vendredi 19 novembre, à Versailles (1).

Les sénateurs socialistes avaient une réputation à soigner: celle d'être plus à gauche que leurs camarades du Palais-Bourbon en matière de lutte pour les libertés publiques. Ils l'avaient déjà montrée avec éclat, en janvier 1992, lorsqu'ils s'étaient opposés à l'ancien ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, sur le projet de création des « zones de transit » que les députés de la majorité de l'époque avaient avalé sans barguer. Ils ont récidivé, mardi, en déposant des amendements au projet de révision - dont l'un tendait à supprimer l'article unique du texte - alors que les députés PS s'y étaient prudemment refusés, afin de ne pas donner le sentiment de désavouer trop ostensiblement François Mitterrand.

Aussi a-t-on assisté à un spectacle déconcertant: c'était, pour l'essentiel, à des échanges peu contrastés entre socialistes, la majorité sénatoriale étant de facto

réduite au rang de spectateur. C'était au point que l'on pouvait se demander si l'on n'était pas entré par effraction au sein d'une tumultueuse réunion du groupe PS du Palais du Luxembourg: d'un côté, les habitués des plaidoiries en faveur des droits de l'homme et des traditions d'accueil de la France, tels Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire-de-Belfort), Jean-Luc Mélenchon (Essonne) et François Selgmann (Hauts-de-Seine); de l'autre, Michel Charasse, qui a mis toute la verve de son style au service de la défense et de l'illustration du texte, s'attirant, de ce fait, les applaudissements reconnaissants sur les bancs de droite.

« Juristes de mauvaise foi »

Selon le sénateur du Puy-de-Dôme, conseiller du président de la République, mais qui a précisé qu'il s'exprimait « à titre personnel », le débat sur cette révision constitutionnelle a été « faussé » par des « arguments honteusement inexacts ». Il a axé toute sa démonstration autour de l'idée que le texte ne fait, « tout bonnement », que « revenir au droit existant », qui s'imposait avant la fameuse décision du Conseil constitutionnel du 13 août dernier, laquelle fait obligation à la France d'examiner tout demande d'asile émanant d'un étranger invoquant le préambule de la Constitution de 1946. « Ce n'est strictement pas renier la République ni remettre en cause le droit d'asile que de confirmer une législation qui n'avait rien d'indigne », a-t-il souligné. M. Charasse, en faisant allusion, notamment, à la convention d'application des accords de Schen-

gen, « approuvée, sans tambour ni trompette, depuis plus de deux ans ».

Mitterrandophobie et mitterrandolâtrie

Ce « droit existant », selon lui, ne comporte nullement le quatrisme alinéa du préambule de la Constitution de 1946 (« Tout homme persécuté pour son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République »), puisque ce dernier « n'a jamais été appliqué jusqu'à présent », et n'est, donc, qu'un « texte sacré, endormi dans la naphthaline pendant quarante-sept ans ». Invoquer le respect de cet alinéa, comme l'a fait le Conseil constitutionnel, est un « exercice de juriste de mauvaise foi » aux yeux de M. Charasse (2).

L'ancien ministre du budget, qui se souvient d'avoir appartenu à « un gouvernement qui a négocié, signé et approuvé » la convention d'application des accords de Schengen, ne veut pas aujourd'hui se « renier ». De surcroît, ayant « toujours fait confiance au président de la République pour préserver, maintenir, défendre et étendre nos libertés », il ne doute pas que le texte de révision permettra à la France, « non seulement de protéger et de renforcer ses traditions humanistes, mais, aussi, de respecter ses engagements internationaux pour construire l'Europe et assurer la paix ». A quelques virgules près, c'était précisément la formule utilisée par M. Méhaignerie, qui venait d'affirmer que le texte respecte, tout à la fois, « notre tradition historique du droit d'asile » et « nos engagements internationaux », ces derniers exprimant une « marque de confiance en nos partenaires euro-

péens ». Les sénateurs de droite couraient donc M. Charasse de regards saturés de gratitude. Hormis Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) qui a dénoncé, dans le texte, « une atteinte à nos traditions séculaires, qui entache l'honneur du pays de droits de l'homme », les détracteurs de M. Charasse se sont surtout comptés dans les rangs socialistes. Il y a eu, d'abord, M. Mélenchon, qui s'en est pris aux « complaisantes besognes » des « clercs de notaire du traité de Schengen » sur « la misère qui se tiendrait aux aguets pour usurper le droit d'asile ».

Ensuite, M. Dreyfus-Schmidt a qualifié la révision, « au mieux », de « quasiment inutile » et, « au pire », de « nocive », avant d'assurer que la décision du Conseil constitutionnel du 13 août n'opère en rien un « revirement de jurisprudence », selon la position que M. Charasse partage, notamment, avec Paul Masson (RPR, Loiret), rapporteur au nom de la commission des lois.

Réjoui par ce duel fratricide, Charles Fasqua n'a pas pu s'empêcher de glisser que les sénateurs socialistes hostiles au texte venaient de se convertir à la « mitterrandophobie » après avoir sacrifié à la « mitterrandolâtrie ». La pique a fait se dresser les intéressés. « S'il n'est pas de sauveur suprême, lui a répliqué M. Dreyfus-Schmidt, nous gardons toute notre admiration au chef de l'Etat, y compris en la circonstance présente, où il a su éviter le référendum qui aurait donné à la murée de la xénophobie l'occasion de déferler ».

« Mitterrandophobie ? » a continué M. Mélenchon. Oh ! que non ! C'est le président de la République qui, depuis votre venue au pouvoir,

nous protège de vous ! » Et le sénateur de l'Essonne de s'exclamer : « Ah ! les beaux défenseurs de la souveraineté nationale, qui sont prêts, pour un plat de lentilles, à s'en remettre à d'autres [pour le traitement des demandes d'asile] ! Ah ! les beaux gaullistes, qui renient, aujourd'hui, ce qu'ils feignaient de défendre d'hier ! » Tollé de protestation sur les bancs de droite...

Le reste du débat a été plus convenu. Contrairement à ce qui s'était passé à l'Assemblée nationale, la cohésion de la majorité n'a été troublée par aucune dissidence. Le seul à avoir emprunté, un instant, un chemin de traverse a été Etienne Dailly (Rass. dém., Seine-et-Marne), qui, une fois encore (le Monde du 22 octobre dernier) et bien qu'approuvant le texte, a attiré l'attention sur la nécessité d'« endiguer la dérive » des décisions du Conseil, en délimitant avec plus de rigueur la « source du contrôle de constitu-

tionnalité ». Il avait rédigé un amendement en ce sens, mais il s'est résolu à le retirer, afin de prouver sa bonne volonté à l'égard du gouvernement. L'occlusion à droite en a été à peine ébréchée, tandis qu'à gauche, M. Charasse et ses « collègues » du groupe PS continuaient à échanger des regards en coin.

FREDERIC BOBIN

(1) Les sénateurs du PS et du PC ont vivement protesté, à l'ouverture de la séance, contre la convocation du Congrès par Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, considérant que cette initiative revenait à « préfigurer » le vote du Sénat.

(2) Le conseiller de l'Elysée a omis de préciser que si les décisions de l'OFPRA ou de la commission de recours renvoient à la convention de Genève sur les réfugiés de 1951 plutôt qu'au préambule de 1946, c'est, tout simplement, parce que la définition du réfugié est plus généreuse dans la première que dans la seconde.

L'analyse du scrutin

Le Sénat a adopté, mardi 16 novembre, par 229 voix contre 83, le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile. Le détail du scrutin est le suivant :

— ont voté pour : 22 membres du Rassemblement démocratique et européen (Rass. dém.) sur 24; 88 RPR sur 91; 63 Union centriste (Un. centr.) sur 64; 46 Républicains et indépendants (Rép. et ind.) sur 47; 1 PS (Michel Charasse) sur 69; 9 sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe sur 10.

— ont voté contre : 65 PS sur 69; 15 PC sur 15; 1 Rép. et ind. (Michel Poniatowski) sur 47; 1 Rass. dém. (Yvon Collin) sur 24; 1 non-inscrit (Joëlle Dusseau) sur 10.

— s'est abstenu : 1 Rass. dém. (François Abadie) sur 24. — n'ont pas participé au vote : 3 RPR (Eric Boyer, Michel Caldagues, Yves Guéna qui préside la séance) sur 91; 3 PS (Guy Allouche, Marcel Charmant, Robert Vigouroux) sur 1; 1 Un. centr. (René Monory, président du Sénat) sur 64.

Manifestation, jeudi à Paris. Une cinquantaine d'associations, partis de gauche et de droite, appellent à un rassemblement contre « la mise en cause du droit d'asile », jeudi 18 novembre, à 18 h 30, place de l'Odéon à Paris, à la veille de la réunion du Parlement en Congrès à Versailles.

Au conseil des ministres

Le général Morillon est chargé d'une mission de réflexion

Au cours du conseil des ministres du mercredi 17 novembre, François Léotard a annoncé qu'une mission de réflexion sur l'adaptation des armées françaises, du ministère de la Défense et de l'état-major, aux interventions dans le cadre de l'ONU était confiée au général Philippe Morillon. François Léotard, sénateur FR du Var et maire de Toulon, a été nommé parlementaire en mission pour réfléchir aux solutions à apporter aux problèmes financiers que pose ce type d'intervention.

Le ministre de la Défense a tiré les leçons de la participation des forces françaises aux opérations de l'ONU au Cambodge et en Somalie. Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec le Parlement, qui rendait compte des travaux du conseil, a précisé qu'à la suite de cette communication, Edouard Balladur avait fait observer que « désormais, nos armées auront une tâche régulière et un rôle récurrent à l'extérieur de nos frontières », que cette « nouvelle vocation de nos armées » était justifiée par « l'état du monde » et le siège dont la France dispose au Conseil de sécurité des Nations unies, mais qu'elle imposait des changements dans l'organisation des armées françaises.

Le conseil a nommé Jean-Pierre Breyson, ancien directeur du cabinet de Bernard Bosson au ministère de l'Équipement, à la présidence du conseil d'administration de Météo France. Cet établissement public aura comme directeur général André Lebeau, actuel directeur de la Météorologie nationale.

PARIS-JO'BURG-PARIS : 6.200 F

SAA vous propose les seuls vols Paris-Johannesburg sans escale au départ d'Orly-Sud, des "Prix d'Amis" à partir de 6.200 F AR pour des séjours à la carte ou des circuits en toute liberté, un service à la qualité légendaire.

Pour en savoir plus, appelez votre Agent de Voyages ou South African Airways.

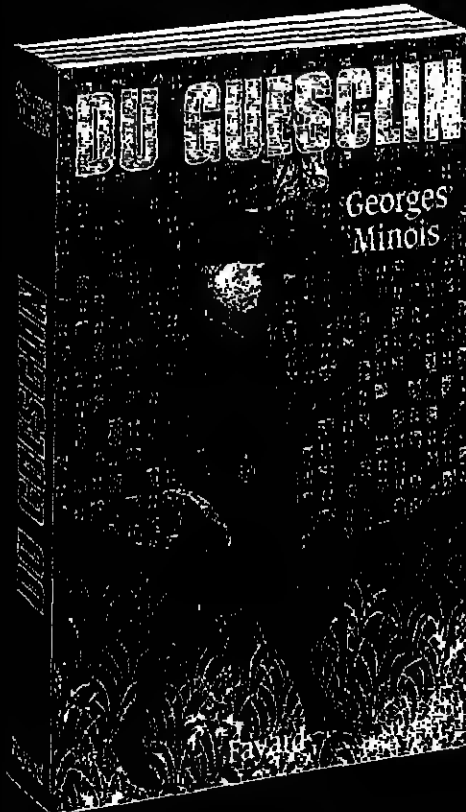


Paris : 350, rue Saint-Honoré, 75001 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

La légende d'un chef de guerre

N'hésitez pas, vous ne serez pas déçu.

Pierre Chaunu, Le Figaro de l'Institut



Le portrait le plus complet, le plus juste, le plus véridique... Georges Minois conduit son récit avec une verve enjouée et nous entraîne dans une lumière de tapisserie médiévale, dans les tournois fastueux où se forment les réputations des postulants à la gloire... Une vibrante et savante analyse de ce Moyen Âge déchiré et sanglant... Une séduisante leçon d'histoire.

Jean-Jacques Leveau, Le Quotidien

L'Histoire

FAYARD

مركز العمل

Dans un rapport remis au premier ministre

Le professeur Mattéi réclame une loi sur la bioéthique

■ **RAPPORT.** Le professeur Jean-François Mattéi, spécialiste de génétique et de pédiatrie (CHU de Marseille) et député (UDF) des Bouches-du-Rhône, a remis mardi 16 novembre un rapport sur l'éthique biomédicale à Edouard Balladur. Le premier ministre avait confié, en juin dernier, une mission à ce spécialiste, afin de faire « l'inventaire et la synthèse, après concertation avec toutes les parties concernées, des questions soulevées par les progrès de la médecine génétique et de la génétique humaine en discussion au Parlement concernant l'éthique biomédicale ».

■ **PLACENTA.** Dans ce rapport, le professeur Mattéi demande notamment une enquête détaillée sur les conditions dans lesquelles la société Pasteur-Mérieux Sérum et Vaccins effectue des collectes de placentas dans quarante-cinq pays en vue de la fabrication d'albumine.

■ **PROJETS DE LOI.** On devrait connaître dans quelques jours la décision gouvernementale concernant la poursuite de l'examen par le Parlement des textes sur l'éthique biomédicale. En avril dernier, le président de la République avait indiqué qu'il souhaitait que ces projets de loi aboutissent au plus vite.

Une enquête souhaitée sur les collectes de placentas effectuées par Pasteur-Mérieux

Les autorités gouvernementales n'avaient pas réagi aux informations du Monde sur les risques inhérents aux conditions dans lesquelles la société Pasteur-Mérieux Sérum et Vaccins effectue des collectes de placentas dans quarante-cinq pays à travers le monde (le Monde du 10 novembre). Cette question est aujourd'hui officiellement posée au premier ministre par le professeur Jean-François Mattéi.

« Le placenta, qui n'est pas un tissu, pose un problème spécifique et sérieux, écrit-il. A l'heure actuelle, 4.400 tonnes de placentas sont recueillies chaque année par un grand laboratoire français et ses filiales, dans quarante-cinq pays. A raison de 500 grammes de placenta environ par enfant, ce chiffre correspond à huit, neuf millions de naissances. En France, le placenta est recueilli à l'occasion de plus de la moitié des accouchements. Les mères n'en sont pas informées. Leur consentement n'est pas demandé. »

« Ces placentas ne font pas l'objet de tests sanitaires individuels, ajoute le professeur Mattéi. Ils servent à produire de l'albumine placentaire d'une part et de la glucocorticoïde d'autre part, destinée au traitement de la maladie de Gaucher (une maladie très rare affectant le métabolisme des lipides). Le placenta, délivré à l'occasion d'un acte physiologique (l'accouchement) n'est naturellement ni un organe ni un tissu. »

« Les problèmes éthiques posés par sa collecte d'une part, les risques sanitaires induits par son utilisation, d'autre part, conduisant la mission à suggérer une enquête de terrain détaillée sur les conditions de la collecte de placentas et les tests pratiqués. Les conclusions d'une telle enquête pourraient seules permettre de formuler des propositions sur ce point. »

du 2 au 20 novembre
-20%
sur la Cristallerie
BACCARAT - DAUM - SAINT-LOUIS
SÈVRES - ROYAL CHAMPAGNE
chez tous les commerçants
RUE DE PARADIS 10-

« La vie peut être donnée en dehors des processus naturels au travers des méthodes de la procréation médicalement assistée (PMA) et sa qualité potentielle appréciée par le diagnostic prénatal. La vie peut être secourue au moyen de transplantations d'organes ou de tissus. Elle peut être modifiée avec les thérapies géniques. Les secrets du génome humain permettent de percevoir l'identité et le destin biologique, ouvrant la voie à la médecine prédictive. »

Après avoir ainsi rappelé les avancées de la recherche scientifique et médicale au cours des vingt dernières années dans le rapport (1) qu'il a remis le 16 novembre au premier ministre, le professeur Mattéi s'interroge : « Face à l'insuffisance de la seule morale, écrit-il, à l'impossible légitimité des logiques religieuses, à la marche trop lente de la loi, le législateur est-il fondé à intervenir ? »

Au terme de plus de cent cinquante entretiens et d'une analyse détaillée des positions des trois ministères concernés (chancellerie, affaires sociales et santé, enseignement supérieur et recherche), le professeur Mattéi se fixe trois objectifs dans son rapport : coagérer une réflexion théorique et évaluer l'opinion des Français ; dresser un état des lieux des problèmes dont l'émergence est trop récente pour avoir été identifiée par les travaux précédents ; suggérer des orientations acceptables par le corps social et « déboucher le plus rapidement possible sur des lois ».

Dans la première partie du rapport, « la vie en question », le professeur Mattéi tente d'inscrire l'éthique biomédicale dans le mouvement des idées. Rappelant la distinction qu'établissait Max Weber entre éthique de conviction et éthique de responsabilité, le professeur estime qu'il y a « urgence à légiférer » et qu'il faut « sous peine de ne pas assumer le devoir de responsabilité ».

Le deuxième grand chapitre du rapport est consacré aux problèmes soulevés par les recherches et les pratiques médicales.

■ **La loi Huriot.** « C'est globalement une bonne loi » estime le rapport à propos du texte du 20 décembre 1988 organisant la protection des personnes qui se prêtent aux essais ou expérimentations pratiqués sur l'être

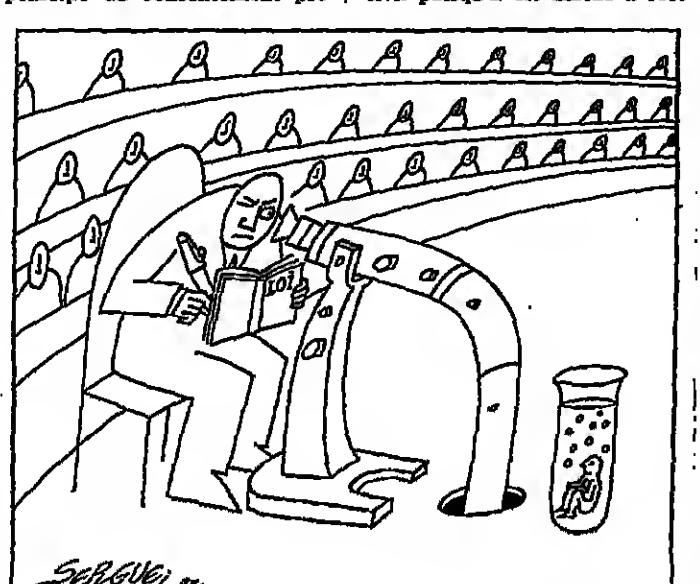
humain. « Concernant environ un demi-million de personnes chaque année », elle « répondait à un besoin ». Seuls des aménagements ponctuels se révèlent nécessaires. En revanche le suivi administratif de la loi qui est « à l'origine d'une situation dangereuse, tant pour le public qui se croit à tort protégé, que pour l'Etat sur lequel ne manquera pas de retomber les accusations en cas de complications mal mesurées d'une recherche qu'il avait lui-même encouragée ».

■ **Les transplantations d'organes.** De manière à étouffer la méfiance des Français vis à vis des prélèvements, le projet de loi devra préconiser le maintien du principe du consentement pré-

voir apparaît aujourd'hui comme la moins mauvaise solution ». Estimant que les mêmes conditions devraient prévaloir pour les dons d'ovocytes, il émet cependant de grandes réserves sur cette dernière pratique en raison en particulier des grandes difficultés de garantir l'anonymat en pareilles circonstances.

2. Les indications de l'ADN. « Il convient de limiter ces pratiques au traitement palliatif de l'infertilité pathologique médicalement constatée chez des couples ou à de rares indications génétiques ».

3. La fécondation. Selon le rapport, le médecin exerce notamment la fonction d'officier d'Etat civil puisqu'il est amené à rece-



sumé tel qu'il est posé par la loi Cavallier de 1976, réaffirmer le principe de l'indisponibilité du corps humain et réprimer sévèrement les trafics d'organes. En outre, la loi devra élargir le principe de la séparation entre les médecins qui pratiquent les prélèvements d'organes et ceux qui réalisent les transplantations.

■ **L'insémination artificielle avec sperme de donneur (IAID).** Le rapport distingue trois types de problèmes :

1. L'anonymat du don du sperme. En dépit des légitimes inquiétudes que peuvent avoir les enfants ainsi conçus sur leur origine et l'identité de leur père biologique, le rapport estime que « le maintien de l'anonymat du don-

voir, dans des conditions éminemment discutables, le consentement d'un homme pour que sa femme ou compagne soit inséminée avec le sperme d'un tiers. « Un consentement solennel du couple devant un juge paraît une solution tout à fait souhaitable », estime le professeur Mattéi.

■ **La fécondation in vitro et transfert d'embryon (FIVET).** Notre pays « est face à un inéminent silence de la loi » remarque le rapporteur pour lequel la FIVET, comme les autres techniques de PMA, doit être strictement réservée aux indications médicales, « à l'exclusion de toute indication de convenance sociale ». Elle est destinée à pallier l'infertilité pathologique

médicalement constatée d'un couple. Elle doit, du fait de ses conséquences possibles (traitement préalable par inducteurs de l'ovulation avec « possibilité évoquée d'un lien avec le cancer de l'ovaire et du sein », grossesses multiples, embryons surnuméraires) demeurer une « technique ultime ». Dans l'intérêt de l'enfant, il semble que pour les couples non mariés, « le consentement doit être recueilli par un juge afin que le père et la mère s'engagent à accueillir cet enfant et à en assurer l'éducation ». Il est indispensable que cette pratique soit réservée à des équipes ayant reçu l'agrément sur des critères de compétence indiscutables et selon une planification en fonction des besoins de la population. Cet agrément doit être soumis à renouvellement au terme d'une période de quatre ans, ce qui permettrait de garantir la réalité du suivi et de l'évaluation. Enfin, cette activité, qu'elle se déroule au secteur public ou privé, devrait répondre à une tarification officielle sans possibilité de dépeçage.

En ce qui concerne le statut de l'embryon, le professeur Mattéi estime qu'il « n'est pas possible de se prononcer dans la loi sur le statut de l'embryon » pour plusieurs raisons. Il est ainsi impossible de définir avec précision sur le plan scientifique le moment où l'œuf fécondé devient embryon et, plus encore, le moment où l'embryon devient fœtus. Enfin, l'embryon n'est que « l'expression morphologique temporaire » d'une seule et même vie qui commence dès la fécondation et se poursuit jusqu'à la mort. Vouloir statuer sur l'embryon conduirait évidemment aussi à statuer sur les autres stades qui sont notamment l'œuf fécondé et le fœtus.

A propos des embryons surnuméraires, le professeur Mattéi estime que, « sauf à compromettre la technique elle-même, leur création ne peut être évitée. En revanche faut-il interdire la conservation des embryons ? A la vue des conséquences - grossesses multiples, augmentation du nombre des tentatives - le rapport recommande de ramener à trois ans, au lieu de cinq, le délai de conservation. Il rappelle que le législateur devra se prononcer sur l'attitude à adopter vis-à-vis des embryons actuellement conservés (68 000) et surtout de ceux qui seraient abandonnés (environ 1 800).

Que faire des embryons cryoconservés ? Le couple peut souhaiter conduire une nouvelle grossesse, que la première ait échoué ou abouti et cela dans un délai de trois ans maximum. Le couple peut également demander la suspension de la conservation. Le couple peut enfin délibérément décider d'abandonner les embryons surnuméraires, souhaitant de fait qu'ils soient confiés à un couple stérile désireux de les accueillir. Cet accueil d'embryons « doit être rigoureusement organisé avec un engagement du couple receveur devant le juge de la famille à préserver l'avenir de l'enfant à naître ». Une telle organisation permettrait d'accueillir tous les embryons surnuméraires.

Les avancées de la génétique

■ **Le diagnostic prénatal.** A la faveur du développement de ces techniques qui permettent de contrôler et d'apprécier la qualité de la vie avant la naissance, on a tacitement admis le principe de la suppression des malades qu'on ne peut guérir. Pour ce qui concerne le diagnostic pré-implantatoire (DPI), contrairement aux commentaires élogieux suscités au moment de l'apparition de cette technique qui combine la FIV et la génétique moléculaire, le professeur Mattéi estime « qu'elle est encore balbutiante, incertaine et contestable ». « Il est faux de prétendre qu'elle puisse être un substitut du diagnostic prénatal dont il n'offre pas les mêmes garanties scientifiques ou médicales », note-t-il ajoutant qu'il « est indispensable d'organiser la pratique de cette technique ».

Pour ce qui est du diagnostic prénatal, il estime « urgent d'en organiser la pratique » comme l'avait d'ailleurs conseillé le comité national d'éthique dès 1985. Il préconise en particulier la création de centres multidisciplinaires reconnus et agréés. Par

ailleurs ajoute-t-il, le contexte du diagnostic prénatal a considérablement changé au cours des deux dernières années du fait des progrès récents - considérables - de la médecine fœtale.

■ **La thérapie génique.** Pour cette « voie d'avenir fantastique », le professeur Mattéi estime, que dans l'état actuel des choses, il convient d'interdire les thérapies géniques germinales, « contrairement au respect de l'intégrité de l'espèce humaine ».

■ **Les empreintes génétiques.** Il est souhaitable qu'en dehors des indications strictement médicales, les techniques d'identification par analyse de l'ADN soient réservées à quelques laboratoires spécialement agréés en raison de leur compétence et d'une qualification reconnue à la suite de contrôles de qualité. La réalisation des tests « ne doit pouvoir intervenir qu'en exécution d'une décision de justice dans les seuls laboratoires agréés ».

■ **La médecine prédictive.** En pratique, estime le rapporteur, il convient de prendre « rapidement » les mesures nécessaires pour contrôler l'utilisation des tests prédictifs avant d'être placés devant des pratiques installées et irréversibles. Parmi les mesures « strictes » qu'il conviendrait de prendre figure l'interdiction de détourner de leur finalité scientifique et médicales les informations recueillies sur une personne au moyen d'un test génétique afin de savoir si un candidat à un contrat d'assurance ou à un emploi est porteur de telle ou telle maladie.

■ **Brevetabilité des gènes.** Le professeur Mattéi reprend à son compte la position française telle qu'elle avait été exprimée par l'Académie des Sciences : le brevet sur un gène en tant que tel n'est pas acceptable, en tant que les gènes font partie du patrimoine commun de l'humanité. Le brevet, sur une séquence d'ADN partielle est encore moins acceptable car il aurait pour conséquence de paralyser l'avancée des recherches. En revanche, l'utilisation d'un gène dans un produit ou la technique permettant de l'isoler doivent pouvoir être brevetées.

FRANCK NOUCHI

(1) « Rapport à Monsieur le premier ministre sur l'éthique biomédicale » (175 pages et quatre annexes).

Interdiction des prélèvements de tissus sur les cadavres

Sous la titre « Tissus : le silence de la loi », le professeur Mattéi aborde la question spécifique des prélèvements de tissus. « De toutes les questions étudiées », écrit-il, « celle des prélèvements de tissus sur les cadavres est la plus urgente ». Rappelant que les prélèvements et greffes de tissus humains ont connu dans les cinq dernières années un développement spectaculaire, « et cela en l'absence de toute réglementation », il rappelle qu'à l'heure actuelle, les tissus sont prélevés et conservés dans des congélateurs installés dans des services hospitaliers dans des conditions mal contrôlées. « L'industrie vient s'approprier, lorsqu'elle en a besoin, la sortie des blocs opératoires », indique le rapporteur. Les prélèvements de tissus sur les donneurs décédés sont fréquents, qu'il s'agisse de greffer des patients ou de fournir l'industrie.

Le professeur Mattéi rappelle « les risques de contamination virale qui résultent des greffes de tissus prélevés sur des personnes décédées ». « Si un tel risque, écrit-il, est tout à fait acceptable pour une transplantation d'organes destinée à un malade pour lequel le pronostic vital est réservé, il ne semble pas opportun de s'exposer pour une greffe de tissu, alors qu'il n'y a pas aujourd'hui de pénurie de tissu et que les autogreffes (de peau notamment) se développent ». Aussi le professeur Mattéi propose-t-il d'interdire les prélèvements de tissus sur les cadavres, à l'exception du cas de la cornea.

L'urgence politique

La publication du rapport rédigé par le professeur Jean-François Mattéi est une étape capitale de la jeune, mais déjà complexe histoire des rapports ambivalents qu'entretiennent le monde politique, les représentants du corps médical et scientifique et les porte-parole de cette nouvelle discipline, véritable morale en marche, qu'est la bioéthique. Important, novateur, original et pédagogique, ce document permettra-t-il de lever les lourdes inhibitions dont souffre l'institution politique dès lors qu'il s'agit, pour elle, de traiter de vraies questions de société ? Rien n'est encore acquis, même si l'on évoque aujourd'hui une possible session extraordinaire du Parlement.

Ce document fournit une contribution de poids à la réflexion amorcée depuis près de dix ans en France. Par ses interrogations philosophiques d'abord, mais aussi par les propositions concrètes qu'il formule et qui, grâce à un légalisme certain, devraient permettre de dépasser certains des blocages habituellement rencontrés. Sur le fond, l'auteur entend « affiner » les travaux préliminaires, poser des « garde-fous », défendre « l'intérêt de l'enfant », ramener, lorsqu'il s'en éloigne, le médecin dans le strict champ de la thérapeutique et, au corollaire, responsabiliser la société dans ces activités où les enjeux sont si importants et à venir sont considérables.

L'ensemble n'est pas sans cohérence. Il va jusqu'à fournir une série de propositions législatives touchant la loi Huriot de protection des personnes sou-

misées (des modifications ponctuelles, mais maintenant la notion de « consentement éclairé »). Il concerne aussi le ministère de la justice (Au respect du corps humain et du genre humain). « De l'identification des personnes et de leurs caractéristiques par examen génétique », celui de la santé (qu'il s'agisse du comité national d'éthique, de l'utilisation des parties et produits du corps humain, des procréations médicalement assistées et du diagnostic prénatal) ou celui de la recherche (traitement automatisé des données nominatives).

Mais il faut rappeler que, dans ce domaine, la qualité de la réflexion et la pertinence du propos ne sont pas des paramètres essentiels. Déjà en 1988, le large groupe présidé par Guy Braibant (Conseil d'Etat) avait tendu public un remarquable document similaire rédigé alors à la demande de Jacques Chirac, premier ministre. En dépit des engagements de M. Chirac, puis de ceux de Michel Rocard, deux projets de loi inspirés du rapport Braibant ne furent pas soumis au vote des parlementaires.

Consensus national

D'autres rapports furent rédigés par l'Assemblée nationale et par le Sénat, qui ne permirent pas non plus de déboucher sur une réduction législative. Il y eut ensuite le rapport de Noëlle Lenoir puis le vote par l'Assemblée nationale de trois projets de loi. Ces textes, qui n'ont pas été soumis au Sénat, sont aujourd'hui en souffrance. De tels blo-

cages sont d'autant plus étonnants que, la question du statut de l'embryon exceptée, rien sur le fond ne soulève de profondes difficultés. Au fil du temps, au-delà des conflits de personnes ou de parties, on a eu l'effet asséché de l'urgence d'un consensus sur une éthique « à la française », expression actualisée de principes traduits dans les faits depuis le milieu du siècle au travers de la transfusion sanguine, des greffes d'organes ou de l'usage des cellules souches à des fins de lutte contre la stérilité.

Aujourd'hui, M. Mattéi ne dit rien d'autre, théoriquement à ces techniques qui permettent de contrôler et d'apprécier la qualité de la vie avant la naissance, on a tacitement admis le principe de la suppression des malades qu'on ne peut guérir. Pour ce qui concerne le diagnostic pré-implantatoire (DPI), contrairement aux commentaires élogieux suscités au moment de l'apparition de cette technique qui combine la FIV et la génétique moléculaire, le professeur Mattéi estime « qu'elle est encore balbutiante, incertaine et contestable ». « Il est faux de prétendre qu'elle puisse être un substitut du diagnostic prénatal dont il n'offre pas les mêmes garanties scientifiques ou médicales », note-t-il ajoutant qu'il « est indispensable d'organiser la pratique de cette technique ».

Pour ce qui est du diagnostic prénatal, il estime « urgent d'en organiser la pratique » comme l'avait d'ailleurs conseillé le comité national d'éthique dès 1985. Il préconise en particulier la création de centres multidisciplinaires reconnus et agréés. Par

JEAN-YVES NAU

محكمة العدل

SOCIÉTÉ

Avant l'organisation d'un colloque sur la pédophilie

Les professionnels du voyage participent à une campagne contre l'exploitation sexuelle des enfants en Asie

De nombreux professionnels français du voyage vont participer à une campagne contre l'exploitation sexuelle des enfants en Asie, dont le coup d'envoi a été donné mardi 16 novembre par Lucette Michaux-Chevry, ministre déléguée à l'action humanitaire et aux droits de l'homme. Un dépliant dénonçant les souffrances des enfants prostitués va notamment être distribué dans les agences de voyage avant l'organisation, en mars prochain à Paris, d'un colloque sur la pédophilie.

Dans de nombreux pays à faible niveau de vie, et notamment en Asie, la prostitution infantile se développe de façon alarmante (1), notamment en raison de la « demande » de touristes venus de pays développés. Dans la seule Thaïlande, rappelle récemment le *Nouvel Observateur* dans un dossier consacré à la pédophilie, « 200 000 enfants sont enrôlés à leur famille ou kidnappés, dans les camps de réfugiés par des réseaux mafieux, et livrés à la prostitution dans les hôtels de Bangkok et de Pattaya où ils sont séquestrés, battus, violés pour être livrés à une clientèle internationale ». (2). En Inde, la prostitution infantile concernerait 400 000 individus, aux Philippines 100 000 et au Sri Lanka près de 30 000.

Un phénomène qui attente gravement au droit à la santé et à la dignité des enfants ainsi exposés. A l'appel d'associations basées en Thaïlande, aux Philippines, au Sri Lanka et à Taiwan, une campagne internationale a été lancée, en 1990, contre le tourisme sexuel en Asie (End Child-Prostitution in Asian Tourism/ECPAT), campagne relayée en France par l'Association contre la prostitution infantile

(ACPE), le Bureau international catholique de l'enfance (BICE), la Fédération abolitionniste internationale et la Fédération La Voix de l'enfant. Une action à laquelle plusieurs ministères (affaires sociales, santé, action humanitaire et droits de l'homme, tourisme, jeunesse et sports) ont décidé d'apporter un soutien actif.

Une mobilisation générale, en quelque sorte, qu'illustrait, mardi 16 novembre à Paris, la réunion destinée à présenter les grands axes du plan d'action adopté pour 1993-1994. Ce plan vise, d'une part, à informer et à mobiliser les professionnels du tourisme, d'autre part, à sensibiliser l'opinion publique. Outre l'organisation, en mars prochain à Paris, d'un colloque sur la pédophilie et la publication d'un livre d'information à l'intention des écoles de tourisme, la campagne repose surtout sur la diffusion, avec le soutien du Syndicat national des agences de voyages (SNAV), d'un dépliant d'information (tiré à 500 000 exemplaires) auprès des agences de voyages (plus de 200 d'entre elles, dont Nouvelles Frontières, ont d'ores et déjà passé commande, ce qui représente 60 000 exemplaires), des compagnies aériennes, des aéroports, des bureaux de tourisme, des guides, des organismes d'assurance-assistance et des centres de vaccinations.

Le message est simple : derrière l'exotisme sourient le bordel. Se présentant sous la forme d'un billet d'avion, ce document décline d'abord suavement l'évasion (« Instants privilégiés, vacances merveilleuses, émotions fantastiques ») pour, une fois déplié, décrire brutalement l'enfer du décor : « Enfants prostitués, souffrances odieuses, situations dramatiques ». Le propos est brutal : « L'exploitation sexuelle des enfants est un crime qui doit être dénoncé. L'avis, dans un premier temps, à ne pas contribuer, même

indirectement, à la chaîne de la prostitution, qui commence souvent de manière anodine dans un bar ou sur une plage », informe que, dans ce domaine, « la passivité a valeur d'acceptation », le voyageur est fermement prié de se comporter en « touriste responsable », d'aider les autorités locales et, le cas échéant, de ne pas hésiter à dénoncer « les abus de l'enfance ».

Une véritable déclaration de guerre à la hauteur du fléau à combattre. Un fléau dont les images tournées par une équipe de TF1 (*Trafic d'enfants, la filière jaune*), ainsi que les témoignages des bénévoles qui travaillent sur le terrain ont montré le caractère dégradant et scandaleux. Encore que cette mise à nu, passage obligé d'une prise de conscience souvent tardive – représentante de la France auprès de la Fédération universelle des associations d'agents de voyages, M^{me} de Rey a reconnu avoir découvert que récemment ce « dossier monstrueux » –, n'ait pas toujours les effets escomptés. « *Montre, c'est aussi, d'une certaine manière, encourager la pédophilie* », a ainsi observé un représentant de l'ambassade des Philippines. « *Le tourisme de la Thaïlande ne s'est jamais si bien porté* », a fait remarquer un expert.

Mettre fin à l'impunité

Reste, ainsi que l'a souligné le ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, Lucette Michaux-Chevry, en ouvrant les diverses tables rondes, la nécessité d'« agir vite et avec détermination ». Si la détermination de tous les acteurs présents était évidente, la lenteur du processus engagé cadrait mal avec l'affirmation, par le ministre, de l'« actualité insoutenable » du problème. Comme si, face à un fléau qui se développe à la vitesse d'un livre, l'administration et la diplomatie n'avaient à opposer qu'une célérité de tortue.

Certes, le fait que la France, ses voyageurs et ses ressortissants soient, ainsi que l'a confirmé le chef de l'Office central de la répression de la traite des êtres humains, relativement peu concernés et impliqués dans la prostitution des enfants liée au tourisme ne contribue pas au sens de l'urgence qui paraît s'imposer. Certes, une lutte efficace passe d'abord par le renforcement, dans les pays concernés (Philippines, Sri Lanka et Thaïlande où une nouvelle législation très répressive va être soumise au Parlement), du dispositif de lutte contre ce fléau et l'introduction dans leur législation de dispositions plus contraignantes, chacun s'accordant à reconnaître que le tourisme sexuel implique les enfants et disparaît qu'avec la fin de l'impunité dont bénéficient actuellement ceux qui s'y adonnent.

Cela n'empêche pas la France de progresser également de son côté, a souligné, non sans ironie, le ministre. En matière d'accords d'extradition avec les pays concernés (aucun avec la Thaïlande et les Philippines par exemple), en matière d'application de la Convention des droits de l'enfant (adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 20 novembre 1989 et ratifiée par la France le 7 août 1990) et, surtout, dans le domaine de notre droit interne, où n'existe aujourd'hui aucune disposition permettant de poursuivre en France des personnes s'étant rendues coupables à l'étranger de crimes sexuels sur des enfants. Une lacune qui, en l'état actuel, ne permet pas à notre pays, a regretté le ministre, d'agir en toute légitimité dans les enceintes internationales. Sans oublier, ainsi que l'ont relevé plusieurs intervenants, la nécessité

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

La pénurie d'eau s'aggrave à Athènes

Costas Laliotis, ministre grec de l'environnement, a qualifié d'« explosif » le problème de pénurie d'eau auquel Athènes est confrontée. Chronique depuis au moins trois ans, cette situation s'est brutalement aggravée après six mois de sécheresse totale, bien que les habitants de la capitale hellénique aient réduit leur consommation de 30 % en 1993 et qu'ils soient rationnés depuis l'été. Même en maintenant ces dispositions, Athènes ne dispose de réserves d'eau que d'ici à l'été 1994. Un appel d'offres doit être lancé pour l'acheminement par camions, en provenance d'autres régions de Grèce, de 200 000 m³ d'eau par jour.

SPORTS

Voile : Paul Vatin vainqueur de la Route du café

Laurent Bourgnon, sur son trimaran *Primagaz*, a franchi le premier, mercredi 17 novembre à Carthagène, la ligne d'arrivée de la Route du café, une épreuve de voile au solitaire ouverte aux multicoques et aux monocoques qui était partie du Havre la 31 octobre. Le navigateur suisse doit pourtant laisser la victoire à

Paul Vatin (Haute-Normandie), arrivé 1 h 17 min après lui. Le Normand, qui avait été abordé par un bateau de spectateurs lors du départ, avait dû retourner à quai pour réparer. Le jury de la course avait décidé de lui rendre les 9 h 10 min perdues lors de cet incident. Un cas semblable s'était déjà produit dans la transat anglaise en solitaire de 1984 : Philippe Poupon avait eu droit aux « honneurs de la ligne » à l'arrivée à Newport (Rhode-Island), mais il avait été battu par Yvon Fauconnier, resté 18 heures à proximité de Philippe Jeantot, dont le catamaran avait chaviré.

ACCIDENT A-10 : onze victimes formellement identifiées. – Onze des quinze personnes – bilan définitif – qui ont péri dans le carambolage survenu le 10 novembre sur l'autoroute A-10, près de Mirambeau (Charente-Maritime), ont été formellement identifiées. Pour les quatre autres victimes, il existe, selon le procureur de la République de Saïotes, « des probabilités très fortes » d'identification dont les familles ont été informées. Des examens scientifiques complémentaires doivent être pratiqués. D'autre part, six des quarante-neuf personnes blessées dans cette catastrophe sont toujours hospitalisées.

RELIGIONS

Reçu par M. Mitterrand

Le grand rabbin Sitruk redoute une laïcité agressive

Joseph Sitruk, grand rabbin de France, a été reçu, mardi 16 novembre à l'Élysée, par François Mitterrand. Après avoir évoqué les perspectives de paix au Moyen-Orient, il a exprimé au président de la République les préoccupations de la communauté juive, liées notamment à ce qu'il considère comme une atteinte à une conception tolérante de la laïcité.

34^e Colloque des intellectuels juifs de langue française
« L'UNION D'UNANIMITE » sera le thème du prochain colloque des intellectuels juifs de langue française, organisé par la Section française du Congrès juif mondial et la Fondation du Judaïsme français. Avec la participation de : Pierre Selim ABOL, Chaim BERENSON, David GOURTEL, Alain FINKELKRAUT, Roland GOETSCHÉL, Bruno GROSS, Jean HALPERIN, Claude LEFORT, Michel LOWY.
les 4, 5 et 6 décembre 1993
Assemblée nationale, Hôtel de Lassay, 128, rue de l'Université, 75001 PARIS
Renseignements et inscriptions : Section Française du Congrès juif mondial, secrétariat des Colloques, 78, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS
Téléphone : 43-59-94-63

Les affaires de voile islamique sont ressenties de manière négative dans une partie de la communauté juive, notamment chez les jeunes qui veulent pouvoir coexister avec l'école et leur pratique religieuse du samedi. De même, la rentrée 1994 a été fixée le jour du Nouvel An juif (Rosh Hashana). M. Sitruk a dit au président de la République qu'il redoutait « une attitude agressive de la laïcité à l'égard des religions ». Une religion « le droit de s'exprimer », a-t-il ajouté à l'AFP, des fois qu'elle ne fait pas de prosélytisme et qu'elle n'arbore pas de façon ostentatoire visible des signes spécifiques.

« Je crois que ce serait lamentable », a encore commenté M. Sitruk, qu'un pays aussi large d'idées que la France ferme sa porte à des gens qui veulent être tout simplement différents. Pour le président Mitterrand, a-t-il encore noté, « la France est une terre d'accueil qui doit donner sa place à chaque spécificité religieuse dans le respect de l'ordre public ».

Évoquant l'intégrisme tel qu'il peut se manifester en France, le grand rabbin a conclu : « C'est un sujet que l'on grossit outre mesure. Il est vrai qu'il y a un intégrisme, mais je ne crois pas qu'il constitue une menace pour la communauté nationale ».

Big

Annonceurs, publicitaires, n'attendez pas le 25 décembre pour mettre le paquet.

Deal

En deux mots, vous pouvez obtenir 8200 panneaux d'affichage pendant 7 jours, entre le 1/12/93 et le 28/02/94, et toucher 30 millions de Français pour 4,5 MF brut. 40.82.82.82.

* Grosses affaires.

Dossier spécial - Le Monde ARTS • SPECTACLES

TRANSMUSICALES DE RENNES

Rendez-vous avec Le Monde du 24 novembre (numéro daté 25)

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

L'amertume du commandant Sesmat

La cour d'assises de la Côte-d'Or a entendu, mardi 16 novembre, la déposition d'un officier de gendarmerie qui renforce la thèse de la culpabilité de Bernard Laroche dans l'assassinat du petit Grégoire.

DIJON

de notre envoyé spécial

A la troisième semaine de l'audience, les jurés du département de la Côte-d'Or ont certainement acquis une très grande souplesse d'esprit. Il leur faut, à chaque instant, sauter d'un dossier à l'autre pour apprécier immédiatement si les propos tenus concernent l'assassinat de Bernard Laroche ou celui du petit Grégoire et, dans ce dernier cas, distinguer entre les accusations dirigées contre Christine Villenon et celles concernant la victime de ce procès. Et, pour tout simplifier, les jurés se sont vu infliger la déposition d'un magistrat qui a instruit les plaintes déposées par Bernard Laroche contre les gendarmes et celle des époux Villenon contre Murielle Bolle. Car, désormais, tous ces dossiers n'en forment qu'un seul, déconcertant de par son immensité.

Le commandant Etienne Sesmat est de ceux qui savent apporter le fraîcheur de la clarté. Pourtant son discours est amer. Il était capitaine de gendarmerie lorsqu'il a participé à l'enquête qui a suivi l'assassinat de Grégoire, et aujourd'hui il soupire : « Il aurait fallu creuser, il fallait qu'on aille au fond, peut-être que nous aurions débouché sur autre chose. » Mais le juge Lambert, après avoir laissé longtemps les gendarmes sans mission précise, les a désempaillés du dossier pour le confier à la police judiciaire. Le commandant raconte son enquête : « On s'est rendu compte que la mort de Grégoire n'était que le final d'une longue

maifaisance qui avait duré des années. »

Il évoque donc le corbeau qui a torturé la vallée de la Vologne : « Il avait une double personnalité : il pouvait être courtoisement posé et entraîner sa haine envers quelqu'un. » Les accusations, de Murielle Bolle dirigées contre l'enquête vers Bernard Laroche. Un homme dont on a dit qu'il n'avait pourtant aucune raison de jalouser Jean-Marie Villenon. Cependant, l'officier a travaillé sur cette piste, et il expose un nouvel élément venant renforcer cette thèse.

« Pas assez médiatique... »

Le dernier message écrit du corbeau est du 17 mai 1983. Et il n'y en aura pas d'autre jusqu'à cette lettre revendiquant le crime, où figurent notamment ces mots : « Ce n'est pas ton argent qui pourra te redonner ton fils. Voilà ma vengeance. Pauvre con. » Or, selon le commandant, le seul événement rare survenu pendant cette période est l'invitation faite, le 14 octobre, par Jean-Marie Villenon à son frère, Michel, et à sa belle-sœur, Ginette, de venir prendre l'apéritif chez lui. Il leur a montré le nouveau salon en cuir qu'il venait d'acheter. « A cette époque, tout lui réussissait. Il était sur un nuage, sa réussite éclatait », constate le commandant Sesmat qui ajoute : « Le lundi 15 octobre et le mardi 16 octobre, Michel est resté très longtemps avec Bernard Laroche. Ils ont parlé de ce qu'ils ont vu. Peut-être avec un certain dépit. » Après un silence, l'officier apporte cette précision où plane un sous-entendu : « De là à dire qu'ils savaient qu'il était le corbeau, ce n'est pas sûr, surtout pour Michel. »

Pourtant, le commandant, même s'il semble privilégier l'hypothèse de la culpabilité de Laroche, reste circonspect : « Il fal-

lait aller au bout de notre enquête. Il fallait que Bernard Laroche, s'il devait sortir de prison, en sorte complètement blanchi. » Il traite son dépit devant l'attitude du juge Lambert : « Je ne veux pas en rajouter... mais peut-être que la piste de Laroche n'était pas assez médiatique par rapport à celle de la mère... » Cette réflexion l'amènera à parler de la presse sur laquelle il porte un regard qui se veut réaliste : « La presse occupe le vide qu'on lui donne. Elle prend le plaisir qu'on lui laisse et utilise les arguments qu'on lui donne. »

Depuis quelques jours, « la piste Laroche » semble donc s'affaiblir, au grand désespoir des avocats de la partie civile qui tentent d'occuper la tribune par des questions précédées de préambules interminables. Surtout qu'un autre avocat est venu renforcer la défense. Certes, le professeur Jacques Léauté n'est aujourd'hui qu'un témoin dont la présence à la barre est d'ailleurs juridiquement très contestable. Il fut, en effet, l'avocat des parents de Jean-Marie Villenon qui s'étaient constitués partie civile dans l'assassinat de Grégoire. Et même s'il n'appartient plus au banc, son propos ressemble fort à une plaidoirie. Il a aussi, par instant, les accents d'un expert qui a chronométré tous les parcours, et sa conviction est formelle : Christine Villenon n'a pas eu le temps matériel de commettre le crime. Mais on ne distingue plus très bien entre l'ancien avocat, la professeur du droit et le témoin lorsque M. Léauté, emporté par son talent, prend la défense de Jean-Marie Villenon. Précédant les plaidoiries qui auront lieu que dans deux semaines, il lance : « Coupable ? C'est un mot que les jurés interpréteront librement. »

MAURICE PEYROT

Le procès d'Action directe à Paris

Les silences de quatre «guérilleros»

La première audience du procès d'Action directe à la cour d'assises spéciale de Paris, mardi 16 novembre, a été marquée par de longues suspensions d'audience et une alerte à la bombe. Les quatre dirigeants jugés sont notamment accusés de complicité d'assassinat.

Ils ont vieilli. Ils sont fatigués et ils n'ont même plus envie de parler de politique. Près de neuf années après l'assassinat du directeur des relations internationales du ministère de la défense, René Audran, le quatuor composé de Jean-Marc Rouillan, Nathalie Méoigou, Georges Cipriani et Joëlle Aubron a renoncé à toute explication.

Seul Georges Cipriani, quarante-trois ans, s'est levé, pâle revenant de la lutte armée, foudroyé par la plainte d'un prisonnier en proie à l'isolement : « J'avance à travers les jours comme un funambule entre l'équilibre et le déséquilibre, pour tenter de rester lucide sans jamais être tout à fait sûr de pouvoir le rester. »

Sa voix faible, ses regards mal assurés et ses loquaces phrases absconnes sur « les notions théoriques » d'Action directe résumées assez bien son internement récent en hôpital psychiatrique, sa grève de la faim observée depuis le 1^{er} novembre, et sa détresse. A côté de lui, Jean-Marc Rouillan, quarante et un ans, fondateur d'Action directe, reste le spectateur silencieux d'un procès qu'il veut ignorer. Crâne rasé, loquaces moustaches effilées, il disparaît le plus souvent derrière la rambarde du box des accusés ou tente de faire le coup de poing avec son escorte de gendarmes pour s'op-

poser aux décisions du président Yves Jacob.

Joëlle Aubron, trente-quatre ans, la benjamine du groupe, a été désignée comme leur porte-parole. Justement, elle n'a rien à dire au jury. Ou plutôt deux mots : « Nous n'avons nullement l'intention de cautionner ce rituel judiciaire qui n'est qu'une simple procédure administrative. » A partir de là, Joëlle Aubron s'emmêle dans son texte. On sauve encore une phrase : « Je revendique aujourd'hui comme hier le communisme révolutionnaire et la stratégie de guérilla. »

« C'est ma vie... »

Tonique, le visage encadré par de longs cheveux blonds, elle refuse de s'expliquer sur « cet idéal qui est le nôtre », comme le lui propose le président. Elle ne réagit pas à l'énoncé de sa condamnation à perpétuité pour l'assassinat du PDG de Renault en 1986. Elle s'est plus « là ». Elle regarde le public, adresse des signes discrets à des proches, bavarde et pouffe avec sa camarade Nathalie Méoigou.

Précisément, sa camarade boo-

dit. Très spontanée, elle interpelle le président : « A quoi sert-il ce rituel ? Vous voulez lire mon curriculum vitae ? Au nom de quel principe ? » Un blanc d'une fraction de seconde s'installe. « Au nom d'un principe de droit. Pour mieux vous connaître », reprend le président. Nathalie Méoigou secoue sa frange : « Me connaître à travers ce tas de fadaïses ! ». Et d'un trait, elle lance comme une ritournelle : « Je suis née en 1957, mon enfance a été très heureuse, mon adolescence merveilleuse. Un jour, je suis entrée dans la lutte armée pour lutter contre ce système de système et j'en suis vraiment très heureuse. C'est ma vie... La mort, ce sera pour plus tard ! »

Sur ce, Nathalie Méoigou, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan puis Georges Cipriani ont refusé de comparaître. Et fio d'audience, seul Claude Rouabah, jugé pour un délit connexe (transport et détention d'engins explosifs), restait dans le box face à Christine, Marie-Hélène et Philippe. Les enfants de René Audran.

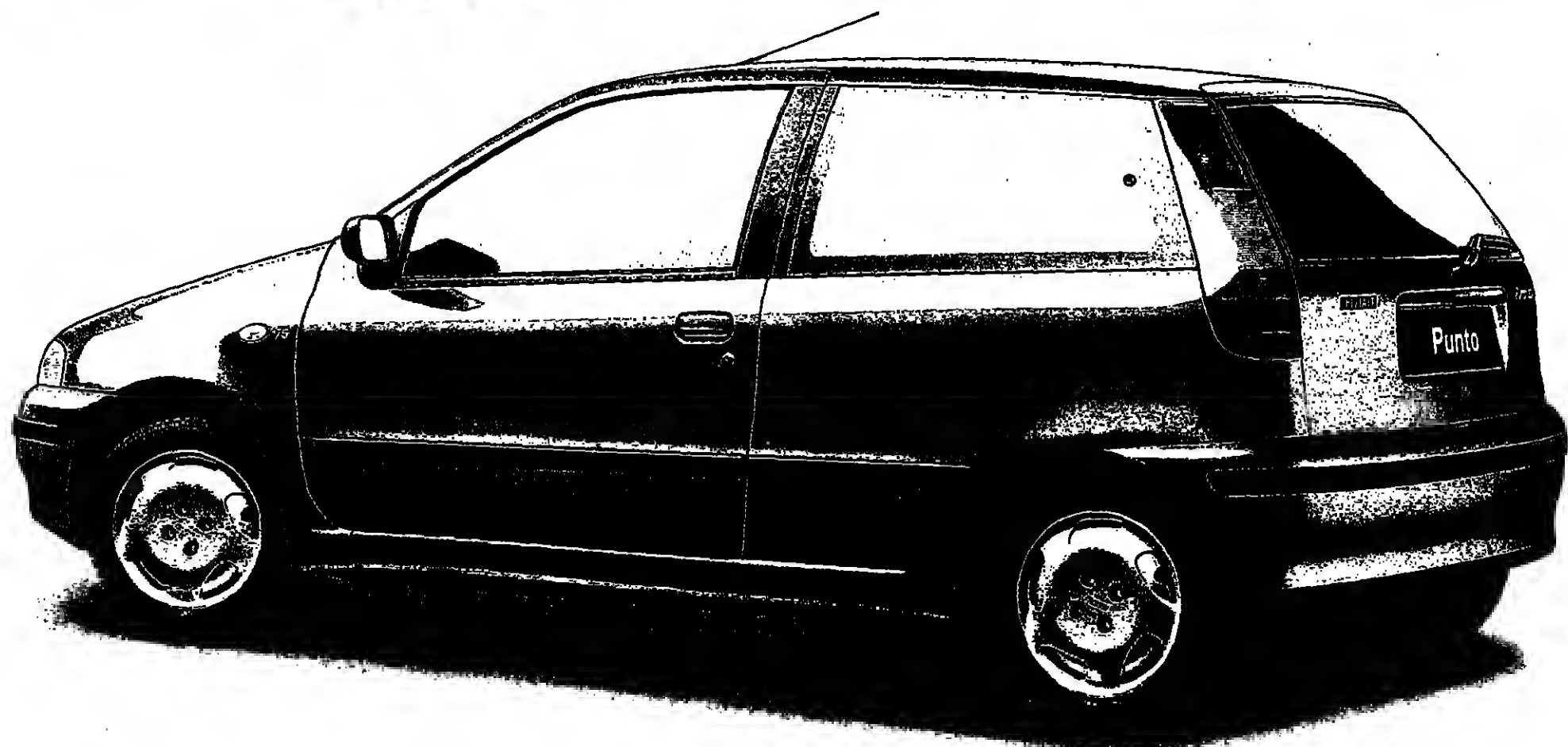
LAURENT GRELSAMER

Le Syndicat de la magistrature critique le projet de nomination de Monique Guemenn. — Dans un communiqué diffusé jeudi 12 novembre, le Syndicat de la magistrature (SM, de gauche) critique le projet de nomination qui vise l'actuel procureur général près la cour d'appel de Nîmes, Monique Guemenn (le Monde du 13 novembre). Le ministre de la justice souhaite nommer cette ancienne vico-présidente du SM avocat général à Paris. « Cette décision projetée alors que l'intéressée

n'a formulé aucune demande, ni exprimé aucun accord, ne s'inscrit manifestement pas dans l'intérêt du service, note le SM. Aussi, elle ne peut dès lors procéder que de la volonté délibérée d'évincer un chef de cour au mépris des garanties attachées à la nomination des magistrats du parquet. » Le SM estime que cette « mutation autoritaire » est « significative d'une conception « préfectorale » tendant à faire du parquet la simple courroie de transmission du pouvoir politique. »

10 AU 20 NOVEMBRE 1993.

LES DIX PREMIERS JOURS DE L'ERE PUNTO.



VENEZ DÉCOUVRIR L'AUTOMOBILE QUI RÉPOND À VOS QUESTIONS SUR L'AUTOMOBILE.

Toutes les questions que vous vous êtes posées sur la sécurité, le confort, sur le tempérament, sur l'esthétique, ou sur l'environnement,

Fiat se les est posées également et y a répondu en concevant une nouvelle voiture. Aujourd'hui existe la réponse à toutes les questions

sur l'automobile : la Fiat Punto. Une réponse en 21 versions 3 et 5 portes, en 6 motorisations dont une turbo diesel, en 13 coloris

et en 4 niveaux d'équipement. Venez la découvrir et l'essayer chez votre concessionnaire. Avec Fiat, vivez les dix premiers

jours de l'ère Punto. Fiat Crédit France finance votre Fiat. Pour tout renseignement 3615 FIAT. IL Y A UNE FIAT DANS MA VIE.

FIAT PUNTO

FIAT

ÉDUCATION • CAMPUS

M. Fillon précise ses projets universitaires

Le ministre de l'enseignement supérieur a profité du débat sur le projet de budget à l'Assemblée nationale pour préciser bon nombre de ses initiatives

Au-delà des tensions de l'actuelle rentrée (le Monde du 15 novembre), l'examen, lundi 15 novembre, par l'Assemblée nationale du projet de budget pour l'enseignement supérieur et la recherche a été l'occasion pour François Fillon, de préciser sa politique sur un certain nombre de points, d'apporter des éclaircissements sur les orientations annoncées, le 9 novembre, devant la conférence des présidents d'université, et d'esquisser de nouveaux chantiers.

Le dossier le plus politique, tant il a suscité de polémiques, de réformes, de projets et de fausses manœuvres depuis vingt ans, est celui des structures de l'université. Le ministre de l'enseignement supérieur y est longuement revenu en soulignant que « renoncer à agir sur l'organisation même de l'université et de la recherche reviendrait à renoncer à l'essentiel ». A ses yeux, en effet, la France connaît actuellement l'afflux le plus massif de son histoire aux portes de l'enseignement supérieur, puisque ses effectifs sont passés de un à deux millions d'étudiants, toutes formations supérieures confondues, entre 1980 et 1993.

« L'institution universitaire est ainsi confrontée à une mutation sans précédent vers l'université de masse. Les gouvernements de la majorité précédente ont été obligés de trouver des réponses à ce défi. (...) Beaucoup de ces mesures étaient nécessaires. Mais par conservatisme et corporatisme, on a renoncé à poser la question-clé : les structures et le fonctionnement de l'institution universitaire sont-ils adaptés aux conditions économiques et culturelles de notre temps ? ». A cette interrogation, la réponse est claire : « La mutation en cours impose souplesse, flexibilité, adaptation dynamique, alors que le système universitaire français reste figé depuis 1984, à tel point qu'on se demande aujourd'hui s'il n'est pas impossible de le réformer ».

Autrement dit, la politique



contractuelle mise en place, depuis 1989, entre l'Etat et les universités – quels qu'en soient les mérites – ne suffit pas, selon M. Fillon, pour faire évoluer suffisamment le système. Il est donc revenu sur son intention de préparer un projet de loi qu'il demandera au Parlement au printemps prochain. Comme dans le texte de loi voté par le Parlement en juillet dernier et révisé, quelques semaines plus tard, par le Conseil constitutionnel, il s'agit toujours de permettre aux sept universités nouvelles créées depuis 1991 de conserver leur statut dérogatoire à la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur, et d'offrir à d'autres universités la possibilité d'expérimenter de nouvelles formules.

Après avoir, au creux de l'été, envisagé de reporter l'examen de ce dossier après 1995, le ministre paraît donc désormais décidé à ne pas renoncer à cette revendication permanente de sa majorité, impitoyable jusqu'à l'obscure de casser le cadre de la loi Savary. Quitte,

Le prolongement d'Universités 2000

L'autre dossier sensible sur lequel est revenu le ministre est l'avenir de la politique contractuelle entre l'Etat et les universités – notamment en matière d'emplois – qu'il avait abordé, il y a une semaine, devant les présidents d'université. Dénonçant « l'effort budgétaire mécanique » qui a prévalu, à ses yeux, au cours des dernières années, il entend « rompre avec un raisonnement purement quantitatif, pour concentrer les emplois nouveaux dans les établissements manifestement sous-encadrés ».

Cela, a-t-il ajouté, « ne signifie nullement l'abandon de la politique contractuelle que j'entends au contraire renforcer ».

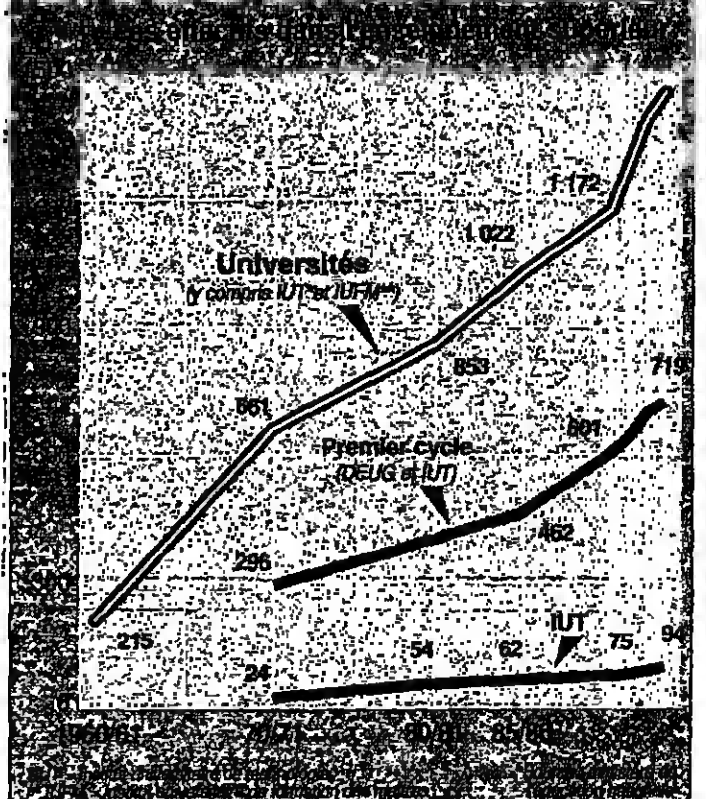
Désormais, souligne le ministre, « la création d'emplois respectera quatre principes : la correction des inégalités d'encadrement, la transparence, la concertation avec les présidents et directeurs d'établissements et la prise en compte des besoins spécifiques en matière de recherche », ce dernier critère signifiant que « dans des domaines d'excellence reconnus, nous pourrions attribuer des postes même s'il n'y a pas de problème particulier d'encadrement », comme cela a été précisé en réponse à une question de Yves Fréville, député (UDF) d'Ille-et-Vilaine. En outre, M. Fillon a précisé, dans le cours du débat, que l'attribution de moyens nouveaux – notamment des emplois de non-enseignants – pourrait également être liée à une meilleure utilisation des locaux. Et il en a évoqué la possibilité de « certains redéploiements » au détriment des universités les mieux loties.

On peut toutefois noter que le critère des inégalités d'encadrement et celui des besoins spéci-

ficavisse donc de l'adapter, en concertation avec les présidents d'université.

Le dernier grand chantier est celui des constructions et des investissements engagés dans le cadre du plan « Universités » 2000. Après avoir rappelé son engagement à rattraper les retards de ce programme et à boucler en 1995 l'ensemble des opérations prévues pour les universités de province (et d'ici à 1998 pour l'Ile-de-France), il a tracé les grandes lignes de « l'après-Universités 2000 ».

« Au-delà de la réalisation du plan actuel », a annoncé le ministre, « j'ai décidé de lancer un nouveau programme de constructions universitaires et la part de l'Etat devrait dépasser trois milliards de francs pour le financement d'opérations nouvelles. Par ailleurs, j'ai demandé au premier ministre de disposer chaque année d'une dotation complémentaire, non contractuelle, de manière à réaliser les opérations qui n'auraient pas été intégrées dans les contrats de plan Etat-région ».



ques de la recherche sont déjà à la base de la répartition des emplois dans le cadre de la politique contractuelle, en tout cas au cours des deux dernières années, sinon dans la première vague de contrats. Ne plus prendre d'engagements en matière d'emplois dans ces contrats revient donc bien à remettre en cause la dynamique engagée et les relations de confiance nouées, dans ce cadre, avec les présidents d'université.

Enfin le nouveau mode de répartition des crédits de fonctionnement des établissements, mis en œuvre depuis deux ou trois ans dans le cadre du dispositif « Sermemo » et destiné à tenir compte de manière beaucoup plus précise des coûts différenciés des disciplines et des cycles, ne semble pas emporter l'adhésion du ministre. Ce dernier estime, en effet, que ce dispositif est « extraordinairement rigide ». Il

gion ou que l'urgence révélera indispensables.

Les grandes orientations de ce prolongement d'« Universités » 2000 s'inscriront dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, dont le ministre de l'enseignement supérieur « peut devenir l'un des acteurs structurants ». Le « pari » consiste notamment à limiter à 20 % des effectifs nationaux le nombre d'étudiants inscrits dans les établissements d'Ile-de-France à l'horizon 2010, contre 25 % aujourd'hui. « A cette fin, la part des investissements réservés aux universités et établissements de province dépassera 80 % ».

Structures, emplois nouveaux et constructions à l'horizon 2000 : une chose est sûre, c'est sur ces trois terrains que sera jugée l'action du gouvernement.

GÉRARD COURTOIS

Lycéens en panne de stage

En Bretagne, les élèves des filières professionnelles dénoncent la difficulté de trouver des entreprises d'accueil

Quand la plupart des étudiants et des lycéens réclament, aujourd'hui, « des locaux et des profs », les élèves des lycées professionnels bretons, eux, veulent... des stages. La semaine dernière, un millier d'entre eux, à Rennes, quelques centaines à Saint-Brieuc, Quimper et Dinan, ont manifesté leur mécontentement dans la rue.

Au départ, c'est l'annonce de nouvelles règles de répartition des crédits couvrant, dans le budget des établissements, les frais de déplacements et d'hébergement liés à l'organisation des stages en entreprise (obligatoires dans certaines filières) qui a mis le feu aux poudres. Antérieurement remboursés sur présentation de factures, les frais devaient être aujourd'hui en tenant compte de critères propres à chaque établissement (éloignement, discipline et effectifs concernés). L'objectif, explique-t-on au rectorat, est de « sensibiliser les lycées à une meilleure gestion de ces crédits ».

Mais en allant manifester devant la Chambre régionale de commerce et d'industrie, les élèves de filières professionnelles ont également protesté contre « le nombre insuffisant de places de stages ». La généralisation de l'alternance en lycée professionnel décidée en 1991 (et étendue, cette année, notamment aux secteurs du bâtiment et de la vente), la relance de l'apprentissage et la multiplication des stages à tous les niveaux d'études, du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) au brevet de technicien supérieur (BTS), crée effectivement des tensions. Même si cette année, explique le rectorat de Rennes, le problème n'a réellement été posé que pour une poignée d'élèves de productive en panne de stages.

En Bretagne, bien que les effectifs des lycées professionnels s'effritent un peu plus chaque année (- 5 % en 1986 à 1992), le nombre des élèves censés faire un stage en entreprise ne cesse d'augmenter.

Sur 40 000 lycéens professionnels, ce sont aujourd'hui près de 20 000 élèves qui doivent trouver un lieu d'accueil, dont 7 000 pour lequel le stage est obligatoire et fait partie intégrante du cursus scolaire. Les élèves préparant un baccalauréat professionnel, par exemple, doivent effectuer un temps de formation de seize semaines, répartis sur leur deux années de formation. Et ces seuls baccalauréats professionnels, créés en 1985, drainent aujourd'hui près de 3 000 élèves dans l'académie de Rennes.

Aux élèves des filières professionnelles s'ajoutent, pour ces recherches de stages, 10 000 apprentis bretons – même si leur nombre a baissé de 2 % en six ans –, au moins autant de jeunes bénéficiant des dispositifs d'insertion professionnelle (entre autres les contrats de qualification), et 6 000 étudiants du technique supérieur... Sans compter les demandes de stages dits « d'observation », qui commencent dès la classe de troisième.

« Les limites du supportable »

Quoique le manque de stages, généralement maîtrisé en lycée professionnel par les enseignants et les chefs de travaux, dépende étroitement du secteur d'activité, ces chiffres sont à mettre en parallèle avec la capacité d'accueil des entreprises, que tous s'accordent à dire « hypersollicitées », tant au niveau des embauches que des stages. La Bretagne compte 9 000 entreprises de 10 à 100 salariés et moins de 500 de plus de 100 salariés.

La situation inquiète d'ores et déjà nombre de responsables locaux. Pour le conseil régional de Bretagne, qui vient de réactualiser récemment son schéma de formations, la situation a atteint « les limites du supportable ». Dans leurs nouvelles orientations à l'horizon 1995, les élus régionaux, qui ont désormais la charge de la coé-

rence de la carte des formations professionnelles, – loi quinquennale sur l'emploi oblige – indiquent tout net qu'il faut marquer un coup d'arrêt à la pratique actuelle et pointer du doigt tout à la fois « l'absence d'interlocuteur adulte susceptible d'expliquer les finalités de cette alternance ou la nature des tâches pouvant être confiées à des jeunes » et le défaut de cohérence des calendriers de demandes de stages, « trop directement liées aux vacances scolaires ».

Aussi le conseil régional met en garde : « La réussite de cette alternance ne réside pas dans la qualité de semaines passées en dehors de l'établissement, mais dans la qualité du séjour effectué dans l'entreprise (...). Il s'agit de définir, entre partenaires, un cahier des charges où chacun trouve son compte : l'élève une pratique professionnelle qui valide et prolonge l'enseignement théorique reçu, tout en le préparant à un futur poste de travail, l'entreprise, une activité de formation qui permette à ses cadres de maîtriser la transmission des savoir-faire tout en bénéficiant d'un regard neuf de la part des stagiaires, l'établissement enfin, dont les professeurs en observant les tâches confiées et les postes occupés par les élèves, pourront enrichir le contenu de leurs cours et actualiser leur enseignement ».

Et le Conseil régional de conclure : « Seul une contractualisation de ces points d'accord, est de nature à garantir la qualité d'une telle mesure, de changer positivement l'image de l'établissement et d'amorcer une relation de partenariat durable avec l'entreprise. »

Faute de quoi, comme l'indique l'un de ses responsables, « la belle idée des stages mourra à coups de circulaires voulant la démultiplier ».

J.-M. DY.

Promesse de Béarnais

Ce fut, il y a tout juste trois semaines, une longue trêve à la Cyrano, un dithyrambe, une déclaration d'amour. L'espace d'un long discours, prononcé en français puis en béarnais, François Bayrou, très peu ministre de la République mais tellement président du Parlement de Navarre, s'adressait, chez lui, en terre paloise, aux associations de défense et de promotion de la culture béarnaise, gasconne et occitane réunies. A cent lieues des bastilles jacobines, l'agréé de lettres et dit, en mots choisis, son amour du pays et de la langue : « Les hommes ont besoin de se souvenir de ce qu'ils sont et d'abord, sachant où ils veulent aller, savoir d'où ils viennent ». « Je ne suis pas moins français, a précisé le ministre, amoureux que je suis de la langue française, en essayant de parler à nouveau la langue des pères et des mères qui ont fait ce que je suis ».

Fort de ces racines, François Bayrou, qui est aussi président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, annonçait qu'« une ère nouvelle, celle de la reconnaissance (des langues et cultures régionales) » était née. Déjà en juillet, il avait reçu très symboliquement l'Académie de la langue basque et souligné qu'il ne voyait pas « au nom de quel dilemme celui qui se bat pour la réintroduction des humanités classiques, déclarerait que le latin et le grec sont un trésor et que la langue qui les précède ne mérite pas un effort semblable ». Les langues régionales hic et nunc : telle est donc la devise du Béarnais.

Mais les avis, on le sait, sont partagés. D'un côté, on loue l'engagement ministériel à défendre les droits des minorités. Et l'on rappelle ce droit « imprescriptible » à la pratique des langues régionales « dans la vie publique et privée », contenu dans la Convention européenne des langues régionales et minoritaires, établie en 1992 par le Conseil de l'Europe, mais que le Français n'abandonne courtoisement à ne pas vouloir ratifier. De l'autre, on peaufine contre ces emblèmes régionaux, tout en se frottant les mains à l'évocation de bons souvenirs : ce jour de juin, par exemple, où François Bayrou lui-même fut mis en minorité par les conseillers généraux de sa propre majorité sur la vote de subventions à la fédération des ikastolas (écoles basques).

Affectations spécifiques ?

Aussi, de la plaine du Gave, de Montoya ou de Pau, attendait-on avec impatience les mesures de l'enfant du pays. « Je veux proposer une nouvelle politique d'affectation des enseignants, a dit le ministre, afin que la connaissance d'une langue régionale, prouvée par un diplôme universitaire, puisse donner une priorité à une affectation dans sa région ». « Nous avons besoin de professeurs d'ocitans (...) mais aussi de professeurs de mathématiques, de physique, d'histoire, de latin et de grec qui savent assez d'occitan pour enseigner s'il le faut leur discipline en occitan ». Il suffisait d'y penser.

Il existerait dès lors deux possibilités d'échapper au sacro-saint « mouvement national » des affectations d'enseignants en collège et en lycée : opter pour, se languer régionale ou pour... un établissement « sensible » d'un quartier « difficile ». Alsacien, Basque, Breton, Catalan, Corse ou Occitane exceptées, qui veut se radier au ministériel panache blanc ?

JEAN-MICHEL DUMAY

PUNTO.



R L'AUTOMOBILE.

4 V A 1100 CM3 DANS MA VIE

FIAT

LE MONDE diplomatique

« Des jeux vidéo au multimédia... de la passion aux loisirs »

Un débat animé par Ingrid Carlander, le Monde diplomatique avec Catherine Bédarida, le Monde de l'éducation Sébastien Hamon, Joystick Joypad

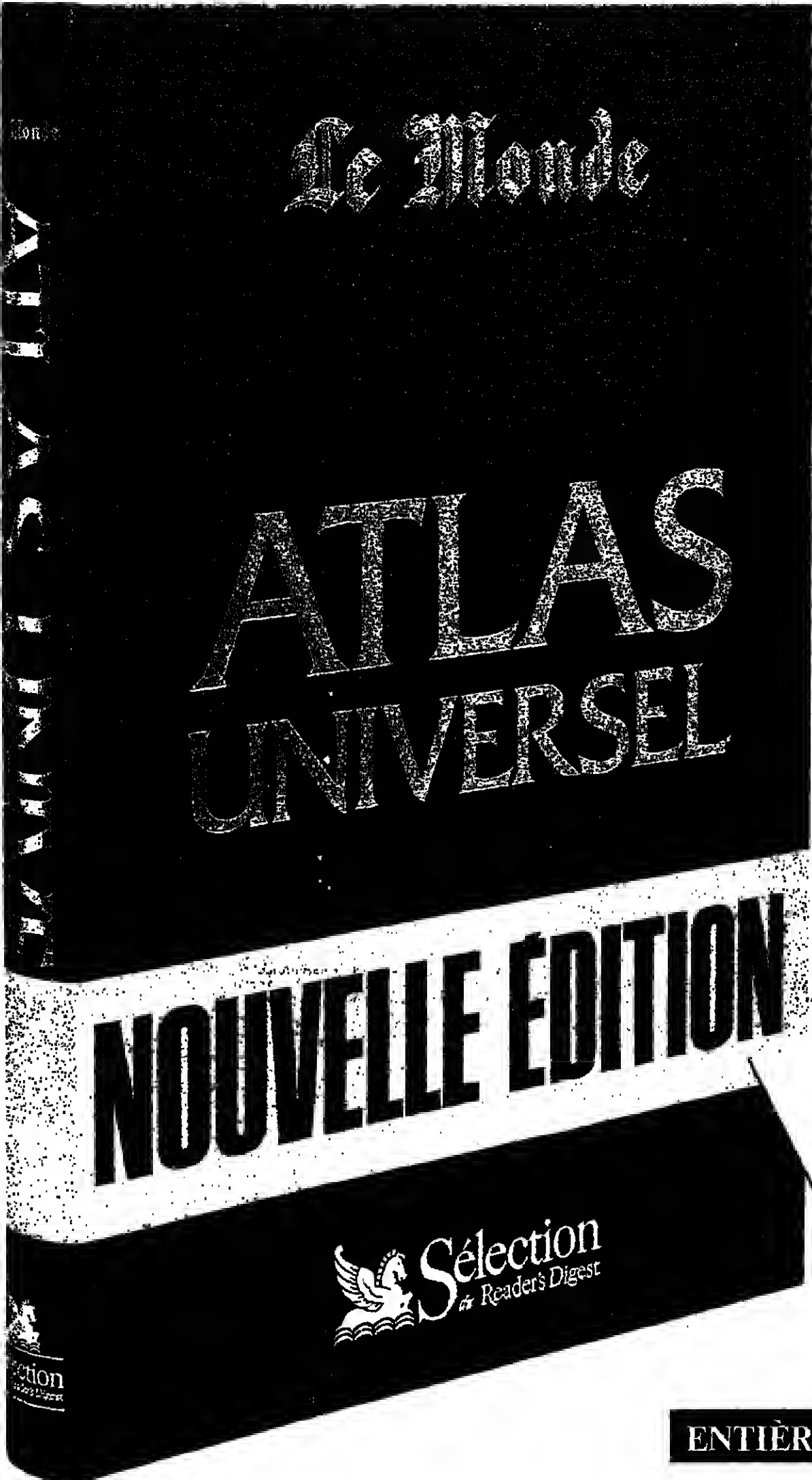
Alain Le Diberder, France Télévision Christine Sabrié-Lelong, psychologue, psychothérapeute Frédéric Vasseur, journaliste

vendredi 26 novembre 1993 à 15 heures au

SALON DE LA HIGH-TECH DE LOISIRS SUPERGAMES

Parc des expositions de Paris - Porte de Versailles - hall 7-2

مكتبة الامم المتحدة



Le Monde

ATLAS

UNIVERSEL

NOUVELLE ÉDITION

Sélection de Reader's Digest

Atlas universel

LA RÉFÉRENCE

FORMAT GÉANT
30,5 cm × 45,5 cm

Volume relié.
520 pages dont
229 pages de cartes en 8 couleurs.
48 pages de cartes thématiques.
Echelles du 1/10.000 au 1/270.000.000.
Index de plus de 210.000 noms.

**AVEC 14 PAGES DE CARTES SPECTACULAIRES
DU RELIEF DE LA TERRE.**

ENTIÈREMENT REMIS À JOUR.

L'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST et l'expérience d'un célèbre éditeur cartographique John Bartholomew, font de l'Atlas universel l'ouvrage de référence.

Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable de la Terre, pour vous aider à mieux comprendre le monde contemporain.

C'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil culturel indispensable.

D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et extrêmement dense, il permet d'embrasser d'un même regard, un maximum d'informations.

Luxeux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Sélection de Reader's Digest

Le Monde

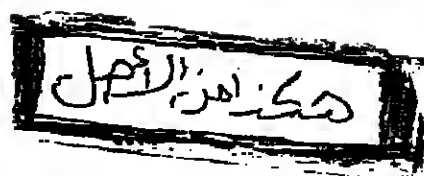
LE MONDE A PLEINE PAGE

AGENCE EPHVRA - 30.59.53.43

COMMUNICATION

... et celle de la cantatrice Lucia Popp
La pureté stylistique en héritage

OUR.



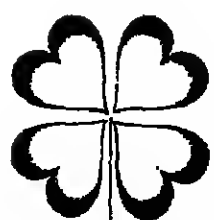
(Publicité)

MES 900 ENFANTS ONT PLUTÔT BIEN RÉUSSI.

De l'obscurité des heures les plus noires de mon existence m'est venue une idée lumineuse comme l'espoir : aider un jeune à vivre sa vocation en lui donnant les moyens de la réaliser. Ainsi est née la Fondation de la Vocation, que j'ai créée en 1960. Trente-trois ans après, ils sont neuf cents lauréats que la Fondation, grâce à ses membres bienfaiteurs, a aidés à réussir dans tous les domaines de l'intelligence, du courage et de l'imagination. Je les considère un peu comme mes enfants, mais en fait, ils sont aussi les vôtres, car ils portent en eux notre avenir avec une ténacité et une passion magnifiques. Les aider en aidant la Fondation, c'est vous aider vous-même en goûtant l'immense fierté d'être des parents comblés.

LE JURY DE LA FONDATION DE LA VOCATION EXAMINE CHAQUE ANNÉE ENVIRON CINQ MILLE DOSSIERS DE CANDIDATURE PARMI LESQUELS SONT CHOISIS VINGT LAURÉATS. OUTRE UNE BOURSE DE QUARANTE MILLE FRANCS, LES LAURÉATS BÉNÉFICIERONT PAR LA SUITE DU PARRAINAGE ACTIF DE LA FONDATION. SUR L'ENSEMBLE DES NEUF CENTES BOURSES DÉLIVRÉES DEPUIS SA CRÉATION, SEIZE DOMAINES D'ACTIVITÉ ONT ÉTÉ AINSI ENCOURAGÉS : AÉRONAUTIQUE (31), AGRICULTURE (36), ARTISANAT (95), ARTS PLASTIQUES (64), DIVERS (94), RECHERCHES ET ÉTUDES (49), INFORMATIQUE (8), LITTÉRATURE (30), MÉDECINE (70), MUSIQUE (110), NATURE (37), PHOTOGRAPHIE ET CINÉMA (42), RÉÉDUCATION (36), SCIENCES ET RECHERCHE (147), SPECTACLE ET THÉÂTRE (30), SPORT (21).

Marcel Bleustein-Blanchet



FONDATION MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET POUR LA VOCATION

60, avenue Victor-Hugo • 75116 PARIS • (1) 45 01 29 28 • CCP PARIS 7502.05W

ÉCONOMIE

Le projet d'accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique

Un marché de 360 millions d'Américains

Suite de la première page

■ **TRANSITIONS.** Avec l'ALENA, traité de libre-échange signé le 17 décembre 1992 par MM. Bush, Salinas et Mulroney, entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, sur lequel les membres de la Chambre des représentants sont appelés à se prononcer mercredi 17 novembre, la puissance américaine emorçait une double transition. Transition vers une économie plus productive d'une part, plus ouverte sur le reste du monde d'autre part.

■ **LE RETOURNEMENT CANADIEN.** Après avoir été très critique sur l'ALENA, Jean Chrétien, le nouveau premier ministre libéral du Canada, s'est dit prêt à entamer des négociations avec le Mexique pour signer un traité bilatéral, en cas de non-ratification de l'accord par le Congrès américain.

■ **UNE NÉCESSITÉ POUR LE MEXIQUE.** Un rejet de l'accord par les Américains remettrait en cause la politique de libéralisation et d'ouverture de l'économie mexicaine menée par le président Carlos Salinas.

L'ALENA vient encore renforcer les garanties de leurs investissements, sans trop accroître le coût local de la production de l'environnement. Les syndicats et, avec eux, nombre de salariés des industries traditionnelles (textile, transports, agroalimentaires...) craignent des délocalisations massives : l'Amérique a aussi son « syndrome Hoover » - du nom de cette entreprise qui a décidé de transférer son activité de France en Bosnie pour tirer parti de salaires moins élevés (le Monde-Economies du 16 novembre). Au-delà, les économistes syndicaux affirment que les bas salaires mexicains constitueront une pression directe, à la baisse, sur les salaires versés aux Etats-Unis mêmes.

Les partisans de l'ALENA sont animés, de leur côté, par un autre « syndrome Hoover » - du nom du président américain qui avait accepté, dans sa recherche d'une issue à la crise de 1929, un relèvement des tarifs douaniers, avec les conséquences dépressives que l'on sait. Pour eux, les risques de délocalisation sont faibles : les industriels ne déterminent plus leurs installations à partir du seul critère du salaire, mais aussi en tenant compte de la proximité des approvisionnements et des marchés, de la qualité des infrastructures, de celle de la main-d'œuvre. Et c'est surtout aujourd'hui la productivité du travail qui joue un rôle décisif. Or, en ce domaine, les Etats-Unis conservent un large

avantage : la productivité y est au moins cinq fois supérieure à celle du Mexique. Au-delà, les partisans de l'ALENA expliquent que l'ouverture du marché mexicain (85 millions de consommateurs potentiels) va permettre à l'Amérique d'accroître encore ses exportations vers le Sud et de créer, dans ce but, de nouveaux emplois.

Les avocats du « non » dénoncent donc « les emplois qui vont quitter le Midwest pour le Yucatan, accélérant ainsi encore la désindustrialisation de l'Amérique ». Ceux du « oui » annoncent « la création d'autres emplois, plus qualifiés et mieux payés, dans l'Oregon pour alimenter les supermarchés de Mexico ». En fait, les uns et les autres ont chacun une part de la vérité. Les cinq dernières années en témoignent : sans être lié par aucun accord, le Mexique a, sous l'impulsion de son président, M. Salinas, ouvert son économie. Et l'on a bien assisté aux deux évolutions annoncées : des transferts d'activité au sud du Rio Grande dans des industries mobilisant une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée, et une progression spectaculaire des exportations américaines vers le Mexique qui a contribué à la création d'emplois sur le territoire nord-américain.

La mise en œuvre de l'ALENA achèvera cette ouverture. Quel en sera l'effet global sur l'emploi aux Etats-Unis ? La véritable bataille de chiffres à laquelle cette interrogation a donné lieu n'a fait qu'augmenter la confusion. De multiples études économiques ont été réalisées. Le vice-président Al Gore a, à cet égard, dit 22, dont 22 démontrent que, globalement, l'ALENA contribuera à une augmentation nette des emplois aux Etats-Unis. Une seule étude prévoit une perte nette, de l'ordre de 500 000 emplois, sur les années à venir, les autres envisageant des gains de 200 000 environ. Des chiffres en définitive totalement marginaux, toujours inférieurs à 0,5 % de la population active totale américaine et qui, autorisent, par ailleurs, un économiste comme Sydney Weintraub, du Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS) à affirmer que « l'ALENA n'aura aucun effet sur le nombre d'emplois aux Etats-Unis ».

En éliminant les droits de douane, en facilitant la circulation des marchandises et des capitaux, en stimulant la concurrence et en favorisant des économies d'échelle, la constitution d'un vaste marché devrait profiter aux trois pays de la zone. A des degrés divers cependant. C'est ainsi que l'ouverture complète du marché mexicain ne devrait avoir que des conséquences minimales pour l'économie américaine - le supplément de revenu attendu étant, dans les études les plus sérieuses, 0,1 % de PNB. Si, dans leur grande majorité, les économistes se sont pourtant affichés en faveur de l'ALENA, c'est que cet accord est, selon eux comme pour Bill Clinton et ses prédécesseurs à la Maison Blanche, l'occasion d'accroître la transition dans laquelle est engagée l'économie américaine et d'affirmer,

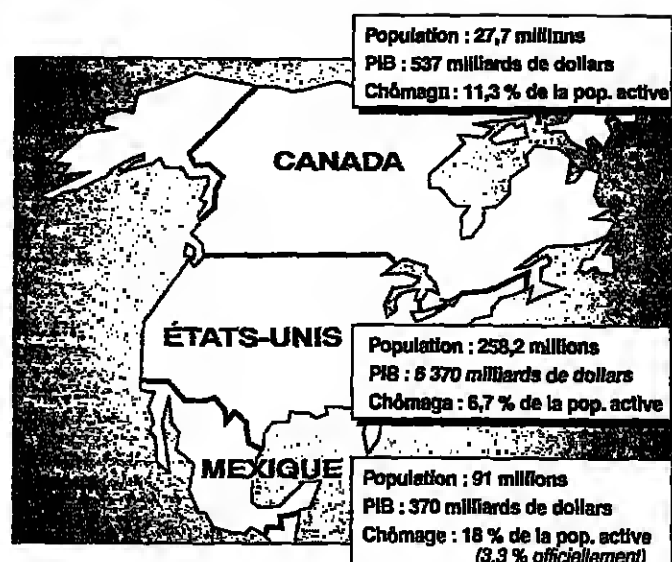
pour les Etats-Unis le choix de l'ouverture, de la concurrence internationale et du libre-échange.

Le Mexique menace les emplois non qualifiés et mal payés, encore nombreux dans l'industrie américaine ? « Le vrai danger pour les emplois américains », répond Lee Iacocca, ex-président de Chrysler, chargé par Bill Clinton d'animer la campagne en faveur de l'ALENA, « c'est bien plutôt le Japon et les nouvelles technologies ». L'alliance avec le Mexique et, accessoirement, le Canada, devrait permettre aux Etats-Unis de concentrer leurs efforts sur les industries de demain et d'accélérer la reconversion en cours de leur économie. Sur ce plan, le président américain n'a guère été convaincant : il avait promis, lors de la campagne présidentielle, un effort exceptionnel en faveur de l'éducation, de la formation et de la qualification professionnelle, d'une part, une véritable politique industrielle, de l'autre. Sur ces deux plans, il est resté bien timide jusqu'à présent. Il n'a pu annoncer, en outre, qu'un plan d'urgence très modeste (140 millions de dollars) destiné à aider à la reconversion des personnes licenciées en raison de l'accord de libre-échange.

Après le NAFTA, NAFTA et le GATT

Traduisant la volonté de poursuivre la transition en cours de l'économie américaine, l'ALENA est aussi le signe d'un choix, celui du libre-échange et de la concurrence internationale. Au lendemain de son élection à la Maison Blanche, Bill Clinton aurait, dit-on, quelque peu hésité entre protectionnisme et libre-échange. En définitive, sur ce dossier nord-américain, les habits de son prédécesseur, George Bush, il a rejeté l'option protectionniste que lui recommandaient pourtant certains de ses amis politiques. « Pour les Etats-Unis, l'ALENA est essentiellement une question de politique étrangère plus qu'un dossier économique », affirme Paul Krugman, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT). L'accord est en tout cas devenu un symbole pour le rôle que les Etats-Unis entendent jouer dans l'économie internationale. Première puissance économique mondiale, l'Amérique devrait montrer, à travers l'ALENA, que le désarmement douanier généralisé est la voie la plus favorable à la croissance et à la prospérité des nations.

Elle se doit de donner l'exemple, avec ses voisins les plus proches d'abord. Si l'ALENA affecte peu globalement l'économie américaine, l'accord est en revanche très important pour l'économie mexicaine : il vient conforter une stratégie économique d'ouverture mise en œuvre, avec quelque succès jusqu'à présent, par le président Salinas depuis 1988. Reconnaissant que le Mexique n'était pas, pour lui et ses amis démocrates, un modèle économique et social (le pouvoir financier y est très concentré, la pauvreté encore très étendue, le travail des enfants une pratique courante, les droits syndicaux et sociaux très restreints), Bill Clinton a pourtant jugé préférable de soutenir les réfor-



mations libérales au pouvoir à Mexico. Il est désormais convaincu que c'est en aidant les pays sous-développés à ouvrir leurs économies que les Etats-Unis peuvent les aider à sortir de leur misère.

Le message n'a pas, naturellement, le Mexique comme unique destinataire. C'est l'ensemble de l'Amérique centrale et latine qui est concerné. L'ALENA y est partout perçu comme un encouragement à poursuivre les politiques de réformes engagées dans ces pays depuis le milieu des années 80. Plusieurs nations, dont le Chili, souhaitent déjà rejoindre rapidement la nouvelle zone de libre-échange. Au-delà, le symbole libre-échangiste contenu dans l'ALENA s'adresse aussi aux autres nations commerçantes du monde. « Derrière le NAFTA (l'ALENA en anglais), il y a peut-être l'AFTA (Asian-Pacific Free Trade Agreement), il y a surtout le GATT », observe un expert européen à New-York. Imagine-t-on alors Mickey Kantor demandant à Sir Leon que l'Europe ouvre ses frontières, alors même que les Etats-Unis auraient refusé d'ouvrir les leurs au Mexique ? L'accord de libre-échange, sur lequel les membres de la Chambre des représentants américains se prononceraient mercredi 17 novembre, est donc

beaucoup plus important par ce qu'il représente que par ce qu'il est réellement. Qu'il soit adopté ou non, le Mexique ne manquera que marginalement l'emploi américain. Dans toutes les hypothèses, les liens économiques entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique seront appelés, inévitablement, à se renforcer dans l'avenir géographique oblige. Le rejet de l'ALENA ne ferait qu'en ralentir le développement.

En se prononçant sur cet accord, les parlementaires américains étaient en revanche appelés à donner une indication claire sur l'orientation commerciale de la première puissance économique mondiale. L'adoption de l'ALENA renforcerait la crédibilité libre-échangiste des Etats-Unis et sans doute, de ce fait, son rôle dans l'organisation de l'économie mondiale de l'après-guerre froide. Son rejet pourrait amorcer une montée généralisée des protectionnismes partout dans le monde. Les emplois américains - comme ceux des autres pays - seraient, pour le coup, réellement menacés. L'ALENA en est une nouvelle démonstration : le symbole est parfois plus important que la substance réelle.

ERIK IZRALEWICZ

Salaires : un écart de 1 à 7

Un salarié de l'industrie américaine est payé au minimum 4,25 dollars l'heure (25 francs français), alors que le salaire minimum officiel mexicain est de 58 centes (3,50 francs) : un écart de 1 à 7. Le salaire horaire moyen dans l'industrie est aux Etats-Unis de 16,17 dollars, alors qu'il est au Mexique de 2,35 dollars : l'ouvrier américain perçoit donc en moyenne 6,88 fois plus que son homologue de l'autre côté du Rio Grande. Mais, alors que le salaire mexicain a augmenté au cours des dernières années (il a doublé en cinq ans), celui de l'Américain a baissé.

L'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) souligne ainsi que, alors que

l'économie américaine s'est ouverte (la part du commerce extérieur dans sa production est passée de 13 % en 1970 à 22 % aujourd'hui), le pouvoir d'achat du salaire horaire moyen des ouvriers américains a baissé pendant la même période de 10 %. C'est, pour les organisations syndicales, la preuve que l'ouverture économique est synonyme de baisse des salaires. Afin de répondre aux préoccupations du président démocrate Bill Clinton, le président mexicain, M. Salinas, a promis, dans le cadre des négociations sur les annexes sociale et écologique de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), d'indexer la progression des salaires à celle de la productivité.

Ottawa : en quête d'une annexe

Si le Congrès américain ne ratifie pas l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Canada étudiera la possibilité d'une entente bilatérale du même type avec le Mexique. Tel est au moins ce que déclare, lundi 15 novembre, à Toronto, Roy Mac Laren, ministre du commerce international du nouveau gouvernement fédéral canadien.

A première vue, ces propos ont de quoi surprendre : le premier ministre Jean Chrétien, dont le Parti libéral a remporté les élections générales du 25 octobre, fut l'un des plus virulents pourfendeurs de l'ALENA, lorsqu'il était dans l'opposition.

Pour un accord bilatéral avec le Mexique

Durant sa campagne, il réclamait encore une « renégociation » de l'ALENA dans un sens plus favorable aux intérêts canadiens, pour conforter les inquiétudes d'une bonne partie de ses électeurs. Ces derniers sont convaincus que le traité de libre-échange entré en vigueur en janvier 1989 entre les Etats-Unis et le Canada n'a fait qu'aggraver la récession dont souffrent leur pays la même année.

Le ton s'est considérablement

modifié depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe : le Canada, a indiqué M. MacLaren, pourrait se satisfaire d'une « annexe » à l'ALENA (du même type que celles obtenues par l'administration Clinton sur l'environnement notamment) portant la définition des notions de « dumping » et de « produits subventionnés ». Ottawa pourrait même se pencher de nouveau sur les discussions entreprises dans ce cadre du GATT aboutissant.

Les milieux d'affaires - et particulièrement l'organisation de Thomas d'Aquino regroupant les 150 plus importantes entreprises canadiennes - font ardemment pression pour la signature d'un accord bilatéral canado-mexicain en cas d'échec de l'ALENA. Selon eux, deux secteurs au moins auraient tout à y gagner : les électriciens de l'ouest canadien et l'industrie pétrolière de l'Alberta, qui multiplie les contacts avec Mexico au vu des prochaines adjudications de la Pemex, la compagnie nationale pétrolière mexicaine.

M. J.

CLÉS/ Comparaisons

■ **L'ALENA (ou NAFTA).** Signé le 17 décembre 1992, par le président américain George Bush, le président mexicain Carlos Salinas et le premier ministre canadien Brian Mulroney, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA, le sigle en anglais étant NAFTA) vise à la création de la plus vaste zone de libre-échange du monde (360 millions d'habitants) par la suppression progressive, étalée sur quinze ans, de tous les obstacles tarifaires et non tarifaires dans les échanges entre les trois pays, les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Après son élection à la Maison Blanche, Bill Clinton a négocié avec les deux autres partenaires deux accords complémentaires, l'un sur l'environnement, l'autre sur le travail, signés le 13 août 1993. Une fois ratifiés, l'ensemble de ces accords devraient être mis en application dès le 1^{er} janvier 1994.

■ **L'ALENA et l'Union Européenne.** L'accord de libre-

échange nord-américain n'est pas un traité d'intégration comme ceux qui organisent l'Union européenne. Il est moins ambitieux que le projet européen. Il ne vise pas à l'intégration économique et politique de plusieurs pays mais à la constitution d'une zone de libre-échange. Il n'envisage ni la création d'un tarif douanier commun vis-à-vis des pays tiers ni la définition d'une politique commerciale commune, ni la perspective d'une monnaie unique. Certains estiment cependant que le dollar américain est déjà la monnaie commune de l'ensemble régional.

■ **Les zones de libre-échange.** Plus nombreuses par sa population (360 millions d'habitants dans l'ALENA, 343 dans l'Union Européenne), la zone de libre-échange nord-américaine est un peu moins puissante par sa production globale que l'Union européenne (6,77 trillions de dollars contre 6,84 en 1992).

Vestige de la guerre froide, le COCOM (Comité de coordination du contrôle multilatéral des exportations, à destination des pays de l'ex-bloc communiste) va disparaître. Ses 17 pays membres (1), réunis mardi 16 novembre à La Haye, ont formellement décidé de la dissolution. Ils veulent lui substituer une structure entièrement nouvelle : ouverte aux ennemis d'hier, à commencer par la Russie, elle sera réorientée vers les pays d'où vient aujourd'hui la menace d'un accaparement commercial des produits occidentaux à des fins malignes, tels l'Irak ou la Libye.

LA HAYE

de notre correspondant
31 mars 1994 : telle est la date limite que les participants à la réunion de La Haye ont couché sur le faire-part du décès annoncé

Vestige de la guerre froide

Le COCOM se saborde

du COCOM, auquel leur président d'un jour, le Néerlandais Frans Engeling, a consacré une oraison funèbre des plus brèves, en substance : les temps ont changé. En revanche, ils n'ont rédigé, et laborieusement semblait-il, qu'un avis de naissance partiel pour l'organisation appelée à lui succéder : ni le nom, ni le siège, ni la date d'avènement ne sont encore connus. Toutefois, les contours qu'ils en ont esquissés montrent qu'une structure inédite est en cours de conception. Son but sera toujours de surveiller les ventes de biens stratégiques à des pays potentiellement mal intentionnés, mais tout le reste, qui est l'essentiel, va être refondu.

La « liste rouge » des produits sensibles aux yeux du COCOM actuel est un long document qu'un groupe de travail élaborera pour établir un nouveau « code » allant « du cœur » de biens militaires et des biens à usage mixte. Par ailleurs, la base por-

tante du COCOM sera élargie à des pays qualifiés de « pleinement coopératifs », tels ceux de l'AELE, la Nouvelle-Zélande ou Hongkong, mais surtout à la Russie.

Des négociations vont s'engager à très court terme avec Moscou, qui pourrait aller vite : Frans Engeling n'a pas exclu que la Russie soit un des membres fondateurs de la future organisation. Le chef de la délégation française, Frédéric Grasset, directeur des affaires économiques au Quai d'Orsay, s'est montré plus réservé, parlant d'« un signal adressé à la Russie ». Celle-ci devra en tout cas remplir les conditions d'adhésion posées par le COCOM-nouvelle version : « une législation et un système adéquats de contrôle des exportations (d'armes) et le respect de la non-prolifération ». Les anciens pays satellites de l'URSS savent donc à quoi s'en tenir : la porte leur est également ouverte, et leur retrait prochain de la liste des pays dans le collimateur du COCOM constituera

une invitation à la franchise. Quant à la Chine, M. Engeling a affirmé qu'elle serait « encouragée à participer aussi vite que possible ».

La dernière nouveauté, qui découle de la précédente, concerne la liste des pays ciblés : il n'y en aura plus, du moins pas de façon prévisible ; elle évoluera en fonction des risques que certains Etats représenteraient pour la sécurité. La responsable de la délégation américaine, Lynn Davis, a précisé que « l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord et la Libye étaient présents à l'esprit ». Une prochaine réunion constitutive du nouveau COCOM aura lieu en janvier mais celui-ci changera d'orbite : ayant évolué de 1950 à 1993 sur l'axe Ouest-Est, il va se positionner sur un axe Nord-Sud.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Les 16 pays-membres de l'Otan, à l'exception de l'Islande, ainsi que l'Australie et le Japon.

مركز العمل

ÉTRANGER

Accusé de ne pas investir suffisamment

Le patronat britannique reproche au gouvernement la faiblesse de sa politique industrielle

Le congrès de la CBI (Confederation of British Industry), qui s'est achevé, mardi 16 novembre, à Harrogate (West Yorkshire), a fourni l'occasion au gouvernement de déplorer que les chefs d'entreprise n'aient pas choisi d'utiliser l'avantage de la dévaluation de la livre pour investir davantage. Ceux-ci, de leur côté, se sont plaints de l'absence de politique industrielle du gouvernement.

HARROGATE

de notre envoyé spécial
Écouter John Smith, le chef du Parti travailliste, venir au secours du patronat en demandant au gouvernement de ne pas augmenter les charges des entreprises à l'occasion du budget qui doit être annoncé le 30 novembre avait de quoi réjouir Howard Davies, le directeur général de la CBI. Les propos du leader du Labour, qui était invité pour la première fois au congrès de l'organisation patronale, auraient pu être prononcés par la plupart des participants, inquiets à la perspective de voir le chancelier de l'Échiquier alourdir la fiscalité pour soulager la charge des finances publiques. « Ce n'est pas le moment », a souligné M. Smith, expliquant qu'une telle décision ne peut que ralentir les dépenses de consommation et donc nuire à la reprise de l'économie.

M. Smith n'a guère convaincu ses interlocuteurs lorsqu'il a regretté que le patronat persiste à s'opposer aux dispositions sociales du traité de Maastricht,

mais il s'est montré plus persuasif pour dénoncer le sous-investissement de la Grande-Bretagne, qu'il s'agisse de l'industrie, des infrastructures, de l'éducation ou de la formation. En se faisant l'avocat d'un « partenariat » entre patronat et gouvernement, John Smith a plutôt renoué son « examen de passage » devant une organisation traditionnellement hostile au programme économique de son parti.

Le patronat met l'accent sur une carence réelle lorsqu'il déplore l'absence de politique industrielle, mais celle-ci s'explique en partie par la philosophie économique du gouvernement, qui repose sur le désengagement systématique de l'État du tissu économique. La pierre d'angle de cette politique est plus que jamais la privatisation. Michael Heseltine, le ministre de l'Industrie et du Commerce, a confirmé qu'il reste à faire dans ce domaine, et le ministre de l'Éducation, John Patten, a souligné que les chefs d'entreprise disposaient d'un grand nombre d'« opportunités commerciales » dans le secteur dont il a la charge.

Une vaste loi de déreglementation sera examinée par le Parlement, qui devrait aller dans le sens d'une plus grande « flexibilité » de l'emploi. Le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, a annoncé une initiative visant à favoriser le financement privé de projets publics. Ce projet correspond au souci de voir l'État se transformer en catalyseur, plutôt qu'en acteur de matière d'investissements. Le gouvernement est prêt – pour la première fois officiellement – à

servir d'intermédiaire entre les banques et l'industrie. L'ironie veut que cette nouvelle structure se mette en place au moment où le gouvernement se désengage de la liaison serrée rapide entre le tunnel sous la Manche et la capitale, ce qui n'est pas de bon augure.

Restaurer les marges

Le patronat n'a pas tort de redouter que ce partenariat entre le gouvernement et le privé soit d'abord conçu comme un moyen d'alléger la trésorerie de l'État. Il n'est pas sûr que cette répartition des responsabilités produise des résultats en matière d'investissements.

Mais les torts, comme l'a souligné le chancelier de l'Échiquier, sont partagés : l'expérience montre que les chefs d'entreprise se sont servis de l'important avantage que leur donnait la dévaluation de la

livre sterling depuis sa sortie du système monétaire européen (SME) pour gonfler leur trésorerie, et non pour investir. « Depuis un an, a déclaré Kenneth Clarke, les exportateurs ont augmenté leurs prix de 10 %. Avec une inflation inférieure à 2 %, une augmentation des salaires à un niveau historiquement bas, cela ne peut pas refléter des pressions sur les coûts. Les entreprises semblent avoir restauré leurs marges bénéficiaires, ce qui n'est pas mauvais si cela dynamise l'exportation. » Estimant que les chefs d'entreprise britanniques « ont toujours tendance à préférer les profits aux volumes, quand il s'agit de la compétition sur les marchés extérieurs », le chancelier a souligné : « Pour que la reprise soit forte et soutenue, nous devons exporter aussi bien que consommer. »

L. Z.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ PRODUCTION INDUSTRIELLE : + 0,8 % en octobre. – La production industrielle a augmenté de 0,8 % en octobre par rapport au mois précédent. Le chiffre de septembre a été révisé en hausse pour s'établir à 0,4 %, contre 0,2 % initialement annoncé. Sur un an (octobre 1992-octobre 1993), la hausse de la production industrielle est de 4,4 %. En octobre, l'utilisation des capacités de production a atteint 82,4 % contre 81,9 % en septembre, soit son plus haut niveau depuis août 1990.

JAPON

■ PRODUCTION INDUSTRIELLE : + 2,2 % en septembre. – La production industrielle a augmenté de 2,2 % en septembre par rapport à août. Sur un an (septembre 1992-septembre 1993), la hausse est de 4,4 % contre 5 % lors des premières estimations.

Un prêt de 610 millions de dollars accordé par la Banque mondiale à la Russie. – Le prêt de 610 millions de dollars (3,6 milliards de francs) que la Banque mondiale avait accordé il y a quelques mois à la Russie est devenu effectif, a déclaré, mardi 16 novembre, l'organisation internationale. Il vise à financer la production de pétrole en Sibirie occidentale. C'est le prêt le plus important jamais accordé par la Banque mondiale pour un projet particulier. Il s'accompagne d'autres financements internationaux d'un montant de 1 milliard de dollars.

FISCALITÉ

La vignette automobile « 94 » est en vente jusqu'au 2 décembre

Les vignettes automobiles millésimées « 94 », de couleur orange, sont en vente jusqu'au jeudi 2 décembre inclus dans les débits de tabac et les recettes locales implantées en milieu rural. Les personnes qui bénéficient de la gratuité de la vignette pourront la demander dans toutes les recettes des impôts au cours des mois de novembre et décembre 1993. Les personnes infirmes ou handicapées ont la possibilité de recevoir leurs vignettes gratuites par correspondance. Un formulaire spécifique (n° 2854) est prévu à cet effet.

A partir du 3 décembre, la vignette ne pourra être achetée que dans les recettes des impôts. Son prix sera alors majoré de 5 % et d'un intérêt de 0,75 % par mois de retard. Parce au profit des conseils généraux et de l'Assemblée générale de Corse, la vignette doit être acquise dans le département d'immatriculation du véhicule sur présentation de l'original de la carte grise.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Après quatre années de pertes

General Motors pourrait être bénéficiaire en 1994

General Motors prévoit un retour à l'équilibre financier dans ses activités « automobile » nord-américaines en 1994, mettant ainsi fin à quatre années de pertes d'un montant total de 17 milliards de dollars (100 milliards de francs). Lors d'une conférence de presse organisée à New-York mardi 16 novembre, le président de GM, John Smith, a ajouté que le premier constructeur d'automobiles mondial terminerait l'exercice en cours par une perte nette de 2 milliards de dollars.

La reprise du marché américain, que M. Smith évalue à 5 % pour l'exercice 1994, facilitera cet assainissement financier, bien que le PDG de GM ait précisé qu'une augmentation plus faible de la demande ne remettrait pas en cause le retour aux bénéfices de sa filiale nord-américaine. Il doit aussi procéder à la vente de 5,7 milliards de dollars en actions ordinaires de sa filiale Electronic Data Systems pour réduire son endettement vis-à-vis de la caisse de retraite de ses employés.

Toutefois, la part de marché détenue par GM continue à stagner, a souligné son président.

Elle devrait rester dans la fourchette de 33 % à 35 % en 1994, une proportion comparable à celle de cette année. Durant le troisième trimestre, GM a perdu des ventes en raison de problèmes industriels. Selon le magazine économique américain *Business Week*, l'allongement des délais de livraison a fait perdre à GM la vente de 95 000 véhicules durant cette période. Mais ces difficultés seraient aujourd'hui résolues. « Elles témoignent néanmoins du chemin que GM doit encore parcourir pour se restructurer », ajoute *Business Week*. Ce qui explique que GM soit le seul des Big Three (les deux autres étant Chrysler et Ford) à ne pas être bénéficiaire des 1993.

Lors de sa conférence de presse, M. Smith a estimé qu'il fallait à sa firme 34 ou 35 heures pour assembler un véhicule, soit 8 à 9 heures de plus que chez Ford. Mais ce ratio trait en s'améliorant : GM aurait réduit en 1993 son handicap de productivité par rapport à Ford de 12 %.

A. K.

Afin de réduire les coûts de fabrication

Les employés d'Opel renoncent partiellement à des hausses de salaires

Confronté comme tous les autres constructeurs à la baisse du marché automobile en Europe, Opel AG, filiale allemande de General Motors, a négocié avec ses employés un accord salarial interne, pour contribuer à la réduction des coûts. Aux termes de cet accord, qui doit être signé jeudi 18 novembre, par la direction et le conseil d'entreprise, les cinquante mille salariés d'Opel devront accepter à partir de l'année prochaine de renoncer à un tiers des hausses salariales négociées au niveau de leur branche (entre patronat et syndicat IG Metall) si celles-ci excèdent 2 %.

Il prévoit aussi le paiement en deux tranches de la prime de Noël, dont 70 % seront payés

en décembre, et 30 % en mars 1994 à condition que des économies de 75 millions de marks (260 millions de francs) soient atteintes. A partir de 1995, la part de 30 % sera versée uniquement si le taux d'absentéisme ne dépasse pas 7 %. La direction s'est engagée à concentrer la production des modèles Omega, Vectra (II) et Calibra dans sa maison-mère de Rüsselsheim, près de Francfort.

Cet accord a été arraché après d'âpres négociations avec les représentants du personnel des usines de Rüsselsheim, Bochum et Kaiserslautern. Les représentants du site de Bochum, qui connaît un taux d'absentéisme de 10 %, étaient opposés à la clause sur la prime de Noël.

Bruxelles renonce à modifier la recette du chocolat

L'horizon se dégage pour les croqueurs de vrai chocolat et pour les producteurs européens de cacao : la Commission européenne a confirmé, lundi 15 novembre, qu'elle n'aurait plus l'intention (la *Monde* du 12 novembre) de réviser la directive de 1973 qui autorise la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande à commercialiser sous l'appellation « chocolat » un produit contenant 5 % de graisses végétales. Cette mesure restera une dérogation pour ces trois pays et ne sera donc pas étendue à tous les États membres de la Communauté. Certaines firmes agroalimentaires – en particulier, Philip Morris et Nestlé – ont été l'objet de dérapages par une telle décision. Elles envisageaient en effet de substituer au cacao – dont les prix sont plus élevés et instables – des matières grasses végétales meilleur marché mais de moindre qualité.

Ce choix de Bruxelles apparaît en conformité avec la politique

de coopération menée par la CEE depuis le début des années 60 dans le cadre des conventions de Lomé qui bénéficient aux 66 pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Une modification de la recette du chocolat, pour aussi bénigne qu'elle puisse paraître, aurait entraîné de graves conséquences.

D'après le ministre italien des matières premières, Guy-Alain Gaud, cité récemment dans *l'Express*, cela se serait traduit « par la suppression des importations communautaires de beurre de cacao » par l'effondrement de l'industrie de broyage et de pressage dans les pays producteurs et par une sévère diminution de la demande en baisse de l'ordre de 200 000 tonnes. Par cette prise de position, l'Europe des Douze a interdit de tenir un double langage qui consisterait à déclarer soutenir les pays du Sud tout en rejetant des exportations vitales pour eux.

MARIE DE VARNEY

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT BNP CONTRE DES ACTIONS BNP

Vous avez jusqu'au 23 novembre 1993 inclus, pour devenir actionnaire de la BANQUE NATIONALE DE PARIS en échangeant vos certificats d'investissement.

Nous vous rappelons que chaque C.I. sera échangé contre 1 action BNP moyennant le versement d'une soulte de 5 F.

Pour échanger vos C.I. BNP adressez-vous à votre banque ou à votre intermédiaire financier jusqu'au 23 novembre 1993 inclus. Une note d'opération ayant reçu le visa COB n° 93-466 en date du 4 octobre 1993 ainsi qu'un document de référence sont disponibles auprès de la BNP.

GRANDISSONS ENSEMBLE.



36.15
36.16
CODE INSEE

LES STATISTIQUES
NATIONALES ET RÉGIONALES
EN ACCÈS DIRECT.
TOUTE L'ACTUALITÉ, LES PRINCIPAUX
INDICES, L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN
CHIFFRES, LES PUBLICATIONS DISPONIBLES...

سكرا من الدول

ECONOMIE

SOCIAL

Sur fond de soutien partiel des organisations syndicales

Les salariés de seize groupes publics manifestent

Après le relatif succès de la journée d'action du 12 octobre et le long conflit d'Air France, la manifestation à laquelle sont appelés, jeudi 18 novembre, les salariés de seize groupes publics n'est que partiellement soutenue par les syndicats. Dans les jours qui viennent, d'autres initiatives devraient cependant intervenir dans le secteur nationalisé.

Organisée à l'appel d'une cinquantaine de sections syndicales CGT, CFDT ou CFE-CGC avec l'appui, dans quelques entreprises, de FO et de la CFTC, dans seize groupes publics (dont L'Aérospatiale, Elf, Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, la SEITA, Sextant-Avionique, Frimatom, Thomson CSF, Bull et Usinor-Sacilor, Chausson étant la seule entreprise du secteur privé), la manifestation du 18 novembre est une initiative quelque peu hybride. Pour l'essentiel, les préavis de grève n'ont été déposés que pour « couvrir » d'éventuels débrayages alors que le caractère

spontané de cette mobilisation contre les plans sociaux - les organisateurs entendent prolonger les manifestations du 12 octobre - n'est pas forcément une garantie de succès.

En effet, les syndicats ne jetteront pas toutes leurs forces dans cette action. Si le conflit à Air France et son dénouement (le réexamen du plan d'économies à la demande du gouvernement et le limogeage de Bernard Attali) peuvent inciter à durcir le ton, les convergences syndicales paraissent moins évidentes qu'elles ne l'étaient il y a un mois. Alors que Force ouvrière a pris quelques distances à l'égard de cette journée du 18 novembre, la direction de la CFDT y est franchement hostile (seule la fédération des transports et de l'équipement s'y est engagée).

Quant à la CGT, soucieuse de ne pas faire cavalier seul, elle a renoncé à lancer une journée nationale d'action. Précédée d'une banderole commune, sans sigle syndical, et menée symboliquement par des représentants syndicaux d'Air France, la manifestation, qui aura lieu du

Champs-de-Mars à Paris aux abords de l'hôtel Matignon, ne pourra bénéficier que d'un soutien partiel.

D'autres échéances attendent le gouvernement, qui s'efforce de récrire les plans sociaux prévus pour 1994 afin d'éviter les licenciements « secs ». Le 23 novembre, des grèves et une manifestation nationale sont prévues à EDF et à GDF où la CGT, la CFDT, FO et la CFTC s'opposent aux « projets de déreglement à l'échelle européenne » et, le lendemain, un arrêt de travail de vingt-quatre heures sera lancé dans les mines.

La situation sociale de la SNCF

Par ailleurs, les pouvoirs publics suivent avec quelque anxiété la situation sociale de la SNCF (les conséquences du préavis de grève déposé pour le 18 novembre dépendront de l'arrêt que la Cour d'appel de Paris doit rendre le même jour à la suite de l'accident de la gare de Lyon) et de la RATP. Air France, le conflit n'est pas encore

FINANCES

Dans l'attente d'une prochaine réforme du statut de l'établissement

Une partie du capital du Crédit national a changé de mains

Coincidence ou pas, 5,2 % du capital du Crédit national vient de changer de mains, au lendemain même du remplacement à la tête de l'institution financière spécialisée de Yves Lyon-Caen par Jean-Yves Haber. En tout, plus de 600 000 titres ont été échangés en l'espace de deux séances dont un « bloc » de 380 000 actions (3,2 % du capital).

« Il s'agit vraisemblablement d'un réajustement de positions entre OPCVM (organismes de placement collectifs en valeurs mobilières) gérés à Londres et ce n'est pas la banque allemande IKB qui a cédé sa participation », a expliqué un porte-parole de la société.

La banque allemande IKB s'était déclarée, à l'origine, très mécontente de ne pas avoir été consultée sur la nomination de M. Haber. Le président du Crédit national siège au conseil de surveillance d'IKB et le président d'IKB au conseil d'administration de l'établissement français. Les deux banques possèdent des participations croisées de 5 % depuis mai.

On peut également rapprocher ces mouvements autour du capital du Crédit national de la mission confiée par les pouvoirs publics à M. Haber et qui consiste à mener à son terme la banalisation du statut de l'établissement de la rue Saint-Dominique et la réorganisation de son actionnariat.

Car, au grand dam d'une partie de son personnel et d'un certain nombre d'actionnaires, le Crédit national, institution financière spécialisée, a un statut hybride qui ne correspond plus à son activité, totalement

concurrentielle et à la composition de son actionnariat.

Survivance d'un passé où la mission du Crédit national était d'intérêt public, à savoir la distribution de prêts bonifiés aux entreprises, l'Etat nomme encore le président et les deux directeurs généraux de l'établissement. Il possède également un représentant au sein du conseil d'administration mais n'est plus directement actionnaire du Crédit national qui revendique « un capital totalement privé ». On retrouve notamment comme actionnaires aux côtés d'IKB, les AGF, la Caisse des dépôts, l'UAP, le Crédit lyonnais et le Crédit foncier.

E. L.

RVI : 1 400 suppressions d'emplois prévues. - Selon les syndicats, un plan de restructuration prévoyant 1 423 suppressions d'emplois en 1994 devrait être présenté lors d'un prochain comité central extraordinaire de Renault Véhicules Industriels (RVI). Ce nouveau Plan d'amélioration de la compétitivité (PAC) concernerait l'ensemble des sites du groupe en France, à l'exception de Limoges.

Quinze mille « bilans de compétences » pour les cadres au chômage. - Quinze mille cadres

au chômage vont pouvoir bénéficier, à partir du 13 décembre et d'ici la fin 1994, d'un « bilan de compétences » pour favoriser leur retour plus rapide à l'emploi, grâce à un chèque financé par l'Etat. Une convention signée, mardi 16 novembre, entre le ministre du travail, Michel Giraud, et le président de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), Jacques Blanc, prévoit de dégager à cette fin une enveloppe de 76,5 millions de francs. Pour chacun de ces bilans, l'Etat versera 5 500 francs et le cadre au chômage, 500 francs. Seront

concernés les cadres ayant entre un et six mois de chômage, âgés de moins de 56 ans et possédant une expérience professionnelle de trois ans minimum.

Une association de chômeurs demande la gratuité des transports pour les sans-emploi. - A l'issue d'un rassemblement d'environ 200 milliers de chômeurs, lundi 15 novembre, l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires (APEIS), dont les délégués avec l'Assedic du Val-de-Marne ont

fait couler beaucoup d'encre, a déposé au siège de la RATP, plus de vingt mille pétitions demandant la gratuité du transport pour les chômeurs. Reçu à la RATP, Richard Dethy, président de l'APEIS, a demandé également l'annulation des PV contractés par les chômeurs dans les transports et l'arrêt des verbalisations dont ils sont « victimes ». Attentive au dossier, la direction de la RATP rencontrera à nouveau les responsables de l'APEIS d'ici la fin du mois. - (Corresp.)

fait couler beaucoup d'encre, a déposé au siège de la RATP, plus de vingt mille pétitions demandant la gratuité du transport pour les chômeurs. Reçu à la RATP, Richard Dethy, président de l'APEIS, a demandé également l'annulation des PV contractés par les chômeurs dans les transports et l'arrêt des verbalisations dont ils sont « victimes ». Attentive au dossier, la direction de la RATP rencontrera à nouveau les responsables de l'APEIS d'ici la fin du mois. - (Corresp.)

RECTIFICATIF : la proposition de loi sur les faillites. - Le texte dont doit débattre l'Assemblée nationale les 23 et 24 novembre, qui a pour objectif d'améliorer la loi sur les faillites (le Monde du 12 novembre), est une proposition de loi (émanant de parlementaires) et non un projet de loi (préparé par le gouvernement), comme nous l'avons écrit par erreur. Ce texte, en effet, mis au point par la commission des lois de l'Assemblée, s'inspire de deux propositions de loi, l'une présentée par Jérôme Bignon (RPR-Somme) et Philippe Houillon (UDF-Val d'Oise), l'autre par l'ancien ministre Jacques Barrot (UDF-Haute-Loire), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.



A partir du 17 novembre, EVA Air, la compagnie qui connaît l'essor le plus rapide d'Asie, vous emmène à Taipei et au-delà à bord de ses B747-400. Deux fois par semaine, en "Classe Deluxe Economie".

EVA Air, nouveau fleuron du Groupe Evergreen - l'un des plus importants conglomérats mondiaux dans le domaine du transport - est l'une des compagnies les plus fiables et les plus dynamiques du monde. A partir du 17 novembre, EVA Air ajoute une 17^e ligne à son réseau : Paris-Taipei. Elle vient compléter efficacement ses destinations traditionnelles : Londres, Vienne, Singapour, Los Angeles, San Francisco, New York...

Evergreen connaît l'importance de l'innovation : outre sa toute nouvelle flotte de Boeing et son personnel de bord multilingue, elle offre sa "Classe Deluxe Economie". Tout le confort et l'agrément d'une "Classe Affaires" au prix de la "Classe Eco". EVA Air, une Compagnie qui ne ressemble à aucune autre. Dès le 17 novembre, venez apprécier la différence en vous envolant, le mercredi ou le dimanche, pour Taipei... et au-delà ! Pour vos réservations, appelez votre agence de voyages ou directement EVA Air au : (33) 1 40 34 22 75.

Voici ce qui rend la "Classe Deluxe Economie" d'EVA Air si différente :

- Des sièges "Classe Affaires" larges et profonds avec repose-pieds.
- 44 % d'espace personnel supplémentaire.
- Un système vidéo individuel à six canaux.
- Des téléphones qui vous relient par satellite au monde entier.
- Une restauration et des boissons de qualité supérieure.
- Un service au vol chaleureux et amical.

Profitez des nombreux privilèges du Club Evergreen. Pour y adhérer, il vous suffit d'appeler EVA Air.

EVA AIR
FLY EVA AIR AND FEEL THE DIFFERENCE

36.15
36.16
CODE INSEE
STATISTIQUES
NATIONALES ET REGIONALES
EN ARCS DIRECT

ECONOMIE

FINANCES

Après un nouvel abaissement du taux des pensions à court terme en Allemagne

Le franc bat des records

Le franc français s'est inscrit, mercredi 17 novembre, à son plus haut cours vis-à-vis du mark depuis le 2 août 1993, date à laquelle sa marge de fluctuation a été portée de 2,25 % à 15 % au sein du Système monétaire européen. La devise allemande est revenue à un peu moins de 3,4650 francs, soit environ 1 % au-dessus de son cours plafonné de 3,4305 francs en vigueur avant le 2 août. Son record fut établi le vendredi 15 octobre 1993 à 3,5480 francs, à 3,5 % au-dessus du cours plafonné. On questionne, ce qui équivaut à une dépréciation du franc dépassant 3,5 %, contre un peu plus de 1 % actuellement.

Cette remontée du franc français et cette baisse correspondante du mark ont été provoquées par un nouvel abaissement du taux des pensions à court terme (14 jours) de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundes-

bank) ramené, mardi 16 novembre, de 6,38 % à 6,29 %. Cette décision était inattendue, par son ampleur tout au moins, car les deux dernières semaines, à chaque fois, l'abaissement avait été très réduit, de 6,40 % à 6,39 %, puis de 6,39 % à 6,38 %.

Politique de «petits pas»

Cette fin-ci, la cadence a été un peu accélérée, ce qui indique que la Bundesbank, tout en poursuivant sa politique de «petits pas», reste disposée à diminuer progressivement le loyer de l'argent à court terme outre-Rhin. Rappelons que le taux de pension à court terme (REPO) est considéré comme son troisième taux directeur, les deux autres, l'escompte et le lombard, ayant été ramenés, le 21 octobre, à respectivement 5,75 % et 6,75 %, chiffres qui baissent le chenal d'évo-

lution du prix des pensions. La décision allemande a permis à la banque de France d'abaisser légèrement le loyer de l'argent au jour le jour à Paris, revenu de 6 7/8 % à 6 3/4 %.

A Paris, également, le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans (OAT) est redescendu de 6,13 % la semaine dernière à 6,01 %.

FRANÇOIS RENARD

REPÈRES

GATT

Un rapport du Sénat dénonce «les sacrifices» que risque de subir l'agriculture française

La délégation du Sénat pour les Communautés européennes, que préside Jacques Gandon (Union centriste, Cher) a rendu public, mardi 16 novembre, un rapport d'information sur les «enjeux des négociations agricoles du GATT». Rédigé par Marcel Dauneay (Union centriste, Ille-et-Vilaine), président de la chambre d'agriculture de ce département, ce document vise, en termes souvent vifs, les Etats-Unis, «volontiers détenteurs de la carte blanche depuis le début des négociations ils ont constamment refusé de renoncer à leur arsenal de défenses commerciales unitaires».

Le préaccord agricole de Blair House comporte des «risques graves pour la France, en matière d'emploi, de balance commerciale et d'aménagement du territoire», ajoute M. Dauneay, qui estime que notre pays «devrait subir un second train de sacrifices après ceux de la PAC». Rejetant «la solution du tout ou rien», le rapport conclut : «Il est possible sans renégocier formellement le Préaccord de le compléter et de le réinterpréter de manière à en limiter sensiblement les inconvénients. La France doit être ferme et réaliste : ni se couper de ses partenaires européens ni renoncer à défendre ses intérêts fondamentaux».

SOCIAL

L'interassement davantage pratiqué par les PME

Les entreprises ayant conclu un accord d'interassement sont «en majorité petites», mais elles sont «en moyenne significativement plus grandes que les entreprises sans interassement», selon une étude publiée, mardi 16 novembre, par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC). L'étude du CERC relève que les éléments permettant de mettre en place un accord d'interassement «diffèrent profondément selon que l'entreprise est tenue ou non d'avoir un accord de participation», (obligatoire à partir de 50 salariés). Parmi les entreprises assujetties à la participation, «ce sont les entreprises les plus productives et jouissant des positions les plus sûres sur leurs marchés qui ont la probabilité la plus élevée de mettre en place un accord d'interassement». Au contraire, parmi les entreprises où la participation n'est pas obligatoire, la probabilité de conclure un accord d'interassement «est d'autant plus grande que l'entreprise est moins productive, en position plus risquée et qu'elle est d'une plus grande taille». Selon le CERC, «ces résultats suggèrent que le souci de flexibilité est une des origines de l'adoption de l'interassement dans les petites entreprises».

INDUSTRIE

Le débat sur les transferts d'activités à l'étranger

M. Longuet juge impossible un développement autarcique de la France

«Si nous voulons vendre des satellites et des Airbus, il faut accepter de comprendre qu'ils seront payés en meubles, en vêtements et en bimbeloterie», a déclaré, mardi 16 novembre, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.

Interrogé par la commission d'enquête parlementaire sur les transferts d'activités vers les pays à bas salaires («le Monde-Economie» du 16 novembre), le ministre a estimé «impossible d'envisager un développement autarcique de la France». Il a rappelé que l'Hexagone enregistrerait un excédent commercial avec les pays de délocalisation et que certaines entreprises n'auraient pu survivre qu'en transférant leur production : «Seule la délocalisation de Thomson en Asie lui a permis d'être leader aux Etats-Unis».

«Dans le peloton de tête»

S'il ne faut pas «se tromper d'adversaire» et si «la France doit rester dans le peloton de tête de la très haute technologie», le ministre a toutefois jugé «nécessaire d'organiser une solidarité nationale» en faveur des industries de haute technologie. Cette solidarité devrait s'exprimer à travers un respect accru (donc une surveillance) de certaines règles (droit du travail, normes en matière d'environnement, lutte contre la contrefaçon), ainsi que par une incitation des consommateurs à acheter français.

Jugeant trop élevé le coût du travail non qualifié (110 000 francs en France contre 60 000 francs aux Etats-Unis), M. Longuet n'a pas formellement exclu l'ins-

tauration d'une «TVA sociale» (qui ferait financer la protection sociale par la TVA) sans apporter, toutefois, de précisions.

Réunion entre M. Longuet et les PDG des deux firmes

Paris n'entend toujours pas modifier sa position sur l'accord Renault-Volvo

La réunion de près d'une heure organisée à Paris, mardi 16 novembre, entre le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, le PDG de Volvo, Göran Gyll, et le PDG de Renault, Louis Schweitzer, ne semble pas avoir fait réellement évoluer le dossier. Durant cette réunion «cordiale», les trois interlocuteurs auraient manifesté «leur envie d'aboutir et de faire en sorte que les actionnaires suédois valident l'accord de fusion».

Mais l'Etat français n'aurait accepté aucune concession sur les deux points sensibles : la date de privatisation de Renault, d'une part, et l'action spécifique, d'autre part. M. Longuet a demandé à Renault et Volvo de poursuivre leurs conversations et de faire le maximum pour clarifier ces points auprès des actionnaires suédois. Volvo devrait soumettre une liste de questions à Renault, à charge pour la firme automobile française d'y apporter des réponses.

Selon une enquête de l'INSEE

Les investissements augmenteraient de 5 % en 1994

Les investissements de l'industrie, après avoir de nouveau fortement baissé en 1993, recommenceraient à augmenter l'année prochaine. Telle est la principale indication donnée par l'INSEE à la suite de son enquête d'octobre dans l'industrie, enquête couvrant toutes les branches sauf le bâtiment et les travaux publics.

La baisse enregistrée cette année serait de 13 % en valeur soit

compte tenu d'une hausse de 2 % des prix des équipements, de 15 % en volume. Mais en 1994, les chefs d'entreprises interrogés par l'INSEE font état de projets correspondant à une croissance de 5 % de leurs dépenses d'investissement, cette remontée étant surtout le fait de l'automobile, du transport terrestre et des biens d'équipement professionnel. La reprise serait le fait des grandes entreprises.

Le Monde

Bromley Gersonik Philippines
 Stobian Milosovic Cambodge
 Ferdinand Marcos Pologne
 Han Sen Roumanie
 Ariel Sharon Yougoslavie
 Peter Roman Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CARRIÈRES

Dans le cadre de leur développement

LES ÉDITIONS D'ORGANISATION

recherchant

CONSEILLER(E) D'ÉDITION

Connaissant bien les techniques de l'impression, perfectionnement technique anglais. Envoyer lettre et CV à : Christine EMBERTY Les Éditions d'Organisation, rue Thiers 75240 Paris Cedex 05

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche COLLABORATEURS H/F Bon niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte-à-porte) - Formation assurée - Remunération très moderne correspondant au niveau du poste - Evolution de carrière liée aux résultats de valeur

Tél. : 47-64-99-16

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL région du Nord recherche Directeur Equipement de locaux 60 m de forges et plans. Env. à l'ACP : PAI sous le réf. 4211 - BP 229 59523 SAINT-DENIS CEDEX ou par courrier

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE BILBAO RECRUTE

1 premier violon (solo) 1 trompette (solo) 1 percussionniste (solo) 1 corniste (solo) EXTRAS : vents (saxofone et bois) Renseignements : BOC, L'Espresso, 7, 48001 BILBAO Tél. : (18) 34-4-433-84-87

HOWARD FRANCES Consultants cherche INFORMATIENS Exp. Télécom, dir. sous LIAUX Langage C - Temps réel Processeur 88000 Motorola Méthodologie O.G.C. Env. C.V. à Howard Frances 8, rue de l'Industrie, 92400 Courbevoie. Tél. : 47-88-42-46 Fax : 47-88-41-09 hrs bur.

Revue pétrolière cherche JOURNALISTE

Familier questions pétrolières. Adresser CV à : AFPC 7, av. Ingres, Paris 19e

AU MAROC

Cabinet d'architecte recherche Architecte-urbaniste expérimenté (10 ans) ayant participé aux schémas directeurs d'aménagement urbain. Env. C.V. par les vents le 24-11-93 au n° 212-76-20-68.

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE FINANCIER - 29 ans - Sciences-po + expertise-comptable - 4 ans d'AUDIT en cabinet international et 1 an en banque - maîtrise de l'informatique - anglais - autonome. PROPOSE : collaboration à société de capital-risque, holding, Etabl. finan. sur opérations de haut de bilan. RECHERCHE : d'investissements, financements, gestion des participations (financière et procédure) - mobile (Section BCO/TL 2496). Potentiel à développer - 29 ans - dynamique - autonome - créative - relationnel - parcours professionnel polyvalent et atypique - 3 langues européennes - études supérieures et maîtrise l'informatique. CHERCHE : poste actif avec une projection sur l'avenir dans une entreprise européenne ou internationale, secteur artistique/culturel ou télévision, communication ou commerce extérieur (Section BCO/TL 2499). TRADUCTEUR TECHNIQUE INFORMATIQUE ANGLAIS/FRANÇAIS - 29 ans - 2 ans d'expérience - Maitrisant TTX - RECHERCHE : Poste similaire à l'étranger - De nationalité Franco-Américaine - Maitrise aussi l'espagnol - (Section BCO/TL 2500) - 15 ans d'expérience Direction Centre/Profit - Formation supérieure - Anglais courant - RECHERCHE : Dir. Générale PME ou div. Grp. international pour dynamiser struct. commerciale France et étranger - Produits de marques - Secteurs : agroalimentaire, habillement, équipement - Possibilité d'audits gratuits (Section BCO/TL 2501) - CADRE SUPERIEUR - Français - Trilingue français, anglais, allemand - Formation ingénieur et maîtrise commerce extérieur - Solide expérience groupes internat. Europe, Moyen-Orient, Afrique - RECHERCHE : Poste directeur de filiale - Domaine informatiques télécoms - Disponible pour voyage - (Section BCO/TL 2502) - CADRE COMMUNICANT - 31 ans - Diplômé université américaine - Trilingue anglais, allemand - 3 ans d'expérience en agence et en entreprise - Spécialiste édition marketing direct et vente par correspondance - PROPOSE : Collaboration agence ou annonceur - Mobilité France entière - (Section BCO/TL 2503) -

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
 12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09
 TÉL. : 42-85-44-40, poste 27
 FAX : 42-81-25-62

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable chapeau. Cadeaux offerts aux personnes et thématisés de l'existence de Dieu.

« Je partage avec l'homme la conviction que la révolution cardinale nous aide aujourd'hui à poser l'homme en sujet de son histoire » Jacques DELCOURT

LA PENSÉE UNIVERSELLE 116, bd. Richard-Lenoir, 75040 Paris

Tél. : 43-57-74-74

Prix : FF 48,50 (78 pages)

deux roues

Mot de collection 280 cm³ 1987 - ensemble d'origine. Prix : 6 000 F. Tél. : 47-80-72-02 M. PERY - Poste 595

Formations

COMMUNICATION-JOURNALISME RESSOURCES HUMAINES de la 1e à la 6e année

Tél. : 007 42-42-47-47

Livres

Descentes, révolutions ou évènements ?

de Claude FLOET. Les premières descentes et thématisées de l'existence de Dieu.

« Je partage avec l'homme la conviction que la révolution cardinale nous aide aujourd'hui à poser l'homme en sujet de son histoire » Jacques DELCOURT

LA PENSÉE UNIVERSELLE 116, bd. Richard-Lenoir, 75040 Paris

Tél. : 43-57-74-74

Prix : FF 48,50 (78 pages)

deux roues

Mot de collection 280 cm³ 1987 - ensemble d'origine. Prix : 6 000 F. Tél. : 47-80-72-02 M. PERY - Poste 595

Formations

COMMUNICATION-JOURNALISME RESSOURCES HUMAINES de la 1e à la 6e année

Tél. : 007 42-42-47-47

Spécialités

régionales (vin)

Dirigeant du vigneron à votre service du vin à découvrir POUR LES FETES

MONTLOUIS-SUR-LOIRE

A.O.C. Sec, demi-sec, moelleux. Méthode champenoise. Plus, millésime de prestige. Tarifs sur demande.

L. CHAPEAU 15, r. des Ateliers-Hauts 37270 Montlouis-sur-Loire

Tél. : (18) 47-50-80-84

Rénovations

PEINTURE-PAPIER, etc.

devis gratuits. Tr. soignée. Déco 64. Tél. 43-86-35-48

Vacances,

tourisme,

loisirs

HT-JURA, 3 H PARIS TGV

Séjour Noël

22 au 26 décembre

Jour de l'an

27 déc. au 3 janv.

en maison d'hôte dans ancienne ferme complée du XVIIIe, confort, nouveauté, tout est, sentilles chaleureuses et conviviales, mais, plats, produits locaux, petit matin café, feu de bois, ski fond, tennis VTT. Prix 12 compris par personne complète et taxes locales

Mois 2 050 F à 3 050 F

Tél. : (18) 51-38-12-61

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

VIE DES ENTREPRISES

Réorganisation du groupe

Rodolphe Frantz remplace Jean-Didier Blanchet à la direction générale d'Air France

Ce n'est pas un jeu de chaises musicales, mais un chassé-croisé qui va intervenir au sein du groupe Air France. Rodolphe Frantz, président de Mérieux, devra être nommé directeur général d'Air France mercredi 17 novembre lors d'un conseil d'administration, en remplacement de Jean-Didier Blanchet qui le remplacera à la tête de la filiale hôtelière du groupe.

En choisissant Rodolphe Frantz, cinquante-deux ans, diplômé d'HEC, Christian Blanc, le nouveau président d'Air France, met l'accent sur la politique commerciale du groupe. La compagnie, qui réalise 45 % de ses recettes sur le marché français, devra essayer de reconquérir des parts de marché dans le monde entier. L'objectif sera de remplir au maximum les avions. M. Frantz, décrit comme un bon stratège proche du terrain, a le profil de l'employé. Rejoint à Air France comme attaché de direction en mars 1988, il devient rapidement chef de service commercial de la représentation régionale en Allemagne, avant d'être affecté à Tokyo en 1992 puis à Téhéran en 1997. Directeur général d'Air Charter en septembre 1982, il est nommé président de Mérieux, en 1987. Il

laisse à son successeur la filiale la plus bénéficiaire du groupe Air France. Ses bénéfices, en hausse de 3 %, se sont élevés à 112 millions en 1992.

Nommé à la direction générale de la compagnie Air France par Jacques Friedmann en 1988, Jean-Didier Blanchet devient directeur général du groupe en 1992 sous la présidence de Bernard Attali. A la différence de son successeur, il n'a pas la « personnalité forte » que requiert, dans ces temps difficiles, la compagnie, outre certains observateurs. Ce polytechnicien de cinquante-quatre ans est entré dans la compagnie en 1977 comme secrétaire général adjoint. Directeur du transport en 1978, il devient directeur général adjoint chargé des affaires commerciales et président d'Air Charter en 1982. Partie prenante dans les négociations du plan de retour à l'équilibre de Bernard Attali, il n'a pas su faire passer le message et les syndicats soulignent son silence lors du dernier round de discussions au ministère des transports. Il devra avoir pour l'avenir le courage de céder, en partie, la chaîne d'hôtels dont Air France détient 55 % des parts.

MARTINE LARONCHE

AUTOMOBILE

Safrane biturbo : des chevaux et du luxe

La sameline même où le vitesse se voit, après la catastrophe de l'autoroute A10, ancre une fois de plus, en ce début d'automne, la présence commerciale en décembre, la voiture la plus rapide qui soit sortie de ses ateliers depuis le lancement de la marque, si l'on exclut la confidentielle Alpine A 610 turbo (plus de 250 km/h). Il est vrai que cette berline constituera davantage, pour la firme, une vitrine technologique que l'intention du marché allemand qu'une locomotive. On en voudra comme signe de la présence commerciale et qui limiteront en France le nombre de propriétaires potentiels : 385 000 F et 435 000 F selon la finition et les équipements. Il reste que cette limousine à double turbine est bâtie sur le châssis de la série Safrane, et permet à Renault d'élire jouer définitivement dans le cœur des grands de l'automobile, certes « généralistes » mais aussi spécialisés dans la production de véhicules luxueux, très rapides et du coup très coûteux (BMW, Mercedes, Audi).

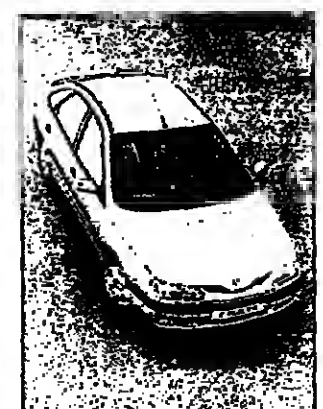
La Safrane biturbo est un véhicule à quatre roues motrices animé par le V6 de 3 litres de cylindrée monté sur l'Alpine mais ici suralimenté par deux turbines, ce qui permet d'en obtenir 268 chevaux (193 kW) contre les 250 du coupé spartif. Le couple moteur atteint 37 mkg dès les 2 500 tours, ce qui donne à l'usage une grande souplesse de conduite mais qui exclut dans l'état actuel des choses le montage d'une boîte automatique de faible encombrement capable d'encaisser une telle puissance. Domage, car la boîte manuelle, qui est la seule proposée sur ce modèle, bien qu'elle ait bénéficié d'un renforcement par rapport aux mécaniques installées sur les groupes etromopériques, révèle des imperfections, notamment dans la précision. C'est a priori le seul défaut notable à relever, car l'ensemble de la voiture apparaît, tant en confort qu'en comportement routier, excellent, la discrétion sonore du moteur étant, à quelques rares bruits aérodynamiques près, l'occasion de se manifester à haute vitesse. La suspension plonge, le correcteur d'assiette, les freins très puissants et contrôlés électroniquement

apportent par ailleurs une incontestable impression de sécurité que l'on aimerait connaître plus souvent. A bord, l'équipement ne souffre que de l'absence du coussin entrecroisé du côté du passager avant et du cuir dans la version la moins coûteuse.

Demier détail : la production de la Safrane biturbo fait l'objet d'un partenariat qui concerne deux industriels allemands de la transformation, bien connus pour avoir préparé et pour mettre encore au point les modèles sportifs de grandes marques d'outre-Rhin. Hertz a été chargé dans l'affaire de concevoir la double suralimentation et d'adapter le moteur roulant : l'irmscher assure le montage final du véhicule. Voilà qui va plaire encore plus à la clientèle visée par Renault.

CLAUDE LAMOTTE

Après la 21, voilà la Laguna



L'héritière de la Renault 21 (projet X56) s'appellera Laguna, du nom d'un prototype de la marque exposé au Mondial de l'automobile de Paris en 1990. Commercialisée en janvier prochain, c'est un véhicule à cinq portes (deux volumes donc) décliné en trois finitions et doté de choix de trois motorisations à essence ou d'un groupe Diesel (1,8 litre, 95 ch; 2,0 litres 115 ch; 3 litres V6, 170 ch; 2,2 litres Diesel à 12 soupapes, 85 ch). Pour l'heure la 21 est encore fabriquée et les prix de la Laguna ne sont pas connus.

A la faveur d'un référendum

Les salariés de Sextant Avionique se prononcent pour une réduction du temps de travail

Les salariés de Sextant Avionique ont voté massivement, mardi 16 novembre, en faveur d'un plan élaboré par la direction et trois syndicats visant à permettre d'éviter une partie des 635 suppressions d'emplois prévues en 1994 et 1995. Au total, le plan a emporté l'adhésion de 3136 votants (88,5 % des bulletins valablement exprimés) 11,5 % se prononçant contre. La démarche initiée au début de l'année par la CFDT, la CGC et la CFTC, a donné lieu à sept mois de négociations avec la direction. Seule la CGT appelait à voter contre tandis que FO conseillait l'abstention. Le plan prévoit une réduction du temps de travail, obligatoire pour tous les salariés, d'une heure et demi par semaine compensée à hauteur de 99 % à 60 % du revenu net antérieur, en fonction des salaires.

Cette mesure devrait permettre d'économiser quelques 180 emplois sur les 635 suppressions prévues, selon la direction. Elle pourra être complétée par une réduction supplémentaire de 2 heures 30, elle aussi obligatoire, dans certains sites ou chute notable d'activité, après une consultation des comités d'établissement.

Parallèlement, le plan social, qui sera soumis au comité d'entreprise le 26 novembre, comporte des mesures plus classiques fondées sur le volontariat, telles que des mi-temps composées de moyenne à 80 %, des incitations financières pour des congés de longue durée, des aides au départ et des mesures de pré-retraite progressive. Les salariés qui accepteraient des mi-temps se verraient exclus de toute mesure de licenciements économiques dans l'avenir, précise la direction, sauf si l'activité qu'ils exercent était appelée à disparaître.

Sextant Avionique qui emploie près de 4000 salariés est spécialisée dans l'électronique de bord, une activité où la concurrence est rude de la crise qui frappe l'industrie aéronautique. En 1993, le chiffre d'affaires devrait afficher un recul sensible par rapport à l'an dernier (3,47 milliards de francs). Au premier semestre 1993, les résultats ont été partiellement décevants. La direction s'efforce d'être confrontée à des ouvrages, grilles de commandes de surcharge d'activité dans le courant de 1993.

M. LA.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PRIVATISATION

RHÔNE-POULENC : Martin Melny s'élève contre « un bradage du patrimoine ». - Martin Melny, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a estimé, mardi 16 novembre, qu'il y a, pour réussir l'opération de privatisation, un bradage du patrimoine, en dénonçant « des conditions qui ne sont pas acceptables ». « A chaque fois, c'est l'état qui perd quand on vend aussi manifestement en-dessous du cours », a déclaré M. Melny. Selon lui, la BNP a été vendue « en dessous du cours » et Rhône-Poulenc est proposé « en dessous du cours moyen » qui se situe à 150 francs. « Sur la BNP, la nation, la collectivité, nous avons tous ensemble perdu 4 milliards par des ventes à un cours inférieur et sur Rhône-Poulenc, nous allons d'ailleurs perdre un certain nombre de milliards ». M. Melny a affirmé que « lorsque l'an dernier, dans une opération de cession d'actifs, le gouvernement de Pierre Bérégovoy avait cédé un certain nombre d'actions Rhône-Poulenc, il l'avait fait au cours moyen qui à l'époque se situait à 125 francs ».

CRISE

SIEMENS-NIXDORF va supprimer 5 100 emplois durant l'exercice 1993-1994. - Siemens-Nixdorf Informationssysteme AG, la filiale informatique du groupe allemand Siemens, va supprimer 5 100 emplois durant l'exercice 1993-1994 (jusqu'au 30 septembre), a indiqué un porte-parole mardi 16 novembre. La société comptait 43 000 employés à la fin septembre. Le porte-parole a indiqué que 500 emplois avaient déjà été supprimés.

ACTIONS

EUROTUNNEL : les modalités de l'augmentation de capital. - Les sociétés française et britannique composant Eurotunnel pour lever chacune jusqu'à 192 millions d'actions, dans le cadre de l'augmentation de capital nécessaire au redressement de leur structure financière, a indiqué mardi 16 novembre à Paris Eurotunnel SA. Les actionnaires de la société britannique Eurotunnel PLC se verront demander l'autorisation nécessaire lors d'une assemblée générale extraordinaire le 15 décembre. Eurotunnel SA a déjà obtenu cette autorisation en juin 1993.

BÉNÉDICTINE : radiation de la cote officielle. - Les actions de la société de spiritueux Bénédicte seront radiées de la cote officielle, vendredi 19 novembre, à l'issue de la séance de Bourse, à la suite du succès de l'offre publique de retrait (OPR) lancée sur cette société par le groupe General Beverage (Martini et Rossi). A compter du lundi 22 novembre, seules les actions Bénédicte oon détenues par General Beverage Europe BV pourront faire l'objet de négociations sur le marché hors-cote, a précisé la Société des Bourses Françaises.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 novembre ↑ Poursuite de la hausse

Après avoir subi, il y a une dizaine de jours, une nette correction à la baisse, la Bourse de Paris retrouvait des ailes depuis quelques jours en raison notamment de l'absence d'une nouvelle diminution des conditions de crédit en Europe. En hausse de 1,04 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse plus tardive, le gain de 1,80 %, aux alentours de 13 heures, la progression nouvelle des valeurs françaises atteignait 1,7 % dans un marché encore très actif.

Les valeurs financières réglaient de façon positive aux légères diminutions des taux d'intérêt observés en France et en Allemagne ces derniers jours. Mais, malgré ces mouvements, la plupart des opérateurs ne s'attendaient pas à un assouplissement de la politique de crédit de la Bundesbank jeudi lors de sa réunion bi-mensuelle.

Les opérateurs réglaient égale-

ment mercredi à la nouvelle poussée réalisée mardi par Wall Street, le Dow Jones a plus de 3 700 points, ayant atteint un nouveau record absolu.

Du côté des valeurs, la privatisation de Rhône-Poulenc est un facteur encourageant, nousient les gestionnaires, les demandes en titres étant importantes. L'accession mercredi de trois valeurs dans la CAC 40, qui avait déjà accueilli une vive effervescence « technique » mardi, continuait à engendrer une forte activité : les échanges étaient importants sur le BNP, Promodis et CLF portant respectivement sur 190 millions de francs, 84 millions et 61 millions.

En raison de recommandations à l'achat de divers bureaux d'étude, l'action Lafarge-Couplet était également très recherchée, le titre progressant de 4,2 % dans un marché de 245 000 actions.

NEW-YORK, 16 novembre ↑ Nouveau record

Wall Street a établi un nouveau record mardi 16 novembre, élevant pour la première fois au-dessus de 3 700 points, en raison d'un optimisme grandissant sur le passage de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) mené par la Chambre des représentants. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a clôturé à 3 710,77 points, en hausse de 33,25 points, soit une progression de 0,90 %. L'activité a été très soutenue avec quelque 300 millions d'actions échangées. Malgré la bonne progression de Wall Street, le nombre de titres en hausse n'a que très légèrement dépassé celui des valeurs en baisse : 1 065 contre 895 alors que 628 titres restent inchangés.

Wall Street avait évolué très fortement dans la matinée, en raison de la révélation des investisseurs à prendre des positions avant le vote sur l'ALENA. Mais la confiance est revenue sur le marché vers la mi-journée, grâce notamment à l'annonce par cinq nouveaux représentants qu'ils allaient voter en faveur de l'accord, selon des analystes. Pour Tom McLennan, analyste chez Morgan Stanley, l'expiration men-

suée vendredi prochain d'options et de contrats à terme a également contribué à la progression de Wall Street. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est monté à 6,17 % contre 6,15 % lundi.

VALEURS	Cours de 15 novembre	Cours de 16 novembre
Alcoa	89 1/4	89 1/4
AT&T	57 5/8	57 7/8
Banque	37 1/8	37 1/8
Boeing	51 1/8	51 1/8
Chemical Bank	48	48 3/8
Deutsche Bank	63 1/4	63 1/4
Exxon	62 1/8	62 1/8
General Motors	62 1/8	62 1/8
IBM	61 3/8	61 3/8
Johnson & Johnson	41 1/2	41 3/4
Merck	51 3/8	51 3/8
Microsoft	75 3/4	75 3/4
Novartis	68 3/8	68 3/8
Roche	60	60
Schering	64 7/8	64 7/8
Schwarz	142 1/2	142 1/2
Union Carbide	20 1/2	20 3/4
United Tech.	83 3/8	83 3/4
Westinghouse	14	14 1/2
Yarn Corp.	82	81 7/8

LONDRES, 16 novembre ↑ Petite progression

Les valeurs sont légèrement reparties à la hausse mardi 16 novembre à la Bourse de Londres, où les opérateurs ont vu leurs espoirs d'une baisse des taux d'intérêt renforcés avec la diminution du taux de prime en pension de la Bundesbank. L'indice Footsie des 100 plus grandes valeurs a gagné 4,2 points, soit 0,1 %, à 3 097,5 points. L'activité a été soutenue avec 562,3 millions d'actions échangées contre 492,7 millions. Gros perdant de la séance, le producteur de gaz industriel et de produits pharmaceutiques BOC Group a abandonné 30 pence à 696 malgré un bénéfice annuel en hausse de 57 % à 337,8 millions de livres, le marché ayant surtout été déçu par le niveau inchangé du dividende à 23,2 pence.

Le titre de la compagnie d'assurance britannique General Accident a égale-

ment reculé, encaissant 33 pence à 658. Le groupe a eu beau annoncer un retour aux bénéfices (206,1 millions de livres) pour les neuf premiers mois, le fait qu'il n'arrivait guère de nouvelles acquisitions d'ici à la fin de l'année a fait fuir les opérateurs.

VALEURS	Cours de 15 novembre	Cours de 16 novembre
Alfred Lyons	5,50	5,52
BP	3,67	3,61
Carbury	4,32	4,30
De Beers	12,28	12,13
Diageo	8,48	8,49
GS&S	5,48	5,52
ICI	9,27	9,20
Imperial	10,47	10,42
IRZ	8,60	8,60
Shell	11	11,12

TOKYO, 17 novembre ↓ Rechute

La Bourse de Tokyo a fini en baisse, mercredi 17 novembre, sous la pression de ventes d'arbitrage. Au terme d'une séance morne, l'indice Nikkei a perdu 137,41 points, soit 0,75 %, à 18 108,71 points, parvenant ainsi à se maintenir au-dessus du seuil des 18 000 points.

Selon les opérateurs, le marché est calme dans l'attente, entre autres, de la visite du premier ministre Morihiro Hosokawa aux Etats-Unis. De plus, nombre d'investisseurs ont préféré rester sur la réserve en attendant le ré-

sultat, mercredi soir, du vote du Congrès américain sur l'Accord de libre-échange nord-américain.

VALEURS	Cours de 16 novembre	Cours de 17 novembre
Aluminium	1 250	1 270
Boeing	1 200	1 200
Deutsche Bank	1 440	1 440
Exxon	2 200	2 200
General Motors	1 520	1 520
IBM	1 420	1 420
Merck	850	850
Novartis	1 800	1 790

CHANGES

Dollar : 5,9180 F ↑

Mardi 17 novembre, le deutchmark se repliait à 3,4627 francs à l'ouverture du marché des changes par rapport au franc, contre 3,4735 francs mardi soir, selon les cours indiqués de la Bourse de Francfort. Le dollar gagnait du terrain à 5,9180 francs contre 5,8865 francs la veille (cours BDF).

	16 nov.	17 nov.
Franc (en DM)	3,4735	3,4627
Dollar (en DM)	106,65	107,85

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (17 nov.) : 6,34 % - 6,13/16 %
New-York (16 nov.) : 3 %

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 571,6
Indice SBF 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 2 117,96 2 115,85

NEW-YORK (indice Dow Jones)
15 nov. 16 nov.
Indice général : 3 677,52 3 710,77

LONDRES (indice Financial Times)
15 nov. 16 nov.
300 valeurs : 2 093,30 2 097,50
30 valeurs : 2 346,40 2 347,90
Médias d'Etat : 243,29 246,50
Fonds d'Etat : 163,67 163,13

FRANCFORT
15 nov. 16 nov.
Dax : 2 049,11 2 071,72

TOKYO
16 nov. 17 nov.
Nikkei Dow Jones : 18 246,12 18 108,71
Indice général : 1 501,34 1 501,83

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,9110	5,9130	5,9085	5,9025
Yen (100)	5,5155	5,5125	5,5130	5,5045
£	6,4540	6,4595	6,4525	6,4440
Deutschmark	3,4635	3,4620	3,4620	3,4601
Franc suisse	3,5007	3,5034	3,5009	3,5003
Lire italienne (1 000)	5,5409	5,5393	5,5393	5,5385
Livre sterling	8,7506	8,7578	8,7506	8,7513
Peseta (100)	4,2819	4,2826	4,2850	4,2843

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 5/16	3 1/8	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	6 15/16	2 7/16	2 1/4	2 3/8	2 7/16	2 1/4
£	6 1/4	6 1/16	6 11/16	6 13/16	6 1/8	6 1/16
Deutschmark	4 9/16	4 3/8	4 1/2	4 5/8	4 1/4	4 1/2
Franc suisse	5 11/16	4 11/16	4 7/16	4 9/16	4 3/16	4 5/16
Lire italienne (1 000)	9 3/16	9 1/16	8 3/4	9 1/16	8 1/8	8 13/16
Live sterling	5 11/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 7/16	5 9/16
Peseta (100)	6 5/8	6 3/4	6 7/16	6 9/16	6 1/16	6 3/16
Franc français	5 11/16	5 1/4	5 1/8	5 1/16	5 1/8	5 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 17 NOVEMBRE

Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 8.00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +1.58 % (2149.18)

Réglement mensuel														
VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cours précéd.	Dernier cours	% +/-	Dernier compte(t)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% +/-	Dernier compte(t)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% +/-	Dernier compte(t)	VALEURS
01/09/93	ESP-SSE XS	5200	5300	+0,19	20/09/93	Deutsche Telekom	389	406	+0,43	20/09/93	Lyons-Saint-Denis 1	528	538	+1,90
20/09/93	A.M.P. (P.)	1071	1070	-0,09	20/09/93	Marine Atlantique	1011	1020	+0,90	20/09/93	Stade Rennais 1	172,00	172,00	0,00
22/09/93	Colson (P.)	1208	1205	-0,25	20/09/93	Matra-Deleury	132	135,19	+2,19	20/09/93	Saint-Etienne	331	339	+2,42
01/09/93	Banque Commerciale (P.)	2218	2216	-0,09	20/09/93	Daguerre 1	919	928	+1,08	20/09/93	Synthesabo	223,50	225,00	+0,67
01/09/93	SAF (P.)	1215	1214	-0,08	20/09/93	Marine Atlantique 1	12,40	12,40	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	125,20	125,20	0,00
01/09/93	Saint-Gobain (P.)	1148	1159	+0,96	20/09/93	Michellini	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Thyssen S.A. (P.)	7010	7040	+0,43	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Alcatel	800	802	+0,25	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Air Liquide	762	778	+2,10	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Alcatel Alsthom	608	605	-0,49	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Alcatel Cables	120	120	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Alpe	320	320	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	ASFA (Alcatel-Ford)	701	699	-0,29	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
20/09/93	Asa	1408	1502	+6,68	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
20/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,70	0,00
01/09/93	Banque Paribas	1409	1409	0,00	20/09/93	Marine Atlantique 1	102,10	102,10	0,00	20/09/93	Stade Rennais 1	322,70	322,	

Comptant (sélection)

Sicav (sélection) 16 novembre

VALEURS	% du sem.	% de coupon	VALEURS	Cours	Nombre cours	VALEURS	Cours	Nombre cours	VALEURS	Estimation	Franch net	VALEURS	Estimation	Franch net	VALEURS	Estimation	Franch net
Obligations										Étrangères							
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Belg. Imp. Publ.	4800	—	AER. Alg.	598	—	Kalote Corp.	34,95	33,30	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32,00	France Energie	288,95	289,00	Paribas Paribas	695,37	676,00
OFCE 9% 31-90	119	5,520	Edinburg Bright G	728	728	Alon W.	510	—	Acropolis Corp.	32,00	32						

[illegible]

حکومتی اہل

CARNET

Décès

M. Maurice Bessy, son épouse, M. et M^{me} François Simon-Bessy et leur fille Sophie, ses enfants et petite-fille, M. Jacques Voisin, son beau-frère, M^{me} Yvette Barry, sa fidèle collaboratrice, Le personnel de l'édifice, M^{me} Maryline Disausy, M. Gilbert Agnès, M^{me} Maryline Bourgeois, Les familles parentes, alliées, Et ses amis.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BESSY, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 13 novembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu en toute intimité, suivies de l'inhumation au cimetière de Garches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, avenue Mozart, 75016 Paris.

Nous apprenons le décès, survenu le lundi 15 novembre 1993, de

Emile BOUTHEMY, compagnon de la Libération,

dont les obsèques auront lieu le jeudi 18 novembre, à 15 heures, en l'église de Poix-du-Nord (Nord).

[Né le 7 novembre 1918 à Neuville (Nord), Emile Bouthemy a appartenu au bataillon du Moyen-Congo (devenu aujourd'hui le Congo), qui relevait des Forces de la France libre (FFL), dès le début de la seconde guerre mondiale. Il fut grièvement blessé le 25 octobre 1940, devant Lannion, et dut être amputé de bras gauche. Il continua de participer aux combats dans l'Armée française combattante (AFC) jusqu'en 1944. C'est le 1^{er} février 1945 qu'il a été fait compagnon de la Libération, au titre de sergent-chef du bataillon du Moyen-Congo. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Emile Bouthemy était officier de l'Ordre national du Mérite et officier de la Légion d'honneur.]

M. Rémy Rontchevsky, M^{me} Suzanne Fossière, sa sœur, et ses enfants, M. et M^{me} Albert et Denise Stevens, son beau-frère et sa sœur, et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Gabrielle CASSEL, professeur honoraire d'enseignement général, officier des Palmes académiques

survenu le 12 novembre 1993 à Strasbourg, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 23 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-François de Strasbourg-Wendel, et les cendres seront déposées dans le caveau de famille au cimetière de Strasbourg-Wendel.

Selon la volonté de la défunte, ni fleurs ni couronnes.

Priez pour elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Guérin, 67000 Strasbourg.

25, avenue André-Malraux, 57000 Metz.

M. André Collet, née Françoise Trépeau, M. et M^{me} Robert Xuerf, et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre-André Collet, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Michel Meunier, leurs enfants et leur petit-fils, M. Jean-Jacques Collet, et sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André COLLET, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, avec palme, médaille de la Résistance, vice-consul de France à Copenhague, attaché d'ambassade à Hambourg et Bonn,

survenu le 12 novembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le jeudi 18 novembre, à 10 heures, au cimetière de Jonebe-rolles, Villetaneuse (Seine-Saint-Denis).

21, rue des Balettes, 93110 Rosny-sous-Bois.

Paul Roussel, François et Alice Regnaud de la Soudière, Antoine et Jeanne, font part du décès de

Raymond, Amédée ROUSSAT, survenu le 7 novembre 1993.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. Debas, sa mère, Dominique Debas, née Gize, son épouse, Catherine Debas, Jean-Philippe Debas, Guillaume Debas, ses enfants, M. et M^{me} Pierre Debas, son frère et sa belle-sœur, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

Philippe DEBAS, survenue le 14 novembre 1993, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Gabriel, 5, rue des Pyrénées, Paris-20^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jacqueline Giraud, Isabelle Giraud, Le colonel et M^{me} René Giraud, leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges GIRAUD, chevalier des Palmes académiques, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur à l'université P.-et-M.-Curie, et à l'ENS,

survenu le 14 novembre 1993.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 19 novembre, à 15 heures, à Bergemont (Var).

Bénédiction le jeudi 18 novembre, à 8 h 45 à l'hôpital Paul-Brousse, Villejuif.

3, rue Bergère, 83900 Saint-Tropez.

Le conseil d'administration de l'Édition des lettres modernes a la tristesse de faire part du décès de

Peter C. HOY, Merton College, Oxford (Grande-Bretagne), Michel GRIMAUD, Wellesley College, Massachusetts (États-Unis),

membres fondateurs de l'Édition et contributeurs efficaces à la recherche érudite.

Jane Netelebos, sa compagne, M^{me} Evelyn Netelebos, Alex et Ingrid Netelebos, Jon et Karin Netelebos, Wim et Helga Netelebos, leur famille et leurs enfants,

Jacques et Christine Le Chevalier, Claire et Jacques Compiègne, Elizabeth Landman, Claude Dolle, Patrick Peugeot, Philippe Magnier,

Tous ses amis de la Colère, Tous ses amis du groupe Total, Tous ses amis de France et du Canada, ont la tristesse de faire part du décès prématuré de

Jean-Pierre JANUARD, ingénieur civil des mines, dans sa cinquante-troisième année.

Un service religieux sera célébré à son intention le samedi 20 novembre 1993, à 11 heures, en l'église Saint-Moritz, 76, rue de la Vierge, Paris-6^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

25, rue Croix-Bouet, 92310 Suresne.

Le président, La commission de direction, La direction financière, Le personnel de la Colère, Le président de SCRL, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Jean-Pierre JANUARD, directeur financier de la Colère, décédé le 14 novembre 1993.

Un service religieux sera célébré à son intention, le jeudi 18 novembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Germain de Bourg-sur-Gironde.

Chantal de VISMES nous a quittés.

Avril Ventura, sa fille, Sa famille, Ses amis, lui disent adieu aujourd'hui, mercredi 17 novembre 1993, à 10 h 45, dans le grand salon du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bras. Guévre. Toulon. Antoinette Keraudren, M. et M^{me} Paul Keraudren et leurs enfants, M^{me} veuve Félix Keraudren, ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} veuve Félix KERAUDREN, née Antoinette Clégar, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques religieuses auront lieu à 10 h 30, le jeudi 18 novembre 1993, en l'église Notre-Dame de Karbonnac de Brast.

30, rue Alsace-Lorraine, 29200 Brast.

Claire Guinebat, Elisabeth Bergeron, Bernard Monjardet, Dominique Monjardet, Adeline Monjardet, ses enfants, Leurs conjoints, enfants et petits-enfants, Les familles Monjardet, Jolivet, Roux, Pic et Dorvaux, ont la douleur de faire part du décès de

Renée MONJARDET, née Jolivet, survenue le 15 novembre 1993.

Selon son désir, les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, à Arpay (Cher), où elle reposera auprès de

Paul MONJARDET, qui nous avait quittés le 27 décembre 1989.

Une messe à leur intention sera dite ultérieurement en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, leur paroisse.

10 bis, rue des Frères-Morane, 75013 Paris.

Mathieu, Cécile et André Poiroux, ses enfants, Claude Bernique-Poiroux, sa femme, M. et M^{me} Henry Poiroux, ses parents, Sa famille et ses amis, ont l'honneur de faire part d'annoncer la disparition brutale de

Jean POIROUX, survenue le 5 novembre 1993.

Les obsèques ont lieu le 17 novembre, à Valenciennes.

30, rue des Cénocroix, 59170 La Porcelle-sur-Magne.

Ses collègues de l'Institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Créteil, Du CEFISEM, Et du groupe de recherche SCRL, ont la douleur d'annoncer la disparition de

Jean POIROUX, agrégé des lettres, survenue le 5 novembre 1993.

M^{me} Claude Missoff, M. et M^{me} Jean-Michel Troin, M. et M^{me} Charles Picasso, Le professeur et M^{me} François Troin, ses enfants,

M. et M^{me} Jean-Benoît Missoff, et leurs enfants, Adrien, Laurent et Clara, M. et M^{me} Marc Lambros, et leurs enfants, Mathieu, Juliette et Pauline, M. Emmanuel Missoff, M^{me} et M^{me} Alexandre, Ludovic et Constance Troin, M. et M^{me} Christophe et Raphaëlle Peugeot,

M. et M^{me} Frédéric et Mathilde Troin, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Louis Motte, et leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Georges Vieu, et leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Maximilien Troin, et ses enfants, M. et M^{me} Pierre Martin, ses frères, belles-sœurs, cousins et neveux, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Ludovic TROIN, née Jeanne Motte, survenue le 16 novembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 novembre à 13 h 45 en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu à Chateauroux-les-Alpes (Hautes-Alpes), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de

Aniki Louise VOIONMAA, ancien ingénieur au CNRS, survenue le 12 novembre 1993, après une longue et pénible maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 19 novembre, à 10 h 30, à Saint-Jacques-du-Haut-Pas, sa paroisse, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

4, rue Le Goff, 75005 Paris.

Fajda Winnikamen, son épouse, Pascal, Laurence, Sandra et Thibaut Jelenka, Agnès Kahn, ses enfants, et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon WINNIKAMEN, survenu, le 13 novembre 1993, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu, le mardi 16 novembre, au cimetière parisien de Bagneux.

1, square Port-Royal, 75013 Paris.

M^{me} Hervé Spitz, son épouse, Anna, sa fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Hervé SPITZ, survenu le 14 novembre 1993, à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 18 novembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Vincennes, 82, rue Raymond-du-Temple.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Raymond-du-Temple, 94300 Vincennes.

Condoléances

Estienne DAUM nous a quittés récemment. Père d'enfant autiste, il nous a laissés plus de tristesse que de joie. Rose-Marie Daum, pour que les personnes autistes puissent vivre plus dignes et plus heureuses. Il fut l'un des fondateurs d'Autisme France et de l'ARAPI, et continuera de travailler après le décès de Rose-Marie.

Tous les responsables d'Autisme France et de l'ARAPI assurent sa famille de leur compassion.

Fidèles à la mémoire d'Estienne Daum, ils suivront son exemple et persévéreront son combat.

Anniversaires

Vint ans, je que en deçava.

Ambrós CARRION i JUAN, 4 de Julio 1888-9 de Novembre 1973.

Professor a la Universitat de Barcelona, creador dels Estudis Universitaris per Obres, Professor a l'Escola de Bibliotecaris, periodista a La Vanguardia, dramaturg-poeta, Fundador del Casal Català de Tolosa, Fundador del Moviment Socialista de Catalunya, President del Casal de Catalunya de Paris, Fundador de la Federació d'Entitats Catalanes a l'Exil.

Il y a dix ans, le 18 novembre 1983,

Ignace MEYERSON nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu, aimé, admiré, aient une pensée pour lui.

Association des amis d'Ignace Meyerson.

Communications diverses

An Carle Bernard-Lexre, 10, rue Saint-Clément, Paris-3^e, tél. : 42-71-68-19, jeudi 18 novembre 1993, à 20 h 30, débat avec Laila Chahid, déléguée générale de la Palestine en France, et Avraham Rosenfeld.

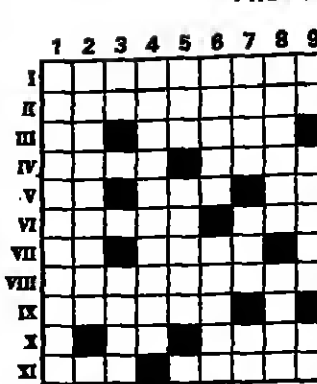
JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel le 17 novembre 1993.

UN ARRÊTÉ du 5 novembre 1993 modifiant l'arrêté du 20 novembre 1979 relatif aux conditions d'attribution des primes à l'amélioration de l'habitat.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6173



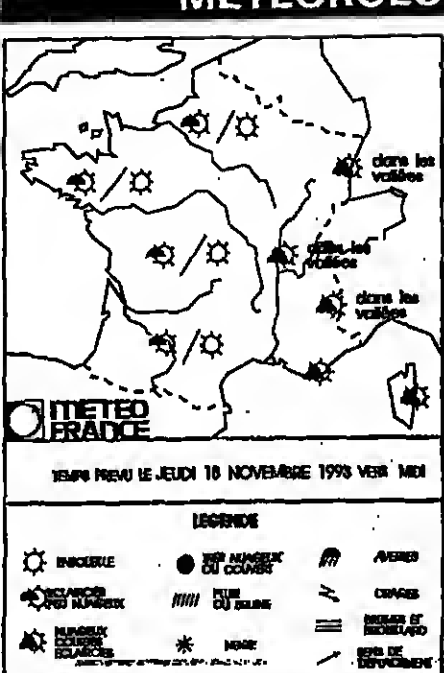
VERTICALEMENT
1. Qui risque de nous chiffonner. - 2. Pas transparent. - 3. En France. On en tire de la poudre. - 4. Se relève dès qu'il n'est plus occupé. - 5. Peut être un pensionnaire de zoo. Un poète de la Bible. - 6. Une victime de la chaleur. Peut orner un uniforme. - 7. Dans les Pyrénées-Orientales. N'est pas fin quand il est gris. Un informateur anonyme. - 8. Rajeunit comme une vieille cocotte. Se dorent au soleil. - 9. Préposition. Sarras comme des sardines. Note.

HORIZONTALEMENT
1. Compte en banque. - II. Peut-être bus par le champion. - III. Un élément transurannien. Pas sévère. - IV. Travaille avec discernement. Poussières, en Espagne. - V. Dans Paris. Agace quelquefois. En première ligne. - VI. Enrichissent le banquier. Économise la rappe. - VII. Terre. Peut être libre dans une épreuve. - VIII. Des lettres qui peuvent former un chiffre. - IX. Très léger. - X. Pas démodé. Commence par la brume. - XI. Lieu de formation. La part du père.

Solution du problème n° 6172
Horizontalement
1. Buraliste. - 2. Inennicaux. - III. Minive. - IV. Ota. Ibère. - V. Cal. Devin. - VI. Lie. Era. - VII. Ars. Gts. - VIII. Rd. Aa. Lin. - IX. Vieja. - X. Ecaillière. - XI. Aisée. Es.
Verticalement
1. Binoclade. - 2. Unitaire. Ça. - 3. Ranales. Al. - 4. Am. Avis. - 5. Lvidé. Aile. - 6. Isenberg. Oâi. - 7. Sa. Evouillé. - 8. Tu. Ri. Tiare. - 9. Externuantes.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES moyennes - maxima	
FRANCE	
ALGER	17/2
BARCELONE	11/-1
BONNE	10/1
BREIST	10/1
CAEN	12/-1
CHERBOURG	12/1
GRENOBLE	8/0
LILLE	5/-1
LYON	12/1
LYON, BRON	12/1
MARSEILLE	13/2
NANCY, ESSEY	4/-1
NANTES	12/1
NICE	17/6
PARIS-MONTS	12/2
PARIS	12/2
PERPIGNAN	18/1
POINTE-A-PITRE	22/22
RENNES	12/1
ST-ETIENNE	4/-1
STRASBOURG	4/1
TOULOUSE	8/-2
TORONTO	5/-1
ÉTRANGER	
ALGER	17/2
AMSTERDAM	11/-1
ATHÈNES	18/12
BANGKOK	32/28
BARCELONE	14/3
BELGRADE	11/0
BERLIN	3/1
BRUXELLES	5/-2
COPENHAGUE	12/1
DAKAR	26/19
JERUSALEM	12/4
LE CAIRE	21/10
LISBONNE	17/9
LONDRES	9/1
LOS ANGELES	17/10
LUXEMBOURG	12/1
MADRID	14/-2
MARRAKECH	18/10
MEXICO	28/10
MILAN	15/-5
MONTREAL	5/-2
MOSCOW	-8/13
MUMBAI	24/13
NEW-DELI	30/19
NEW-YORK	13/9
PALESTINE	14/6
ROME	14/6
HONGKONG	28/22
SINGAPOUR	31/24
STOCKHOLM	0/-3
SYDNEY	23/15
TOKYO	17/10
VERNE	12/3
VIENNE	4/0

Jeudi - Sur la plupart du pays, le temps frais et sec domine avec un soleil bien présent.

Sur le pourtour méditerranéen, le vent marin amène quelques nuages mais on aperçoit tout de même le soleil.

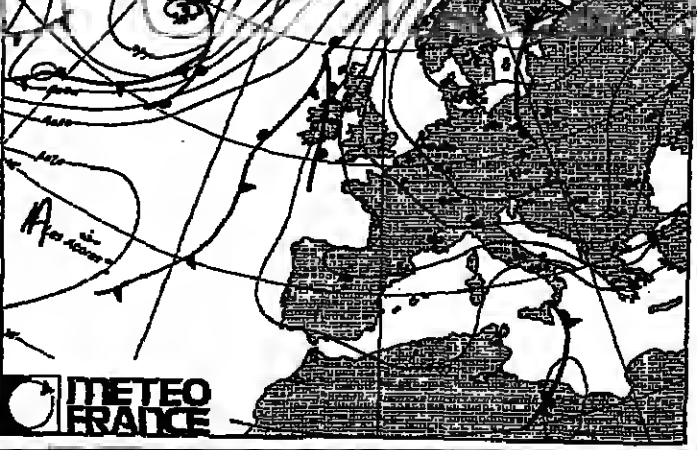
Les régions de l'Est et du Centre-Est seront les moins favorisées car le soleil tardera parfois à se montrer au travers des nuages bas.

Ces nuages seront plus tenaces vers l'Alsace.

Excepté sur les côtes où les températures resteront positives, il gèlera partout ailleurs et le thermomètre descendra de -1 à -5 degrés sur l'Ouest, 7 à 10 sur la moitié sud, 10 à 13 près de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 19 NOVEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



POUR QUE L'IMAGE FRANÇAISE FASSE LE TOUR DU MONDE

Fabriquer des programmes pour la télévision, c'est avoir des idées, savoir financer, pouvoir exporter. C'est aussi notre engagement et celui de nos entreprises.

LES PRODUCTEURS FRANÇAIS DE TÉLÉVISION

PROGIEP

RADIO-TELEVISION

MERCREDI 17 NOVEMBRE

TF 1

14.35	Club Dorothée.
17.50	Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20	Série : Histoires et les garçons.
18.50	Magazine : C'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Charlotte de Turckheim.
19.50	Diversité : Le Bébête Show (et à 0.10).
20.00	Journal et Météo.
20.40	Sport : Football. Match éliminatoire de la Coupe du monde : France-Bulgarie, en direct du Parc des Princes. A 21.30, mi-temps ; A 21.45, 2 ^e mi-temps.
22.45	Magazine : Jury d'honneur. Présenté par Charles Schenberg. Que faire des voleurs récidivistes et des assassins d'enfants ? Invité : Pierre Méhaignerie.
0.15	Journal et Météo.
0.20	Série : Intrigues.

FRANCE 2

15.40	Variétés : La Chance aux chansons. Georges Ulmer, de Copenhague à Pigalle.
18.35	Des chiffres et des lettres.
17.05	Magazine : Giga.
18.35	Jeu : Un pour tous.
19.15	Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 4.25).
19.50	Tirage du Loto (et à 20.45).

Les Plus Belles Moquettes
à des prix extraordinaires
spécialité LAINE
LA MOQUETTERIE
334, rue de Valenciennes
75015 PARIS
42-50-41-85
(ouvert le 11 novembre)

FRANCE 3

15.00	Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
16.45	Jeu : Les Dilemmes d'Hugo.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer. En direct de Bruxelles.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour. La bibliothèque des tout-petits.
19.00	La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : La Grande Classe.
20.30	Le Journal des sports.
20.45	INC.
20.50	La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Engage de guerre par millions : les populations civiles victimes des mines antipersonnelles. Invité : Jean-Baptiste Richardier, directeur de Handicap international ; Mario Bataud, professeur de droit international à l'université Paris-II ; Jean-François Deniau, de l'Académie française ; Nép Amélie Simonin, vingt ans, Cambodgienne naturalisée française depuis 1993, elle a perdu une jambe à l'âge de huit ans lors

FRANCE 3

20.00	Journal, Journal des courses et Météo.
20.50	► Téléfilm : Des comédiens au chocolat. De Magali Clément.
22.25	Documentaire : Chroniques de l'hôpital d'Armenières. De Daniel Karlin (10 ^e chronique).
23.25	Journal et Météo.
23.50	Le Cercle de minute. Présenté par Michel Field. Ouverture de l'île Richelieu au Musée du Louvre.
0.55	Sport : Football. Dernier match qualificatif de la Coupe du monde : Argentine-Australie, en direct de Buenos-Aires. A 1.00, Coup d'envoi.
2.45	Court métrage : Histoire courte. Accus de guerre, de Philippe Luchner.
3.10	Emissions religieuses (rediff.).
4.10	Dessin animé (et à 4.35).
4.20	24 heures d'Info.
4.45	Magazine : Bas les masques (rediff.).

FRANCE 3

15.00	Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
16.45	Jeu : Les Dilemmes d'Hugo.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer. En direct de Bruxelles.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour. La bibliothèque des tout-petits.
19.00	La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : La Grande Classe.
20.30	Le Journal des sports.
20.45	INC.
20.50	La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Engage de guerre par millions : les populations civiles victimes des mines antipersonnelles. Invité : Jean-Baptiste Richardier, directeur de Handicap international ; Mario Bataud, professeur de droit international à l'université Paris-II ; Jean-François Deniau, de l'Académie française ; Nép Amélie Simonin, vingt ans, Cambodgienne naturalisée française depuis 1993, elle a perdu une jambe à l'âge de huit ans lors

Les interventions à la radio
Radio-Shalom, 18 h 30 : Georges Serre (Le grand débat).
RTL, 18 h 30 : Débat sur la défense de la langue française, avec Lionel Fleury.
France-Inter, 19 h 20 : Routes, autoroutes, comment éviter l'écotombe (Le télé phone sonne).

FRANCE 3

19.00	Le Dessous des cartes. Série : Slatery & McShane. Magazine : Mégamix.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	► Musica : Trente-deux films brevis sur Glenn Gould. Les Variations Goldberg, de Glenn Gould joué par Glenn Gould. Cinéma : Étoiles, de Konrad Wolf (1959).

FRANCE 3

15.05	Téléfilm : La Belle et le Casse-cou. De Bradford May.
18.40	Dessin animé : Les Simpson.
17.05	Les Supersatires du catch.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 21.00	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Christine Bravo. Christophe Donner et Maurice Rheims, écrivains.
20.30	Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00	Cinéma : Faute de preuves. Film franco-américain de Simon Moore (1991).
22.35	Flash d'informations.
22.40	Cinéma : Par l'épée, de Christophe Donner et Maurice Rheims (1991) (v.o., dern. diff.).
0.10	Cinéma : Quand les étoiles étaient rouges. Film franco-belge de Dusan Trnka (1991) (v.o.).

FRANCE 3

17.00	Documentaire : Canova mutilé. De Jacques Deschamps (rediff.).
17.40	Magazine : Transit (rediff.).
18.45	Chronique :

La belle et la plus vaste collection de costumes "longlife" aux 2 pantalons à un prix jamais vu !
2490f
DAVID SHIFF
Le luxe sans le payer
13 RUE ROYALE PARIS 8
OUVERT JUSQU'AU DIMANCHE

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Délectables turpitudes

MICHAEL JACKSON set partout, et il n'est nulle part. Il est partout : chez les marchands de disques et sur les murs, dans les têtes des enfants et dans les coisses des multinationales, dans les pages musicales et dans la chronique judiciaire. Et il n'est nulle part. Introuvable, malgré les satellites et les paparazzi. A-t-on cru le repérer dans un hôtel d'Avoriaz ? L'on s'éveille aussitôt que la station de ski est fermée. En Suisse ? En Angleterre ? Dans l'avion de Liz Taylor ? Parfois, reconnaît le spécialiste du rock François Jouffe, invité de Christine Ockrent, parfois il visite Euro Disney la nuit, après la fermeture, fantôme familier du royaume des sorcières. Ou encore, déguisé en Mickey, parmi les enfants, si proche et inaccessible. Peu importe. Même disparu, le SDF milliardaire, le tendre grand frère invisible de tous les enfants du monde, continue de nous hanter.

Le Jackson évoqué par Christine Ockrent et ses invités était le « phénomène Jackson », le créateur immatériel de l'imaginaire collectif, le « mythe Jackson ». Mais sous le mythe, le pauvre être de chair n'était jamais loin. Ainsi France 3 avait-elle retrouvé l'ancien interprète de la dernière tournée française de Jackson, « une des rares personnes qui l'ait approché dans l'intimité ». Des journées entières, raconte le jeune homme, la star regardait des vidéos, jouait avec des enfants dans sa chambre d'hôtel. Puis ils s'endormaient avec lui. Avec lui ? Comment donc, avec lui ? s'enquiert le journaliste. Leurs parents dormaient dans la chambre voisine, précise le témoin, rassurant. Avait-il un rapport charnel avec les enfants ? Inéiste le journaliste. Tout d'un coup, sans qu'on y ait pris garde, l'atmosphère avait cessé de décrire un mythe pour surveiller la touche manège d'un client dans une chambre d'hôtel. On croit assister à un colloque, ou une célébration, en compagnie de dignes spécialistes : on se retrouvait dans un cabinet d'instruction, ou bien derrière une glace sans tain.

Voir, Voir en affectant de nous pencher gravement sur un « phénomène de société », quand seul le sang nous attire. Mais est-ce bien neuf ? Après le journal de Christine Ockrent, Laura Adler recevait dans les « Brûlures de l'Histoire » l'historien Maurice Lever, auteur d'un étonnant recueil de Canards Sanglants (Ed. Fayard). Les « canards sanglants » étaient ces faillies imprimées des XVI^e et XVII^e siècles, encrées des journaux populaires. D'horribles faits divers y étaient relatés en détail, souvent précédés d'un préambule... qui ne manquait pas d'en tirer les enseignements moraux. Déjà la turpitude, délectable et interdite, se camouflait sous l'honorable masque du « phénomène de société ».

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; ◄ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 18 NOVEMBRE

TF 1

6.00	Série : Passions.
6.28	Météo (et à 6.59, 8.33).
8.30	Club mini Zig-Zag.
7.00	Journal.
7.20	Dessin animé : Transmutazora (et à 9.25).
7.25	Club Dorothée avant l'école.
8.35	Télé-shopping.
9.05	Faillite : Hôpital central.
9.45	Faillite : La Clinique de la Forêt-Noire.
10.25	Série : C'est cœur (et à 4.35).
10.55	Série : Tribunal.
11.25	Faillite : Santa Barbara.
11.50	Jeu : La Roue de la fortune.
12.20	Jeu : La Juste Prix.
12.50	Magazine : A vrai dire.
13.00	Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35	Les Feux de l'amour.
14.30	Série : Cannon.
15.30	Faillite : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15	Jeu : Une famille en or.
16.40	Club Dorothée.
17.50	Série : Premiers baisers.
18.20	Série : Histoires et les garçons.
18.50	Magazine : C'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Carla Bruni.
19.50	Diversité : Le Bébête Show (et à 0.55).
20.00	Journal et Météo.
20.50	Série : Navarro.
22.30	Magazine : Méfiez-vous des blondes. Présenté par Armande Laro. Invité : Pierre Bachelet.
23.45	Faillite : La Mafia 2. De Florestano Vancini (9 ^e épisode).
1.00	Journal et Météo.
1.10	Documentaire : Histoire naturelle (et à 3.05).
2.00	TF 1 nuit (et à 2.55, 3.55, 4.30, 5.00).
2.05	Documentaire : Histoires racontées à terre.
4.05	Série : Mémoires.
5.10	Musique.
5.35	Documentaire : L'Aventure des plantes.

FRANCE 2

5.55	Faillite : Monsieur Belvédère.
6.20	Dessin animé.
6.30	Téléfilm : Avec le Journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30	Faillite : Amour, gloire et beauté.
8.55	Faillite : Amour, gloire et beauté.
9.20	Magazine : Martin bonheur. Invité : Michel Boujenah.

Le Monde
savoir financier
des entreprises

FRANCE 3

11.20	Flash d'informations.
11.25	Jeu : Motus.
11.50	Jeu : Pyramide (et à 4.30).
12.20	Jeu : Les années-là.
12.55	Loto, Journal et Météo.
13.45	INC.
13.50	Série : Le Renard.
14.50	Série : Les deux font le pair.
15.40	Tiercé, en direct de Vincennes.
15.55	Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran. Les chansons de Gérard Philou.
16.45	Des chiffres et des lettres.
17.10	Magazine : Giga.
18.40	Jeu : Un pour tous.
19.20	Jeu : Qui le meilleur gagne.
20.00	Journal, Journal des courses, Météo et Info route.
20.50	Magazine : Envoyé spécial. Michélin et l'emploi : Les hommes sauvages : Top-mo-dél.
22.25	Diversité : Juste pour rire. Présenté par Michel Courmarche. Les départs en sous-voiture.
23.30	Journal et Météo.
23.50	Magazine : Le Cercle de minute. Présenté par Michel Field. Invité : Jean-Pierre Vernant (l'homme grec) ; Pierre Vidal-Naquet (le trait empereur) ; Tobie Nathan (Clerks 2) ; Flor de n'importe quel pays, ni amis, quelle sortie c'était) ; Eric Marty (Barthes, œuvres complètes) ; Musique : Luis Claret.
1.00	Série : Les Diamants de la vengeance.
2.20	La Magazine de l'emploi (rediff.).
3.20	Magazine : Mascarines (rediff.).
4.15	24 heures d'Info.
5.00	Dessin animé.

FRANCE 3

7.00	Premier service.
7.15	Bonjour les petits loupes.
7.30	Série : L'Or, le tigre et les autres.
8.00	Kimbo : Les Histoires du père Castor. Coop de bleu dans les étoiles.
8.00	Continentalia. Informations. Samedi (v.o.) : A 8.15, Magazine portugais.

NOCTURNE demain
JEUDI 22 heures.
-10% sur tout le magasin avec la carte.
SAMARITAINE

FRANCE 3

8.25	Magazine : Génération 3. Présenté par Marie-Laure Auvray. Les Gadabouts : A 9.55, Semaine thématique : L'homme, machine biologique ? (8 ^e partie). Manger pour vivre. Invité : le professeur Apollon. Documents : Les mythes de la digestion, de Dani Barakat.
10.55	En direct : L'homme du jour.
11.00	Magazine : Français, si vous parlez. Le blues : la musique qui nous a fait l'âme.
11.45	La Cuisine des mousquetaires.
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Magazine : Votre cas nous intéresse. Téléstar : une tâche difficile.
13.30	Série : Conquête de l'Ouest.
14.20	Dessin animé.
14.30	Questions au gouvernement, en direct du Sénat.
17.00	Magazine : La Fête de l'apéro-révisé. Présenté par Vincent Perrot. Invité : Anne Roumanoff.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour. Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : La Grande Classe.
20.30	Le Journal des sports.
20.40	Kao.
20.50	Cinéma : Le Jument vert. Film franco-italien de Claude Autant-Lara (1959).
22.25	Journal et Météo.
22.55	Le Nuit des masques. Film américain de John Carpenter (1978).
0.25	Continentalia. Informations. Samedi (v.o.) : A 8.15, Magazine portugais.

FRANCE 3

7.00	Premier service.
7.15	Bonjour les petits loupes.
7.30	Série : L'Or, le tigre et les autres.
8.00	Kimbo : Les Histoires du père Castor. Coop de bleu dans les étoiles.
8.00	Continentalia. Informations. Samedi (v.o.) : A 8.15, Magazine portugais.

La belle et la plus vaste collection de costumes "longlife" aux 2 pantalons à un prix jamais vu !
2490f
DAVID SHIFF
Le luxe sans le payer
13 RUE ROYALE PARIS 8
OUVERT JUSQU'AU DIMANCHE

FRANCE 3

7.50	Ca cartoon.
8.05	Documentaire : 1918, de la guerre à la paix. De Vincent Scully et Alice Harlaux.
9.00	Le Journal du cinéma.
9.05	Cinéma : Une vie indépendante. Film franco-italien de Fredo F. Kanovski (1991) (v.o.). Une suite de l'autobiographie du cinéaste.
10.41	Flash d'informations.
10.43	Cinéma : Olivier, Olivier. Film français d'Agneska Holland (1992).
En clair jusqu'à 13.35	
12.30	Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delorme.
13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hamlet. Film américain de Franco Zeffirelli (1990). Avec Mel Gibson, Glenn Close, Alan Bates. Un spectacle bien organisé et esthétiquement fort beau.
15.45	Le Journal du cinéma.
16.10	Cinéma : Nicky et Gino. Film américain de Robert M. Young (1988). Avec Ray Liotta, Tom Hulce, Jamie Lee Curtis.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Isabelle Eberhardt. Film franco-italien d'Ian Pringle (1990). Avec Mathilde May, Tcheky Karyo, Peter Onorati.
22.20	Flash d'informations.
22.30	Cinéma : Une lueur dans la nuit. Film américain de David Seidler (1991). Avec Melanie Lynskey.

FRANCE 3

7.50	Ca cartoon.
8.05	Documentaire : 1918, de la guerre à la paix. De Vincent Scully et Alice Harlaux.
9.00	Le Journal du cinéma.
9.05	Cinéma : Une vie indépendante. Film franco-italien de Fredo F. Kanovski (1991) (v.o.). Une suite de l'autobiographie du cinéaste.
10.41	Flash d'informations.
10.43	Cinéma : Olivier, Olivier. Film français d'Agneska Holland (1992).
En clair jusqu'à 13.35	
12.30	Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delorme.
13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hamlet. Film américain de Franco Zeffirelli (1990). Avec Mel Gibson, Glenn Close, Alan Bates. Un spectacle bien organisé et esthétiquement fort beau.
15.45	Le Journal du cinéma.
16.10	Cinéma : Nicky et Gino. Film américain de Robert M. Young (1988). Avec Ray Liotta, Tom Hulce, Jamie Lee Curtis.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Isabelle Eberhardt. Film franco-italien d'Ian Pringle (1990). Avec Mathilde May, Tcheky Karyo, Peter Onorati.
22.20	Flash d'informations.
22.30	Cinéma : Une lueur dans la nuit. Film américain de David Seidler (1991). Avec Melanie Lynskey.

La belle et la plus vaste collection de costumes "longlife" aux 2 pantalons à un prix jamais vu !
2490f
DAVID SHIFF
Le luxe sans le payer
13 RUE ROYALE PARIS 8
OUVERT JUSQU'AU DIMANCHE

FRANCE 3

13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hamlet. Film américain de Franco Zeffirelli (1990). Avec Mel Gibson, Glenn Close, Alan Bates. Un spectacle bien organisé et esthétiquement fort beau.
15.45	Le Journal du cinéma.
16.10	Cinéma : Nicky et Gino. Film américain de Robert M. Young (1988). Avec Ray Liotta, Tom Hulce, Jamie Lee Curtis.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Isabelle Eberhardt. Film franco-italien d'Ian Pringle (1990). Avec Mathilde May, Tcheky Karyo, Peter Onorati.
22.20	Flash d'informations.
22.30	Cinéma : Une lueur dans la nuit. Film américain de David Seidler (1991). Avec Melanie Lynskey.

FRANCE 3

13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hamlet. Film américain de Franco Zeffirelli (1990). Avec Mel Gibson, Glenn Close, Alan Bates. Un spectacle bien organisé et esthétiquement fort beau.
15.45	Le Journal du cinéma.
16.10	Cinéma : Nicky et Gino. Film américain de Robert M. Young (1988). Avec Ray Liotta, Tom Hulce, Jamie Lee Curtis.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Isabelle Eberhardt. Film franco-italien d'Ian Pringle (1990). Avec Mathilde May, Tcheky Karyo, Peter Onorati.
22.20	Flash d'informations.
22.30	Cinéma : Une lueur dans la nuit. Film américain de David Seidler (1991). Avec Melanie Lynskey.

La belle et la plus vaste collection de costumes "longlife" aux 2 pantalons à un prix jamais vu !
2490f
DAVID SHIFF
Le luxe sans le payer
13 RUE ROYALE PARIS 8
OUVERT JUSQU'AU DIMANCHE

FRANCE 3

13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hamlet. Film américain de Franco Zeffirelli (1990). Avec Mel Gibson, Glenn Close, Alan Bates. Un spectacle bien organisé et esthétiquement fort beau.
15.45	Le Journal du cinéma.
16.10	Cinéma : Nicky et Gino. Film américain de Robert M. Young (1988). Avec Ray Liotta, Tom Hulce, Jamie Lee Curtis.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Isabelle Eberhardt. Film franco-italien d'Ian Pringle (1990). Avec Mathilde May, Tcheky Karyo, Peter Onorati.
22.20	Flash d'informations.
22.30	Cinéma : Une lueur dans la nuit. Film américain de David Seidler (1991). Avec Melanie Lynskey.

FRANCE 3

13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hamlet. Film américain de Franco Zeffirelli (1990). Avec Mel Gibson, Glenn Close, Alan Bates. Un spectacle bien organisé et esthétiquement fort beau.
15.45	Le Journal du cinéma.
16.10	Cinéma : Nicky et Gino. Film américain de Robert M. Young (1988). Avec Ray Liotta, Tom Hulce, Jamie Lee Curtis.
18.00	Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gides et Antoine de Caunes.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Isabelle Eberhardt. Film franco-italien d'Ian Pringle (1990). Avec Mathilde May, Tcheky Karyo, Peter Onorati.
22.20	Flash d'informations.
22.30	Cinéma : Une lueur dans la nuit. Film américain de David Seidler (1991). Avec Melanie Lynskey.

La belle et la plus vaste collection de costumes "longlife" aux 2 pantalons à un prix jamais vu !
2490f
DAVID SHIFF
Le luxe sans le payer
13 RUE ROYALE PARIS 8
OUVERT JUSQU'AU DIMANCHE

سكان العالم

AU JOUR LE JOUR

Après l'abandon d'un projet de missile avec la France

Clowns

Auguste est mort, d'une manière qui n'a fait rire personne. Achille Zavatta s'est tiré une balle dans la tête à la prime sube, mardi, dans la solitude givrée de la campagne française où la vieillesse et le malheur l'avaient conduit à se retirer.

La nuit, effaçant l'artifice, les restes à l'évidence du tragique, dont leur métier les protégeait momentanément. Masques vistes, masques joyeux : même sortie de piste.

PROCYON

Londres diminue de plus de 25 % son potentiel nucléaire

Le ministre britannique de la défense, Malcolm Rifkind, a confirmé, mardi 16 novembre, que la Grande-Bretagne a décidé de réduire de 25 % la puissance explosive globale des missiles nucléaires embarqués à bord de ses sous-marins (le Monde du 16 novembre). Cette décision entend répondre à un environnement international marqué par une diminution générale des arsenaux et par le souci de non-prolifération nucléaire.

En même temps, le ministre de la défense devait parer à d'indivisibles critiques selon lesquelles le gouvernement subordonne sa stratégie nucléaire à de simples considérations budgétaires, chacun sachant que, confronté à un déficit record des finances publiques, le Trésor a décidé que le budget de la défense serait particulièrement visé.

elles sont fabriquées. Le programme Trident, qui avait été conçu en pleine guerre froide, avait notamment pour vocation de percer le bouclier anti-missiles installé par les Soviétiques au-dessus de Moscou, lequel aurait perdu une partie de sa crédibilité.

Grande-Bretagne est cependant placée dans une position délicate depuis que les Américains ont cessé de lui offrir les facilités de leur centre de tir du Nevada.

Certaines ambiguïtés et incertitudes n'ayant pas été levées, M. Rifkind n'a probablement pas atteint tous ses objectifs. Dans les faits, c'est la « puissance explosive » de l'ensemble des missiles qui sera réduite de plus de 25 % (par rapport à des prévisions de 1990), lorsque le programme Trident sera achevé. Actuellement, les quatre sous-marins Polaris sont équipés de 16 missiles chacun, avec un total de 48 têtes nucléaires par bâtiment. Le programme Trident, qui doit se substituer aux Polaris à partir de 1995, prévoyait 128 têtes par sous-marin, soit un total de 512. Les nouvelles dispositions ramèneront ce chiffre à un maximum de 48 à 96 ogives par bateau, soit un total probablement inférieur à 200.

Cette arithmétique un peu compliquée signifie que certains missiles seront équipés d'une seule tête, notamment lorsqu'ils transporteront une arme tactique. Cette option avait été annoncée le mois dernier, avec l'annulation du projet de missile nucléaire aéroporté (le Monde du 20 octobre). Le choix consistait à confier aux Trident une vocation stratégique et tactique est contesté par une partie des experts militaires britanniques.

La réduction des arsenaux nucléaires des Etats-Unis et de la Russie dans le cadre des négociations START poussait, d'autre part, les autres puissances nucléaires, et notamment la Grande-Bretagne, à agir dans ce sens. Londres peut aujourd'hui aborder le renouvellement du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1995 dans une bien meilleure position, ayant ainsi montré l'exemple. Le gouvernement britannique s'engage à soutenir le principe d'un arrêt permanent des essais nucléaires. La

La France en a été écartée il y a moins d'une semaine. A la surprise de certains experts, M. Rifkind a cependant beaucoup insisté sur l'importance que le Royaume-Uni attache aux perspectives de la coopération franco-britannique dans le domaine nucléaire, tout en prenant soin de préciser - à l'intention des Etats-Unis - que celle-ci a pour objet de renforcer le volet européen de l'Alliance atlantique.

LAURENT ZECCHINI

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Europe : « La France et l'Allemagne dans les crises », par Alfred Grosser; Emploi : « Trois modèles proposés pour en finir avec le chômage de masse », par René Lenoir. Revues : « Les chapeaux de l'espérance », par Frédéric Gausson (page 2).

INTERNATIONAL

Les législatives allemandes de 1994

Rudolf Scharping veut « recentrer » le Parti social-démocrate allemand (SPD) en vue des élections fédérales de 1994 (page 4).

Les crimes de guerre en ex-Yugoslavie

Avec l'installation, aujourd'hui, à La Haye, du Tribunal international chargé de juger les auteurs de violations du droit humanitaire commises dans l'ex-Yugoslavie, pour la première fois depuis le tribunal de Nuremberg des criminels de guerre vont connaître la sanction du droit international. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, salue l'importance de cet événement (page 5).

La visite de M. Kohl à Pékin

De retour de Pékin, le chancelier Kohl a annoncé que l'Allemagne venait d'obtenir de la Chine la signature de contrats fermes ou promesses d'achat représentant 7 milliards de marks (page 8).

POLITIQUE

La réforme du droit d'asile

Les sénateurs ont adopté sans modification, mardi 16 novembre, le projet de loi constitutionnelle relatif aux « accords internationaux en matière de droit d'asile » (page 11).

SOCIÉTÉ

Contre le tourisme sexuel

Un colloque va donner le coup d'envoi d'une campagne - à laquelle participent des professionnels du voyage - contre l'exploitation sexuelle des enfants en Asie (page 13).

ÉDUCATION • CAMPUS

M. Fillon précise ses projets universitaires (page 15).

ÉCONOMIE

Le sabotage du COCOM

Vestige de la guerre froide, le COCOM (Comité de coordination du contrôle multilatéral des exportations à destination des pays de l'ex-bloc communiste) se saborde pour se réorienter (page 19).

La manifestation du 18 novembre

La manifestation à laquelle sont appelés à participer les salariés de seize groupes publics n'est que partiellement soutenue par les syndicats (page 21).

Services

Abonnements..... VI
Annonces classées..... 22
Automobile..... 24
Carnet, Mots croisés..... 26
Communication..... 17
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 26
Radio-télévision..... 27
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-28-04-56

Ce numéro comprend trois cahiers dont « Arts et spectacles » folioté de 1 à VIII et « Terres d'hiver » le Monde voyages folioté de 1 à 68

Demain

Monde des livres

Rapatriement de plusieurs œuvres de Kierkegaard dans la collection « Bouquins ». Pierre Lepape rend compte de l'assaut de Piero Camporesi sur les relations de l'émigration et des mythes. Hector Bianciotti a lu les Rimes de Guido Cavalcanti.

Le numéro du « Monde » daté mercredi 17 novembre 1993 a été tiré à 481 387 exemplaires

Quatre nouvelles unités entre 1994 et 1997

Entre octobre 1987 et décembre 1989, le Royaume-Uni a mis en service quatre sous-marins stratégiques, dont les caractéristiques et les performances rappellent celles des sous-marins américains - de la classe la Fayette - à partir desquels ils ont été conçus par des chantiers britanniques, à la suite d'un accord avec Washington. Chacun de ces unités embarque seize missiles du type Polaris A3 acquies aux Etats-Unis, mais modifiés par les techniciens britanniques qui ont mis au point les charges nucléaires. Chaque Polaris peut emporter entre trois et six têtes de 150 kilotonnes.

A partir de décembre 1994, en principe, ces sous-marins devraient être remplacés par des bâtiments d'un tonnage quasiment double (15 850 tonnes en plongée, au lieu de 8 400 tonnes) et armés, chacun, de seize missiles Trident 2-D5. Le quatrième et dernier sous-marin de cette classe devrait entrer en service en 1997.

A l'origine, le Trident, destiné aussi à des sous-marins américains du type Ohio, est un missile qui peut transporter jusqu'à huit charges explosives A80 de conception purement nationale. Dès le début, le Royaume-Uni a accepté que les missiles soient entreposés à la base américaine de Kings Bay.

Selon M. Léotard

Paris va vendre pour 20 milliards de francs de bateaux de guerre à l'Arabie saoudite

Le ministre de la défense, François Léotard, indique, dans un entretien accordé au quotidien la Tribune daté du mercredi 17 novembre, qu'il a « la certitude » d'obtenir de l'Arabie saoudite un contrat de vente pour de nouvelles frégates. « Une signature », pour ce contrat baptisé Sawari 2, « n'est pas à exclure » lors d'une prochaine visite du premier ministre, Edouard Balladur, à Ryad. C'est la première fois qu'un ministre français de la défense se montre aussi optimiste sur l'issue d'un contrat dont le principe, en la circonstance, avait été acquis entre Ryad et Paris dès juin 1989, mais qui, depuis cette date, n'avait jamais été suivi d'effet.

En 1980, déjà, l'Arabie saoudite avait acheté à la France, pour un montant total de 11 milliards de francs, quatre frégates de 2 200 tonnes, armées de missiles anti-aériens Crotale et de missiles anti-sous-marins Otomat, et deux pétroliers-ravitailleurs de 11 000 tonnes. Ce contrat, baptisé Sawari 1, a été exécuté. Les bâtiments ont été mis en service

entre janvier 1985 et août 1986 par la marine saoudienne.

Depuis, Ryad négociait avec Paris trois contrats différents qui ont longtemps suscité des réserves de l'administration française de financer à propos des facilités de paiement à attribuer au client. Le premier contrat (d'un montant de 3 milliards de francs) porte sur l'assistance de la France pour l'entretien des bâtiments déjà livrés. Le second (d'une valeur de 3,5 milliards de francs) a trait à l'entretien et à la rénovation des batteries de missiles Crotale-Shahins de défense aérienne montées sur des blindés et vendues, en 1984, à l'armée de terre saoudienne. Le troisième contrat, qui a été baptisé Sawari 2, est relatif à l'achat, par Ryad, de trois frégates lance-missiles supplémentaires mais d'un tonnage plus lourd (3 200 tonnes) pour quelque 20 milliards de francs.

Les déclarations de M. Léotard à la Tribune donnent à croire que l'administration française a levé les derniers obstacles à propos, en particulier, du contrat

Sawari 2. Selon certaines informations, en effet, la France a accepté des décalages de paiement de dix-huit mois - qui restent au comptant - de la part des Saoudiens. Avec Ryad, il est aussi question de la vente de deux cents chars Leclerc (équipés du moteur français Hyperbar, et non du moteur allemand MTU) comme les Leclerc acquis par Abou-Dhabi, pour 10 milliards de francs, et de quatre-vingts hélicoptères Cougar, pour un coût de 8 milliards de francs.

Dans son entretien à la Tribune, le ministre de la défense considère que « l'export est vital » et il affirme attendre des commandes de matériels militaires de l'étranger qui pourraient être supérieures à 50 milliards de francs en 1994, puis en 1995. « Géographiquement », ajoute M. Léotard, nous avons deux zones très fortes avec le Golfe et l'Europe » et « l'essai d'en créer une troisième, l'Asie du Sud-Est ». Il regrette par ailleurs que la France soit peut-être trop absente en Amérique latine.

Demain dans « le Monde »

Un cahier spécial sur le nouveau Louvre

Le 18 novembre 1993, il y a exactement deux siècles, les premiers visiteurs du musée du Louvre - une institution qui venait d'être créée par la Convention - étaient leurs premiers pas dans le Salon Carré et dans la Grande Galerie fraîchement réaménagée pour recevoir les collections royales. Le 18 novembre 1993, le président de la République, François Mitterrand, doit inaugurer l'« île Richelieu » qui accueille, après le départ du ministère des finances, une partie des collections de l'établissement muséal : départements des Objets d'art et des Antiquités orientales, section d'art islamique, sculptures françaises et écoles des peintures du Nord. Le musée, dont les surfaces d'exposition passent ainsi de 30 000 mètres carrés à 52 000 mètres carrés, se déploie maintenant dans l'ensemble du vieux palais. Avec les espaces commerciaux et les parkings ouverts sous le ciel du Carrousel, le Louvre est devenu une véritable ville dans la ville.

Demain, le Monde publiera (dans ses éditions datées 19 novembre) un cahier spécial de huit pages consacré à cet événement.

هكزا من الالهم

Le Monde

• Le Monde • Jeudi 18 novembre 1993

ARTS • SPECTACLES



« LIBERA ME », UN FILM D'ALAIN CAVALIER

Il y a des gens, foule immobile, papiers d'identité dans les mains, mains sur la tête. Des flics, ou des soldats, qui les surveillent. Il y aura la lutte clandestine, le secret, la complicité, la peur qui est cachée là, la terreur quand l'ennemi arrive, la douleur, la honte. Des coups, la mort. Et aussi une famille, des repas, des lits défaits, des outils affûtés, des pas dans la rue, des désirs et des jalousies, la connivence. Des coups, la vie. Ce n'est peut-être pas officiellement une guerre, mais c'est une occupation. Peut-être pas officiellement une occupation, mais une oppression. Et ceux qui ne se laissent pas faire.

Démunis, ils se battent. Les autres, en face, se battent aussi. Sacré boulot. C'est cela qu'on voit d'abord dans *Libera me*, du travail. Pas d'héroïsme, pas de symboles, pas d'idées brandies. Du travail : des corps, confrontés au temps et aux choses. Visages, mains, regards, mouvements, efforts. Des corps qu'on voit bien, mieux que d'habitude. La lumière est très simple, elle est seulement faite pour ça : donner à voir des corps humains. Ils sont très nombreux, aucun n'est « spécial » (spécialement beau ou laid), aucun ne sera jamais confondu avec un autre. Cette singularité essentielle reconnue aux humains, cette dignité, fait songer à certaines pages de Robert Antelme, au retour des camps.

On sait, depuis la présentation du film au Festival de Cannes, qu'il n'y a pas de paroles dans *Libera me*. Il aurait fallu ne pas le dire, et ici non plus. Pas pour faire le malin, ni pour en faire la surprise : il n'y a pas de surprise, dans le film, pas d'astuce. Cette absence de mots (qui n'est pas, loin s'en faut, le silence) est nécessaire, logique, évidente. C'est le contraire d'un artifice.

Le lyrisme, en la matière, on connaît. Il envoie souvent les gens à la boucherie, une autre, ou la même qui continue autrement. Depuis le temps que les mots tuent, « mots » est d'une prudence élémentaire. *Libera me* retrouve naturellement cette puissance d'avant Babel que possédait le cinéma jusqu'au parlant, cette assurance et cette exigence de chaque image, et de leur organisation. Mais ce n'est pas non plus un « film muet », comme lorsque les acteurs mimaient le dialogue, ou que l'on recourait aux intertitres : ici ne figurent que des moments où on ne parle pas parce qu'il n'y a pas à parler. Ce sont les instants du faire, pas du commentaire ni de l'annonce. L'heure de *Libera me* n'est ni à la gloire ni à la publicité.

Le film « dit » ce qu'il a à dire, ce qu'il peut dire. Sans cesse, l'irruption éventuelle des mots apparaît comme une menace. Exemple : entre les membres du réseau, les images déchirées de leur enfance servent de signe de reconnaissance. Quand on le voit, c'est simple, bou-

ÉCHOS DE LA RÉSISTANCE

Des films, il en sort tous les mercredis, des gros, des petits, des chers et des pas chers, des tristes en couleurs et des gais en noir et blanc, ou l'inverse, des très réussis, des complètement ratés, des prometteurs, venus de France et de Navarre, d'Hollywood et de Madagascar. Tant mieux. Sans ce flot, il n'y aurait tout simplement plus de cinéma. Et puis, parfois, il arrive un film solitaire, semblant ne pas appartenir au lot commun, incomparable. Un film unique, différent. « *Libera me* », dixième long métrage d'Alain Cavalier, est de ceux-là.

versant. Quand on le dit (ou quand on l'écrit), c'est d'un symbolisme pathétique et naïf. Pour les mêmes raisons, il n'y a pas non plus de décors dans *Libera me*, ni de plans d'ensemble, ni de mouvements de caméra. Rien de ce qui ressemblerait à de la rhétorique.

S'il y a une prouesse, une seule, dans le film, c'est de rendre toutes ces absences logiques, légitimes, elles aussi non rhétoriques. Par elle, cette mise en scène fabriquée, contrôlée, rejoint le document. Par le rapport qu'il établit avec ses interprètes (pour la plupart des non-professionnels), avec les objets, avec les gestes, *Libera me*, entièrement tourné en studio, appartient de plein droit au « cinéma du réel ». On se rappelle alors qu'après *Thérèse*, Cavalier a réalisé une série de portraits documentaires consacrés à des femmes au travail.

Libera me est un document, mais un document sur quoi ? Un document sur une idée, qui s'appelle résistance, et sur ceux qui la mettent en œuvre, les résistants. Ces termes-là ont été galvaudés, on les a circonscrits à une époque, celle de l'occupation nazie, on en a abandonné l'usage contemporain, être du consensus auquel ne s'opposeraient que des terroristes sanguinaires et abrutis, ou des rêveurs nostalgiques et désuets. Les mots, justement, ont bien servi cette entreprise de recouvrement.

Le lien et l'époque montrés dans le film sont à la fois imprécis et réels : cela ne se passe ni en Chine ni sur la planète Mars, mais en Europe, ni aujourd'hui ni demain, mais il n'y a pas longtemps. L'oppression et la résistance sont de tous les temps, elles sont l'enjeu du film. A l'écran, leurs manifestations évoquent une période qui va des années 40 à la fin des années 60, du fusil de chasse FTP à la révolte ironique de la « contestation ».

N'existe-t-il pas de voies pour une résistance contemporaine, qu'il aurait aussi fallu montrer ? Le penseur politique Alain Cavalier n'en sait rien. Cela tombe bien, on ne le lui demandait pas. Mais le cinéaste Alain Cavalier a une idée sur la question : sa résistance à lui, c'est le refus de ce qui domine les images, et par quoi elles deviennent instrument de domination. Le décoratif, l'imagerie, la fascination pour la technique, l'arrogance de l'argent, les discours qui nivellent, qui assomment : hagiographie, dénigrement, promotion, commémoration. Et qui imposent, eux, le silence.

Libera me n'est pas un film sur la résistance, mais un film de résistance. D'une urgence salutaire.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire page II l'entretien avec Alain Cavalier

DEMAIN
UN NUMÉRO SPÉCIAL
DE HUIT PAGES

INAUGURATION DU GRAND LOUVRE

A l'occasion de l'inauguration, le 18 novembre, de l'aile Richelieu du Musée du Louvre, par le président de la République, *Le Monde* publiera (dans ses éditions datées 19 novembre) un cahier spécial consacré à ce nouveau géant de l'art. Enquêtes, entretiens, reportage photographique, plans en couleurs, informations pratiques : huit pages pour découvrir les collections permanentes dans leurs nouveaux espaces.

Festival de Cannes 1993 - Cinéma en France



مكتبة الأمل

II Le Monde • Jeudi 18 novembre 1993 •

CINÉMA RENCONTRE AVEC LE CINÉASTE ALAIN CAVALIER

LUMINEUSE SOLITUDE



GÉRARD RONDEAU

Parmi les réalisateurs français, on trouverait difficilement homme d'apparence plus paisible et réservée qu'Alain Cavalier. A soixante-deux ans, dont trente-cinq comme réalisateur, il a pourtant derrière lui un parcours tumultueux, marqué d'embardées aux extrêmes. Contemporain de la nouvelle vague sans en faire partie, assez proche du cinéma politique pour que ses deux premiers films, « le Combat dans l'île » (1962) et « l'Insoumis » (1964), lui valent des ennuis avec la censure sans que ses films se définissent par leur seul engagement, il a été tenté par le cinéma de genre (« Mise à sac », 1967), puis a fait un pas de clerc vers l'adaptation académique (« la Chamade », 1968).

Après un premier long passage à vide, il réapparaît avec des films plus modestes, tout en humour et en finesse (« le Plein de super », 1976, « Martin et Léa », 1978), qui masquent une interrogation douloureuse sur son identité et son travail, traduite par « Ce répondeur ne prend pas de message » en 1978. Après la délicate réussite d'« Un étrange voyage » (1980), il perfectionne un système de travail fondé sur l'autosuffisance, l'économie et la discrétion. Le résultat sera le triomphe, aussi mérité qu'inattendu, de « Thérèse », en 1986. Après un détour par le documentaire (« Vingt-quatre portraits », 1988-1990), « Libera me » s'inscrit dans le droit-fil de choix à la fois esthétiques, politiques et quotidiens.

« L'originalité de Libera me tient à son sujet, mais aussi à ses conditions de réalisation. »

— Lorsque j'écris une histoire, je pense à ce qu'elle coûtera. Si je trouve les moyens matériels qu'elle requiert, je suis libre. J'ai aussi plus de liberté vis-à-vis des personnes qui travailleront avec moi, qu'il s'agisse de la préparation, de la mise en place du tournage, du choix des salles, de l'affiche... Toute incartade dans cet équilibre se voit sur la pellicule, transforme l'image, et finit par faire dire au metteur en scène, sans qu'il le sache, autre chose que ce qu'il voulait dire.

— C'est un problème d'ensemble, de cohérence. Un film représente un risque financier, il y a toujours une limite. Si cette limite n'est pas respectée, le film devient une espèce de désordre. Et se perd. L'argent est l'ennemi du film, l'argent est inquiet, il poursuit le cinéaste et veut l'empêcher de faire certaines choses. Il existe un conflit entre l'argent et la pellicule, que j'essaie d'éviter dès le départ.

— Tout dans le film traduit ce combat contre l'excess, le superflu...

— Contre l'abus, contre la richesse, contre la consommation. Beaucoup de gens sont obligés, dans leur vie quotidienne, de faire le plus avec le moins. Il me semble que les films devraient y être obligés.

— Une chose est de définir les conditions matérielles correspondant à votre projet, une autre est de réduire systématiquement les dépenses.

— J'ai toujours une solution encore plus économe en réserve. Si je n'avais pas trouvé l'argent pour faire Thérèse, je l'aurais tourné chez moi; au lieu de coûter 5 millions, le film aurait coûté 2 millions (1). J'ai réalisé Ce répondeur ne prend pas de message pour 20 000 francs. N'importe qui peut trouver cette somme, quitte à estimer quelqu'un au coin d'un bois... Tout le monde peut faire un film, le plus difficile est de le faire parvenir jusqu'à une salle. Mais je

ne préche pas la pauvreté, ce que je dis ne concerne que moi. J'aimerais pouvoir faire des films dans des conditions qui permettraient au dernier moment de les mettre dans un tiroir, comme un manuscrit.

— Dans votre manière de travailler, il y a d'autres formes d'investissement, en temps par exemple.

— Libera me représente trois ans de travail, dont trois mois de tournage. Le montage se faisait en même temps. Je disposais d'un studio de 800 mètres carrés, avec une salle de projection, une salle de montage, tous les décors. C'était bien. S'il y avait eu un lit, j'en serais ressorti au bout de cent jours, le film terminé.

— Le tournage n'est pas du tout l'exécution d'un plan préétabli : le tournage est un jeu de paix qui tranche sans appel entre ce qui, dans le scénario, « tient la route » et ce qui ne tient pas. Ma manière de travailler permet l'équivalent de la nature chez un écrivain. Dans une situation habituelle, on dispose par exemple de deux jours de tournage dans un décor; s'il y a un problème, on ne peut pas refaire la scène : trop cher. Ici, je veux pouvoir refaire le deuxième plan le dernier jour de tournage. C'est ainsi que j'ai conçu mon décor, pour en retrouver les composantes à tout moment.

— Avoir une table de montage sur le plateau procède de la même idée. En visionnant le plan aussitôt après l'avoir tourné, je peux dire : « Il n'y a jamais à la suite de celui qu'il doit suivre, il faut retourner, ne faire autre chose. » J'arrive ainsi à une vue d'ensemble, où chaque élément travaille avec les autres, le film a une vie organique. Filmer entièrement en gros plan (même les quelques plans de fin sont des gros plans) facilite évidemment cette démarche. De même, le fait que les interprètes restent disponibles durant toute la durée du tournage. Avec des vedettes, on est toujours obligé de tenir compte de leurs obligations.

— Le film raconte une histoire, il a un début et une fin, on voit des gens qui sont vivants au début, et qui sont morts à la fin, on a vu comment, et puis une nouvelle génération arrive. Cette histoire est politique, mais c'est aussi l'histoire d'une famille, avec des conflits internes : il y a une guerre familiale, intime, au cœur de la guerre générale. Au moment du tournage, ce niveau individuel est aussi important que le niveau historique, il faut avoir la possibilité de lui prêter toute l'attention qu'il mérite. Cet aspect est même sans doute le plus délicat : pour les grands principes, les idées, on peut plus facilement faire confiance à ce qu'on a au fond de soi, et qui commande la manière de tourner.

— Vous vous coupez du monde, vous fabriquez en vase clos un film dont chaque image est soigneusement contrôlée et, pourtant, une vérité documentaire naît à l'intérieur de ce processus qui paraît très artificiel.

— Je travaille uniquement à partir de documents, des livres d'histoire, des photos de journaux, des petits souvenirs que je note, les journaux télévisés ou les anciennes actualités filmées. Et j'essaie d'analyser pourquoi telle photographie provoque une émotion, une réflexion. Ensuite, je ne cherche pas à reconstituer la photo, à l'imiter, je cherche au contraire à m'en éloigner. Cette démarche ressemble à celle du portrait : le visage réel ne disparaît pas, mais il devient de la peinture, il devient autre chose, tout en restant un visage. Même si on ne voit plus que c'en est un. Si, comme je l'espère, il reste une force documentaire dans mes films, c'est que l'origine a résisté,

elle est toujours dans le tissu de l'image. Beaucoup de scènes seraient impossibles sans cette origine réelle. Par exemple, il y a dans Libera me un gag macabre avec une tête de cochon. Jamais je n'aurais inventé une chose pareille, mais lorsque j'apprends que le photographe August Sander, qui avait un magasin à Cologne où il exposait des portraits de mariage, a mis parmi elles une photo de tête de cochon le jour de l'élection de Hitler...

— Ce sont des images mystérieuses, dont la signification est flottante. Elles dégagent une telle force que le spectateur ne peut pas dire : voilà ce qu'elles signifient. Je dois aussi les filmer d'un esprit égal, ne pas indiquer qu'Un tel est bon et que celui-là est méchant. Comme dans l'Evangile, par exemple, où on ne trouve jamais un qualificatif moral. On ne dit pas que les bourreaux de Jésus sont des salauds, on décrit : le soldat a fait ceci, Un tel l'a flagellé, etc. La description est tellement plus forte.

— La force documentaire du film tient aussi à la lumière, et à l'absence de décors.

— Effectivement, l'éclairage et le fond abstrait permettent à la description « géographique » des visages d'être d'un détail et d'une précision inouïs. Leur réalité ne se perd pas « dans la nature ». Il y a une conservation, tout est choisi, élu, mis en valeur. Chaque visage et chaque objet deviennent d'autant plus réels qu'il sont débarrassés d'informations secondaires ou parasites. Choisir les moments où les gens ne parlent pas répond à la même préoccupation. La parole commente la réalité, elle la prévient, elle l'annonce, elle l'accompagne, elle la suit, elle l'enveloppe. Du moment où la parole n'est pas dans le tissu même du film, la réalité physique est plus brutale, moins apprêtée.

— Voilà les questions que je me pose en tournant. Je ne me suis aperçu qu'ensuite que le film pouvait être vu dans le monde entier sans doublage; ça m'amuse, ça me fait plaisir que son intégrité soit ainsi préservée, que l'image ne soit pas abîmée par des sous-titres ni la bande-son par le doublage. Mais ce n'était pas du tout un but au départ. Je ne cherche pas à être universel.

— Beaucoup de gens, et notamment des cinéastes comme Wim Wenders, manifestent aujourd'hui une peur des images, et une confiance dans les mots pour en contrecarrer leurs effets de fascination et de dissimulation. Vous dites le contraire.

— Je ne dis rien. Je ne dis pas que l'image est reine, que je fais un film purifié du mot et que c'est dans l'image qu'il faut retrouver les secrets du cinéma. Je n'en ai rien à faire de ça. J'ai simplement des problèmes à résoudre avec ma propre parole. Je vis seul, je parle peu. Très naturellement, j'en suis arrivé non pas à lutter contre la parole, qui est une musique extraordinaire, mais à essayer de voir si, quand on n'a pas la parole, on ne s'approche pas mieux de certaines choses.

— Je voulais faire au moins une fois cette expérience, qui me tentait secrètement. A l'époque de Thérèse, je me souviens avoir dit à Catherine Mouchet que « mystique » venait de « muet ». L'absence de parole n'a rien à voir avec le silence. Le silence est un bruit éhrie.

— Dans votre Carnet (2), on sent constamment la peur que vos choix de mise en scène ne se transforment en procédés, en « système Cavalier ».

— Je souhaite que rien ne soit démonstratif ni théo-

rique. C'est aussi pour cela qu'il n'y a pas de paroles dans le film. Il ne faudrait pas que cette absence devienne à son tour une démonstration. Chaque spectateur doit y trouver ce qu'il veut, ou ce qu'il peut, en fonction de sa propre expérience de la vie. Je redoute beaucoup les parallèles qu'on risque de faire avec Thérèse, qui est pour moi un film très différent. Je suis passé d'un destin individuel à l'histoire d'une collectivité, d'un lieu unique à des lieux multiples, et à la description des strates d'une société pratiquement complète. Je suis arrivé au plan fixe et au cadrage serré, alors que Thérèse comportait des plans d'ensemble et de nombreux mouvements de caméra. Le fond était net dans Thérèse, il appartenait à la situation dramatique; ici, il est devenu flou, avec une sorte de lumière en suspens... Je revenais de la proximité des sujets des deux films — le religieux et le politique sont de la même famille — mais j'espère qu'on n'enfermera pas les choix de mise en scène dans un système.

— Y a-t-il aujourd'hui des cinéastes avec lesquels vous vous sentez en affinité ?

— L'impensable source d'émotion et de réflexion cinématographique, je la trouve dans les documentaires. Dès qu'un plan n'a pas été construit par un cinéaste, il enseigne la vie d'aujourd'hui, et instruit sur le cinéma. Quand j'étais plus jeune, j'ai eu quelques maîtres, moins pour leurs films que pour leur approche du travail. Maintenant, c'est une franchise solitaire, lumineuse. C'est presque mieux, c'est plus net.

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le coût moyen d'un film français s'élève à 23 millions de francs.

(2) En 1989, lorsqu'il commençait à réfléchir à son prochain film, Alain Cavalier a noté dans son agenda des références, des citations, des fragments d'idées. Reproduites en fac-similé (édité en tirage limité par la FNAC), ces pages constituent un passionnant « éclairage latéral » sur la démarche du cinéaste.

Ecoutez voir

ESCLAVES DE L'AMOUR

d'après la nouvelle
de Knut Hamsun

mise en scène Marc François

16 novembre - 5 décembre

T.

Théâtre de Gennevilliers

47 93 26 30

Ecoutez voir

L'ENFANT DE LA TERREUR

André Chénier

spectacle de Michel de Maulne

coordination:
L'Athnor

Maison de la Poésie

10 novembre / 19 décembre

42 36 27 53

حکایت از کمال

THEATRE

Spectacles nouveaux

Carmen, la nouvelle
de Louis Drouot
mise en scène de Jean-Luc Pélissier, avec Christian Rosmini, Renaud de Marcell, Pascal Pardon, Philippe Destré, Daniel San Pedro, Armand Volain et Didier Ritz.

Après le Festival de théâtre en langue espagnole, l'adaptation de la mythique Carmen, la plus fameuse, la plus universelle des musées gitanes.

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11^e. A partir du 16 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-05-85-23. De 185 F à 105 F.

Des étoiles dans le ciel du matin
d'Alexandre Gullin, mise en scène de Lisa Wurmser.

avec Vitoria Scognamiglio, Sophie Guéhenne, Hélène Moulin, Brigitte Barilley, Julia Roudolophova Zimina, Laurent Halgand et Olivier Hamel.

Pour que Moscou fasse bonne figure pendant les Jeux olympiques de 1980, les autorités ont débarrassé la ville de ses épaisses fumées. L'auteur en réunit quelques-unes dans une baraque.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. A partir du 23 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-26-38-38. 80 F et 110 F.

Finir, finir encore...
d'après Samuel Beckett, mise en scène de Stéphane Verrie.

avec Anita Dolopine, Willy Demarre, Thierry Dupont, Didier Ginguette, Guillaume Goral, Claudine Karagünmez, Patrick Pekmezian et Véroline Szemielak.

Le metteur en scène consacre sa vie aux adolescents handicapés légers. Ils donnent à Beckett une profondeur inattendue.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14^e. A partir du 18 novembre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures. Le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-58-38-89. De 55 F à 100 F.

Le landau qui fait du bruit
de Jean-Louis Bourdon, mise en scène de l'auteur.

avec Judith Magre et Jacques François.

Dans une maison de retraite, un couple se déchire, façon de passer le temps et de ne pas regarder la mort en face.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serrau, 20, av. Marc-Sangnier, 14^e. A partir du 17 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-45-48-77. De 55 F à 100 F.

Opéra équestre
de Barabas, mise en scène de l'auteur.

Barabas a retrouvé le Fort d'Aubervilliers, temple de bois consacré au cheval et à la musique. Haute école, galopades, gags, musiciens géorgiens, chanteuses herbères. Théâtre équestre Zappas, 178, av. Jean-Jaures, 93000 Aubervilliers. A partir du 19 novembre. Les vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 43-38-26-43. Durée : 2 heures. 180 F et 120 F.

Peau d'ours
d'Henri Calet, mise en scène de Christian Collin.

avec Claire-Ingrid Cottanceau, Marcell Dizonzo-Bo, Frédérique Lollé, Madeleine Marion, Philippe Marteau et Jacques Michel.

Mai connu parce qu'il était modeste, Henri Calet a participé à l'aventure de Combat avec Camus. Mais il a surtout écrit des romans. Assez peu, finalement. Son éditeur lui a demandé un livre sur Paris : *Peau d'ours*, qu'il n'a pas achevé. Il est mort le 14 juillet 1956.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 23 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-31-11-48. 95 F et 130 F.

Réponse à la question précédente
de Jacques Rebottier, mise en scène de l'auteur.

avec Alain Fromager, Maria Pilet et Emmanuelle Zoli.

Auteur et metteur en scène, Jacques Rebottier est aussi compositeur. Il se passionne pour ce qui se passe hors de la raison pure, dans le domaine du langage comme dans celui de la scénographie : sa pièce se passe à l'intérieur d'un crâne.

Athénée-Louis Juvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Juvet, 9^e. A partir du 18 novembre. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 65 F.

Le Soldat fanfaron ; Casina
d'après Plautus, mise en scène de Virginie Symoniac.

avec Sophie Broussard, Pierre-Michel Duden, Bertrand Saunier et Joëlle Watteau.

Deux trames d'un auteur latin qui ont des héritiers parmi les satiriques médiévaux et jusqu'à la comédie de l'art.

Bouffons-Théâtre du XIX^e, 28, rue de Meaux, 19^e. A partir du 23 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-38-35-53. 60 F et 80 F.

The Hip-Hop Waltz of Eurydice
de Reza Abdoh, mise en scène de l'auteur.

avec Tom Fitzpatrick, Julia Francis, Alan Mandell, Rogier Inacio Santana et Ronakio Estevan de Sa.

Découvert au Sigma de Bordeaux l'an dernier, un jeune Californien d'origine iranienne, installé à New-York : un pur américain. Son humour est violent, ses images flamboyantes.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 23 novembre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 45-14-70-66. De 100 F à 130 F.

Un dels ultims vespres de carnaval
de Carlo Goldoni, mise en scène de l'auteur.

avec Judith Magre et Jacques François.

Dans une maison de retraite, un couple se déchire, façon de passer le temps et de ne pas regarder la mort en face.



« The Hip-Hop Waltz of Eurydice », mise en scène de Reza Abdoh, à Nanterre.

Lozano, Alfred Lucchetti, Lina Marul, Joan Matamalas, Eric Serra, Carlota Soldevila et Artur Tria.

Une famille en pleine ébullition parce que le chef doit partir pour Moscou, et la laisse orpheline. Goldoni a écrit cette pièce avant de partir pour Paris.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. A partir du 23 novembre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 44-41-36-36. De 155 F à 50 F.

Paris

Cabaret Valentin
de Karl Valentin, mise en scène de Hans Peter Cloos.

avec Yann Collette, Mona Hefre, Denis Laurent, Patrick Proux et Karla Ripst.

Karl Valentin est devenu une sorte de légende. Dans les années troubles du début du siècle à Munich, clown virulent, il était le trouble-fête, le trouble-bonne conscience. Et c'est vrai qu'aujourd'hui, on a besoin de gens comme ça.

Théâtre national de Chaillot, 1, place de Yvetot, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 150 F.

Cachafaz
de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias.

avec Kalle Silva, Rodolfo de Souza, Federico Guerin, Susana Lastreto et Roberto Navarro.

Comment un travesti et son proxénète, poursuivis par la vindicte féminine, en viennent à la scénographie. Quand Copi écrit, c'est le délire.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée mercredi à 12 h 30, dimanche à 16 heures. Tél. : 43-68-43-60. De 150 F à 60 F.

Cahier d'un retour au pays natal
d'Aimé Césaire, mise en scène de Gabriel Gerret.

avec Bakary Sangaré et Jany Seitor (chœur).

Aimé Césaire, poète, militant de la « négritude ».

que, cruel et anxieux - correspond parfaitement à celui de Michel Raskine. Paris en profite après la création du spectacle à la Comédie de Caen.

Théâtre Paris-Ville, 211, av. Jean-Jaures, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-02-02-68. De 70 F à 135 F.

Esclaves de l'amour
d'après Knut Hamsun, mise en scène de l'auteur.

avec Nathalie Bernard, Nicolas Bonafay, Laurence Camby, Régine Cendré, Eric Champigny, Catherine Contour, Jean Duvry, Marie-Eve Edouard, Mireille Guera, Laurent Julien, Marie-Anne Kergoat, David Larquet, Sylvain Larquet et Gérard Média.

La nuit s'étire dans un café, no man's land entre réel et irréel. Des personnages qui s'ignorent et soudain explosent en colère, en rires, en crantement. A partir d'une nouvelle de Knut Hamsun à laquelle s'ajoutent de nombreux textes, l'ambiance louche des sentiments.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 110 F et 130 F.

Fiebre romaine ; Christopher
d'Edith Wharton, mise en scène de l'auteur.

avec Philippe Choquet, Nadir Elie, Marie-Josée Escobar, Jacques Haurégat, Christiane Maillard, Liza Michael et Mouron.

Deux femmes se déchirent à propos d'un homme. Elles observent les codes de la bonne société, elles n'en sont pas moins féroces.

Marigny (Salle Poperas), carré Marigny, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. 220 F et 170 F.

Fous des Folles
d'Alfredo Arias, mise en scène de l'auteur.

avec Philippe Choquet, Nadir Elie, Marie-Josée Escobar, Jacques Haurégat, Christiane Maillard, Liza Michael et Mouron.

Femmes, luxes, érotisme, chansons, danses : pendant quelques heures, les Folles-Bergères ont fait rêver le monde entier. Et aujourd'hui, Alfredo Arias peuple de ses rêves les velours et les ors du plus célèbre des music-halls. Et à son tour, il nous fait rêver.

Folles-Bergères, 32, rue Richer, 9^e. Du mardi au samedi à 21 h 15. Tél. : 42-46-77-11. De 375 F à 98 F.

L'Inquisiteur
de Robert Pinget, mise en scène de l'auteur.

avec David Warilow et Michel Kluft.

Un vieux domestique est interrogé à propos de la disparition de son ancien patron. Seul en scène, tenu par des voix, David Warilow est superbe.

Montparnasse (Salle 31), rue de la Galté, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 heure. 80 F et 120 F.

Maison d'arrêt
d'Edward Bond, mise en scène de l'auteur.

avec Nathalie Boileau, Christiane Cohendy, Luc-Antoine Diquere, Christine Gagnieu, Xavier Porey, Dominique Ponce, Didier Sandoz, Emmanuelle Sorez, Pierre Casadei, Max Delor, Carlos Kloster et Didier Rost.

Le labyrinthe de l'oppression dans le désert inhumain des villes surpeuplées et des prisons.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-68-43-60. De 150 F à 50 F.

Pantomimes de style ; le Manteau
d'après Nicolas Gogol, mise en scène de l'auteur.

avec Marcel Marceau.

Le mime Marceau fait revivre Bip, son alter ego, et s'écrit par ses gestes une interprétation de *Manteau* de Gogol.

Espace Pierre Cardin, 1, av. Gabriel, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-65-27-35. Durée : 2 heures. De 80 F à 120 F.

La Place royale
de Pierre Corneille, mise en scène de l'auteur.

avec Anne Consigny, Marie-Armelle Deguy, Philippe Demarle, Eric Génovèse, Nicolas Delpeyrot et François Loriot.

La découverte de l'amour, de ses souffrances, de ses espoirs traverse les siècles. Brigitte Jacques a transposé Corneille au temps de la nouvelle vague, et c'est épatant.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Polsson, 93000 Aubervilliers. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Le Renard du Nord
de Noëlle Renaude, mise en scène de l'auteur.

avec Robert Cantarella.

Après avoir fait découvrir Noëlle Renaude en lecture, Théâtre ouvert l'accueille en spectacle.

Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4, cité Véro, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 heures. Tél. : 42-62-89-49. Durée : 1 h 45. 75 F et 100 F.

Tempête
sur le pays d'Egypte
de Pierre Laville, mise en scène de l'auteur.

de Jean-Claude Fall, avec Brigitte Fossy et Marcel Blanc.

Dialogue d'un jeune médecin mi-Tchekhov mi-Boulgakov et d'une infirmière plus âgée, qui est toutes les femmes qui le haïent ou vont le haïir.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Les Trois Sœurs (en russe et en français)
d'Anton Tchekhov, mise en scène de l'auteur.

avec Vladimir Vorobiov, Elena Saleikova, Natalia Kroupinova, Elena Shishareva, Elena Koltzar, Lila Zagorskaya, Alexei Michalov, Vladimir Popov, Alexandre Zotov, Youri Pavlov, Valery Merkouchev et Alexei Nikomihov.

Tchekhov par le théâtre Krasnaja Prémia de Moscou est une leçon de la « petite musique », du samovar et des rideaux de dentelle. C'est poignant, dérangeant, étonnant. On peut parler que le *Mariage de Gogol*, qui suit le 22 au 24 novembre, est de la même eau.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 78 F et 130 F.

Dernière représentation le 20 novembre.

Ubu roi
d'Alfred Jarry, mise en scène de l'auteur.

avec Gilles Privat, Mireille Mossé, Jean-Yves Gouvez, Chantal Gressat, Dominique Près, Nicolas Samsier et Hervé Lalande.

Cet Ubu se passe dans un calet à dimensions humaines, et les personnages y sont à la fois géants et nains. Le metteur en scène, Hervé Lalande, avait un grand-père peintre et clown : il a hérité le sens de la farce louche.

Athénée-Louis Juvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Juvet, 9^e. Le mardi à 18 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 65 F.

DANSE

Workweek n° 20
4 semaines de danse contemporaine

Les thèmes et parfois le plaisir de la découverte : Gitta Bartel et Mirella Fattori, Christophe Halch (1), Laura Giorio, Damiano Fox et Laura Signi, Nadège MacLay (2). La dernière semaine est occupée par l'Asclépe de San-Clemente et la *Viège Marie*, le best-seller de Jean-Castella (3).

Le Repas du Sympas, du 23 novembre au 12 décembre, (1) les mardis, mercredis et jeudis, (2) les vendredis, samedis et dimanches, 20 h 30 ; (3) du 14 au 19 décembre, 20 h 30. Tél. : 43-58-55-93. 70 F et 50 F.

Compagnie Le Pont des Arts
Des immortelles pour Méditerranée

Compagnie Spinach Ballet
Surfer en mer déstabilisée

Frédérique Chauvencin (*Dés immortelles*) nous promet une « drag-comédie politique ». *Surfer...* de Lana Bloomfield et Christian Michaelson, relève du mélodrame et du pastiche des séries TV « exotiques » (on en a fait plein).

Théâtre Danco, les 18, 19 et 20 novembre, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 100 F.

Cannes

IX^e Festival international

Affiche éclectique et excitante : Bill T. Jones, Mats Ek, Maguy Marin, Lucinda Childs, les Ballets du Rhin et de Monte-Carlo, la Phoenix Dance Company, des jeunes chorégraphes américains et français, avec nombre de créations mondiales ou françaises. Et une soirée de clôture au profit des associations de lutte contre le sida.

Palais des Festivals et Théâtre Palais-Croisette, du 24 novembre au 1^{er} décembre. Tél. : 92-88-62-77. Du 100 F à 200 F (selon la clôture) du 150 F à 300 F.

Dunkerque

Compagnie Philippe Tréhet/Le Galet Gris

Les Mystères d'un nouveau monde
Troisième volet du triptyque *Le Présent des Anges*. Tréhet est un chorégraphe discret, mais il n'est pas passé inaperçu au Japon, où il a remporté en août dernier le Concours international chorégraphique de Tokyo.

Le Bateau Fou, 19 et 20 novembre, 20 h 45. Tél. : 28-21-10-10. 80 F. Et à Saint-Etienne Houvray, le Rive Gauche, le 27.

Angers

4 chorégraphes, 4 villes

Removée
A l'invitation du CNC/Le Quai de Bouvier et Quai, Yveline Bakelants vient d'Angers, Urs Dietrich d'Essen, Christine Marnet... d'Angers même, et Claire Riss de Birmingham. Avec quatre créations, sur un thème unique qu'ils ont choisi au préalable : démanteler, élever, égarer, effacer, quitter.

Beaurepaire, le 18 novembre à 18 h 30, le 19 à 20 h 30. Tél. : 41-87-80-30. 100 F.

La sélection d'« Théâtre » a été établie par :

Colette Godard

« Danse » : Sylvie de Nesque

un film de MIKA Kaurismäki

Zombie and the Ghost Train

théâtre de la bastille
43 57 42 14

Le Théâtre Studio
Krasnaja Prémia de Moscou
en russe surtitré
16 au 20 novembre à 21h

Les Trois Soeurs de Tchekhov
22 au 24 novembre à 21h

Le Mariage de Gogol
mises en scène
Youri Pogrebniatchko

55F

LA SÉLECTION
DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Musique

Mercredi 17 novembre

Puccini

Madama Butterfly

Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

Robert Wilson (France) en scène

avec le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

Robert Wilson (France) en scène

avec le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

Robert Wilson (France) en scène

avec le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

Robert Wilson (France) en scène

avec le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

Robert Wilson (France) en scène

avec le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

Robert Wilson (France) en scène

avec le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris

Après avoir mis en scène une

Flûte enchantée de Mozart

discutée à l'Opéra

de Paris, le chef d'orchestre

20 h 45. Tél. : 43-86-77-67. 120 F. Et le 20 novembre à 20 h 45, au Centre Robert-Dessau de Boulogne-Billancourt ; le 21 novembre à 17 h 30 à la salle des fêtes de Joinville-le-Pont.

Samedi 20

Henze

Ode au son Westwind

de Heinrich Schütz (Mozarte)

Orchestre philharmonique de Radio-France

Marcel Janowitz (direction)

D'abord s'écrit Hans Werner Henze est

peu à peu devenu le chef de file de l'école

néo-romantique allemande. Compositeur

indépendant, Henze a écrit quelques opé-

ras à l'efficacité dramatique incontestable

des œuvres orchestrales d'un raffinement

remarquable. Sa Septième Symphonie, com-

mande de l'Orchestre de Paris, a été créée

à la Salle Pleyel sous la direction de Daniel

Barenboim, en 1985. Elle vient d'être

enregistrée pour EMI par Simon Rattle.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. :

42-30-15-16. 120 F.

Liszt

Études d'interprétation transcendantale

Viktor Erasko (piano).

Voilà un pianiste qui ne va pas chômer.

Jouer à la suite des Douze Études d'exer-

citation transcendantale de Liszt est un

exploit technique et musical que seuls

quelques « fous » osent tenter. Erasko

est.

Conservatoire national d'art dramatique,

18 heures. Tél. : 42-46-12-31. De 80 F à

110 F.

Fauré

Nocturnes pour piano op. 63

Chantal pour piano et trio à cordes op. 15

Christiane Monaghan (baryton),

Dominique Brunet (soprano),

Olivier Charlier (ténor).

Pascal Duvion,

Nathalie Stasibourg,

Hugues Leclerc,

Yolande Kessler (piano),

Quatuor Galilée.

Elèves et professeurs du Conservatoire

rendent hommage à Jean Hubert qui fut

un des grands pédagogues de la maison.

Mais l'on ignore qu'il fut un compositeur

prolific qui remporta un grand prix du

disque, avant guerre, pour un concerto

pour violon qu'avait enregistré Henri

Morlet.

Conservatoire national supérieur de musi-

que, 17 h 30. Tél. : 40-40-46-46.

Vorisek

Improvisations op. 7

Dvorak

Concerto pour piano et orchestre

Wagner

Placido Domingo (ténor),

Alfonso Araiza (baryton),

Anna Mielnik,

Nina Stemme (soprano),

Koenigshausen (basse),

Orchestre de l'Opéra de Paris,

Eugène Kohn (direction).

Placido Domingo présente les vainqueurs

du concours de chant qui porte son nom.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-

13-00. De 60 F à 500 F.

Mozart

Symphonie n° 33

Machias

Schnbert

Symphonie n° 8 « Inachevée »

Orchestre de l'Opéra de Paris,

Eugène Kohn (direction).

Autre duo, autres mœurs. Anches d'un

côté (André Jaume), clavier de l'autre

(Alain Jean-Marie), la rencontre vaut pour

la solidité des deux musiciens et leur sens

du jeu. La partition, au-delà de la

confiance qu'ils inspirent, Jaume et Jean-

Marie ont en partage la même conception

calme et tempérée de la musique.

Autant dire qu'ils sont musiciens de jazz à

tout moment, et que leur pratique du duo

improvisé a de l'allure. A suivre (fidèles),

à découvrir (profanes) et à observer

(débuteurs).

La 19, Argenteuil, Cave Dinstro,

21 heures. Tél. : 38-61-25-23. 80 F.

Rock

Maria McKee

The Jayhawks

Maria McKee est dotée d'une belle

voix, faite pour le gospel et la country,

donc elle abuse parfois, mais avec une

parfaite sincérité. En première partie, les

Jayhawks, jeunes gens qui ont récemment

découvert les joies du country rock tel

qu'il le fabriquait en Californie il y a un

quart de siècle.

La 19, La Cigale-Kanterbrau, 20 heures.

Tél. : 42-23-15-15.

Buffalo Tom

Ces Américains se tiennent légèrement à

l'écart des dominants en vigueur dans

leurs pays. Leur violence s'accompagne

d'une certaine sobriété, d'une économie

qui les éloigne du grunge et les rapproche

d'une émotivité somme toute assez bri-

tanique.

La 20, Arapaho, 19 h 30. Tél. : 43-48-

24-84.

The Wonderstuff

The Wonderstuff est en ce moment

perilux dans la vie des groupes anglais

où l'enthousiasme de la presse est

retombé, où les fans se font impatients et

les ventes de disques incertaines. On peut

imaginer que le groupe a suffisamment de

ressources pour retrouver son inspiration,

bruyante, terre à terre, mélodique, des

premiers jours.

La 22, Elysée-Montmartre, 19 heures.

Tél. : 42-62-25-15.

Jazz

Laurent De Wilde

Ira Coleman

Billy Drummond

Le pianiste le plus subtil du moment, qui

n'hésite pas à affirmer un style et une

résolution classiques (enfin, tout est rela-

tif), se présente en trio, Ira Coleman, à

la basse, ne se contente pas d'assurer le

spectacle (cela signale pour les praticiens

de l'instrument), il est, avec une délica-

tesse subtile, une des voix du trio, que

complète Billy Drummond (batterie).

Résumons en passant : Laurent de

Wilde est un pianiste de repertoire et

d'expression. C'est un jeune homme in-

teligent. Il représente en Europe une cer-

taine idée du jazz qui a droit de cité à

New-York où, au sortir des tannes de la

me d'Ulm, il a assez longtemps travaillé.

La 18, New Morning, 21 heures. Tél. :

46-23-51-41.

André Jaume

Alain Jean-Marie

Autre duo, autres mœurs. Anches d'un

côté (André Jaume), clavier de l'autre

(Alain Jean-Marie), la rencontre vaut pour

la solidité des deux musiciens et leur sens

du jeu. La partition, au-delà de la

confiance qu'ils inspirent, Jaume et Jean-

Marie ont en partage la même conception

calme et tempérée de la musique.

Autant dire qu'ils sont musiciens de jazz à

tout moment, et que leur pratique du duo

improvisé a de l'allure. A suivre (fidèles),

à découvrir (profanes) et à observer

(débuteurs).

La 19, Argenteuil, Cave Dinstro,

21 heures. Tél. : 38-61-25-23. 80 F.

Rock

Maria McKee

The Jayhawks

Maria McKee est dotée d'une belle

voix, faite pour le gospel et la country,

donc elle abuse parfois, mais avec une

parfaite sincérité. En première partie, les

Jayhawks, jeunes gens qui ont récemment

découvert les joies du country rock tel

qu'il le fabriquait en Californie il y a un

quart de siècle.

La 19, La Cigale-Kanterbrau, 20 heures.

Tél. : 42-23-15-15.

Buffalo Tom

Ces Américains se tiennent légèrement à

l'écart des dominants en vigueur dans

leurs pays. Leur violence s'accompagne

d'une certaine sobriété, d'une économie

qui les éloigne du grunge et les rapproche

d'une émotivité somme toute assez bri-

tanique.

La 20, Arapaho, 19 h 30. Tél. : 43-48-

24-84.

The Wonderstuff

The Wonderstuff est en ce moment

perilux dans la vie des groupes anglais

où l'enthousiasme de la presse est

retombé, où les fans se font impatients et

les ventes de disques incertaines. On peut

imaginer que le groupe a suffisamment de

ressources pour retrouver son inspiration,

bruyante, terre à terre, mélodique, des

premiers jours.

La 22, Elysée-Montmartre, 19 heures.

Tél. : 42-62-25-15.

Jazz

Laurent De Wilde

Ira Coleman

Billy Drummond

Le pianiste le plus subtil du moment, qui

n'hésite pas à affirmer un style et une

résolution classiques (enfin, tout est rela-

tif), se présente en trio, Ira Coleman, à

la basse, ne se contente pas d'assurer le

spectacle (cela signale pour les praticiens

de l'instrument), il est, avec une délica-

tesse subtile, une des voix du trio, que

complète Billy Drummond (batterie).

Résumons en passant : Laurent de

Wilde est un pianiste de repertoire et

d'expression. C'est un jeune homme in-

teligent. Il représente en Europe une cer-

taine idée du jazz qui a droit de cité à

New-York où, au sortir des tannes de la

me d'Ulm, il a assez longtemps travaillé.

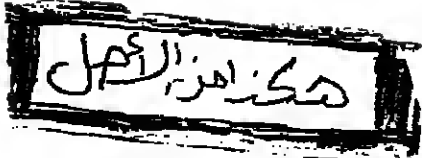
La 18, New Morning, 21 heures. Tél. :

46-23-51-41.

André Jaume

Alain Jean-Marie

Autre duo, autres mœurs. Anches d'un



VI Le Monde • Jeudi 18 novembre 1993 •

LA SELECTION

Musiques du monde

Mosallini-Calo-Carantini Trio

Tango, jazz, bandoneon, Piazzola, ambiance, virtuosité : quelques mots-clés pour se donner l'envie d'aller profiter de la délicieuse tension créée par un trio de style.

Les 17, 18, 19, 20 et 23. Troisième de l'Alcazar, 22 h 30. Tél. : 40-28-28-30.

Geoffrey Oryema

Geoffrey Oryema, Ougandais de Rose, a mélangé l'esprit de Leonard Cohen aux sons du lamellophone africain, la technologie de la tribu Gabon à la simplicité parfois un peu crue du continent noir. En scène, avec sa guitare, et son guitariste, Jean-Pierre Alarcón.

Le 22. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 48-98-98-93. 130 F.

Tournées

Cesaria Evora

La chanteuse de blues (de *morro*) du Cap-Vert revient affronter les froids de l'hiver européen. Après la très nostalgique *Silence*, la chanson *Angola*, une *coladeira* (la version dansante du fado capverdien) exotisée, lui a permis de gagner son premier Disque d'Or. Égale à elle-même, nature et décontractée, parfois triste, souvent enjouée.

Le 18 novembre, Cergy-Pontoise, Théâtre des Arts. Le 19, Tignes, Centre culturel. Le 20, Savigny-le-Temple, Espace Privé. Le 21, Montigny, Centre culturel. Le 24, Nîmes, Théâtre.

Madredeus

Terres Salgadas, la chanteuse du groupe portugais Madredeus, possède une voix remarquable, dans la lignée des chanteuses de fado. Le style musical inventé par ses compères (guitare, accordéon, clavier, violoncelle) puise aux sources de la musique traditionnelle, du folklore et du rock portugais. Du jamais entendu.

Le 18 novembre, Stèves, Le Sol. Le 19, Saint-Priest, Centre culturel. Le 22, Le Havre, La Courbe. Le 23, Tignes, Théâtre des Nouveautés. Le 25, Dijon, l'Athénée. Le 26, Saint-Barthélemy-d'Anjou, Théâtre de l'Éclat de la Vie.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaghe.

ARTS

Nouvelles expositions

Autour d'un chef-d'œuvre de Matisse

Dossier Barnes, suite. Avec *La Danse*, commandée en 1930 à Matisse pour décorer la galerie principale de la Fondation de Merion, et dont les trois versions monumentales - celle, inachevée, retrouvée en 1992, celle exposée en permanence au Musée d'Art moderne, et celle, définitive, de la Fondation - sont confrontées pour la première fois. Une quarantaine d'œuvres préparatoires les entourent.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, vendredi jusqu'à 21 heures. Visites commentées le jeudi et le vendredi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Réservation à la FNAC. Du 18 novembre au 6 mars 1994. 35 F.

De Khorsabad à Paris : la découverte des Assyriens

Parallèle découverte que le visiteur de la nouvelle aile du Louvre pourra faire, celle de la cour de Khorsabad (Assyrie) et ses ténements androcéphales est certainement l'une des plus spectaculaires... Une exposition du département des antiquités orientales accompagne la mise en place de l'ensemble monumental découvert il y a exactement cent cinquante ans.

Musée du Louvre, aile Richelieu. Entrée par le Pyramid. Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes les mer-

credi et lundi jusqu'à 21 h 15. Colloque les 21 et 22 janvier : Le palais du roi Sargon II d'Assyrie. Du 20 novembre au 14 février 1994. 35 F. Gratuit les 20 et 21 novembre.

Sonia Delaunay en Hollande

Quand Sonia Delaunay créait des tissus de mode et d'ameublement pour Metz et Co., une maison néerlandaise aux goûts avant-gardistes, qui était les meubles de Rietveld et les tapis de Van der Leek. Un sujet d'exposition inédit en France, qui nous vient du Stedelijk Museum d'Amsterdam.

Instituut Nederlands, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-85-99. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Exposition fermée le 25 décembre et le 1^{er} janvier. Du 18 novembre au 2 janvier 1994.

Paris

Art & Language

Si Art & Language, groupe anglais d'artistes conceptuels formé en 1968, ne compte plus aujourd'hui que deux membres : Michael Baldwin et Michael Samuels, ceux-ci sont toujours très actifs. L'exposition les montre à leurs jeux favoris d'aujourd'hui, la critique de la peinture par la peinture et convaincant par exemple Lévine et Pollock, Manet et Courbet. Pas triste.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-68-68. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 2 janvier 1994. 35 F.

Günter Brus

De peintures gestuelles ou photos et vidéos d'actions dramatiques et violentes, d'images en textes, de poèmes ou grands dessins au crayon de couleur, l'Autrichien Günter Brus ne cesse de peindre une œuvre qui prend le corps à partie, par tous bouts, tous les jours. Il se met entre Erps et Thasos, beauté et laideur. En héritier direct de la Vienne fin de siècle. Une révélation.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Pierre Chareau

Première grande rétrospective d'un architecte et créateur splendide de meubles dans l'entre-deux-guerres, qui a peu produit, mais de l'original et du génial. Et s'est rendu célèbre en aménageant, à Paris, la maison du Docteur Dalsace, dite la Maison de verre.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCL, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 17 janvier 1994.

Roman Cieslewicz

Efficace, dans le genre coup de poing, qui s'est formé à bonne école (en Pologne), il est artiste depuis 1953, de plus de 400 affiches, pour le cinéma, Amnesty International ou le Centre Pompidou. Cieslewicz travaille aussi pour le livre, dessine des couvertures, conçoit le graphisme de collections (par exemple 10/18). Hors commande, il se plait dans le photomontage.

Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 février 1994.

Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes

Aucune des quelque 2 000 œuvres acquises par Albert C. Barnes pour sa

fondation n'était, jusqu'au printemps dernier, sortie de Merion, près de Philadelphie. Et voici soixante-douze (vingt Cézanne, seize Renoir, dix Matisse, sept Picasso, un Manet, deux Monet, Scurat...) qui, au Musée d'Orsay, sont présentées mêlées aux collections.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-60. Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 18 heures, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 14 heures à 18 heures. Conférences les 20 et 21 novembre. Jusqu'au 2 janvier 1994. 50 F.

Delacroix et la Normandie

Entre 1813 et 1860, Delacroix fit de nombreux séjours en Normandie, qui lui inspirèrent des peintures, des dessins, des gravures. Études de batailles, marines, vues des falaises d'Étretat ou de l'abbaye de Valmout, près de Fécamp, où le peintre fit trois assis de fresque. L'entrée toute récente de ces œuvres dans l'atelier-musée est le prétexte de l'exposition.

Musée Eugène-Delacroix, 6, rue de Furstemberg, Paris 8^e. Tél. : 43-54-04-87. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 janvier 1994. 10 F.

Otto Dix

De cette incontournable figure de l'art allemand, l'exposition propose une cinquantaine d'œuvres sur papier : portraits, scènes de la vie de bohème à Berlin, images de bas-fonds, des années 1910-1930.

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-56-80-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 4 décembre. 25 F.

L'Âme au corps

Des écorchés de Rodin au Cri de Munch, des préparations anatomiques d'Hooft Fragonard aux photographies d'hystériques prises à la Salpêtrière, une exposition savante et difficile, qui traite du corps et de ses représentations dans les sciences et dans les arts depuis le dix-huitième siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-27-20. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (entrée après Jean-Perrin). Jusqu'au 24 janvier 1994. 45 F.

Nabis

Japonisme, primitivisme, symbolisme, occultisme, cloisonnisme, intuitionisme, érotisme et paravents... Les Nabis, une bande de jeunes troubles qui l'exemple de Gauguin stimulaient, avaient un pied « ailleurs », par exemple en Bretagne, et l'autre à Paris, du côté de la rue blanche, où ils ont inventé de belles formes courbes, synthétiques, annonçant l'Art Nouveau.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-27-20. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1994. 45 F. lun. : 31 F.

Quand la peinture était dans les livres

Au quinzième siècle, alors que fleurit le tableau de chevalet, le livre est en France au haut lieu de la peinture. Aussi, sans le recours aux bibliothèques qui conservent les manuscrits enluminés, nous connaîtrions mal nos grands peintres que furent Fouquet, Marmion ou Quarron.

Bibliothèque nationale, galeries Mazarin et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 janvier 1994. 30 F.

Vanités

Le Centre national de la photographie quitte le Palais de Tokyo pour l'hôtel

GALERIES

ÉROTISME ET SURREALISME

à la Galerie 1900-2000

Trois années durant, d'octobre 1930 à avril 1933, parut à Prague, sous la direction de Jindřich Štyrský, le *Revue Erotique*, émanation suffrante du surréalisme tchèque. Une exposition en rappelle aujourd'hui le souvenir et les succées. À une anthologie où voisinent estampes japonaises et gravures de Rops, la revue joignait les dessins d'artistes contemporains qui, pour le plupart, se dissimulaient sous des pseudonymes. Tel n'était pas le cas d'Emil Filla, de Toyen ou de Wachsman, auteurs d'images fort habilement tracées dans un style à mi-chemin entre symbolisme viennois et néo-classicisme. Leurs odalisques ne sont guère pudiques - mais ce sont cependant des odalisques. Quelques allusions imprévues aux arts océaniques et des rébus transparents - coquillages ou végétaux - agrémentent ces saynètes. Krajc, Pak et Štyrský lui-même préféraient à ces jeux allusifs une imagerie plus explicite et triviale. Elle ne méritait pas l'honneur d'une résurrection. - Ph. D.

* Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris (6^e). Tél. : 43-25-84-20. Jusqu'au 27 novembre.

SONIA FERLOV MANCOBA

à la Galerie Artcuriel

Sonia Ferlov naît à Copenhague en 1911 (elle y décède en 1985) et entame une carrière de peintre avant de se tourner vers la sculpture en 1935, prenant pour base les bois d'épave ramassés sur la grève. En 1942, elle adhère au groupe élitiste (qui figurait entre autres Mortensen) puis épouse Mancoba, un peintre zoulou venu de Johannesburg. A voir la surprenante série de sculptures réunies par Artcuriel, on pressent le rôle qu'eut l'Afrique sur le travail de la Danoise. Les masques qui sortent de son atelier fascinent Asger Jorn, qui l'intègre au groupe Cobra : cela nous vaut une réunion de la plupart des anciens membres du groupe, et plus généralement, de presque tous ceux qui traversèrent la trajectoire de Ferlov. Ils eurent parfois tendance à l'étouffer : ses sculptures retrouvent aujourd'hui leur vraie place. - H. B.

* Galerie Artcuriel, 9, avenue Matignon, Paris (8^e). Tél. : 42-99-16-04. Jusqu'au 12 décembre.

GÉRALD THUPINIER

à la Galerie Stadler

Thupinier est de ces artistes français qui, discrètement, accomplissent leur œuvre sans chercher à quel courant ils pourraient se rallier. Jusqu'ici, il réside dans les territoires de l'abstraction météoriste et gestuelle. L'été dernier, il s'est égaré du côté de la Grèce et de l'Inde et on a rapporté une série de travaux sur papier intitulée « Comme un courant d'air ». Ce sont, sur de grandes feuilles à l'éclat blanc, des esquisses de végétation, des fantômes d'arbres, des envolés d'oiseaux - tout cela seulement suggéré avec élégance et adresse par collages, allusions équivoques et graffitis crayonnés. Inévitablement, le nom de Twombly vient à l'esprit. Il arrive à Thupinier de s'approcher un peu trop près de cet illustre modèle et de frôler le pastiche. Mieux valent les œuvres où l'influence est tenue à distance et la poésie plus personnelle. - Ph. D.

* Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris (6^e). Tél. : 43-26-91-10. Jusqu'au 18 décembre.

de Rothschild, rue Berryer. Ce nouveau lieu est inauguré avec « Vanités », une histoire de la photo de mode. De Nadar à Steichen, de Penn à Roversi, de Klein à Bourdin, une démonstration judicieuse : comment cet art appliqué, considéré comme mineur, a donné des images majeures.

Fondation Seligman de Rothschild, Centre national de la photographie, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 53-76-12-31. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures. Projection en continu du film de William Klein *In and Out of Fashion*. Jusqu'au 7 février 1994.

Régions

Angers

Le Matin des peintres

Proposer un regard nouveau sur les « primitifs » du musée d'Angers, tel est l'objectif de cette réunion d'une quarantaine de tableaux sur bois des quatorzième, quinzième et seizième

siècles provenant de différents écoles (Sienne, Florence, Avignon, Suisse, Angers, Flandre, Hollande). La moitié ne sont généralement pas exposés, certains ont été restaurés.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-55-28-68. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1994.

Annecy

Giuseppe Penone

En nourrissant son œuvre de choses de la nature naturelle et cultivée, plutôt que de culture et d'histoire, le Turinois Giuseppe Penone a pris du champ par rapport au mouvement Art Povera dont il est issu. Arbres, *Mus* et *Femmes de terre*, dessins, marbres, bronzes et terres cuites... Le musée d'Annecy propose un panorama de son travail depuis trois ou quatre ans.

Musée-château, place du Château, 74000. Tél. : 50-45-28-68. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 janvier 1994.

du 2 novembre au 4 décembre 1993

La conquête du pôle sud

Mise en scène de Stanislas Nordey

de Manfred Marge

TGP 4243 17 17

du 12 novembre au 12 décembre 1993

Tempête sur le pays d'Égypte

de Pierre Laville

Création

Mise en scène de Jean-Claude Fall

Brigitte Fossey et Manuel Blanc

RESTAURATION DE MEUBLES ANCIENS

Depuis 120 ans, la maison STROSSER et son atelier sont voués aux meubles régionaux anciens et aux belles copies traditionnelles.

L'atelier remet en état vos meubles anciens en respectant leur passé par l'utilisation de vieux bois pour l'ébénisterie et les finitions sont créées ou vernies au tampon dans les règles de l'art.

A voir, l'atelier

Maison STROSSER. Atelier et exposition

85, av. Ledru-Rollin, 75012 PARIS

Tél. : 43-43-28-76 - PARKING

Votre Table ce Soir

Choumieu

SPECIALITE DE CASSEUILLET

et COMPOT DE CANARD

Tous les jours jusqu'à 22 h 30.

Choumieu service confiné de 12 h à 14 h.

Reservations de 10 h à 11 h par téléphone.

75, rue St-Christophe (7^e) Tél. 47-28-48-75

Le Monde

PUBLICITE GASTRONOMIE

Renseignements :

46-62-73-22

LE MONTAGE GUYLAUME

Châssis - Glaces, F.V.D.

Poissons - Homard - Langoustes

Spécialité de bouillabaisse

Menu, carte : 180 F/240 F

88, rue Tombé-laurie, 14^e T. 43-22-96-15

RELAIS BELLMAN

RAVIOLES DU ROYANS

FILET A L'ESTRAGON

MENUS 160 F et 220 F

37, rue François-I^{er}, 8^e - 47-23-54-42

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11

Micromé : (1) 40-65-28-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 51 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie de « Le Monde »

15, r. M.-Gustave

94552 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUËRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télfax : 205.808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-60-30-10 Télfax : 201.511 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-37-90 (de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (par mandat-CCP)
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 122 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne sur demande. Pour tous abonnements, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-18 - TAPES-LEMONDE

36-17 LMDOC ou 36-28-04-55

ABONNEMENTS PAR MINITELE

36-15 - TAPES-LEMONDE

code d'accès ABO

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 01

PP Paris BP

هكذا انظر الى العالم

DISQUES

« WORLD GONE WRONG », LE NOUVEL ALBUM DE BOB DYLAN

LE PROPHÈTE EN SON GRAND ÂGE

A cinquante-deux ans, Bob Dylan refuse de se laisser statuer. Un an après l'hommage médiatique que les grands du rock lui ont rendu au Madison Square Garden, il sort «World Gone Wrong», un second album de reprises après «Good as I Been to You». Pour l'occasion, les chansons sont accompagnées de notes rédigées par l'artiste, et c'est la première fois que Dylan s'exprime depuis la parution de «Under the Red Sky», son dernier disque de compositions originales.

ONZE chansons glanées aux sources de la musique américaine, enregistrées dans une totale solitude. La seule entre personne impliquée dans la réalisation de «World Gone Wrong» est l'ingénieur du son, Micajah Ryan. Ce nouveau disque est apparemment la suite (le prolongement ? la répétition ?) de «Good as I Been to You», également composé de blues exhumés, de chansons traditionnelles oubliées. Voilà deux albums que Bob Dylan n'écrit plus. Certains avancent qu'il n'a pas envie de se fatiguer pour une maison de disques qu'il s'apprête à quitter et que ces deux albums n'existent que pour remplir des obligations contractuelles. D'autres gardent un souvenir si horridé d'*Under the Red Sky*...

Les observateurs évertis, journalistes spécialisés par exemple, se sont résolus à passer Bob Dylan par pertes et profits. Dans la colonne pertes, le deuil d'un auteur, d'un esprit fulgurant, d'un musicien original et audacieux, vu pour la dernière fois en moment de *Oh Mercy* puis avalé par une brume impénétrable. Dans la colonne profits, quelques résurgences qui transforment les concerts de Bob Dylan en loterie dont le gros lot est une version définitive de *Mr. Tambourine Man* ou d'*It's Alright Ma, I'm Only Bleeding*, comme lors de l'enterrement de première classe que lui offrit le show-business au Madison Square Garden, il y a un an.

Et voici que ce chanteur muet retrouve la parole. Chacune des chansons de «World Gone Wrong» est accompagnée d'un texte. On retrouve dans ces notes la prose étrange de *Tarantula* (1), le roman mutant publié en 1971, les coq-à-l'âne, l'imagerie apocalyptique, Bob Dylan. Le disque commence par *World Gone Wrong*, une chanson des Mississippi Sheiks, dont Dylan avait déjà repris *Sitting on Top of the World*. Les Mississippi Sheiks ont enregistré quelques faces pour Okeh (ancêtre de CBS) dans les années 30. Ces musiciens noirs du delta du Mississippi échantillaient la vie sur les plantations, dans les villes du Sud, en s'accompagnant au violon et à la guitare. Leur influence s'est fait sentir dans toute la musique country.

Leur *World Gone Wrong* est une chanson de rupture amère, comme Bob Dylan en chante depuis



Portrait de l'artiste en cow-boy solitaire : Bob Dylan ne s'est jamais avancé que masqué, pour mieux dévoiler le mystère de son inspiration nourrie des mythes américains, de l'Ouest sauvage aux bas-fonds des grandes villes.

Don't Think Twice, It's Alright. Il l'énonce avec une grande douceur, presque résignée, et le refrain revient seriner les mêmes mots, encore et encore : «I can't be good, baby, because the world's gone wrong» («je ne peux pas être bon, parce que le monde est devenu mauvais»). Bob Dylan met dans les mots simples des Mississippi Sheiks une tout autre charge. Cette chanson «va à contre-courant de la politique culturelle», commente Dylan dans la note correspondante. A partir d'un vers de la chanson («des choses étranges se passent»), il se lance dans une diatribe hallucinée qui vomit tour à tour les «charlatans maléfiques qui se déguisent en gilets et smoking qui parlent charabia, [les] monstrueuses, pompeuses superficielles qui lancent leurs parades dans des rues désertes sur des autoroutes à péage». Plus loin, Dylan chante *Blood in My Eyes*, des mêmes Mississippi Sheiks, qui reprend un thème qui lui est cher, la dégradation physique par l'amour. Dylan décrit ainsi les chansons du groupe : «Crues jusqu'à l'os et impeccablement faîtes pour ces temps modernes (le nouvel âge obscuro). Les Mississippi Sheiks n'ont rien de raffiné.»

Il faut dire que la tonalité générale de *World Gone Wrong* (les chansons et les textes) témoigne d'une panique presque millénariste qui se mélange à la peur de vieillir. *Broke Down Engine* (La machine en panne), un blues ferroviaire de Blind Willie McTell, est pris vite, comme par surprise, pour montrer que l'urgence est toujours là. Le texte qui l'accompagne donne l'une des plus belles définitions du blues qui soit.

On s'arrêtera quelques instants sur *Stack A Lee*. *Stack A Lee* (également *Stack O Lee* et *Stagger Lee*) est l'un des mythes du folklore américain. Son histoire est simple : au cours d'une dispute de bar, Billy Lyons vole le chapeau de Stack A Lee. Celui-ci finit par retrouver Billy qui le supplie de l'épargner, invoquant sa femme et ses enfants. Stack lui répond : «Que Dieu bénisse tes enfants, je m'occuperai de la femme», et abat Billy Lyons de deux balles de 44 dans la tête. Greil Marcus s'est penché sur le mythe de Stagger Lee dans l'essai qu'il a consacré à Sly Stone (2). Il y voit le prototype des héros du ghetto noir, de ces hommes d'origine, qui à force de voir inverser à leur sujet toutes les valeurs dont se réclame la civilisation américaine (adultes, on les appelle boys. Musiciens, il n'ont pas le droit de danser sur les rythmes qu'ils ont créés. Ouvriers, ils n'ont pas le droit de consommer les produits qu'ils fabriquent) transforment le mot *bad* (mauvais) en superlatif.

Dylan écrit : «*Stack A Lee* est la version de Frank Hutchinson.» Nick Tosches, l'auteur de *Country* (3), nous apprend que «Frank Hutchinson, un homme blanc né dans le comté de Raleigh, en Virginie-Occidentale, le 20 mars 1897, fut le premier artiste country à jouer dans ce style [la slide guitar des bluesmen noirs]. C'était à New-York en octobre 1926». Mais

cette version paysanne et blanche d'un mythe urbain noir (il semblerait que le vrai Stack A Lee, Samuel Stacker Lee ait été le fils mulâtre d'un riche marchand blanc de Memphis, juste après la guerre de Sécession) inverse les valeurs de l'original. Le dernier couplet de la chanson montre Stack A Lee haï par le fantôme de Billy. Dylan, qui consacra une bonne part de son génie au culte du hors-la-loi, a changé de bord lui-même. Sa version est pleine de compassion, et dans les notes, il écrit : «Que nous apprend la chanson ? Qu'aucun homme n'accède à l'immortalité grâce aux faveurs du public. La vérité est dans l'ombre. Au cours de l'âge pré-post-industriel, les victimes de la violence avaient le droit (en fait, c'était leur devoir) de juger ceux qui les avaient offensés.» Bob Dylan flirte avec le discours du vieillard terrifié du lynchage quand il se reprend et donne de ce fait divers mythique un résumé saisissant : «Une épopée d'erreurs et d'incompréhension. Une histoire d'amour sans la cupidité.»

Sur ce disque, on trouve aussi deux chansons traditionnelles d'inspiration anglaise, *Love Henry* et *Jack a Roe*, empruntées au répertoire de Tom Paley, l'un des artisans de la renaissance folk des années 50 ; une chanson de la guerre de Sécession, *Two Soldiers*, un blues du Delta classique, *Ragged and Dirty*, et un autre fait divers en musique, *Delia*, l'histoire d'un jeune homme qui tue sa maîtresse et dont le refrain récite à l'envers : «All the friends I ever had are gone» («tous les amis que j'avais sont partis»). *Delia* fait partie des titres de *World Gone Wrong* sur lesquels Bob Dylan joue normalement de la guitare. Il lui arrive aussi d'être d'une maladresse insignie, exaspérante. Mais ces erreurs toutes bêtes ajoutent encore au sentiment de désolation, à l'ironie farouche du disque, qui culmine avec *Lone Pilgrim*, une ballade appalachienne. On y retrouve l'imagerie protestante du *Voyage du pèlerin*, de Bunyan, que les premiers colons emportèrent avec eux pour en faire le matériau de base de la première littérature américaine. Dylan remarque à ce sujet que «la technologie nécessaire à l'effacement de la vérité est maintenant disponible... Quand les cotés auront baissé, attention ! Il n'y aura plus de chansons comme celles-là». Prophète rattrapé par les temps, nomade qui n'arrive pas à s'arrêter, Bob Dylan poursuit son chemin, lançant ses imprécations pour éloigner la peur du vide.

THOMAS SOTINEL

(1) Réédité en 10/18. Traduit par Daniell Hedejot, nouv. éd. UGE, 1993, 192 p., 37 F.

(2) In *Mystery Train*, Greil Marcus, EP Dutton, New-York, 1975.

(3) *Country: Living Legends and Dying Metaphors in America's Biggest Music*, Nick Tosches, Stein & Day, New-York, 1977.

* 1 CD Columbia/Sony 47487-2.

LE SPECTATEUR

Le visage de Charles Baudelaire est sans doute un des plus beaux visages d'écrivain français dont on ait l'image certaine. Avec le portrait de Rimbaud, dit «du Voyant», par Carjat, ou Arthur adolescent regardé un coin du ciel à droite. Parce que sommes-nous sûrs du visage de Sade ? Il a fallu attendre longtemps pour découvrir une première et unique photo d'Isidore Ducasse, comte de Lautréamont, un peu décevante au demeurant - on espérait une expression plus farouche à l'auteur des *Chants de Maldoror*. La trogne malheureuse de Verlaine nous consterne, à mille lieues de la grâce impalpable, aérienne, de sa plume, si facile à aimer. Mais Baudelaire, de ses dessins d'enfant à ses ultimes portraits où, amaigri, fiévreux, il ressemble tantôt à Michel Bouquet, molle et que et noir, tantôt à François Mitterrand, halluciné retour d'Égypte, est constamment beau.

Il y a quelques années de cela, Ernest Pignon-Ernest eut l'inspiration de couvrir les murs de Paris d'une effiehe saisissante où Rimbaud, grandeur nature, apparaissait en jeans, blouson jeté sur l'épaule, en chômeur angélique. On le reconnaissait tout de suite, que l'on soit lycéen ou passant d'un autre âge, c'était comme un coup au cœur, une prémonition : Rimbaud revient. Et de fait, il est revenu pour le centenaire de sa mort, en grande pompe : il ne lui manque plus qu'une pièce de monnaie, un billet de banque à son effigie, lui qui aimait tellement l'or. Peut-être va-t-on avoir le même choc avec l'effigie de l'exposition «Baudelaire/Paris» qui vient d'ouvrir à la nouvelle salle d'exposition de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 22, rue Malher, près du métro Saint-Paul, jusqu'au 15 février prochain, si l'univers tient bon jusque-là.

Cette affiche est en elle-même un petit événement dans la mesure où elle reproduit une photo de Baudelaire par Nadar, jusqu'à présent inconnue. Veste noire, chemise blanche, cravate noire, l'œil encore plus sombre et perçant, il a l'air emporté, coléreux, superbe. Il a trente-trois ans. Comment le sait-on ? M^{me} Françoise Heilbrun, conservatrice des photos au Musée d'Orsay - acquéreur en 1988 de plusieurs clichés de Baudelaire, dont la fameuse photo, dite «ratée» parce que bougée, où il paraît juvénile comme un nouveau philosophe -, a indiqué dans un article qu'une gravure illustrant l'édition Conard des *Fleurs du mal* de 1922 était une libre interprétation d'une des photos d'Orsay. C'était bien vu, en effet. La gravure est en réalité une copie, presque un décalque de la photo, inconnue mais pressentie, que possède un collectionneur privé, fin lettré, Gérard Oberlé. C'est chez lui que Claude Pichols, commissaire de l'exposition avec Jean-Paul Avicé et éditeur de Baudelaire dans la Pléiade, a trouvé ce précieux cliché que l'on peut vraisemblablement dater de 1854, comme la photo ratée.

On ne part pas

chés de Baudelaire, dont la fameuse photo, dite «ratée» parce que bougée, où il paraît juvénile comme un nouveau philosophe -, a indiqué dans un article qu'une gravure illustrant l'édition Conard des *Fleurs du mal* de 1922 était une libre interprétation d'une des photos d'Orsay. C'était bien vu, en effet. La gravure est en réalité une copie, presque un décalque de la photo, inconnue mais pressentie, que possède un collectionneur privé, fin lettré, Gérard Oberlé. C'est chez lui que Claude Pichols, commissaire de l'exposition avec Jean-Paul Avicé et éditeur de Baudelaire dans la Pléiade, a trouvé ce précieux cliché que l'on peut vraisemblablement dater de 1854, comme la photo ratée.

On sait que Baudelaire considérait l'invention de la photographie comme un nouveau fétu s'élevant sur l'art en détruisant «le règne des facultés», l'imagination. Dans le *Salon de 1858*, au chapitre intitulé «Le public moderne et la photographie», il vitupère : «Comme l'industrie photographique était le refuge de tous les peintres manqués, trop mal doués ou trop paresseux pour achever leurs études, cet universel engouement portait non seulement le caractère de l'aveuglement et de l'imbécillité, mais avait aussi la couleur d'une vengeance. [...] Je suis convaincu que les progrès mal appliqués de la photographie ont beaucoup contribué, comme d'ailleurs tous les progrès purement matériels, à l'appauvrissement du génie artistique français, déjà si rare.» Mais c'est le même homme qui pose pour Nadar, pour Carjat, à maintes reprises, et dont on peut observer, selon Jean-Paul Avicé, qu'il prend bien soin de présenter ce qu'il considère être son «bon» profil, le visage légèrement tourné vers l'épaule droite. La preuve en est que dans les autoportraits qu'il fait de lui-même, à l'encre, au moyen d'une glace, il figure à l'envers, tourné à gauche.

On trouvera rue Malher également des tableaux de Deroy et de Courbet, entre autres, représentant Baudelaire et ses amis, Gautier,

Belzée, Hugo, Banville, Champfleury, et d'autres photos, admirables, de Paris, par Marville. Un Paris bien différent de ce qu'il est devenu, surtout dans ce quartier du Marais que la mode a véritablement sinistré sous le torrent de ses pécotilles, intelligent ses herbes dans d'anciennes boulangeries reconverties, en fees même des maisons anciennes qu'elle insulte et vide de toute vie réelle. Baudelaire, qui vécut non loin de là quelques temps, rue Payerne, rue de Sévigné, rue Beaubien, eurent fui à toutes jambes. C'est du reste ce qu'il fit dès l'âge de vingt-trois ans, quand sa famille lui imposa un conseil judiciaire en 1844. Le catalogue de l'exposition fournit un plan de Paris et les quarante-cinq adresses où séjourna Baudelaire, si l'on tient compte de l'adresse d'une amie à Neuilly, 11, rue de la Révoite, et de celle du cimetière Montparnasse, où il repose comme on dit entre sa mère et son beau-père, très reposés également.

L'AMOUR et le détachement mêlés de Paris ont inspiré à Baudelaire les écrits foudroyants, amoureux que l'on sait, dont le *Spleen de Paris*. Revient sans cesse son obsession de ce qu'il désigne dans *Mon cœur mis à nu* comme «la grande mélodie de l'horreur du domicile». Dans le *Spleen*, «la haine du domicile»; dans une lettre, «l'horreur d'un domicile quelconque»; à propos d'Edgar Poe, «le changement perpétuel de domicile», ajoutant au sujet du ténébreux Américain : «Il traversait la vie comme un Sahara et changeait de place comme un Arabe», images qu'il aurait pu s'appliquer à lui-même. Déménagements pathétiques d'un homme traqué par ses créanciers, incapable de se fixer plus que sincèrement attiré par le voyage. Un de mes amis écrivain, illustre, ça va sans dire, m'a fait cadeau d'une trouvaille chez Baudelaire, dont un autre écrivain illustre et ami m'assure qu'elle est vraie, mais il ne sait plus où notre ami commun l'a pêchée (peut-être un lecteur éclairé obligamment notre lanterne éteinte) : Baudelaire aurait souhaité que l'on inscrive au fronton de la gare Montparnasse cette maxime, paradoxale ici : «On ne part pas !»

MICHEL BRAUDEAU

Ecoutez voir

CARMEN
LA
NOUVELLE
MERIMÉE
DOUTRELIGNE
PALIÉS

THEATRE DU CAFE DE LA DANSE

18 nov • 23 déc 48 05 65 23